

Éric TOUSSAINT

# Banque du Sud et nouvelle crise internationale



Alternatives et résistances  
au capitalisme néolibéral

CADTM

SYLÉPSE



Ce travail est dédié à des amis militants qui ont lutté au quotidien pour que les alternatives puissent voir le jour et qui ne sont plus parmi nous : Francis Champion (mort à l'usine Tubemeuse à Liège en avril 1985), Mario Lopez (assassiné à San Salvador en 1993), Redouane Osmane (foudroyé par une crise cardiaque en commençant un cours dans son lycée à Alger en décembre 2007).

A Farooq Tariq et à ses camarades qui luttent contre la dictature au Pakistan.

A France Arets et à tous ses compagnons qui agissent sans relâche pour les droits des sans papiers et des demandeurs d'asile.

Aux jeunes femmes et hommes qui sont venus renforcer la réflexion et l'action du CADTM ces dernières années.

A celles et ceux qui ne peuvent supporter l'injustice et se lèvent pour créer un monde libéré de toute forme d'oppression et d'exploitation.

# **Banque du Sud et nouvelle crise internationale**

Alternatives et résistances  
au capitalisme néolibéral

**Eric Toussaint**



## **Remerciements**

Merci à Damien Millet qui a révisé le manuscrit à toutes ses étapes, à Virginie de Romanet qui a relu les textes et réalisé la maquette ainsi qu'à Denise Comanne qui a réalisé la relecture finale. Les critiques et les suggestions qu'elles et il ont bien voulu émettre m'ont fortement stimulé. Merci à Cécile Lamarque pour le coup de main pour la bibliographie sur la toile.

Je tiens également à remercier pour leur aide, leur attention bienveillante, leurs critiques, leurs encouragements, leur compréhension Hervé Do Alto, Danielle Alverhne et Pierre Caron, Elizabeth Anne, Olivier Bonfond, Vicki Briault, Suzanne Comanne, Sébastien Dibling, Judith Harris, Denise Lagache, Jorge Marchini, Ajit Muricken, Christine Pagnouille, Guillermo Parodi, Griselda Pinero, Raul Quiroz, Diren Valayden, toute l'équipe du CADTM et les amies et amis du réseau international du CADTM en Angola, Bénin, Congo-Brazzaville, Côte d'Ivoire, Guinée-Conakry, Mali, Niger, Sénégal, République démocratique du Congo, Togo, Liban, Maroc, Syrie, Tunisie, Inde, Pakistan, Argentine, Equateur, Colombie, Haïti, Venezuela, France, Suisse, Belgique et Japon.

**Relecture:** Denise Comanne, Damien Millet et Virginie de Romanet

**Maquette:** Virginie de Romanet

**Illustration de la couverture:** Manifestation indigène en Bolivie ; Créative common - auteur Skyoctane

**Mots-clés :** Ajustement structurel, alternatives, banque du Sud, biens communs, capitalisme, constitution, crise du subprime, dette, droits humains, institutions financières internationales, mouvements sociaux, objectifs du millénaire du développement, néolibéralisme, pays en développement, référendum, ressources naturelles, socialisme.

## **Editions**

CADTM

345, avenue de l'Observatoire B-4000 LIEGE

Tel: 00.32.(0)4.226.62.85

international@cadtm.org - www.cadtm.org

Syllepse

69, rue des Rigoles F-75020 PARIS

Tel: 00.33.(0).1.44.62.08.89

edition@syllepse.net - www.syllepse.net

Syllepse ISBN: 978-2-84950-17-26

D/2008/8809/1

## Ouvrages d'Eric Toussaint publiés en français

- *Banque mondiale : le Coup d'Etat permanent. L'Agenda caché du Consensus de Washington*, coédition CADTM-Syllepse-Cetim, Liège-Paris-Genève, 310 pages (2006)
- *Les Tsunamis de la dette*, avec **Damien Millet**, coédition CADTM-Syllepse, Liège-Paris, 187 pages (2005)
- *La Finance contre les peuples. La Bourse ou la vie*, coédition CADTM-Syllepse-Cetim, Liège-Paris-Genève, 638 pages (2004)
- *50 questions 50 réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale*, avec **Damien Millet**, coédition CADTM-Syllepse, 262 pages (2002)
- *Sortir de l'impasse. Dette et ajustement*, avec **Arnaud Zacharie**, coédition CADTM-Syllepse, Liège-Paris, 222 pages (2002)
- *Cuba : le pas suspendu de la révolution*, avec **Yannick Bovy**, Editions du Cerisier, Cuesmes-Mons, 396 pages (2001)
- *Afrique : abolir la dette pour libérer le développement*, avec **Arnaud Zacharie**, coédition CADTM-Syllepse, Liège-Paris, 272 pages (2001)
- *Le Bateau ivre de la mondialisation*, avec **Arnaud Zacharie**, coédition CADTM-Syllepse, Liège-Paris, 264 pages (2000)
- *La Bourse ou la vie*, coédition CADTM-Luc Pire-Syllepse-Cetim, Liège-Paris-Genève, 396 pages (1998)

## Participation d'Eric Toussaint à des ouvrages collectifs

- CADTM, *Les Crimes de la dette*, coédition CADTM-Syllepse (2007)
- CADTM, *A qui profitent toutes les richesses du peuple congolais ? Pour un audit de la dette congolaise*, CADTM, Liège (2007)
- L'Autre campagne, *80 propositions à débattre d'urgence*, éditions La Découverte, Paris (2007)
- Attac, *Voix rebelles du monde*, HB éditions, Forcalquier (2007)
- Attac, *Le développement a-t-il un avenir?* éditions Mille et une nuits, Fayard, Paris, (2004)
- *Crises structurelles et financières du capitalisme au 20e siècle*, éditions Syllepse, Paris (2002)
- Attac, *Une Autre Europe pour une Autre Mondialisation*, coédition ATTAC-Luc Pire (2001)
- Attac, *Pour une Mondialisation à finalité humaine*, coédition ATTAC-LSyllepse-Vista (2002)
- Attac, *FMI : les peuples entrent en résistance*, coédition CADTM-Syllepse-Cetim (2000)
- Attac, *Contre la dictature des marchés*, aux éditions Syllepse (1999)
- CADTM, *Du Nord au Sud: L'endettement dans tous ses Etats*, CADTM, Bruxelles (1998)



# Table des matières

Avant propos.....	9
Introduction: Des résistances aux alternatives.....	11
<b>Partie I</b>	
<b>La genèse d'une nouvelle architecture financière internationale.....</b>	<b>31</b>
Chapitre 1	
Pourquoi une Banque du Sud?.....	33
Chapitre 2	
Banque du Sud versus Banque mondiale et FMI.....	53
Chapitre 3	
Quelle Banque du Sud?.....	59
Chapitre 4	
Banque du Sud: les mouvements sociaux interpellent les gouvernements.....	71
Chapitre 5	
Crise à la Banque mondiale et au FMI.....	85
<b>Partie II</b>	
<b>Equateur, Venezuela et Bolivie: trois expériences phares.....</b>	<b>93</b>
Chapitre 6	
Equateur: Les défis de la nouvelle constituante et de la dette.....	95
Chapitre 7	
Les raisons de l'échec du référendum constitutionnel au Venezuela.....	111



Chapitre 8  
Bolivie: Avancées sur les biens communs  
et la réforme constitutionnelle.....127

**Partie III**

**Survol de l'économie internationale  
à l'heure de la crise du subprime.....151**

Chapitre 9  
Crise de l'immobilier et de la dette privée au Nord.....153

Chapitre 10  
Le monde comme il tourne.....167

Postface..... 187

Lexique.....189

Bibliographie.....197

## Avant propos

Assoiffés de profits de plus en plus vertigineux, les puissants ne veulent pas d'une quelconque émancipation des opprimés. Après les avancées des années 1960 et 1970, les années 1980 ont marqué la reprise en main des affaires du monde par les détenteurs de capitaux par l'intermédiaire du mécanisme de la dette. Depuis bientôt 30 ans, les peuples sont contraints de reculer sous leurs coups de boutoir. L'offensive est générale, avec une nette régression des acquis sociaux, des agressions répétées envers l'environnement, une marchandisation du monde au profit de spéculateurs sans vergogne et de très grandes entreprises sans scrupule, l'abandon de précieuses protections pour instaurer une " concurrence libre et non faussée ", des attaques brutales qui détériorent les conditions de vie de milliards d'êtres humains. Tous ces choix sont portés par les promoteurs de la mondialisation capitaliste, au premier rang desquels les gouvernements des Etats-Unis, des pays de l'Union européenne et du Japon. Les tentatives de s'y opposer n'ont pas manqué, certaines luttes ont réussi à stopper momentanément l'offensive mais le rouleau compresseur néolibéral a continué sa course folle...

Pourtant, depuis quelques temps, émerge une petite musique discordante, parfois maladroitement étouffée dans les grands médias, mais tout de même audible... Des espoirs fleurissent du côté de l'Amérique latine, au passé riche en résistances et en avancées politiques et sociales. Le peuple vénézuélien s'est mis debout, puis il a reçu le renfort des peuples argentin, bolivien et équatorien. Sept pays latino-américains lancent une initiative d'envergure à travers la création d'une Banque du Sud prometteuse.

La logique dominante, défendue par le FMI et la Banque mondiale, est sérieusement malmenée. La crise du *subprime* de l'été 2007 cache une crise internationale de la dette privée. Le moment est propice : les peuples doivent accroître les luttes pour défendre leurs intérêts et imposer leurs choix.

Pour structurer une telle action, il est essentiel de poser un diagnostic clair et global, qui dépasse la simple juxtaposition des faits pour en démonter la logique sous-jacente. Ce livre est un grand pas dans ce sens. De manière précise et très documentée, mon ami Eric Toussaint dissèque au scalpel ce monde globalisé où se côtoient la barbarie la plus ignoble et la solidarité la plus intense, dans une lutte cent fois à recommencer. Dans le même temps, il braque les projecteurs sur toutes les initiatives pour construire enfin un modèle radicalement différent.

Feu sur la globalisation capitaliste, pleins feux sur les alternatives qui prennent forme en Amérique latine !

Sans compromis, il nous livre une analyse millimétrée qui tape juste : on n'humanise pas le capitalisme, on l'abolit !

Je vous invite donc maintenant à suivre sa démonstration implacable et passionnée, qui est une contribution majeure au débat public international.

Damien Millet

Introduction

Des résistances aux alternatives

Deux grandes tendances opposées sont en action à l'échelle internationale

La tendance qui domine aujourd'hui, à l'œuvre depuis 25 à 30 ans, consiste en la poursuite de l'offensive capitaliste néolibérale et impérialiste. Dans les dernières années, cette tendance s'est exprimée par le recours de plus en plus fréquent à des guerres impérialistes, notamment pour la conquête de champs pétroliers, par l'augmentation de l'armement des grandes puissances, par le renforcement de l'ouverture commerciale des pays dominés, par la généralisation des privatisations, par une attaque systématique contre les salaires et les mécanismes de solidarité collective conquis par les travailleurs. Tout cela fait partie du Consensus de Washington. Ces politiques s'appliquent à la fois dans les pays les plus industrialisés et dans les pays en développement.

Certes très faible à l'échelle mondiale, une contre tendance dont l'épicentre se situe en Amérique latine se développe depuis la fin des années 1990. Cette contre tendance s'est exprimée de plusieurs manières : l'élection de présidents prônant une rupture avec le néolibéralisme (ce cycle a commencé avec l'élection de Hugo Chavez fin 1998) ou tout au moins un aménagement de celui-ci ; la suspension du paiement de la dette extérieure publique due aux créanciers privés par l'Argentine à partir de fin décembre 2001 jusqu'à mars 2005 ; l'adoption de nouvelles constitutions démocratiques par des Assemblées constituantes au Venezuela, en Bolivie et en Equateur ; le renforcement des libertés civiles et politiques et une avancée dans la garantie des droits économiques, sociaux et culturels ; le début de la récupération du contrôle de l'Etat sur de grandes entreprises publiques (le pétrole vénézuélien - PDVSA <sup>1</sup>), sur les ressources naturelles (l'eau, le pétrole et le gaz naturel en Bolivie) et sur des services essentiels (production/distribution de l'électricité et des télécoms au Venezuela) ; la réduction de l'isolement de Cuba ; l'échec de l'ALCA (le traité de libre commerce que Washington voulait imposer à l'ensemble de l'Amérique) ; le début de l'ALBA (alternative bolivarienne des Amériques) et le développe-

---

1. La direction de l'entreprise publique Pétrole du Venezuela SA-PDVSA créée lors de la nationalisation du pétrole vénézuélien dans les années 1970 avait progressivement favorisé les intérêts privés et Washington (dans la mesure où une grande partie des bénéfices étaient déclarés aux Etats-Unis par les filiales de PDVSA présentes dans ce pays) jusqu'au moment où le gouvernement de Hugo Chavez a repris les choses en main à partir de 2001-2002.

ment d'accords commerciaux et de troc entre le Venezuela, Cuba et la Bolivie...; le renforcement de Petrocaribe qui permet à des pays de la Caraïbe non exportateurs de pétrole d'acheter le pétrole vénézuélien avec une réduction de 40% par rapport au prix du marché mondial ; la sortie de la Bolivie du CIRDI (le tribunal de la Banque mondiale sur les investissements) ; l'expulsion du représentant permanent de la Banque mondiale en Equateur ; l'annonce de la fin de la base états-unienne de Manta en Equateur prévue pour 2009 ; le lancement de la Banque du Sud.

Cette contre tendance serait inconcevable sans les puissantes mobilisations populaires qui se sont opposées en Amérique latine à l'offensive néolibérale dès les années 1980 (avril 1985 à Saint Domingue, février 1989 à Caracas) à différents endroits de la planète et qui ont explosé depuis de manière périodique. La survie de Cuba, malgré le blocus et les agressions de la part de Washington, a contribué également à la naissance de cette contre tendance car elle est un exemple vivant de la possibilité de tenir tête à la première puissance économique et militaire mondiale.

La résistance que rencontre l'impérialisme en Irak, en Palestine et en Afghanistan joue également un rôle fondamental car il est difficile pour les Etats-Unis de réaliser une intervention militaire directe en Amérique latine<sup>2</sup> tant qu'il doit maintenir un très important corps expéditionnaire au Moyen Orient et en Asie centrale.

**Nous sommes à la veille de 2015, année au cours de laquelle doivent être atteints les timides Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) fixés par les Nations unies en septembre 2003 : seule une poignée d'années nous en sépare et le panorama qui se présente est très inquiétant.**

---

2. Cela n'empêche pas Washington et plusieurs gouvernements européens de chercher à déstabiliser les gouvernements bolivien, vénézuélien et équatorien notamment en soutenant les secteurs capitalistes qui, dans ces pays, cherchent à provoquer la sécession de territoires riches : la bourgeoisie blanche de Santa Cruz en Bolivie, de Guayaquil en Equateur, de Zulia au Venezuela. Cette stratégie de la tension est à suivre de très près car elle peut gagner de l'ampleur. La plupart des médias tendent à présenter la volonté de sécession de ces territoires les plus riches comme l'exercice d'un droit démocratique du peuple alors que cette action est menée par des secteurs minoritaires qui s'opposent aux réformes sociales car elles menacent leurs privilèges et leur contrôle sur le pouvoir et l'argent.

Manifestement, les conditions de vie d'une partie significative des populations se dégradent, tant dans les pays les plus industrialisés que dans les autres parties du monde. Cette dégradation porte sur les revenus, l'emploi, la santé, l'alimentation, l'environnement, l'éducation et l'accès à la culture. Elle concerne l'application des droits fondamentaux des personnes soit en tant qu'individus soit en tant que collectivités. Les dégradations sont manifestes au niveau des équilibres écologiques, dans les relations entre les États et les peuples, avec un recours à l'agression militaire de la part des grandes puissances. Les États-Unis ne sont pas les seuls agresseurs, ils ont des alliés en Europe où plusieurs pays ont participé - ou participent activement encore - à l'agression contre l'Irak et l'Afghanistan. Sans oublier le terrorisme d'État exercé par le gouvernement d'Israël notamment à l'égard du peuple palestinien et l'intervention des autorités russes contre le peuple tchétchène.

Des phénomènes de barbarie s'expriment tous les jours sous nos yeux

Les marchandises, les services, les capitaux et les informations circulent sans entrave à l'échelle planétaire alors qu'on empêche les humains des pays appauvris de se rendre dans les pays riches. Accorder aux capitaux et aux marchandises la liberté totale de circulation et la nier aux êtres humains constitue une expression de la barbarie contemporaine.

En Europe occidentale et aux États-Unis, ce qui est particulièrement répugnant, c'est le déni de justice par rapport aux demandeurs d'asile.

Il est particulièrement écoeurant d'entendre nombre de dirigeants politiques, y compris à gauche, accréditer l'idée selon laquelle on ne peut pas accueillir toute la misère du monde et que donc, dans cette optique, il est finalement légitime de refuser massivement le droit d'asile dans les pays du Nord avant d'expulser de manière collective les personnes déboutées de ce droit ou de leur interdire l'entrée du territoire concerné. Pensons aux personnes tuées par balles alors qu'elles voulaient franchir les barrières de l'Union européenne dans les enclaves espagnoles du Maroc en 2005. Pensons aux milliers de personnes

---

3. Pour une présentation critique des OMD, voir Damien Millet et Eric Toussaint, *60 Questions/60 Réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale*, CADTM-Syllepse, 2008

qui perdent la vie en essayant de franchir le détroit de Gibraltar ou de rejoindre les îles Canaries. Ce phénomène n'est évidemment pas propre à l'Europe. On sait ce qui se passe à la frontière sud des États-Unis sur le Rio Grande.

Pendant ce temps, la concentration de richesse au profit d'une infime minorité de la population mondiale atteint des sommets jamais égalés dans l'histoire de l'humanité. Quelques milliers de capitalistes américains, européens, chinois, indiens, africains concentrent une fortune supérieure au revenu annuel de la moitié des habitants de la planète. C'est aussi de la barbarie.

Le fossé entre les pays riches et les pays appauvris se creuse sans cesse. C'est inacceptable.

Ces formes de dégradation et ce déni de justice ne pourront pas être résorbés si le cours politique n'est pas inversé

2015 correspond à la date butoir pour des objectifs du millénaire bien trop modestes et dont aucun ne touche à la racine des problèmes : l'inégalité de la distribution de la richesse<sup>4</sup> et la logique du profit privé. Dans de nombreux pays, non seulement on ne se rapproche pas des objectifs du Millénaire, mais on s'en éloigne. Le constat est tout à fait inquiétant et, dès lors, il faut se demander si il existe des forces suffisamment puissantes pour contrecarrer la tendance historique en cours.

Cette tendance historique remonte à plus de trente ans, soit une génération humaine. Le coup d'État militaire de Pinochet au Chili, en 1973, a servi de laboratoire pour la mise en place de politiques néolibérales qui se sont progressivement généralisées à l'Europe occidentale - avec Margaret Thatcher en 1979 -, à l'Amérique du Nord - pendant la présidence de Ronald Reagan de 1981 à 1988 - et au reste de la planète avec notamment la restauration du capitalisme en Russie et en Chine.

#### L'avènement de forces historiques d'opposition

Y a-t-il des forces historiques capables de contrecarrer cette emprise progressive du néolibéralisme ? La réponse est oui. Si certains en

---

4. Voir au chapitre 6, " Equateur : Les défis de la nouvelle constituante et de la dette " le discours du président Rafael Correa aux Nations unies qui souligne clairement l'inadéquation des OMD.



voient l'origine en 1999 avec la bataille de Seattle contre l'OMC, il semble plus approprié de considérer plusieurs dates antérieures comme autant de jalons sur le chemin des résistances à la globalisation néolibérale. L'année 1989 est importante à ce titre : dans un premier temps, elle a été perçue seulement comme l'année de la chute du mur de Berlin qui, bien sûr, revêt une importance historique. La chute du mur correspondait à la fin de la caricature de socialisme bureaucratique stalinien, une version totalement dévoyée du socialisme qui, lui, est un projet émancipateur. Mais 1989, c'est aussi l'énorme soulèvement populaire au Venezuela le 27 février contre l'application du plan d'ajustement concocté par le FMI et le régime en place. Les changements en cours depuis 10 ans au Venezuela ne peuvent être compris qu'en prenant en compte cette date de février 1989. L'année 1989, c'est aussi la commémoration du bicentenaire de la Révolution française et l'impressionnante mobilisation contre le G7 réuni cette année-là à Paris sous le signe de la lutte pour l'annulation de la dette du tiers-monde<sup>5</sup>.

Deuxième grand jalon dans la montée des résistances au capitalisme néolibéral : 1994. Trois événements importants ont eu lieu cette année-là :

1 - Le 1er janvier 1994, la rébellion zapatiste explose au Chiapas. Là s'exprime un acteur qui luttait depuis des siècles contre l'occupant espagnol et les régimes d'oppression qui lui ont succédé. Ce peuple indigène (les Mayas) a mis en avant des revendications fondamentales. Dans un langage universel, il s'est adressé à l'ensemble de la planète par la voix notamment du sous-commandant Marcos. Cela dépasse largement sa personne et ses caractéristiques personnelles. Il est devenu l'expression d'un mouvement plus profond car les Indiens du Chiapas n'étaient pas seuls à mener ce combat : ceux d'Équateur s'étaient réunis notamment au sein de la Confédération des nations indigènes d'Équateur (la CONAIE). Et, en 2005, Evo Morales, indien aymara, dirigeant politique et syndical, est le premier leader indien à être élu président d'un pays d'Amérique latine<sup>6</sup>.

L'an 1994 marque donc l'explosion de la lutte d'un peuple natif qui remet en cause le traité de libre commerce entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique ainsi que la contre réforme agraire imposée par

---

5. Les mobilisations contre le G7 à Paris et pour l'annulation de la dette se sont faites dans le cadre de la campagne " ça suffat comme ci " - à la base de la naissance du CADTM.

le président néolibéral Carlos Salinas de Gortari<sup>7</sup>. L'armée zapatiste de libération nationale (EZLN) déclare la guerre au gouvernement mexicain de manière " pacifique ", sans effusion de sang. En substance, l'EZLN affirme : " *Nous nous soulevons et prenons les armes mais nous souhaitons ne pas nous en servir.* " Ce n'est pas la dernière expérience de guérilla du 20e siècle, mais plutôt la première expérience d'un type nouveau de guérilla du 21e siècle.

2 - C'est aussi en 1994 qu'on " célèbre " le 50e anniversaire de la fondation de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI). L'événement est commémoré par un énorme rassemblement de contestation à Madrid. Cette manifestation intitulée " Les Autres Voix de la Planète " a inspiré plus tard des mouvements sociaux français qui, dans la mobilisation contre le G-7 à Lyon en 1996, ont mis en place des collectifs du même nom<sup>8</sup>. L'initiative espagnole réunissait des ONG, des mouvements comme " la plateforme 0,7 " où des jeunes luttent pour que leur pays consacre 0,7 % du PIB à l'aide publique au développement, le CADTM<sup>9</sup> et aussi des syndicats, des mouvements féministes, des mouvements écologistes. Déjà, à l'occasion de ce contre-sommet, s'alliaient toute une série de mouvements qui, plus tard, allaient se retrouver à Seattle en 1999, puis à Porto Alegre en 2001, etc.

3 - Troisième moment fort de 1994 : l'éclatement de la crise "Tequila" à nouveau au Mexique. Il faut rappeler qu'en 1993-1994, on parlait du miracle asiatique, du miracle mexicain, du miracle tchèque pour les pays de l'Est. On parlait des pays émergents et de leurs grands succès. La crise " Tequila " a secoué toute l'Amérique latine. C'est le début d'une grande crise financière qui a frappé successivement l'Asie du Sud-Est en 1997-1998, la Russie en 1998, le Brésil en 1999, l'Argentine et la Turquie en 2000-2001.

---

6. A vrai dire, Evo Morales a un prédécesseur : Bénéto Juárez président mexicain dans les années 1860 qui a répudié la dette publique extérieure, ce qui lui a valu l'intervention des armées européennes qui ont porté au pouvoir l'empereur Maximilien d'Autriche.

7. Appuyé par la Banque mondiale et le FMI, celui-ci avait obtenu du congrès mexicain qu'il réforme la constitution mexicaine afin de privatiser les biens communaux (appelés en espagnol " ejido ")

8. Ce qui a inspiré au Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde (CADTM) le nom de sa revue *Les Autres Voix de la Planète*.

9. Voir le dossier du CADTM dédié au contre sommet in CADTM-GRESEA, *Banque mondiale, FMI, Organisation mondiale du Commerce : ça suffit !*, Périodique trimestriel du CADTM, 3e trimestre 1995, p. 42 à 74.

Si l'année 1989 marque le début d'une résistance massive et tenace en Amérique latine contre les politiques néolibérales, 1994 constitue un tournant en termes d'expression de nouvelles formes de résistances, de nouvelles alliances et de la crise du modèle néolibéral, et 1999 rend visible à l'échelle mondiale et en temps réel la possibilité de lutter victorieusement contre l'OMC, un organisme planétaire qui symbolise la volonté de transformer toutes les relations humaines en marchandises. Ces jalons s'insèrent dans un ensemble plus large de résistances ainsi que de recomposition sociale et politique.

#### De nouvelles résistances un peu partout

Au cours des années 1990, après une première période conduite par des Pinochet, Thatcher et autres Reagan, apparaissent de nouvelles formes de résistances, à divers endroits de la planète. Grâce à différents acteurs qui s'expriment alors, on commence à remplir le vide laissé par la crise du mouvement ouvrier traditionnel.

En construction au 19<sup>e</sup> siècle, puis consolidé peu à peu, ce mouvement ouvrier a dominé la scène des luttes d'émancipation au cours du 20<sup>e</sup> siècle dans une majorité de pays de la planète. Les luttes de la Résistance en Europe pendant la seconde guerre mondiale et la Libération, les conquêtes qui ont suivi la victoire contre le nazisme et le fascisme étaient largement conduites par ce mouvement ouvrier appuyés par de forts bastions dans la classe ouvrière industrielle. Mis à mal par l'offensive néolibérale des années 1970-1980, ce mouvement ouvrier entre en crise. Presque toutes les directions des grandes organisations syndicales sont tellement bureaucratismées et adaptées au système capitaliste qu'elles agissent essentiellement comme un frein aux luttes et à la radicalisation. De nouveaux syndicats issus de scissions des grandes organisations traditionnelles naissent et jouent un rôle d'aiguillon mais ils peinent à se renforcer car ces bureaucraties leur opposent de puissants obstacles. A l'intérieur des grands syndicats, des secteurs plus à gauche que la bureaucratie centrale jouent aussi un rôle salutaire. Ceci dit, bien qu'affaiblis et anesthésiés, les salariés du secteur public et du secteur privé se lancent périodiquement dans des luttes de grande ampleur. C'est le cas de l'Europe occi-

dentale où l'on connaît de grandes mobilisations sociales auxquelles le mouvement syndical participe activement (Italie, France, Allemagne, Grèce, Portugal, Espagne...). C'est le cas de l'automne 1995 en France : les salariés sont entrés en mouvement et se sont débarrassés du Premier ministre, Alain Juppé, ce qui, dans la lancée, a amené Lionel Jospin à retirer la France des négociations jusque-là secrètes sur l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI), faisant ainsi capoter un jalon important de l'offensive néolibérale. C'est aussi le cas de plusieurs pays d'Amérique latine, d'Asie, d'Afrique et d'Amérique du Nord.

On voit aussi surgir dans les années 1990 des acteurs qui étaient auparavant dans l'ombre. C'est à l'échelle de la planète que vont s'imposer les **mouvements paysans** : création du Mouvement des sans terre en 1984 au Brésil, création de l'organisation paysanne internationale Via Campesina en 1992, émergence de la figure emblématique de José Bové à partir de Seattle, renforcement du mouvement syndical des producteurs de la feuille de coca dirigé par Evo Morales en Bolivie, nombreuses luttes des mouvements paysans en Inde, en Corée du Sud et à d'autres endroits de la planète.

Qui aurait imaginé dans les années 1960 dans les pays les plus industrialisés que des paysans allaient jouer un rôle d'aiguillon du nouveau combat altermondialiste ? Ce mouvement est devenu un acteur extrêmement important dans la résistance à l'offensive néolibérale et à la marchandisation du monde, au brevetage du vivant. Il a mis en avant des revendications notamment autour des biens communs : l'eau, la terre, les semences... Ces revendications ou ces valeurs ne sont pas nouvelles en soi mais le sont dans la manière de les présenter parce que, classiquement, les acquis de la Libération, le renforcement des services publics, ne présentaient pas la question des biens communs comme un objectif à atteindre. Si on avait renforcé l'accès à certains biens communs dans l'après seconde guerre mondiale, avec l'offensive néolibérale, ils sont complètement mis à mal et on redécouvre la nécessité de les défendre, ou de les reconquérir.

Il faut aussi prendre en compte les **mouvements indigènes** car on voit aussi des peuples indigènes repartir à l'offensive. En Bolivie, par exemple, des années 1940 aux années 1960, l'avant-garde du peuple bolivien, ce sont les mineurs indiens et leurs syndicats. Une grande partie des mines ayant été fermées dans les années 1980, ce sont les Indiens, notamment cultivateurs de coca, qui constituent le mouve-

ment à la fois paysan et indigène. On a vu les mineurs, retraités ou ayant perdu leur emploi, faire front avec le mouvement indigène et paysan : une nouvelle alliance s'est mise en place.

On pourrait aussi parler du **mouvement des femmes** relancé avec la Marche mondiale des femmes en l'an 2000 ; de différents **mouvements de jeunes** qui ont connu une grande ampleur au début des années 2000 (Pérou<sup>10</sup>, Mexique<sup>11</sup>, Etats-Unis<sup>12</sup>, Italie<sup>13</sup>, Espagne<sup>14</sup>, France<sup>15</sup>, Grèce<sup>16</sup>, Chili<sup>17</sup> ...).

Il y a aussi dans les forces nouvelles les " **nouveaux prolétaires** " ou les nouveaux exclus. La révolte des banlieues en France en novembre 2005 (qui a eu une légère extension en Belgique et en Allemagne) et, à plus petite échelle, fin novembre 2007 est la révolte des nouveaux prolétaires. Il ne s'agit pas tant de ceux qui sont exploités en usine dans un contexte industriel, quoiqu'une partie d'entre eux le soient. Les jeunes des banlieues qui se sont soulevés à l'automne 2005 sont des prolétaires au plein sens du terme : ils ne sont pas propriétaires de leur outil de travail, ils doivent chercher à louer leurs bras et leur cerveau pour vivre et soutenir leur famille. Ils vivent dans des conditions précaires et sont souvent victimes du racisme.

#### Un défi : la jonction avec les rebelles

Les jeunes des banlieues sont une sorte de nouveau prolétariat qui cherche et trouve des voies pour s'exprimer avec des modes d'action adéquats. On peut regretter la forme que cette révolte a prise (des centaines ou des milliers de voitures individuelles incendiées), mais c'est un défi fondamental pour les mouvements de citoyens organisés, pour les mouvements syndicaux, de pouvoir faire la jonction avec ce

---

10. Les luttes étudiantes au Pérou ont abouti à la chute du dictateur Alberto Fujimori en novembre 2000.

11. Grève à l'université UNAM à Mexico à partir d'avril 1999, pour une durée de 10 mois.

12. Luttes étudiantes dans les campus sur des thèmes de société et forte participation aux mobilisations antiglobalisation et antiguerre.

13. Participation massive de jeunes aux mobilisations anti globalisation et anti guerre de 2000 à 2004.

14. Participation massive de jeunes aux mobilisations anti globalisation et anti guerre de 2000 à 2004.

15. Luttes des étudiants contre le contrat de premier emploi et différentes réformes universitaires. Luttes des jeunes des banlieues.

16. Luttes des étudiants en 2006 - 2007 contre la privatisation de l'université.

17. Luttes des lycéens, surnommés les pingouins, contre le projet de réforme du gouvernement socialiste de Bachelet en 2006.

type de rébellion. Ce n'est pas facile mais, dans le cadre fragmenté que nous vivons, si cette jonction ne se fait pas, on ne voit pas comment les acteurs qui, dans les pays du Nord, s'opposent à l'offensive néolibérale, pourraient réellement vaincre. Dans les pays d'Europe occidentale ou d'Amérique du Nord, ceux qui ont la chance d'avoir un emploi ou une retraite garantie et l'énergie pour se battre parce qu'ils sont encore en pleine santé (les gens qui atteignaient l'âge de la retraite il y a 40 ou 50 ans n'avaient pas les mêmes possibilités) doivent impulser une nouvelle alliance sociale. Si les salariés de 20 à 60 ans et retraités dans les secteurs organisés ne trouvent pas le moyen de faire ensemble la jonction avec les sans voix, avec les nouveaux prolétaires, pour un puissant mouvement contestataire de remise en cause fondamentale de la société, il sera difficile, dans les pays les plus industrialisés, de réaliser un changement radical. En effet, tout changement a toujours largement dépendu de la jeune génération, celle qui est dans les écoles, dans les universités, celle qui est au chômage ou déjà au travail. La jeunesse s'est exprimée victorieusement en France dans le cadre du mouvement contre le CPE (contrat première embauche) du printemps 2006, mais elle s'exprime aussi dans les banlieues.

De multiples secousses révolutionnaires ont ébranlé le monde depuis le 18<sup>e</sup> siècle

De grands bouleversements révolutionnaires ont eu lieu à différents endroits de la planète aux 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> siècles. Les révolutions de la fin du 18<sup>e</sup> siècle en France, aux Etats-Unis et à Haïti ont eu des répercussions internationales considérables et durables, notamment en Amérique latine où éclatent au début du 19<sup>e</sup> siècle les guerres d'indépendance. En 1848, des explosions révolutionnaires éclatent dans plusieurs pays européens. Trois ans plus tard, c'est au tour de la Chine. En 1851 débute la rébellion des Taiping contre la dynastie Qing. " *Dès les premiers jours, ils procédèrent à une redistribution des terres, émancipant les femmes et prônant des formes de communauté dans lesquelles certains commentateurs ont voulu voir ultérieurement une forme de socialisme autochtone* ", souligne l'historien Christopher Bayly<sup>18</sup>. Quelques années plus tard éclate, en 1857, en

---

18. BAYLY, C.A., (2004), *La naissance du monde moderne (1780-1914)*, Les Editions de l'Atelier/Editions Ouvrières, Paris, 2007, 862 pages, p. 245. La rébellion des Taiping et la répression firent, selon Bayly, 20 millions de morts. La Chine comptait 450 millions d'habitants en 1850.

Inde, la rébellion contre l'occupant britannique. Initiée par la mutinerie des Cipayes, ces soldats autochtones au sein de l'armée du Bengale de la Cie des Indes orientales, elle dure deux ans et prend des formes radicales. Alors que les gouvernements européens s'entendent pour réprimer la vague révolutionnaire en Europe, alors que Londres écrase la rébellion en Inde et que Londres et Washington proposent au pouvoir chinois de les aider à venir à bout de la révolte des Taiping, du côté des peuples, il n'y a encore aucune organisation internationale capable de mettre en relation ces luttes afin de les renforcer.

Un peu avant le printemps 1848 au cours duquel se développe une vraie dynamique européenne de révolution, Karl Marx avait lancé " *un spectre hante l'Europe* ", il parlait du communisme. Avec Friedrich Engels et différentes forces politiques, il se lance dans la création de l'Association internationale des travailleurs. Quatre internationales sont créées entre la seconde moitié du 19e siècle et la première moitié du 20e<sup>19</sup>.

Au 20e siècle, les révolutions ont secoué la Russie en 1905 et en 1917, le Mexique de 1910 à 1917, l'Allemagne (1918-1923), l'Italie (1918-1919), l'Espagne (1936-1939) la Chine (1949), Cuba (1959), l'Algérie (1954-1962), le Nicaragua (1979), etc. L'offensive néolibérale et la restauration du capitalisme dans l'ex-bloc soviétique et en Chine

19. L'Association internationale des travailleurs (AIT), connue comme 1ère Internationale, est fondée en 1864 notamment par Karl Marx et Friedrich Engels. Des collectivistes dits " anti-autoritaires " (le courant international de Michel Bakounine), des collectivistes (marxistes), des mutualistes (partisans de Pierre-Joseph Proudhon) s'y retrouvent. Des militants politiques, syndicalistes et coopérativistes collaborent ensemble. La 1ère Internationale éclate après l'échec de la Commune de Paris de 1871. Dans ses statuts de 1864 (rédigés par Karl Marx), l'AIT affirme que " l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ". La 2e Internationale fut fondée, à l'initiative notamment de F. Engels en 1889. Influencée au départ par les idées marxistes, elle évolue progressivement vers des positions modérées. Un point de non retour est atteint lorsque les partis de la 2e Internationale prennent des positions antagoniques en août 1914 lors du déclenchement de la première guerre mondiale. La 2e Internationale existe encore aujourd'hui sous le nom d'Internationale Socialiste, elle rassemble les principaux partis socialistes allant du SPD allemand au PSOE espagnol en passant par le parti du président tunisien Ben Ali (voir sur le site officiel de l'Internationale Socialiste <http://www.socialistinternational.org/maps/french/fafrica.htm>), le Parti travailliste d'Israël, l'Union Civique Radicale en Argentine, le FSLN au Nicaragua ou le PS français. La 3e Internationale fondée par Lénine en 1919 devient progressivement un instrument de la politique extérieure du régime stalinien et est dissoute par Joseph Staline en 1943 (voir <http://fr.wikipedia.org/wiki/Komintern>).

La 4e Internationale a été fondée en 1938 en France par Léon Trotsky suite à la dégénérescence bureaucratique dictatoriale du régime soviétique et à l'incapacité de la 3e Internationale de lutter efficacement contre le fascisme et le franquisme. Actives dans les résistances à la mondialisation capitaliste, plusieurs organisations et courants internationaux se revendiquent de la 4e Internationale ([http://fr.wikipedia.org/wiki/Quatri%C3%A8me\\_Internationale](http://fr.wikipedia.org/wiki/Quatri%C3%A8me_Internationale) voir également [http://fr.wikipedia.org/wiki/IV%C3%A8me\\_Internationale\\_-\\_Secr%C3%A9tariat\\_unifi%C3%A9](http://fr.wikipedia.org/wiki/IV%C3%A8me_Internationale_-_Secr%C3%A9tariat_unifi%C3%A9) et [www.inprecor.org/](http://www.inprecor.org/)).

ont fortement réduit la perspective révolutionnaire. Mais les foyers de résistance au néolibéralisme et au capitalisme n'avaient pas disparu. A partir des années 1990 émerge un mouvement de résistance qui réussit à s'internationaliser.

#### Le processus du Forum social mondial

La nouvelle alliance qui émerge s'exprime en partie par le processus du Forum social mondial qui a des caractéristiques nouvelles par rapport aux organisations internationales de gauche des périodes précédentes de l'Histoire. Il est nettement moins radical que les quatre internationales qui se sont succédé aux 19e et 20e siècles. Le traumatisme laissé par la dégénérescence bureaucratique des expériences du socialisme du 20e siècle, du goulag à la restauration du capitalisme dans le bloc du " socialisme réel ", y est pour beaucoup. La force de l'offensive capitaliste est aussi à prendre en compte.

Le Forum social mondial est un jalon dans la constitution d'un vaste mouvement de résistance internationale qui est en pleine évolution. Ce mouvement est hétéroclite et n'a pas d'épicentre. Toutes les composantes de la résistance multiforme ne se reconnaissent pas nécessairement dans le Forum social mondial.

#### Le FSM n'a rien de miraculeux

Ceci dit, il ne faut pas analyser le Forum social mondial uniquement sous ses aspects novateurs et positifs, car il a des limites de plus en plus évidentes. D'abord, comme indiqué plus haut, il ne représente pas l'ensemble des mouvements de résistance globale. Deux exemples : les zapatistes du Mexique n'en font pas partie, les luttes de résistance en Chine n'ont pas de lien avec le FSM. Ensuite, la notion de stratégie alternative n'en est qu'à ses débuts et le vieux débat entre réformateurs et révolutionnaires n'est pas clos. Faut-il rompre avec le système ou seulement l'aménager et revenir à des mécanismes de régulation avec un capitalisme plus civilisé ? Ce débat est toujours bien présent et il va sûrement reprendre vigueur. Il peut diviser le mouvement qui est actuellement l'expression d'une alliance entre différents mouvements plus ou moins radicaux sur la base d'une charte de principes<sup>20</sup>. En général, ces mouvements sont d'accord sur une série de revendications de base qui vont de la taxe Tobin à l'annulation de la

---

20. Voir [www.forumsocialmundial.org.br/main.php?cd\\_language=3&id\\_menu=4](http://www.forumsocialmundial.org.br/main.php?cd_language=3&id_menu=4)



dette du tiers-monde en passant par la lutte contre les paradis fiscaux, le refus du patriarcat, la volonté de paix et de désarmement, le droit à la diversité sexuelle... Mais s'il y a accord pour se battre ensemble sur ces revendications, comment atteindre ces objectifs, sans parler d'objectifs plus fondamentaux et radicaux? Cet autre monde possible que nous appelons de nos vœux et qu'on voudrait très vite réaliser pour que les jeunes générations puissent le vivre réellement (pas simplement en rêver ou en proclamer le désir), quel est-il ? Des débats stratégiques doivent être menés à ce sujet. Il faut à la fois débattre de l'alternative et des moyens d'y arriver. On ne peut pas en faire l'économie.

Une évolution négative est en train d'hypothéquer l'avenir du FSM. Le succès rencontré par les différentes réunions mondiales, qui ont réuni chaque fois plusieurs dizaines de milliers de participants et de délégués (et dans certains cas plus de 100 000 participants comme à Mumbai en 2004 et à Porto Alegre en 2005), a transformé une partie de ses protagonistes en organisateurs d'évènements et en collecteurs de fonds. Leur vision de l'alternative se limite largement à l'humanisation de la mondialisation. Les mouvements sociaux et les campagnes internationales elles-mêmes, traversées par les débats entre radicaux et modérés, n'arrivent pas à peser suffisamment sur l'avenir du FSM. La montagne risque d'accoucher d'une souris et le Forum Social mondial risque de s'enliser dans l'organisation d'une succession de réunions.

D'où peut venir le changement ?

Parmi les forces qui agissent vers le changement, des mouvements de résistance s'expriment dans tous les secteurs géographiques de la planète, même dans un pays qui est, pour le moment, tout à fait à la marge du processus des forums sociaux : la Chine. Ce pays est en train de connaître des luttes sociales extrêmement importantes. Elles ne sont pas sans rappeler la fin du 19e et le début du 20e siècle. Face à un capitalisme sauvage, y émergent des formes de résistances ouvrières ou citadines qui évoquent ce qu'on a connu en Europe et aux Amériques il y a un siècle. Une différence fondamentale rendra peut-être très difficile la naissance d'un projet révolutionnaire en Chine : le socialisme et le communisme sont victimes d'un terrible discrédit car c'est en leur nom que les autorités chinoises ont dirigé le pays jusqu'à aujourd'hui. Le discrédit porté sur le socialisme est terrible, la perte de repères est évidente et le dégoût pour la politique risque d'être durable.

En fait, le changement tant souhaité peut venir de n'importe quel endroit de la planète.

Le Venezuela, la Bolivie et l'Equateur : acteurs de changement

Mais si on parle de changement de type révolutionnaire, le Sud semble à l'heure actuelle être un cadre plus propice que le Nord. Ce qui, aujourd'hui, est le plus novateur et pourrait nous rapprocher de grands changements, ce sont les expériences vénézuélienne, bolivienne et plus récemment équatorienne. Bien sûr, il faut garder un esprit critique et ne pas les idéaliser. Les dérives sont possibles, le risque de ne pas aller vers une véritable redistribution de la richesse guette ces expériences qui sont soumises à de très fortes résistances des capitalistes à l'intérieur et à l'extérieur, sans parler des pressions des gouvernements de pays les plus industrialisés et de leurs alliés dans la région (les régimes d'Alvaro Uribe en Colombie et d'Alan Garcia au Pérou). Ces trois expériences ne se réduisent pas au rôle d'Hugo Chavez, d'Evo Morales ou de Rafael Correa, bien que ces trois figures soient extrêmement importantes. Elles jouent jusqu'ici un rôle positif dans le processus et elles sont l'expression de puissants mouvements en cours dans leurs pays. Mais Evo Morales ne serait pas là sans les grandes mobilisations de Cochabamba d'avril 2000 contre la privatisation de l'eau et le mouvement de plus grande ampleur encore de janvier et février 2003 contre la privatisation du gaz naturel. Chavez n'aurait pas accédé à la présidence en 1998 s'il n'y avait pas eu l'énorme émeute anti-FMI de 1989 et la puissante résistance des Vénézuéliens. Rafael Correa n'aurait pas été élu sans les dix années de luttes qui ont précédé et qui ont abouti à la chute de quatre présidents de droite<sup>21</sup>.

Ces trois pays donnent l'exemple parce que le mouvement y a trouvé une expression du côté gouvernemental. Les trois gouvernements ont repris l'initiative du point de vue des biens communs : la Bolivie a repris le contrôle sur le gaz, le pétrole et l'eau, le Venezuela a assuré le contrôle public sur la production pétrolière et a mis les revenus du pétrole au service d'un nouveau projet social dans le cadre d'une redistribution à l'échelle régionale. Le Venezuela a signé des accords

---

21. Abdalá Bucaram en février 1997, Jamil Mahuad en janvier 2000, Gustavo Noboa en janvier 2003, Lucio Gutiérrez en avril 2005.

avec les pays non exportateurs de pétrole de la région et leur vend le pétrole à un prix inférieur à celui du marché mondial. Par ailleurs, Cuba, dont 20 000 médecins travaillent volontairement au Venezuela pour fournir des soins de santé gratuits à la population, a développé avec ce pays et la Bolivie des relations de coopération tout à fait intéressantes. Il s'agit d'une forme de troc entre des pays dotés de capacités différentes, d'histoires différentes et de modèles politiques différents. L'Équateur est en pleine réforme constitutionnelle, cela peut déboucher sur une avancée significative de la démocratie politique de ce pays. Par ailleurs, le président équatorien a affirmé à plusieurs reprises une volonté de remettre en cause le paiement de dettes illégitimes et a mis en place une commission d'audit intégral de la dette publique interne et externe.

L'expérience actuelle vécue dans ces trois pays andins ne manque vraiment pas d'intérêt. La référence au combat de Simon Bolívar<sup>22</sup> marque la volonté de relier l'expérience actuelle aux expériences révolutionnaires antérieures en l'enracinant dans la réalité latino-américaine. On note aussi une volonté marquée de revendiquer les luttes d'émancipation menées par les peuples indigènes notamment la rébellion dirigée par Tupac Amaru<sup>23</sup> ainsi que celle qui a eu à sa tête Tupac Katari<sup>24</sup>. Enfin l'apport des Africains à la richesse culturelle de pays comme le Venezuela, la Bolivie<sup>25</sup> et l'Équateur est aussi de plus en plus souligné.

---

22. Simón Bolívar (1783-1830) a été un des premiers à tenter d'unifier les pays d'Amérique latine afin d'en faire une seule et même nation indépendante. Après de longues luttes, il réussit à libérer le Venezuela, la Colombie, l'Équateur, le Pérou et la Bolivie de la domination espagnole. Étant considéré comme un véritable héros, son nom se trouve rattaché à bien des lieux dans toute l'Amérique latine.

23. Au 16<sup>e</sup> siècle, Túpac Amaru, inca quechua, et ses partisans combattirent sans relâche les conquistadors. Capturé par l'armée espagnole et condamné à mort, il fut écartelé sur la grande place de Cuzco, le 24 septembre 1572.

24. Túpac Katari, indien aymara (1750-1781) a mis sur pied une armée de 40.000 combattants qui a marché sur La Paz en 1781. Les autorités coloniales ont mis deux ans à venir à bout du soulèvement qui bénéficiait d'un très large soutien parmi la population indienne. Les occupants espagnols l'ont exécuté par écartèlement. Avant sa mort, il aurait dit "*a mi solo me mataréis, pero mañana volveré y seré millones*" (vous me tuerez mais je reviendrai incarné en multitudes). Sa figure a inspiré les luttes sociales boliviennes de ces dernières années.

25. Voir la proposition de Constitution adoptée par l'assemblée constituante en décembre 2007.

Pousser le cours de l'histoire en faveur de l'émancipation des opprimés

D'où peuvent donc venir les forces capables d'inverser le cours des trente dernières années ? Des expériences exemplaires comme celles du Venezuela, de la Bolivie et de l'Equateur vont se combiner aux mobilisations en Amérique du Nord, en Europe, en Afrique et en Asie. Cette conjonction des forces du vieux monde avec celles du nouveau monde pourrait produire un véritable tournant du cours de l'histoire. Ceci dit, rien n'est garanti. D'où l'importance pour chacun d'entre nous de prendre sa part dans l'action citoyenne.

Vers le socialisme du 21<sup>e</sup> siècle

Il n'est pas nécessaire de croire à l'effondrement du capitalisme ou à la victoire d'un projet révolutionnaire pour agir au quotidien et résister face aux dénis de justice. Dans l'Histoire, il n'y a rien d'inéluctable. Le capitalisme ne s'écroulera pas de lui-même. Même si une nouvelle grande expérience révolutionnaire n'est peut-être pas pour demain, il est raisonnable d'imaginer qu'on va repartir vers des expériences de type socialiste en conjuguant la liberté et l'égalité. Cette idée ne fait pas du tout l'unanimité dans le mouvement, dans le Forum social mondial..., mais nombreux sont ceux qui considèrent qu'il faut réinventer le socialisme au 21<sup>e</sup> siècle.

Par-delà les expériences traumatisantes du 20<sup>e</sup> siècle, par-delà la figure hideuse du stalinisme, de ce qui s'est passé en Chine ou au Cambodge avec Pol Pot, il faut renouer avec le projet socialiste émancipateur du 19<sup>e</sup> siècle et les valeurs révolutionnaires du 18<sup>e</sup> siècle et au-delà, car les luttes d'émancipation des opprimés jalonnent l'histoire de l'humanité de Spartacus aux luttes d'aujourd'hui en passant par Tupac Amaru et les rebelles afro-descendants au Brésil menés par Zumbi. Il faut prendre en compte les apports nouveaux de multiples acteurs et de nouvelles revendications et insérer le tout dans la réalité du 21<sup>e</sup> siècle. Le socialisme du 21<sup>e</sup> siècle, c'est l'union libre des producteurs, c'est l'égalité homme/femme, c'est un projet international, une fédération de pays et de régions dans le cadre de grandes entités continentales et dans le respect des textes majeurs, des pactes internationaux comme la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, le Pacte international relatif aux droits sociaux, économiques et culturels de 1966, une série d'instruments pour la définition des droits dans le cadre international et universel qui avaient été écrits et acquis

lors de révolutions précédentes. La réalisation de ces droits fondamentaux ne pourra se faire que dans la mise en pratique créative d'un nouveau modèle de socialisme au 21e siècle. Le 21e siècle a encore plus de neuf décennies à vivre...

## Partie I

La genèse d'une nouvelle  
architecture financière  
internationale

# Chapitre 1

## Pourquoi une Banque du Sud<sup>1</sup> ?

Contexte économique international en 2003-2006

La crise qui a frappé l'économie des Etats-Unis en 2000-2001 a été surmontée par une politique anticyclique volontariste de la Banque centrale qui a abaissé radicalement son taux directeur, l'amenant à un niveau proche de zéro. L'objectif poursuivi était d'éviter que la faillite d'Enron et de Worldcom ne s'étende à d'autres grandes entreprises privées très endettées. La réduction radicale des taux d'intérêt a permis aux entreprises de refinancer à moindre coût leurs dettes. Il en a été de même pour les ménages nord-américains dont le niveau d'endettement avait atteint un sommet historique (140% du revenu annuel en 2007). Fin 2007, l'ensemble des dettes publiques et privées aux Etats-Unis dépassait le montant colossal de 47 000 milliards de dollars.

Les Etats-Unis ont pu surmonter la crise et ont retrouvé un niveau de croissance soutenu par la consommation intérieure qui a été alimentée et financée de l'extérieur.

La récupération économique aux Etats-Unis a eu lieu alors que la croissance en Europe et au Japon était très faible. Les Etats-Unis ont dès lors joué le rôle de locomotive économique mondiale en 2002-2003. La consommation des Etats-Unis a impliqué un fort recours à des importations, notamment de produits chinois. La locomotive états-unienne a entraîné la Chine dans son sillage. La Chine a maintenu ainsi un taux de croissance proche de 10%. Les besoins chinois en combustible et en matières premières ont dopé les prix de ces produits sur le marché mondial.

Selon la Banque des règlements internationaux (BRI, [www.bis.org](http://www.bis.org)), en 2005, " *la Chine a représenté plus de 57% de la demande supplé-*

---

1. Le contenu de ce chapitre a fait l'objet d'une conférence de l'auteur à Caracas le 22 septembre 2006 dans le cadre d'un séminaire international coorganisé par le CADTM, le Centre International Francisco Miranda, Jubilé Sud - Amériques et l'Observatoire international de la dette (OID). Toutes les communications du séminaire sont disponibles en espagnol sur le site de l'OID ([www.oid-ido.org](http://www.oid-ido.org)) et sur celui du CADTM ([www.cadtm.org/spip.php?article2110](http://www.cadtm.org/spip.php?article2110)). Le texte original n'a pas été modifié sauf quelques exceptions mineures.

*mentaire d'aluminium, 60% de celle de cuivre et plus de 30% de celle de pétrole "* (BRI, Rapport annuel 2006, p. 45).

A partir de 2003, on a assisté à une forte hausse des prix réels du pétrole, des autres matières premières et de certains produits agricoles. Dans le même temps, les prix des produits manufacturés ont connu une hausse assez modeste.

C'est pourquoi nous vivons une conjoncture internationale caractérisée par une amélioration des termes de l'échange en faveur des pays en développement exportateurs de matières premières, de combustible et de certains produits agricoles. Cela tranche avec plus de vingt ans de dégradation des termes de l'échange<sup>2</sup> au détriment des PED.

Dans le cas de l'Amérique latine, à partir de 2003, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Pérou et le Venezuela ont tous bénéficié d'une forte hausse des prix de leurs exportations (BRI 2006, p. 44).

Cette amélioration des termes de l'échange a provoqué une augmentation énorme des réserves de change dont disposent les PED. Plus de 130 d'entre eux (sur 165) en effet ont connu une hausse de leurs réserves.

Entre 2000 et avril 2006, les réserves de change de l'ensemble des PED (parmi lesquels figurent les pays de l'ex-bloc soviétique) ont été multipliées presque par 3 (passant de 973 à 2679 milliards de dollars). Les réserves de change des PED exportateurs de pétrole ont été multipliées par 4 (passant de 110 à 443). Celles de la Chine ont été multipliées par plus de 5 (passant de 166 à 875). Plus modestement, celles de l'Amérique latine ont augmenté de 40% pendant la même période.

L'encours total mondial des réserves de change atteignait en décembre 2005, selon la BRI, l'équivalent de 4 170 milliards de dollars (dont deux tiers en dollars US, le tiers restant étant composé d'euros, de yens, de livres sterling et de francs suisses), dont seulement 1 292 milliards sont en possession des pays les plus industrialisés. Encore faut-il savoir que les Etats-Unis ne possèdent que l'équivalent de 38 milliards de dollars (en différentes devises) et la zone euro seulement 167 milliards. Le Japon quant à lui en détient 829 milliards (BRI, 2006, p. 88).

---

2. Voir chapitre 8.



Les PED n'ont jamais connu une telle situation : ils disposent d'une somme équivalente à plus du double des réserves de change des pays les plus industrialisés . Les réserves de change des PED sont distribuées de la manière suivante : 60% en dollars, 29% en euros et le reste en yens, livres sterling et francs suisses.

Le FMI, officiellement chargé depuis sa création en 1944 de venir en aide aux pays confrontés à des problèmes de balance de paiement, disposait en octobre 2007 de 259 milliards de dollars de ressources utilisables. Or l'encours des crédits du FMI ne dépassait pas 12 milliards de dollars (contre près de 80 deux ans plus tôt). Malgré ces ressources, il pèse très peu car les PED émergents refusent de faire appel à lui et de se placer sous son encombrante tutelle. Sa situation s'est aggravée par le fait que son portefeuille de prêts diminue (et par conséquent ses revenus) suite au remboursement anticipé de la part de plusieurs pays asiatiques ainsi que du Brésil, de l'Argentine, du Mexique et de l'Uruguay.

Au sens propre, les PED sont des prêteurs nets à l'égard des pays les plus industrialisés. La Banque mondiale le reconnaît elle-même. Dans le rapport annuel de 2003 de la Banque mondiale intitulé *Global Development Finance*, on peut lire : " *Les pays en développement pris dans leur ensemble sont prêteurs nets par rapport aux pays développés* <sup>3</sup>". Dans l'édition de 2005 du *Global Development Finance*, la Banque écrit : " *Les pays en développement sont maintenant exportateurs nets de capitaux vers le reste du monde* " (World Bank, GDF 2005, p. 56). Dans le *Global Development Finance 2006*, elle revient sur le sujet : " *Les PED exportent des capitaux vers le reste du monde, en particulier vers les Etats-Unis* " (World Bank, GDF 2006, p. 139).

C'est tellement vrai qu'ils prêtent de l'argent au Trésor des Etats-Unis et aux pays d'Europe occidentale en achetant leurs bons du Trésor. Les PED détiennent des bons du Trésor états-unien pour un montant qui dépasse plusieurs centaines de milliards de dollars.

Rien que ce constat démontre la futilité de la théorie dominante

---

3. Entre décembre 2005 et décembre 2007, les réserves de changes des PED ont continué leur progression (voir chapitre 10).

dans le domaine du développement. En effet, selon la pensée dominante, un des obstacles principaux au développement du Sud<sup>4</sup> est l'insuffisance de capitaux. Aussi, afin de se développer, les PED doivent chercher ailleurs les capitaux dont ils ne disposent pas en suffisance chez eux. Ils doivent à la fois s'endetter et attirer les capitaux étrangers.

La politique actuelle en matière de réserves de change est, à bien des égards, absurde car elle se conforme à l'orthodoxie des institutions financières internationales.

Au lieu d'utiliser une partie importante de leurs réserves de change pour des dépenses d'investissement et pour des dépenses courantes (dans les domaines de l'éducation et de la santé par exemple), les gouvernements des PED s'en servent pour rembourser leurs dettes ou les prêtent au Trésor des Etats-Unis ou aux Trésors des pays d'Europe occidentale.

Mais cela ne s'arrête pas là, les gouvernements des PED utilisent les réserves en devises comme garantie de paiement futur et contractent de nouvelles dettes auprès des banques privées étrangères ou auprès des marchés financiers. C'est absurde du point de vue de l'intérêt général. Autre politique absurde du point de vue de la Nation : pour prévenir un effet inflationniste lié au niveau important des réserves en devises, le Trésor public des PED s'endette auprès des banques locales afin de retirer de la circulation le surplus de monnaie.

Reprenons les différentes actions mentionnées plus haut.

**a. Paiement anticipé au FMI.** Fin 2005 - début 2006, l'Argentine a remboursé de manière anticipée le FMI en utilisant une partie de ses réserves de change. Or l'Argentine aurait été parfaitement en droit de mettre en cause les sommes dues au FMI car celui-ci est responsable d'un ensemble d'actions qui ont porté préjudice aux citoyens argentins et à l'économie du pays. De 1976 à 1983, le FMI a soutenu activement la dictature argentine qui a commis de manière systématique des crimes contre l'humanité et qui a endetté lourdement le pays pour appliquer un modèle économique contraire à l'intérêt du pays. Le FMI a

---

4. Pour une critique, voir Eric Toussaint, "Les idées de la Banque mondiale en matière de développement", chapitre 10 du livre *Banque mondiale, le Coup d'Etat permanent*, CADTM-Syllepse-Cetim, Liège-Paris-Genève, 2006.

ensuite exigé du régime démocratique qui a succédé à la dictature qu'il lui rembourse les dettes odieuses contractées par la junte militaire.

Ensuite, il a dicté des politiques économiques qui ont encore porté préjudice aux intérêts de la nation et ce, jusqu'à aujourd'hui. L'Argentine était parfaitement en droit de refuser de poursuivre le paiement des dettes au FMI.

On pourrait dire la même chose du paiement anticipé des dettes au FMI par le Brésil.

En utilisant une partie de leurs réserves pour rembourser le FMI, l'Argentine et le Brésil ont gaspillé une partie de leurs ressources qui auraient pu être utilisées à des fins autrement plus utiles et plus honorables.

Une des raisons principales avancées par les gouvernements argentin et brésilien pour rembourser de manière anticipée le FMI était la volonté de retrouver leur liberté d'action. Force est de constater qu'après le remboursement, ils ont maintenu une orientation économique qui n'est rejetée en rien par le FMI. Par exemple, ils n'ont pas rétabli un contrôle sur les mouvements de capitaux et un contrôle sur les changes.

**b. Prêts au gouvernement des Etats-Unis par le biais de l'achat de bons du Trésor.** La plupart des PED achètent des bons du Trésor nord-américain. Les montants exacts ne sont pas connus mais cela représente plusieurs centaines de milliards de dollars prêtés au gouvernement des Etats-Unis. L'argument le plus commun est de dire que ces bons du Trésor sont très liquides, cela veut dire que l'on peut les revendre très facilement et très vite. On ajoute généralement qu'ils sont sans risque car il est inimaginable que les Etats-Unis soient à court ou moyen terme en défaut de paiement. Il n'en reste pas moins que les PED contribuent ainsi au maintien de la puissance de l'empire états-unien. Les PED donnent au maître le bâton dont il se sert pour les battre et les spolier. En effet, les Etats-Unis ont un besoin vital de financement extérieur pour financer leurs énormes déficits et maintenir leur puissance militaire, commerciale et financière.

S'ils étaient privés d'une partie significative des prêts des PED, la position des Etats-Unis se trouverait affaiblie.

Ajoutons que ceux qui prônent l'achat de bons du Trésor des Etats-Unis omettent généralement le fait que le dollar évolue à la baisse. Les bons sont rémunérés avec des dollars dévalués.

Affirmons tout de suite que l'achat de bons des Trésors d'Europe occidentale, s'ils constituent un moindre mal, ne représente en rien une alternative. Il vaut beaucoup mieux dépenser productivement les surplus de réserve ou les mettre en commun dans une Banque du Sud.

### **c. La poursuite de l'endettement public**

Le placement des réserves sous forme de bons du Trésor des Etats-Unis (ou d'autres bons d'autres Trésors) a généralement pour contrepartie de nouveaux emprunts. Cela peut paraître surprenant mais en réalité les choses se passent bel et bien ainsi. D'une part, les réserves en devises sont placées en partie en bons du Trésor des Etats-Unis (ou d'autres Trésors) ; d'autre part, les pouvoirs publics empruntent sur le marché intérieur ou sur le marché international afin de rembourser la dette publique. Dans tous les cas, la rémunération des réserves placées en bons des Trésors étrangers est inférieure à l'intérêt versé pour emprunter. D'où une perte pour le Trésor du pays concerné.

Un montant important de réserves en possession de la Banque centrale amène souvent celle-ci à s'endetter ! Explication : les entrées massives de capitaux étrangers sous forme de devises se retrouvent dans les mains des agents résidents qui vont les échanger auprès de leurs banques contre de la monnaie nationale. Cela se traduit donc par une augmentation accrue de la quantité de monnaie nationale, ce qui est potentiellement source d'inflation. Pour éviter cela, les autorités monétaires (la banque centrale) vont se livrer à des opérations de stérilisation de ces réserves afin d'éviter que l'afflux de devises ne se transforme en monnaie nationale. Il y a en gros deux possibilités :

- La banque centrale décide d'augmenter le taux des réserves obligatoires (*reserve assets*) du système bancaire, ce qui entraîne un coût supplémentaire pour les banques, qu'elles vont certainement répercuter sur les taux d'intérêt des crédits qu'elles proposent. Cela rend le crédit plus cher et devrait donc ralentir la création monétaire (car à chaque fois qu'il y a crédit, il y a création monétaire, de même qu'à chaque fois qu'il y a remboursement de crédit, il y a " destruction " de monnaie).

- La banque centrale réalise des opérations d'*open-market*, c'est-à-dire qu'elle émet des titres, la vente de ces titres devant permettre pour elle de récupérer de la monnaie nationale qui ainsi sort de la cir-

cultation monétaire et donc limite le risque d'inflation.

Le problème de cette stérilisation est que la banque centrale a, d'un côté, des réserves de change qu'elle place sur le marché international des capitaux (qui lui rapportent un intérêt  $t_1$ ) et, de l'autre, elle verse pour les titres qu'elle a émis une rémunération  $t_2$ , qui est supérieure à  $t_1$  car la prime de risque est plus importante sur le marché intérieur d'un PED que sur le marché international. C'est pour cela que pour contrôler son inflation, mais aussi son taux de change (cela dépend aussi du régime de change, fixe type *currency board* ou flexible), la banque centrale et donc l'Etat sont obligés de s'endetter afin de financer cet écart de taux.

C'est le résultat combiné d'une politique monétaire qui a comme objectif principal la lutte contre l'inflation (selon une perspective libérale bien connue) et d'une politique économique en général qui limite l'intervention active de l'Etat dans l'activité productive et considère que les dépenses sociales sont improductives (et génératrices d'inflation).

Une écrasante majorité de gouvernements donne la priorité à cette politique et on assiste à une montée des dettes publiques intérieures comme contrepoids d'un niveau élevé des réserves de change<sup>5</sup>. C'est vrai pour la Chine comme pour les pays d'Amérique latine.

Au lieu de construire des montagnes de réserves de change notamment pour se mettre à l'abri d'attaques spéculatives, les gouvernements des PED feraient mieux : 1) d'adopter des mesures de contrôle des mouvements des capitaux et des changes (bien plus efficaces pour se protéger contre les attaques spéculatives et pour combattre la fuite des capitaux) ; 2) d'utiliser une partie importante des réserves pour de l'investissement productif dans l'industrie, dans l'agriculture (réforme agraire et développement de la souveraineté alimentaire), dans les infrastructures, dans la protection de l'environnement, dans la rénovation urbaine (réforme urbaine, construction/rénovation de logements...), dans les services de santé, d'éducation, dans la culture, dans la recherche, dans la sécurité sociale... ; 3) de mettre en commun une partie des réserves pour constituer un ou des organismes financiers communs (Banque du Sud, Fonds monétaire du Sud) ; 4) constituer un front des pays endettés pour le non paiement ; 5) renforcer et constituer des cartels de pays producteurs de produits de

---

5. World Bank, *Global Development Finance 2006*, p. 154

base ; 6) développer les accords de troc mis en pratique entre le Venezuela et Cuba, et élargis depuis peu à la Bolivie.

C'est ce que nous allons développer dans les deux parties qui suivent.

### **Alternatives potentielles**

Revenons à la conjoncture favorable aux PED en 2006. Comme nous l'avons vu plus haut, la situation est favorable aux PED pour plusieurs raisons :

- un nombre significatif d'entre eux dispose d'un niveau de réserves internationales jamais atteint auparavant alors que les Etats-Unis et l'Europe occidentale se trouvent à un niveau historiquement bas de réserves ;

- les termes de l'échange leur sont favorables ;
- la plupart des PED ont un solde positif des comptes courants ;
- le FMI est provisoirement affaibli.

On peut ajouter qu'en 2005, le taux de croissance moyen des PED a été le double du taux de croissance moyen des pays les plus industrialisés<sup>6</sup> et les taux d'intérêt internationaux, bien qu'en train de monter, sont relativement bas. Quant aux primes de risque pays versées par les PED, elles ont atteint un niveau historiquement bas.

Sur le plan politique, dans plusieurs pays, la gauche a remporté des succès en 2005-2006 : victoire d'Evo Morales aux présidentielles de novembre 2005 en Bolivie, progrès important de la gauche aux élections en Inde et au Mexique, élection de Rafael Correa à la présidence de l'Equateur en novembre 2006.

Sur le plan militaire, Washington et ses alliés sont embourbés en Irak et en Afghanistan, ce qui rend difficile une intervention terrestre directe contre un autre pays.

Sur le plan des accords multilatéraux favorables aux grandes puissances, l'ALCA a été abandonnée en 2005 et les négociations au sein de l'OMC sur l'agenda de Doha sont bloquées (momentanément en tout cas).

Dans un tel contexte, il est potentiellement possible de mettre en

---

6. Cela a été également le cas en 2006 et en 2007.

pratique une stratégie alternative :

- Si les gouvernements des PED souhaitaient remettre en cause le paiement de la dette publique, ils seraient dans la meilleure position pour le faire car ils ont de quoi affronter des menaces de rétorsion de la part des créanciers multilatéraux, bilatéraux et privés. Le niveau de leurs réserves leur procure une énorme marge de manœuvre.

Si l'Argentine a pu seule tenir tête aux créanciers privés entre fin 2001 et début 2005 (ils réclamaient la reprise du paiement d'une dette à leur égard qui représentait environ 100 milliards de dollars) et obtenir des concessions significatives, on peut imaginer sans difficulté la force qu'aurait un front de plusieurs pays.

C'est le moment de mettre en œuvre des audits de la dette.

Un front des pays pour le non paiement pourrait également mettre en avant l'exigence du remboursement de la dette historique et écologique contractée par les pays les plus industrialisés.

L'opinion publique et les mouvements sociaux seraient largement favorables à l'adoption d'une attitude légitime et digne par les gouvernements du Sud.

- Au-delà de la création d'une Banque du Sud et d'un Fonds monétaire international du Sud, les gouvernements des PED pourraient également prendre l'initiative de se retirer de la Banque mondiale et du FMI, organismes totalement dominés par quelques grandes puissances les plus industrialisées.

- Ils pourraient mettre en œuvre une stratégie de stabilisation des prix des matières premières et des produits agricoles de base en fondant des cartels de pays producteurs et en renforçant l'OPEP.

- Ils pourraient créer et/ou renforcer des ensembles régionaux du Sud et, pourquoi pas, se doter d'une monnaie commune.

- Ils pourraient réintroduire un contrôle sur les mouvements de capitaux et sur les changes.

- Ils pourraient reprendre le contrôle sur les ressources naturelles de leurs pays.

- Ils pourraient développer sur le plan de l'éducation, de la culture, de la recherche (notamment en matière de santé) des politiques publiques audacieuses avec des moyens financiers suffisants.

- Ils pourraient s'inspirer des accords d'échange entre la République bolivarienne du Venezuela, Cuba et la Bolivie et généraliser les nouvelles formes d'échanges compensés ou de troc (pétrole en

échange de services de santé et d'éducation par exemple).

- Une telle stratégie impliquerait de donner la priorité à une redistribution radicale de la richesse tant à l'intérieur des PED qu'entre le Sud et le Nord de la planète. Le contenu social d'une stratégie alternative est fondamental. Il faut lui donner un contenu socialiste sous peine de tomber dans une caricature d'alternative. Le contenu socialiste n'a rien à voir avec une simple politique de réduction de la pauvreté, le développement de mesures d'assistance publique et une vague humanisation du capitalisme. Le contenu socialiste implique des réformes structurelles profondes en commençant par la remise en cause de la propriété privée des grands moyens de production, des ressources naturelles et de tous les biens communs. Pour paraphraser le Che<sup>7</sup> : alternative socialiste ou caricature d'alternative.

- L'alternative doit aussi avoir une dimension essentielle d'émancipation des femmes par la réalisation d'une véritable égalité entre les sexes.

### **La Banque du Sud et le Fonds monétaire du Sud**

Un premier choix est à faire : créer une ou deux institutions.

Si on en crée deux, on aurait une banque qui a pour fonction de financer le développement et un fonds monétaire qui a notamment pour fonction de protéger les pays contre des attaques spéculatives et les aider en cas de problème de liquidité pour réaliser leurs échanges.

On peut également mettre entre les mains d'une seule institution ces grandes fonctions.

La Banque du Sud vise notamment à rompre la dépendance des pays de la Périphérie vis-à-vis du marché financier international, canaliser leur propre capacité d'épargne, stopper la fuite des capitaux, canaliser les ressources centrales vers les priorités du développement économique et social indépendant, changer les priorités d'investissement, etc.

Il s'agit d'une banque publique alternative à la Banque mondiale et aux banques régionales de développement comme la Banque inter-américaine de développement, la Banque africaine de développement et la Banque asiatique de développement.

---

7. " Révolution socialiste ou caricature de révolution ".



La Banque du Sud peut octroyer des crédits avec ou sans intérêts, comme elle peut procurer de l'aide non remboursable sous forme de dons.

La Banque sera principalement financée par les apports des pays membres sous la forme de quotes-parts et de dons. On peut aussi imaginer des recettes fiscales par des impôts régionaux/internationaux.

Les destinataires des crédits et des dons prioritaires doivent être des entités publiques (Etat, province, municipalité, entreprise publique de production ou de services). Il faut par ailleurs définir avec discernement les agents privés qui peuvent recevoir les crédits et les dons de la Banque afin d'exclure que son activité serve à renforcer le grand capital. L'histoire des deux derniers siècles est remplie de banques publiques et populaires qui ont servi essentiellement au renforcement de l'accumulation capitaliste sans aucun bénéfice réel pour le peuple.

La Banque du Sud ne peut être dissociée de la situation de l'endettement. Il faut éviter que l'activité de la Banque serve à maintenir la gestion de la dette publique au profit du capital financier.

Un autre aspect important est celui de la nécessité du contrôle populaire et démocratique en écho avec les initiatives d'audit de la dette. La participation active des parlements dans le contrôle de l'activité de la Banque doit aussi être stimulé.

Ce qui précède ne constitue que quelques pistes qui requièrent une élaboration collective et rigoureuse.

### **Perspectives futures de l'économie**

L'amélioration des termes de l'échange pour les pays exportateurs de produits de base n'est pas du goût des pays les plus industrialisés, tant pour des raisons économiques que pour des raisons politiques, car cette situation stimule les initiatives des pays du Sud. Le niveau atteint par les réserves en possession du Sud suscite pour les mêmes raisons des inquiétudes dans les capitales des pays les plus industrialisés ainsi que dans les conseils d'administration des grandes transnationales.

Les décisions prises par les gouvernements des pays les plus industrialisés visent à modifier la situation en leur faveur. Par ailleurs, le cycle économique suit sa propre logique. Le manque de volonté de la part des gouvernements des pays de la Périphérie risque bel et bien de leur faire perdre une occasion historique.

Les banques centrales des trois grands pôles de l'économie des pays les plus industrialisés ont augmenté leur taux directeur en terme de taux d'intérêt entre 2004 et 2007, c'est le cas notamment de la Réserve fédérale des Etats-Unis<sup>8</sup> et de la Banque centrale européenne. C'est le cas aussi de la Banque du Japon depuis début 2006.

Une partie importante des capitaux flottants qui avaient migré vers les pays du Sud entre 2002 et 2006 à la recherche de rendements supérieurs à ceux que leur offraient les pays du Nord pourrait reprendre le chemin du Nord si les taux d'intérêt continuent à y grimper. La chute des Bourses des pays émergents en mai 2006 est probablement un signe avant-coureur.

Pour la Réserve fédérale des Etats-Unis, il est vital d'attirer plus de capitaux vers eux de manière à tenter de combler l'énorme déficit commercial. Un flux permanent de capitaux vers les Etats-Unis est une nécessité de premier ordre. Pour cela, il faut augmenter les taux d'intérêt afin d'offrir aux investisseurs étrangers un rendement suffisant. C'est d'autant plus nécessaire que la valeur du dollar baisse notamment face à l'euro et au yen, et que les taux d'intérêt augmentent également dans la zone euro, en Grande-Bretagne et au Japon.

Il est possible que l'augmentation en cours des taux d'intérêt atteigne un pallier. Effectivement, les autorités monétaires des Etats-Unis savent très bien que si elles augmentent trop les taux d'intérêt, elles risquent de provoquer l'explosion de la bulle spéculative immobilière et une chute drastique de la consommation des ménages car ceux-ci sont très endettés<sup>9</sup>. Une augmentation trop forte des taux d'intérêt risque également de mettre en très grosse difficulté les grandes entreprises des Etats-Unis, à commencer par le secteur de l'automobile et l'aviation. Néanmoins, même si les taux d'intérêt au Nord n'ont plus

---

8. En réponse à la crise de l'immobilier et de la dette privée aux Etats-Unis, la Réserve fédérale des Etats-Unis a changé de politique à partir de septembre 2007 en réduisant à plusieurs reprises le taux d'intérêt. Voir chapitre 9 de ce livre.

9. Ce jugement exprimé par l'auteur en août 2006 anticipait la crise du marché immobilier qui a éclaté aux Etats-Unis en 2007. Voir chapitre 9.

fortement progressé dans le dernier quart de l'année 2006, ils ont déjà atteint un niveau suffisamment haut pour attirer une bonne partie des capitaux qui avaient pris la direction du Sud au cours des années précédentes.

En ce qui concerne l'évolution du prix des produits de base, celui-ci est influencé bien évidemment par le niveau d'activité économique. Il faut être prudent avec les prévisions de croissance pour 2007-2008. Ceci dit, un ralentissement de la croissance aux Etats-Unis n'est pas exclu. S'il a lieu, il faut voir comment la croissance en Europe occidentale et au Japon se comportera. Si celle-ci ralentit également dans ces deux régions, il faut prévoir une baisse des ventes de matières premières et une baisse des prix, à moins que l'activité de la Chine se maintienne pendant une période prolongée, ce qui serait étonnant<sup>10</sup>.

Manifestement, la Chine passe par un niveau de surinvestissement. Le taux de rentabilité est généralement assez bas. Son activité est très largement dépendante de ses exportations. La consommation des ménages chinois augmente mais c'est surtout une très petite minorité qui en profite. Bref, le marché intérieur peut difficilement remplacer le marché extérieur comme débouché de la production chinoise à moins que les autorités chinoises fassent un virage radical en terme de modèle de développement (augmentation des salaires, renforcement radical du marché intérieur, recherche d'une véritable coopération constructive avec les autres pays du Sud). Cela paraît très peu probable, malheureusement. Les luttes engagées par les travailleurs chinois qui veulent obtenir une amélioration des salaires, des conditions de travail et un droit d'organisation collective pointent objectivement dans la direction d'un changement radical de modèle de développement, mais on voit mal comment ils pourraient obtenir satisfaction à court terme<sup>11</sup>.

L'évolution risque même d'aller provisoirement dans l'autre sens. Je m'explique : si l'activité économique baisse aux Etats-Unis sans

---

10. En 2007, le taux de croissance de la Chine est resté très élevé mais les signes de surchauffe sont évidents. Il faut suivre attentivement comment la situation évoluera en 2008-2009. L'impact international de la crise qui a éclaté aux Etats-Unis en 2007 risque d'être important.

11. Les nombreuses grèves généralement illégales et sauvages menées par les travailleurs chinois ont tout de même abouti en 2006 à des augmentations significatives de salaires (en partant de très bas) de l'ordre de 20%.

être contrebalancée par une croissance suffisamment forte en Europe et au Japon, l'activité économique en Chine ralentira certainement. Vu que le taux de rentabilité est bas et que le niveau d'endettement des entreprises est assez élevé, il est probable qu'une chute de l'activité provoque des réductions importantes de personnel et des faillites d'entreprise. Une telle situation ne serait certainement pas favorable au développement des luttes des travailleurs chinois.

Bien sûr, tout cela est largement hypothétique et le facteur temps n'est pas précisé : l'évolution peut s'étendre sur plusieurs années. De nombreuses variables entrent en jeu.

Citons par exemple :

Que va-t-il se passer du côté du prix du pétrole et du gaz ? Que va faire l'OPEP ? Il est probable que le prix du combustible va rester élevé.

Que va-t-il se passer du côté des autres produits de base ? Le prix de certains d'entre eux est tel qu'on assiste à un phénomène classique au niveau de l'évolution de l'économie capitaliste : des mines qui n'étaient plus rentables sont à nouveau exploitées. Certaines le sont au prix d'investissements assez élevés. Il y a surinvestissement. Cela produira une augmentation importante de l'offre. Cette augmentation dépassera la demande, ce qui entraînera une dépréciation des prix et des faillites d'entreprise.

Qu'est-ce qui peut empêcher cela ? Ou bien l'accélération de la croissance économique mondiale, ce qui est très improbable ; ou bien la réalisation d'un cartel de pays producteurs qui planifie la production et limite son augmentation de manière à stabiliser le prix à un niveau élevé.

Cela nous ramène à l'urgence de l'alternative. Si les gouvernements des pays du Sud ne se hissent pas ensemble à la hauteur du défi, la situation évoluera de manière défavorable pour eux. On peut craindre que cela ne se produise.

Revenons à la variable " remboursement de la dette ".

Depuis 2003-2004, la plupart des PED à moyens revenus ne rencontrent plus de difficultés pour payer le service de la dette. C'est la conséquence de plusieurs facteurs conjoncturels : des rentrées croissantes de devises grâce au prix élevé des produits de base qu'ils

exportent et à l'arrivée de capitaux flottants à la recherche de rentabilité à court terme, notamment dans les Bourses des pays émergents ; des taux d'intérêt relativement bas ; des primes de risque-pays extrêmement basses en 2004, 2005, 2006.

Tout cela peut être modifié en l'espace d'un an ou de quelques années.

Les rentrées en devises peuvent diminuer et le niveau des réserves peut baisser, les taux d'intérêt à la hausse au Nord<sup>12</sup> peuvent augmenter le service de la dette sur les prêts contractés à taux variables, le coût des nouveaux emprunts pour refinancer les anciennes dettes peut alors augmenter car un taux d'intérêt plus élevé s'appliquera, les primes de risque-pays peuvent repartir à la hausse.

Un nombre significatif de PED risque de se trouver dans la situation de la cigale de la fable de La Fontaine. A la fin de l'été, lorsque l'environnement économique se détériorera, ils risquent de rencontrer des difficultés de paiement et leurs réserves de change risquent de fondre comme neige au soleil.

C'est un argument supplémentaire pour mettre en pratique une politique alternative en réalisant un front des pays endettés pour le non paiement de la dette .

Avant d'en arriver aux conclusions, voici quelques informations additionnelles :

1. Depuis une vingtaine d'années, les Etats-Unis ont réussi chaque fois à surmonter leur crise en appliquant une politique très interventionniste et en faisant payer aux autres économies une partie du prix de la sortie de crise. N'oublions pas que la classe ouvrière des Etats-Unis a également fait les frais de la sortie de la crise (par exemple, via des licenciements massifs en 2001-2002, une augmentation très forte de la précarisation du travail et la croissance du nombre de *working poors*, une réduction des salaires réels et de leur part dans le revenu national). Néanmoins l'économie des Etats-Unis n'est pas assainie du point de vue capitaliste (taux de croissance relativement faible, taux de profit relativement bas...) : elle devra certainement passer par une purge plus profonde, ce qui impliquera une dévalorisation/destruction

---

12. Suite à l'éclatement de la crise immobilière et de la crise de la dette privée en août 2007, la Banque centrale des Etats-Unis a décrété une baisse des taux d'intérêt. Mais cette baisse n'est pas garantie pour les pays du Sud car le LIBOR a tendance à augmenter (**voir chapitre 10**).

du capital (un nombre important de faillites). Quand cette purge surviendra-t-elle<sup>13</sup> ? Personne ne peut raisonnablement prédire une date mais la purge est difficilement évitable du point de vue de la logique capitaliste elle-même. Précisons qu'une purge n'est pas synonyme d'effondrement. Au contraire, c'est peut-être le meilleur mécanisme que le capitalisme possède pour retrouver un taux de profit durablement élevé et une forte croissance.

2. La dette publique interne des PED a fortement augmenté ces trois dernières années en chiffre absolu. La montée de la dette publique interne est particulièrement forte et inquiétante dans un grand nombre de pays à moyens revenus. Selon la Banque mondiale, la dette publique interne des PED est passée de 1 300 milliards de dollars en 1997 à 3 500 milliards de dollars en septembre 2005<sup>14</sup>.

3. Les banques privées du Nord, après avoir stoppé les prêts bancaires aux PED en 2001-2002, les ont repris progressivement à partir de 2003. En 2005, leurs prêts ont augmenté de 74% par rapport à 2004. Ainsi, 1 261 contrats de prêts ont été signés, principalement dans le domaine du pétrole et du gaz.

4. En 2005, une quarantaine de PED ont émis de nouveaux titres de la dette publique sur les marchés financiers internationaux. Les titres émis par dix d'entre eux (Brésil, Chine, Hongrie, Inde, Indonésie, Mexique, Pologne, Russie, Turquie et Venezuela) représentent 69% du total émis par ces quarante pays. A signaler que les émissions de titres libellés en euros ont fortement augmenté au niveau mondial ces dernières années. En 2000, ils représentaient 29,8% de l'ensemble du stock de titres alors qu'en 2005, ils en représentaient 45,4%. Les titres libellés en dollars, qui représentaient 51,9% en 2000, n'en représentaient plus que 38,3% en 2005<sup>15</sup>.

5. En 2005, une grande partie de l'investissement direct étranger a été liée à des privatisations/acquisitions/fusions qui n'ont créé aucun emploi supplémentaire. Dans certains cas, il y a eu destruction de valeur et d'emplois.

---

13. La décision de la Banque centrale des Etats-Unis de baisser les taux d'intérêt prise en septembre 2007 (voir note précédente) vise à reporter à une date indéterminée cette purge. Il faut tenir compte du fait que des élections présidentielles auront lieu fin 2008 aux Etats-Unis. Il est peu probable que le gouvernement actuel adopte une politique qui favorise la purge, c'est-à-dire de nombreuses faillites, ce qui serait très impopulaire.

14. World Bank, *Global Development Finance 2006*, p. 44.

15. World Bank, *Global Development Finance 2006*, p. 59.

6. Un nouveau type de produits dérivés a été lancé sur le marché ces dernières années. Il s'agit des *Credit Default Swaps*. L'acheteur de bons émis par des entreprises ou des Etats paie une assurance contre le risque de non paiement. Ce marché qui a littéralement explosé ces dernières années à l'échelle mondiale représente une valeur *notionnelle (virtuelle)* de 7 300 milliards de dollars, dont moins de 5% concernent les PED. Selon la Banque mondiale et la presse financière spécialisée, il est difficile de mesurer la solidité de ce type de produit dérivé. En cas de généralisation de difficulté de paiement de la dette, il sera difficile aux assureurs de tenir leur engagement sans risquer la faillite<sup>16</sup>.

7. Les investisseurs institutionnels, en particulier les fonds de pension des pays les plus industrialisés, réalisent des investissements financiers pour un montant de 46 000 milliards de dollars (montant du même ordre que la somme de tous les produits nationaux bruts de la planète), dont 20 700 milliards sont contrôlés par des sociétés des Etats-Unis<sup>17</sup>. Il suffit qu'ils consacrent une fraction infime de ces investissements à des achats d'actions dans les Bourses des pays émergents ou à des achats de devises pour faire monter leur valeur (c'est ce qui s'est passé en 2005). Il suffit que cette même fraction infime soit retirée pour provoquer une chute de la bourse à Sao Paulo ou à Mumbai (c'est ce qui s'est passé en mai 2006), ou bien une chute de la monnaie de la Thaïlande ou de l'Argentine. Si les gouvernements ne prennent pas des mesures pour contrôler les entrées et sorties de capitaux ainsi que les changes de monnaie, ils sont à la merci d'attaques spéculatives de l'ampleur de celles de la seconde moitié des années 1990.

8. Les capitalistes du Sud ont augmenté les sorties de capitaux en 2005. Alors qu'elles ont représenté 172 milliards de dollars en 2004, elles ont grimpé à 318 milliards de dollars en 2005<sup>18</sup>.

9. Au cours des dernières années, les flux Sud-Sud se sont développés principalement sous la conduite des firmes capitalistes du Sud. Par exemple, les flux d'investissements étrangers entre pays du Sud sont passés de 14 milliards en 1995 à 47 milliards en 2003. En 2003, ces flux d'investissements Sud-Sud ont représenté 36,6% du

---

16. World Bank, *Global Development Finance 2006*, p. 62.

17. World Bank, *Global Development Finance 2006*, p. 53.

18. World Bank, *Global Development Finance 2006*, p. 151

flux total d'investissements étrangers qui a pris la direction du Sud. Les prêts bancaires des banques privées du Sud à d'autres pays et entreprises du Sud sont passés de 0,7 milliard en 1985 à 6,2 milliards en 2005. Pour la première fois de son histoire, en 2006, la Banque mondiale a consacré un chapitre entier de son rapport annuel *Global Development Finance* aux flux de capitaux Sud-Sud<sup>19</sup>. Ces flux Sud-Sud (à quelques exceptions près, liées aux initiatives prises par le Venezuela) suivent totalement la logique de globalisation capitaliste. Des firmes chinoises investissent largement en Afrique et en Amérique latine pour s'assurer le contrôle sur des sources de matières premières. C'est ce que fait également l'entreprise pétrolière brésilienne Petrobras en Bolivie, au Nigeria et en Angola. De même pour les firmes russes.

La Banque mondiale propose par ailleurs aux gouvernements du Sud de recycler une partie de leurs énormes réserves de change en les prêtant à des investisseurs privés locaux. Bref, la Banque mondiale est elle-même à l'offensive sur le thème de la Banque du Sud en lui donnant un contenu conforme au renforcement du capitalisme à l'échelle planétaire.

Plutôt que de proposer aux pouvoirs publics du Sud de se doter d'instruments publics Sud-Sud pour financer leurs besoins (et ceux, prioritaires, de leur peuple), la Banque mondiale propose de confier les réserves au grand capital privé du Sud. Cela nous ramène au contenu du projet de Banque du Sud...

## Conclusions

Une nouvelle occasion historique se présente aux peuples et aux gouvernements des pays dits " en développement " de prendre une initiative émancipatrice de portée internationale.

Il y a fort à parier que cela ne se matérialisera pas : le scénario radical ne sera pas mis en œuvre à court terme. L'écrasante majorité des dirigeants actuels des PED sont totalement englués dans le modèle néo-libéral. Dans la plupart des cas, ils sont tout à fait attachés aux intérêts des classes dominantes locales qui n'ont aucune perspective d'éloignement réel (sans même parler de rupture) par rapport aux poli-

---

19. World Bank, *Global Development Finance 2006*, chapter 4, p. 107-136



tiques suivies par les grandes puissances industrielles. Les capitalistes du Sud se cantonnent dans un comportement de rentier et quand ce n'est pas le cas, ils cherchent tout au plus à gagner des parts de marché. C'est le cas des capitalistes brésiliens, sud-coréens, chinois, russes, sud-africains, indiens... qui demandent à leurs gouvernements d'obtenir des pays les plus industrialisés telle ou telle concession dans le cadre des négociations commerciales bilatérales ou multilatérales. De plus, les concurrences et les conflits entre gouvernements des PED, entre capitalistes du Sud, sont réels et peuvent s'exacerber. L'agressivité commerciale des capitalistes de Chine, de Russie, du Brésil à l'égard de leurs concurrents du Sud provoque des divisions tenaces. Généralement, ils s'entendent (entre eux, et entre le Sud et le Nord) pour imposer aux travailleurs de leur pays une détérioration des conditions de travail sous prétexte d'augmenter au maximum leur compétitivité.

Par ailleurs, la conjoncture économique favorable à des initiatives fortes ne se prolongera pas.

Une chose doit être claire : si l'on recherche l'émancipation des peuples et la pleine satisfaction des droits humains, les nouvelles institutions financières et monétaires tant régionales que mondiales doivent être au service d'un projet de société en rupture avec le néolibéralisme et le capitalisme.

Si l'occasion n'est pas saisie (et c'est fort probable qu'elle ne le sera pas), l'histoire poursuivra son cours et les peuples lutteront dans des conditions encore plus difficiles qu'aujourd'hui. Le combat continuera et, face à la politique cynique de leurs gouvernements, ils devront se radicaliser pour arracher leur émancipation, sans Dieu, ni Sauveur suprême. Cela s'appelle la révolution.

## Chapitre 2

### Banque du Sud contre " consensus de Washington " <sup>1</sup>

Puni ! Comment la toute puissante Banque mondiale pouvait-elle accepter, en 2005, que le jeune ministre équatorien de l'économie, Rafael Correa, décide, sous prétexte que le pays traverse une crise politico-sociale d'une extrême gravité, de revoir l'utilisation des ressources pétrolières en réduisant le remboursement de la dette et en augmentant les dépenses sociales ? La Banque suspend immédiatement un prêt de 100 millions de dollars promis à l'Equateur et, avec l'aide de quelques amis, s'occupe sérieusement de la carrière du ministre en question. " *Les maîtres du pétrole, les Etats-Unis, le Fonds monétaire international [FMI], la Banque mondiale, la Banque inter-américaine de développement [BID] ont fait pression sur le président [Alfredo Palacios], racontera M. Correa. J'ai perdu sa confiance, son appui.* " Désavoué, le jeune économiste choisit de démissionner<sup>2</sup>.

Elu président de la République le 26 novembre 2006, il n'a rien oublié de l'épisode et du mépris affiché face à la souveraineté du pays. Le 20 avril dernier, geste spectaculaire, il fait déclarer *persona non grata* M. Eduardo Somensatto, représentant de la Banque mondiale dans le pays. Par ailleurs, confronté à une dette publique de 10,5 milliards de dollars, il décide que la part du budget dédié à son remboursement passera de 38% en 2006 à 11,8% en 2010. Un malheur (ou un bonheur) n'arrivant jamais seul, à quelques jours d'intervalle, la Bolivie fait savoir qu'elle ne reconnaît plus l'autorité du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI)<sup>3</sup>, l'un des instruments du groupe Banque mondiale.

---

1. Ce chapitre rédigé en collaboration avec Damien Millet a été publié dans une version légèrement différente dans *Le Monde diplomatique* en juin 2007.

2. Maurice Lemoine, " Une victoire à consolider en Equateur ", *Le Monde diplomatique*, janvier 2007.

3. Voir chapitre 8.

## Bilan de l'intervention de la Banque mondiale et du FMI en Amérique latine

Depuis les années 1950, l'intervention de la Banque et du FMI en Amérique latine a été marquée par les priorités de la politique étrangère de Washington. Les institutions de Bretton Woods ont soutenu le dictateur nicaraguayen Anastasio Somoza pendant près de trente ans, jusqu'à son renversement en 1979<sup>4</sup>. Au Guatemala, en 1954, elles boycottent le gouvernement progressiste de Jacobo Arbenz, puis s'empressent de soutenir la junte militaire qui l'a renversé. En Amérique du Sud, elles sabotent les régimes démocratiques qui entreprennent des réformes tendant à réduire les inégalités : ainsi, au Brésil, dès 1958, opposition au président Juscelino Kubitschek, qui refuse les conditions fixées par le FMI, puis boycott de son successeur Joao Goulart quand celui-ci annonce une réforme agraire et la nationalisation du pétrole en 1963. En revanche, dès la mise en place de la junte militaire, en avril 1964, le FMI et la Banque mondiale accourent. Ils font de même en septembre 1973, au Chili, après le renversement et la mort de Salvador Allende. En mars 1976, en Argentine cette fois, le FMI apporte son concours à la dictature du général Jorge Videla. En 2002, il sera le premier (avec les Etats-Unis et l'Espagne de M. José Maria Aznar) à offrir ses services au bref gouvernement *de facto* issu du renversement du président vénézuélien Hugo Chávez.

Partout, les classes dominantes locales trouvent dans les institutions de Bretton Woods un soutien dans leur résistance aux réformes. Ajoutons que le Chili de Pinochet et l'Argentine de Videla ont constitué de véritables laboratoires pour les politiques néolibérales qui, sous des formes adaptées, furent ensuite appliquées dans les pays les plus industrialisés, en commençant par la Grande-Bretagne de Margaret Thatcher, à partir de 1979, et les Etats-Unis de Ronald Reagan après 1981.

La Banque mondiale et le FMI ont délibérément poussé l'Amérique latine à s'endetter : entre 1970 et 1982, la dette extérieure publique de la région passe de 16 à 178 milliards de dollars<sup>5</sup>. En 1982, quand y éclate la crise de la dette, les deux institutions utilisent l'arme du sur-

---

4. Pour une présentation détaillée du soutien de la Banque mondiale et du FMI aux dictatures, voir Eric Toussaint, *Banque mondiale : le Coup d'Etat permanent. L'agenda caché du Consensus de Washington*, CADTM-Syllepse, Liège-Paris, 2006.

5. Banque mondiale, *Global Development Finance*, Washington D.C., 2006.

endettement pour imposer les politiques codifiées plus tard dans le Consensus de Washington : ajustements structurels, privatisations, ouverture économique, abandon du contrôle des changes et des mouvements de capitaux, réduction des dépenses sociales, augmentation des taux d'intérêts locaux, etc. Les capitaux qui avaient afflué vers la région sous la forme de prêts prennent la direction des pays industrialisés sous la forme du remboursement de la dette - et de fuite des capitaux.

Remplaçant les juntes militaires à partir de la deuxième moitié de la décennie 1980, les gouvernements démocratiques, y compris ceux inspirés par la social-démocratie, appliquent docilement les consignes néolibérales. Dévastateur... De la révolte populaire d'avril 1984 en République dominicaine à l'" *argentino* " de décembre 2001 contre le gouvernement de M. Fernando de la Rúa, en passant par le " *cara* *cazo* " du 27 février 1989 contre le président vénézuélien Carlos Andres Pérez, les émeutes se multiplient.

#### Virage à gauche

Le rejet du Consensus de Washington et de ses instruments finit par provoquer un virage à gauche à partir de l'élection de M. Hugo Chávez à la présidence du Venezuela, en 1998. Après le renversement du président Fernando de la Rúa, en décembre 2001, les autorités argentines, sous la pression de la rue, défient ouvertement le FMI et la Banque mondiale en suspendant, jusqu'en mars 2005, le paiement de la dette publique extérieure à l'égard des créanciers privés et du Club de Paris. Si les gouvernements péronistes successifs de MM. Rodríguez Saa, Eduardo Duhalde et Nestor Kirchner évitent la rupture directe avec les institutions de Bretton Woods (qui se font rembourser...), ils contribuent à les affaiblir en démontrant qu'il est possible de suspendre le paiement de la dette tout en renouant avec la croissance économique et en imposant un accord aux créanciers ; 76 % de ceux-ci acceptent une réduction de plus de moitié des sommes réclamées. Sous la pression populaire, N.Kirchner a aussi refusé l'augmentation des tarifs de l'eau et de l'électricité qu'exigeaient des entreprises multinationales européennes. Les procès intentés par celles-ci n'ont pas fait plier le gouvernement qui cherche à renforcer l'appui populaire dont il bénéficie. C'est une preuve concrète de la marge de manœuvre dont dispose un gouvernement du Sud que ce soit face aux créanciers ou aux grandes sociétés multinationales.

A partir de 2005, un changement conjoncturel dans la situation économique mondiale modifie de manière favorable les rapports d'une majorité de pays en développement avec les créanciers des pays les plus industrialisés. Les cours des matières premières et de certains produits agricoles sont à la hausse tandis que les primes de risque payées pour emprunter des capitaux sont historiquement basses. D'importantes recettes d'exportation en devises fortes sont engrangées : entre 2002 et 2007, les réserves de change des pays d'Amérique latine et de la Caraïbe passent de 157 à plus de 350 milliards de dollars. Plusieurs gouvernements - Argentine, Brésil, Mexique, Uruguay, Venezuela, mais aussi Thaïlande, Indonésie, Corée du Sud... - en profitent pour solder leur compte à l'égard du FMI.

De nombreux mouvements favorables à l'annulation de la dette leur reprochent de " légitimer " celle-ci et de gaspiller des capitaux qui auraient été bienvenus pour mener des politiques sociales. Les gouvernants rétorquent que ces remboursements leur permettent de reprendre leur entière liberté à l'égard d'une institution qui impose des politiques impopulaires.

#### Vers la Banque du Sud

Que font jusqu'à présent la plupart des gouvernements avec leurs réserves de change ? Après avoir utilisé une partie de celles-ci pour rembourser certains organismes internationaux, ils placent le reste sous la forme de bons du Trésor américain ou de dépôts dans les banques des Etats-Unis (et, marginalement, d'autres pays industrialisés). Ils prêtent donc l'argent public du Sud aux puissances du Nord, en particulier au principal pays qui les domine.

En outre, le placement des réserves sous forme de bons du Trésor, américain ou autres, peut s'accompagner... de nouveaux emprunts sur le marché intérieur ou international. Dans tous les cas, la rémunération des réserves placées en bons des Trésors étrangers ou en liquide est inférieure à l'intérêt versé pour emprunter. Une perte d'autant plus considérable que les Etats-Unis remboursent avec un dollar en constante régression ces dernières années.

La détention de réserves importantes en devises engendre un autre mécanisme pervers : la Banque centrale des pays concernés remet de la monnaie nationale aux agents économiques qui exportent. Afin d'éviter une augmentation de l'inflation due au surplus de liquidi-

tés en circulation, la Banque centrale emprunte alors aux banques privées locales - ce qui représente un coût supplémentaire pour le Trésor public<sup>6</sup>.

La relative abondance de réserves de change à disposition des gouvernements de la région et l'impasse à laquelle conduit ce type d'utilisation a apporté de l'eau au moulin du président Chávez qui, depuis quelques années, proposait la création d'un fonds humanitaire international et, depuis 2006, la création d'une Banque du Sud. En annonçant la naissance de cette institution, l'Argentine et le Venezuela ont franchi le pas en février 2007, bientôt rejoints par la Bolivie, l'Equateur et le Paraguay. Le Brésil, qui a hésité pendant trois mois, a fini par signer la déclaration de Quito du 3 mai 2007, lors d'un sommet des ministres des Finances de l'Argentine, de la Bolivie, du Brésil, de l'Equateur, du Paraguay et du Venezuela. Un sommet réunissant les présidents de ces pays s'est tenu en décembre 2007 à Buenos Aires pour lancer officiellement la Banque du Sud. L'Uruguay s'est joint aux six pays mentionnés.

Plusieurs options sont encore sur la table, mais un consensus semble se dégager sur plusieurs points. Cet organisme financier réunira au moins ces sept pays d'Amérique du Sud (la porte étant ouverte aux autres) et aura pour fonction de financer le développement dans la région. Il existe aussi une volonté de créer un fonds monétaire de stabilisation<sup>7</sup>. Il existe déjà un Fonds latino-américain de réserve (FLAR), dont font partie cinq pays andins (Bolivie, Pérou, Colombie, Equateur, Venezuela) et un pays d'Amérique centrale, le Costa Rica. Il pourrait être transformé et, si cela s'avérait impossible, un nouveau fonds serait créé. Son but : faire face à des attaques spéculatives et à d'autres chocs externes en mettant en commun une partie des réserves de change des pays membres.

Il s'agit donc de se passer du FMI, mais avec une ambition supplémentaire : mettre en place une unité de compte qui pourrait, un jour, aboutir à une monnaie commune. En clair, créer l'équivalent de l'écu européen avant la création de l'euro. Actuellement, les échanges commerciaux entre pays d'Amérique du Sud se règlent en dollars. Or l'Argentine et le Brésil viennent d'affirmer qu'ils ont l'intention de régler

---

6. Idem.

7. L'adhésion du Venezuela à cette proposition n'est pas garantie car, au départ, Hugo Chávez souhaitait que la Banque réunisse la fonction de banque de développement et de fonds monétaire de stabilisation.

leurs échanges mutuels, d'une valeur annuelle de 15 milliards de dollars, en pesos argentins et en *reales* brésiliens.

Lors de la réunion de Quito, la délégation de l'Equateur a mis en avant une conception révolutionnaire de la Banque du Sud (et du Fonds). L'institution devrait fonctionner sur une base démocratique, à l'opposé de la Banque mondiale, du FMI et de la BID. Elle serait un instrument notamment chargé de mettre en application les traités internationaux portant sur les droits humains, sociaux et culturels, alors que la Banque mondiale ne s'estime pas liée par ces traités. La Banque du Sud devrait financer des projets publics alors que les institutions existantes privilégient le secteur privé.

Par ailleurs, si les chefs d'Etat se mettent d'accord, elle devrait être fondée sur le principe " un pays, une voix ". Actuellement, à la Banque mondiale, au FMI et à la BID, le droit de vote des pays dépend de leur apport initial et les Etats-Unis détiennent à eux seuls plus de 15%, ce qui leur donne un droit de veto de fait. De plus, les dirigeants et employés de la Banque du Sud seraient redevables devant la justice, contrairement à ceux de la Banque mondiale, protégés par une immunité totale, qui n'est levée que si la Banque le veut. Les archives appartiendraient au domaine public (la règle contraire est en vigueur au FMI et à la Banque mondiale). Enfin, le nouvel établissement financier ne s'endetterait pas sur le marché des capitaux. Son capital serait fourni par les pays membres, qui la financeraient par un apport initial, par des prêts, mais aussi par des taxes du type Tobin.

Il est encore trop tôt pour connaître le sort réservé à cette proposition. Si elle n'était pas acceptée, il y a un gros risque que la nouvelle construction ne constitue pas une véritable alternative pour l'Amérique du Sud, les gouvernements brésilien et argentin étant tentés par une banque qui viendrait renforcer leurs grandes entreprises privées ou mixtes, dans le cadre d'un bloc économique et politique construit sur le modèle d'une Union européenne dominée par la logique capitaliste. Mais le débat n'est pas encore tranché. Et un constat s'impose : en Amérique latine, en cette première décennie des années 2000, le FMI et la Banque mondiale ne font plus la loi.

## Chapitre 3

### Quelle Banque du Sud ?

#### Deux évolutions opposées

D'une part, le gouvernement des Etats-Unis et les pays de l'Union européenne réussissent à sceller avec certains pays de la région des accords bilatéraux de libre échange qui sont favorables à leurs entreprises. Les privatisations massives des années 1980 et 1990 ont été mises à profit par celles-ci pour prendre le contrôle d'un grand nombre de secteurs économiques vitaux pour le développement. Les flux de capitaux vont de la région vers les pays les plus industrialisés via le remboursement de la dette, le rapatriement des profits des transnationales du Nord, la fuite des capitaux organisée par les capitalistes latino-américains, la dette publique interne est en forte augmentation, les conditions de vie stagnent et les plus exploités s'appauvrissent un peu plus, même si certains programmes d'assistance publique limitent les dégâts (Brésil, Argentine, Venezuela, Bolivie, Equateur).

D'autre part, les nombreuses mobilisations populaires des dernières années se traduisent par l'élection de gouvernements dont certains cherchent à inverser le cours historique des trente dernières années et à affronter la première tendance décrite plus haut en réinstaurant un contrôle public sur les ressources naturelles du pays (Venezuela, Bolivie, Equateur<sup>1</sup>), sur d'autres secteurs clés de l'économie (Venezuela) et en mettant en échec certains projets stratégiques des Etats-Unis (échec de l'ALCA en novembre 2005 et difficulté de mise en œuvre du Plan Colombie à cause de l'opposition du Venezuela, de l'Equateur et de la Bolivie). Certains gouvernements entreprennent des réformes sociales en menant une politique redistributive. Le Venezuela dès 1999, la Bolivie depuis 2006 et l'Equateur ont entrepris une modification de leur Constitution dans un sens démocratique. L'alternative bolivarienne pour les Amériques (ALBA) réunit le Venezuela, la Bolivie, Cuba, le Nicaragua et, en tant qu'observateur, l'Equateur.

---

1. Le président équatorien Rafael Correa a annoncé qu'il ne renouvelerait pas la concession de la base militaire de Manta au gouvernement des Etats-Unis lorsque celle-ci viendra à son terme en 2009.



La Banque du Sud créée en décembre 2007 est une pièce importante de cette contre tendance.

Les préparatifs de la Banque du Sud

Depuis février 2007, l'Argentine et le Venezuela, auxquels s'est associée la Bolivie, se sont mis d'accord pour créer la Banque du Sud. A ces trois pays se sont ajoutés rapidement l'Equateur et le Paraguay. Le 3 mai 2007, le Brésil les a rejoint suivi quelques mois plus tard par l'Uruguay.

Le texte qui était soumis à discussion des ministres, avant que l'Equateur n'intervienne dans l'élaboration avec une proposition originale, était daté du 29 mars 2007 et constituait une proposition de l'Argentine et du Venezuela. La proposition équatorienne a été élaborée par le ministre des Finances de l'Equateur, Ricardo Patiño, et quatre membres de son cabinet, auxquels étaient associés trois étrangers, Jorge Marchini<sup>2</sup>, Oscar Ugarteche<sup>3</sup> et moi-même. Cette proposition, élaborée en avril 2007, a été soumise le 30 avril au président Correa, qui l'a ratifiée et immédiatement envoyée aux représentants des autres pays. Le 3 mai, à Quito, la réunion ministérielle, présidée par le président de l'Equateur, a duré de 4 à 5 heures. J'étais invité à faire partie de la délégation équatorienne. Les autres pays étaient représentés par leur ministre des Finances et, généralement, un ou une vice-ministre ou un membre de cabinet.

Quelle orientation prônait le texte rédigé par l'Argentine et le Venezuela?

Le texte initial rédigé par l'Argentine et le Venezuela est tout à fait surprenant et choquant parce que le diagnostic de départ comprend des considérations tout à fait compatibles avec la vision néolibérale, la vision de la Banque mondiale, la vision de la pensée économique dominante, la vision de la classe capitaliste, sur les causes des faiblesses de l'Amérique latine. Le texte met en évidence que c'est le faible développement des marchés financiers qui serait la cause principale des problèmes de l'Amérique latine. Les considérants généraux

---

2. Membre des Économistes de Gauche d'Argentine (EDI), membre de l'Observatoire international de la dette (OID) et professeur d'économie à l'Université de Buenos Aires (UBA)

3. Professeur d'économie à l'université de Mexico, membre de l'organisation Latindadd et de l'OID.

indiquent qu'il faut promouvoir la constitution d'entreprises multinationales de capital régional, sans préciser qu'elles doivent être publiques. Connaissant l'orientation de l'Argentine, le fait qu'on ne stipule pas qu'elles soient publiques veut dire soit qu'elles sont privées, soit qu'elles sont mixtes. Toujours dans les considérations générales, on dit qu'il s'agit de promouvoir le développement des marchés de capitaux et des marchés financiers régionaux.

Deuxième élément : le projet propose la création d'une Banque du Sud qui aurait pour fonctions à la fois celles de Banque de développement et de Fonds monétaire de stabilisation. Un Fonds de stabilisation consiste en un organisme régional qui vient en aide aux pays de la région lorsqu'ils sont soumis par exemple à des attaques spéculatives. Pour faire face à ces attaques spéculatives, ils ont besoin de réserves de change importantes pour se protéger. Le projet commun Argentine-Venezuela proposait un seul organisme qui s'appelle Banque du Sud pour remplir à la fois les fonctions de Banque de développement et de Fonds monétaire. Ce qui est choquant, c'est le fait de proclamer à nouveau que la fonction est de développer les marchés de capitaux, de favoriser l'industrie, le développement de l'infrastructure, l'énergie, le commerce. Dans ce projet, on ne met pas du tout en avant la protection de l'environnement ou les politiques culturelles et éducatives. Vu le diagnostic de départ, on peut craindre que les politiques macro-économiques qui vont être recommandées restent dans la logique de l'ajustement structurel et des politiques orthodoxes monétaristes. On dit aussi que la Banque va s'endetter sur les marchés financiers.

Troisième élément important et choquant : la proposition de l'Argentine et du Venezuela prévoit que le droit de vote sera fonction de l'apport de chaque pays. Ainsi, si l'Argentine apporte trois fois plus que l'Equateur ou le Paraguay, l'Argentine a trois fois plus de droit de vote. On applique là la clé de répartition de droit de vote qui prévaut à la Banque mondiale, au FMI, à la BID. On applique donc un critère antidémocratique et on fait de cette institution, au niveau de son fonctionnement, la réplique de ce que l'on critique par ailleurs. Au niveau des membres, la proposition de l'Argentine et du Venezuela laisse la possibilité à ce que des Etats d'Afrique et d'Asie participent avec un statut d'observateur à la Banque. C'est positif car cela augmente la dimension du Sud. Mais, bien que ce ne soit pas explicite, on peut

penser qu'une place serait également accordée à des institutions financières multilatérales. On sait par ailleurs que, dans les discussions qui ont eu lieu en mars et en avril 2007, certains membres de cabinet, notamment d'Argentine, envisageaient que la Banque mondiale et la BID soient actionnaires (sans droit de vote), de la Banque du Sud. Le comble, c'est que la dernière partie, le chapitre 8 intitulé " Immunité, Exemption et Privilège ", est la reproduction des statuts de la Banque mondiale, du FMI et de la BID. Il est dit dans ce projet, à l'article 42, que les archives sont inviolables, ce qui veut dire qu'il n'y a pas d'audits possibles de la Banque du Sud. Il est également dit que le personnel de la Banque, directeurs, fonctionnaires et employés, est exonéré d'impôt. Il est dit, à l'article 45 - là c'est un copier / coller pur et simple des statuts de la Banque mondiale et du FMI - qu'il y a immunité totale par rapport aux procédures judiciaires et administratives se rapportant à des actes portés par des fonctionnaires dans le cadre de leur mission.

Ce projet est issu des réunions d'une commission technique et aurait été l'unique projet soumis à la discussion si l'Equateur n'avait pas décidé de produire lui-même une proposition nouvelle. Le texte proposé par l'Argentine et le Venezuela est tout à fait cohérent avec la politique qui domine l'orientation du gouvernement Kirchner en Argentine. En revanche, il est totalement incohérent par rapport aux positions adoptées par le Venezuela. Une explication plausible : les sherpas argentins et vénézuéliens qui ont rédigé ce texte sont des techniciens formés dans des universités anglo-saxonnes et sont favorables à l'économie dominante néolibérale. On peut espérer que ce texte n'ait pas été réellement lu, approuvé et assumé par la Présidence du Venezuela.

Par rapport à ce texte de l'Argentine et du Venezuela, que prévoit le projet présenté par l'Equateur?

L'Equateur propose trois instruments : un Fonds monétaire régional, une Banque du Sud et la création d'une unité monétaire du Sud. L'Equateur propose d'aller vers une monnaie de l'Amérique de Sud qui permettrait aux pays d'échanger entre eux dans leur monnaie alors qu'aujourd'hui, les échanges entre pays de l'Amérique latine se réalisent essentiellement en dollars. Ce troisième instrument a tout de suite été accepté par l'Argentine, le Venezuela, le Brésil, le Paraguay

et la Bolivie.

Le texte proposé par l'Equateur commence par des considérations générales importantes. La première considération consiste à dire que les deux organismes, le Fonds monétaire du Sud et la Banque du Sud, ou l'organisme unique s'il n'y a qu'une Banque du Sud, doivent garantir l'application effective des droits humains et doivent permettre l'application des accords, critères et traités internationaux qui se réfèrent aux droits économiques, sociaux et culturels. On voit tout de suite que l'approche de l'Equateur n'est pas une approche commerciale ou économiciste. C'est une approche en terme de droits humains. Il s'agit de mettre en place des outils économiques qui doivent servir à garantir l'application des droits humains fondamentaux. Dans les considérations, on part également du constat que les politiques de type néolibéral de la Banque mondiale et du FMI, c'est dit implicitement, ont abouti à une aggravation des conditions de vie d'une grande partie des populations, à une augmentation des inégalités dans la distribution des revenus et des richesses, à une perte de contrôle des pays de la région sur leurs ressources naturelles, à un renforcement de la tendance migratoire. Face à cela, il faut mettre en pratique des politiques publiques pour renforcer des structures publiques permettant aux pays de récupérer le contrôle sur les ressources naturelles et leur appareil productif de la région, dont une bonne partie est passée aux mains des transnationales du Nord.

Quelles sont les autres propositions originales de l'Equateur en ce qui concerne la Banque du Sud ?

Ce qui est important, c'est que ces deux organismes ne doivent pas s'endetter sur les marchés de capitaux, à la différence de la Banque mondiale et de la BID. Il faut savoir que la Banque mondiale, qui s'endette sur les marchés de capitaux, justifie très souvent la politique néolibérale qu'elle mène en disant qu'il est fondamental de garder la mention AAA comme banque d'emprunt sur les marchés de capitaux pour pouvoir emprunter au taux le plus bas. Si on veut mener des politiques qui ne cherchent pas la rentabilité à tout prix, il ne faut pas dépendre de cette notation. C'est pourquoi le capital de la Banque du Sud, qui lui permet de faire des prêts, devrait provenir de quatre sources : 1) d'un apport en capital des pays membres ; 2) d'emprunts de la Banque auprès des pays membres (contrats qui ne dépendent pas de bons

émis sur les marchés de capitaux régionaux ou du Nord) ; 3) d'impôts globaux communs, à savoir différents types de taxes globales qui seraient appliquées par les pays membres et dont la recette serait transmise à la Banque de développement, comme une taxe Tobin, une taxe sur les revenus rapatriés par les transnationales, une taxe de protection de l'environnement, etc. ; 4) des dons. Si un Fonds monétaire du Sud était mis en place, il est prévu que l'argent dont il disposerait pour venir en aide aux pays qui en ont besoin serait constitué par une partie des réserves de chaque Etat membre mise à disposition du Fonds en cas de nécessité. Le Fonds peut faire appel en cas de besoin à 20% des réserves de changes de tous les pays qui en sont membres. Par exemple, la Bolivie est attaquée par des spéculateurs : immédiatement le Fonds demande à la Banque centrale du Brésil, de l'Argentine, du Venezuela, du Paraguay et de l'Equateur de transférer, en quelques heures, 20% des réserves pour utiliser cette somme pour défendre la Bolivie. Précision importante : cela veut dire qu'on ne bloque pas des fonds en permanence, on les réunit seulement en cas de nécessité.

Autre élément important dans les principes généraux de la proposition équatorienne : les interlocuteurs de la Banque du Sud ou du Fonds sont les États membres. L'idée est de faire des prêts destinés à des entreprises publiques, à des petits producteurs, au secteur coopératif, aux communautés indigènes, etc. En principe, elle ne fait pas de prêts à des grandes sociétés transnationales du Sud comme il en existe en Amérique du Sud : Petrobras, grande société brésilienne privée-publique ; PDVSA, l'entreprise pétrolière vénézuelienne ; Techint, entreprise privée argentine... *A priori*, ce n'est pas à ces entreprises là qu'on va prêter de l'argent, c'est au secteur public, aux petits producteurs, aux communautés locales, à des municipalités, à des provinces, etc. On va leur prêter de l'argent via les États membres. L'idée est d'éviter que la Banque du Sud ne devienne un " mastodonte ". On veut éviter ce qui se passe avec la Banque mondiale qui, avec près de 13 000 employés, submerge les gouvernements avec des missions multiples dans tous les recoins des pays du Sud. Ces missions affaiblissent délibérément les pouvoirs publics. L'idée est d'avoir une structure de Banque du Sud qui ne soit pas très développée en nombre d'employés, et dont les interlocuteurs soient les États. L'objectif est que les États, conformément aux missions de la Banque, prêtent prin-

cipalement à ceux qui en ont besoin, pour l'application d'un modèle alternatif, respectueux de l'environnement, cherchant à promouvoir la justice sociale et venant en aide à ceux qui n'ont pas accès facilement à des capitaux, donc par définition pas à des grandes entreprises privées.

D'autres différences entre le projet avancé par l'Equateur et le texte argentino-vénézuélien

Selon le projet équatorien, il est prévu que chaque État membre doit mettre en place un mécanisme pour que, chaque année, il soit rendu compte du fonctionnement et de l'activité de la Banque et du Fonds. Ce mécanisme doit comprendre une discussion parlementaire publique.

Au lieu de dire que les archives sont inviolables, le principe choisi est qu'elles font partie du domaine public. Il peut y avoir des exceptions provisoires, certaines décisions du Fonds pouvant momentanément garder un caractère confidentiel par rapport aux attaques spéculatives. Mais cela doit rester exceptionnel.

Les fonctionnaires de la Banque du Sud et du Fonds sont soumis à l'impôt.

Il n'y a pas d'immunité, les fonctionnaires de la Banque et du Fond sont redevables de leurs actes devant la justice. Enfin, on prévoit que la Banque et le Fonds, en tant que personnes morales, peuvent être poursuivis en justice.

Quel bilan peut-on tirer de cette réunion ministérielle du 3 mai 2007 ?

D'abord, le fait marquant est que le Brésil, qui jusque-là hésitait à rejoindre la Banque, a affirmé qu'il adhérerait à la Banque du Sud. Il faut cependant relever que le Brésil, conformément à la politique économique et sociale et à la politique étrangère du gouvernement Lula, voit surtout cette Banque du Sud comme un instrument de politique commerciale, parle essentiellement de bloc économique et prend comme modèle, sans aucun aspect critique, l'Union européenne (UE). Pour le CADTM et pour une série de mouvements sociaux - européens ou pas -, l'Union européenne, telle qu'elle est, ne constitue absolument pas un modèle.

Bien sûr, il y a des aspects positifs importants : le fait d'avoir une monnaie commune, un espace dans lequel les frontières internes sont supprimées et permettent largement une circulation des personnes. Mais il est certain que le modèle actuel de l'Union européenne favorise bien davantage la circulation des capitaux que la circulation de personnes, puisque parmi les nouveaux Etats membres, à l'est, il y a certaines restrictions au déplacement de ces personnes. L'Union européenne maintient une compétition très forte entre les travailleurs car il n'y a pas de nivellement vers le haut des codes du travail et des obligations patronales à l'égard des travailleurs. Là où il y a encore des systèmes de sécurité sociale favorables, comme en Hongrie, dans le cadre de la participation à l'Union européenne, on cherche à les privatiser partiellement et à en restreindre la portée.

Cette vision acritique par rapport à l'Union européenne, exprimée par le Brésil, est sûrement partagée par d'autres gouvernements d'Amérique Latine : soit ils se font des illusions sur l'Union européenne, soit, ce qui est plus probable, en toute connaissance de cause, partageant l'idée qu'il faut plutôt privilégier un modèle qui reste tout à fait proche du néolibéralisme, ils trouvent que l'Europe est très bien sous sa forme actuelle.

Que penser de l'adhésion du Brésil à la Banque du Sud ?

Etant donné le poids de l'économie brésilienne en Amérique latine, la participation du Brésil donne une force de départ à la Banque significativement plus importante. Le problème avec le Brésil, c'est l'orientation du gouvernement Lula et du modèle économique et social qu'il met en pratique. Il est clair que l'intégration du Brésil à la Banque du Sud attire la Banque du Sud dans un schéma beaucoup plus traditionnel, pas très éloigné du néolibéralisme, tandis que si le Brésil n'en faisait pas partie, il serait plus simple d'avoir une définition plus proche du modèle alternatif que nous prônons. Le Brésil est dans la Banque du Sud car il ne peut pas en être absent : si les fondations de la Banque du Sud n'avaient pas été construites à l'initiative du Venezuela et de l'Argentine, le Brésil n'en aurait même pas parlé. Mais pour maintenir son rôle économique régional dominant, le Brésil ne peut pas être absent de la Banque du Sud. Si on se met à la place de l'Equateur, du Venezuela et de la Bolivie, on peut comprendre que ces gouvernements voient l'intérêt d'avoir le Brésil dans la Banque du Sud, parce que c'est une puissance économique importante et parce qu'une série

de gouvernements progressistes de la région veulent maintenir un bon rapport avec le Brésil pour éviter qu'il ne renforce son rapprochement avec les Etats-Unis, ce qui affaiblirait la région face à l'agressivité des États-Unis. Il y a un véritable jeu diplomatique et géostratégique. L'idéal serait que le gouvernement brésilien adopte une politique réellement de gauche, alternative à son alliance avec les Etats-Unis et à son soutien essentiellement à l'industrie agro-exportatrice ou industrielle exportatrice qui part à la conquête des marchés de la région. On en est loin.

Quelle tendance va l'emporter à l'échelle régionale ?

Le gouvernement actuel du Paraguay est un gouvernement de droite mais ce gouvernement pourrait être remplacé suite aux élections présidentielles de 2008. Fernando Lugo, un ecclésiastique de gauche, pourrait gagner les élections. Du côté de l'Argentine, il y a une rhétorique anti-FMI et anti-néolibérale, mais le gouvernement argentin adopte une orientation de renforcement du capitalisme en Argentine. Il y a en fait deux grandes initiatives mises en place en Amérique latine aujourd'hui : d'une part, cette Banque du Sud et le MERCOSUR qui s'étend. Il comprenait au départ le Brésil, l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay. Le Venezuela, qui cherche une alliance régionale plus forte en opposition à l'ALCA proposée par les Etats-Unis, veut adhérer au MERCOSUR<sup>4</sup>, la Bolivie également, et l'Equateur est là comme observateur. Certes ce bloc permet de renforcer les échanges et favorise un certain type d'intégration régionale mais il se définit principalement par les relations commerciales et est dominé par un modèle capitaliste. Par ailleurs et c'est loin d'être anodin, MERCOSUR a signé en décembre 2007 un traité de libre commerce avec Israël<sup>5</sup>. Après cela, le Venezuela voudra-t-il encore adhérer à ce bloc ? Affaire à suivre.

Puis on a une autre initiative, l'ALBA, l'Alternative bolivarienne pour les Amériques, à laquelle participent le Venezuela et Cuba auxquels s'ajoutent la Bolivie et le Nicaragua (l'Equateur est observateur). Cinq jours avant la réunion tenue à Quito en mai 2007 sur la Banque du Sud, s'est déroulée une réunion de l'ALBA au Venezuela. Les gouver-

---

4. Malgré l'avis positif du gouvernement Lula, la Chambre des députés et le Sénat brésilien dominé par la droite se sont opposés en 2007 à l'adhésion du Venezuela. Le gouvernement brésilien n'a pas abandonné la partie et la décision est soumise à nouveau au Parlement en 2008.

5. <http://groups.google.fr/group/israel.francophones/msg/8b1a15807a63b9a5>



nements de l'axe central Cuba-Venezuela-Bolivie affirment explicitement que leur orientation vise à réaliser le " Socialisme du XXIème siècle ", une orientation anti-impérialiste visant la solidarité entre les peuples et plus de justice sociale. Le gouvernement de Rafael Correa a tendance à rejoindre cette option également.

On est donc dans un contexte tout à fait particulier en Amérique Latine et dans la Caraïbe, où on a deux types de projets, en partie en compétition, mais qui coexistent, puisque plusieurs pays sont membres des deux. Le Venezuela et la Bolivie sont dans le MERCOSUR et dans l'ALBA ; par contre, le Brésil n'est pas dans l'ALBA, car l'ALBA a clairement une orientation beaucoup plus à gauche que le MERCOSUR, et parce qu'il y a Cuba dedans. Le Brésil, sans être opposé à Cuba, affirme clairement son amitié vis-à-vis du gouvernement de Washington.

La Banque du Sud est entre les deux, quoique plus proche du MERCOSUR agrandi que de l'ALBA. Elle n'inclut pas des membres clé de l'ALBA, à commencer par Cuba et le Nicaragua. Bien sûr, il serait logique que la Banque du Sud, à l'avenir, s'étende à la Caraïbe et à l'Amérique centrale, et pourquoi pas au Mexique s'il y avait un changement de gouvernement, et développe des relations privilégiées avec les pays en développement des autres continents, à savoir l'Afrique et l'Asie. Le MERCOSUR est un bloc essentiellement économique, largement dominé par le Brésil. Le Brésil est en fait un " sous-impérialisme ", une puissance économique dans la région qui domine ses partenaires économiques. Que ce soit l'Argentine, le Venezuela, l'Equateur ou le Paraguay, ces pays ont une balance commerciale négative à l'égard du Brésil. Le Brésil exporte chez eux beaucoup plus qu'eux n'exportent au Brésil. Le Brésil est doté d'entreprises transnationales comme Petrobras qui dominent des secteurs économiques clé de leurs voisins. Petrobras domine, avec d'autres transnationales, le gaz et le pétrole bolivien ; d'autres entreprises brésiliennes dominent le Paraguay. Le MERCOSUR, dominé par le Brésil allié à l'Argentine, ressemble plutôt à l'Union européenne dominée par le trio franco-germano-britannique, avec une dominante néolibérale capitaliste, tandis que l'ALBA est un projet plus politique qu'économique, davantage basé sur des échanges de type trocs et donations. Il y a d'importantes donations du Venezuela à l'égard du Nicaragua, de la Bolivie et de Haïti. L'ALBA semble être un projet vraiment intéressant.

Qu'est ce qui va être déterminant ? C'est l'orientation politique des gouvernements et la lutte des mouvements sociaux.

L'Equateur a une orientation radicale, favorable à une répartition des revenus en faveur des plus exploités, des plus opprimés. L'Equateur ne renouvellera pas l'accord pour octroyer la base militaire de Manta aux États-Unis à partir de 2009. L'Equateur remet en cause le type d'exploitation pétrolière qui détruit une partie de son territoire en Amazonie, par exemple<sup>6</sup>. On voit bien que la politique de l'Equateur, de ce point de vue-là, est plus proche du Venezuela et de la Bolivie que du Brésil. Il ne faut pas exclure par ailleurs de grandes mobilisations au Brésil, notamment du côté du Mouvement des sans terre (MST) qui renforcent l'action pour une véritable réforme agraire, en contradiction avec la politique de Lula. On pourrait connaître dans les mois et les années qui viennent un renforcement de la dynamique des peuples en action et du projet de l'ALBA. L'orientation de la Banque du Sud dépendra des gouvernements qui soutiennent sa création. Même s'il y a fort à craindre que l'orientation avancée par le Brésil et l'Argentine prédomine, les choix qui seront effectués dépendront du rapport de forces en jeu.

---

6. Voir au chapitre 6 le discours de Rafael Correa aux Nations unies en septembre 2007.

## Chapitre 4

# Les mouvements sociaux interpellent les gouvernements

**Des centaines de mouvements sociaux et de personnalités ont cherché en 2007 à peser sur les présidents latino-américains qui élaboraient ensemble les caractéristiques de la Banque du Sud. Ils ont exprimé leurs propositions et leurs inquiétudes dans deux lettres ouvertes. L'une date de juin 2007; l'autre, de décembre 2007, précède de quelques jours la création officielle de la Banque du Sud à Buenos Aires le 9 décembre 2007. A cette date, les points essentiels contenus dans les deux lettres n'étaient pas encore définitivement tranchés par les sept chefs d'Etat<sup>1</sup> qui ont signé l'acte de fondation de la nouvelle institution. En effet, les décisions les plus importantes devaient être prises dans les soixante jours suivant la signature. Voici les deux lettres ouvertes dans leur version intégrale<sup>2</sup>.**

*Lettre ouverte aux Présidents de l'Argentine, de la Bolivie, du Brésil, de l'Equateur, du Paraguay, du Venezuela. Juin 2007.*

**POUR UNE BANQUE DU SUD EN ACCORD AVEC LES DROITS,  
LES BESOINS, LES POTENTIALITES ET LA VOCATION DEMOCRATIQUE  
DES PEUPLES**

Nous, réseaux, organisations et mouvements sociaux signataires, qui luttons contre le fléau de la dette externe illégitime et contre les politiques et pratiques perverses des institutions financières internatio-

---

1. Néstor Kirchner (président de l'Argentine jusqu'au 9 décembre 2007. Christina Fernandez Kirchner, son épouse, est devenue présidente argentine le 10 décembre 2007), Luiz Inacio Lula da Silva (Brésil), Nicanor Duarte (Paraguay), Rafael Correa (Equateur), Evo Morales (Bolivie), Tabaré Vazquez (Uruguay) et Hugo Chávez (Venezuela).

2. L'auteur a participé à la rédaction de ces deux lettres collectives.

nales existantes, nous nous adressons à vous gouvernements, convaincus que la décision de créer la Banque du Sud peut représenter un pas énorme et une opportunité pour l'Amérique latine et la Caraïbe, de même que pour d'autres régions du Sud.

Au cours des décennies passées, la région a subi des cycles répétés d'expansion financière suivis de crises qui ont entraîné une régression profonde des conditions de vie, de travail et d'investissement public et social.

Les séquelles indéniablement négatives de l'histoire récente, largement reconnues aujourd'hui, ne doivent pas être seulement réparées. Il est nécessaire d'impulser un système financier régional alternatif, afin de donner la priorité absolue au dépassement de la pauvreté, de la marginalité et du sous-développement structurel, également provoqués par les énormes coûts publics et sociaux des désastres financiers, des politiques de dérégulation et de privatisation du patrimoine public imposées par les organismes de prêt ainsi que par l'accroissement d'une gigantesque dette illégitime.

Il est clair que les organismes financiers internationaux existants - FMI, Banque mondiale, Banque interaméricaine de développement - sont de plus en plus discrédités par la nature de leurs politiques, leur caractère antidémocratique et le manque de transparence dans leurs pratiques, au point que leurs résultats sont remis en question dans leur globalité, tout comme l'architecture même du système financier et monétaire en vigueur.

Nous pensons que la Banque du Sud doit faire partie d'une réponse régionale unitaire, aux côtés de la création d'un fonds de stabilisation du Sud, d'une monnaie commune du Sud, de la réalisation d'un audit des dettes internes et externes et du non paiement des dettes illégitimes actuellement exigées des différents pays concernés. Il faut une réponse qui contribue à rompre la dépendance par rapport aux marchés globalisés de capitaux, incertains et hautement spéculatifs, de façon à ce que la région puisse canaliser sa propre capacité d'épargne, stopper la fuite des capitaux et investir ses ressources conformément aux droits et aux besoins des peuples.

La seule formulation de la nécessité d'une institution financière autonome, même si elle est très importante, ne suffit pas. Le débat sur la création d'une banque alternative "sud-sud" revêt une place centrale. Pour cela, nous nous associons à la demande formulée par diverses organisations et mouvements qui appellent à l'ouverture immédiate d'instances nationales et régionales d'information, de participation et de consultation avant que la Banque ne soit mise en marche.

Par ailleurs, dans l'état actuel des choses, nous pensons qu'il est indispensable que la Banque du Sud soit créée à partir de définitions claires quant à ses ressources, ses objectifs, son organisation, ses règles, le système de prise de décision et le mode de gestion, de sorte que:

a) la Banque du Sud définisse comme objectif central la promotion du développement endogène, souverain et solidaire des pays membres et de toute la région, développement conçu comme le déploiement des attributs, ressources et potentialités des personnes, des communautés et des peuples, qui ne peut pas avoir lieu sans que ceux-ci en soient eux-mêmes les protagonistes principaux ;

b) les pays membres soient égaux au sein de la direction de la Banque du Sud ;

c) la Banque du Sud définisse clairement que ses crédits seront destinés au renforcement du secteur public et social, en donnant la priorité à la redistribution de la richesse et à la protection de l'environnement, en contribuant à dépasser les asymétries existantes et en assurant le respect de la vie et du bien-être des peuples, le respect de leurs droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux et de leur droit à l'autodétermination et au développement. Pour cela, nous proposons que la Banque du Sud oriente ses investissements vers des projets sociaux et écologiquement soutenables plutôt que de financer des mégaprojets comme l'Initiative d'intégration de l'infrastructure régionale d'Amérique du Sud (IIRSA)<sup>3</sup>, ou des investissements dans les industries extractives, des investissements polluants

---

3. Lancée à l'occasion du premier sommet des présidents sud-américains en 2000, l'Initiative d'intégration de l'infrastructure régionale d'Amérique du Sud (IIRSA) est un vaste programme de construction ou de modernisation d'infrastructures telles que des routes, des ponts, des voies fluviales, des aéroports, des gazoducs, des oléoducs, des lignes à haute tension. Son financement est

ou socialement excluants qui n'ont pas l'assentiment des populations concernées et qui ne leur apportent pas de bénéfices.

d) la Banque du Sud établit explicitement des mécanismes d'information et de contrôle public ouverts, qu'elle établisse que les fonctionnaires et employés de la Banque du Sud ne bénéficieront ni de l'immunité ni d'aucun privilège fiscal personnel, qu'elle rende des comptes aux Parlements et à la société civile, que toute information soit considérée publique. Nous considérons que tous ces points s'inscrivent dans les grandes lignes tracées par la déclaration ministérielle de Quito du 3 mai dernier, qui signalait que : *" Les peuples ont donné à leurs gouvernements le mandat de doter la région de nouveaux instruments d'intégration pour le développement. Ces instruments doivent se baser sur des modèles démocratiques, transparents, participatifs et responsables envers leurs populations "*.

La conjoncture économique et financière régionale et internationale actuelle est favorable pour avancer concrètement sur cette voie, mais il se peut qu'elle ne dure pas. Nous espérons que vous saurez vous saisir de cette chance historique pour créer une véritable Banque Solidaire des Peuples du Sud.

## AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBE

### Organisations Régionales

Alliance Sociale Continentale (ASC), Coordination Andine des Organisations Indigènes (CAOI), Jubilé Sud/Amérique, Assemblée des Peuples de la Caraïbe (APC) - Comité exécutif, Représentation devant les organismes de l'ONU de l'Association Américaine de Juristes (AAJ), Association Latino-américaine de Médecine Sociale (ALAMES), Association Latino-américaine de Micro, Petites et Moyennes Entreprises, A.C. (ALAMPYME), Convergence des Mouvements des peuples des Amériques (COMPA), Conseil de l'Education des Adultes de Amérique Latine (CEAAL), Le Cri des Exclus, Initiative Mercosur de la Plateforme Inter américaine des Droits Humains, Démocratie et Développement (PIDHDD), Justice, Paix et Intégrité de la Création (JUPIC), Organisation Continentale Latino-américaine et Caribéenne des Etudiants (OCLAE), Réseau de Femmes Transformant la Economie (REMTE), Réseau Latino-américain Dette, Développement et Droits (LATINDADD), Service Paix et Justice (SERPAJ), Société d'Economie Politique Latino-américaine (SEPLA)

---

assuré par la Banque interaméricaine de développement (BID), la Corporation andine de développement (CAF), le Fonds financier du bassin de la Plata (FONPLATA) et la Banque nationale de développement économique et social (BNDES) du Brésil. Elle vise tout particulièrement à assurer la communication entre les zones andines et tropicales. Le Brésil comme première puissance régionale y joue un rôle prépondérant.

### Organisations Nationales

**Argentine** : Groupement Mate Amargo de Entre Ríos, Association d'Internautas, Usagers d'Internet de la République d'Argentine, ATTAC - Argentine, Autoconvoqué/e/s pour les Droits Humains, CTA Flores Auténtica, Dialogue 2000, Espace Œcuménique, Fédération des Travailleurs de l'Energie de la République Argentine (FETERA), Forum Citoyen de Participation pour la Justice et les Droits humains (FOCO), Eglise Evangélique du Río de la Plata, Mouvement paysan de Santiago del Estero (MOCASE), Mouvement des Amis de la Paix en Colombie et dans le Monde, Mouvement d'Unité Populaire, Mouvement Oro Negro, Mouvement pour la Paix, la Souveraineté et la Solidarité des Peuples (MOPASSOL), Programme Argentine Durable (PAS), Programme Latino-américain d'Education à Distance en Sciences Sociales (PLED), Revue Atelier Ecologique, Ferme Agro écologique "La Verdecita", Collectif de Femmes, Fédération Nationale d'Enseignants, Chercheurs et Créateurs Universitaires (CONADU HISTÓRICA) - CTA. **Bolivie** : Mouvement Bolivien pour la Souveraineté et l'Intégration Solidaire, Centre d'Etudes et de Soutien au Développement Local (CEADL), Cri des Exclus - section bolivienne, Marche Mondiale des Femmes - section bolivienne, Centrale Provinciale Unique de Travailleurs paysans de Antonio Guijarro, Coordination Régionale Sud du Programme NINA, Fédération Régionale Unique de Travailleurs paysans de l'Altiplano Sud (FRUTCAS), Fédération Syndicale Unique de Femmes Paysannes de l'Altiplano Sur (FSUMCAS BS). **Brésil** : Association Brésilienne Interdisciplinaire de AIDS (ABIA), ATTAC - Brésil, Audit Citoyen de la Dette, Caritas, Consultation Populaire de SC, Institut Brésilien d'Innovations pour une Société Saine Centre-Ouest, Institut EQUIT, Institut Gaúcho d'Etudes sur l'environnement, ISER Conseil, Noyau des Amis de la Terre, PACS - Institut de Politiques Alternatives pour le Cône Sud, Réseau Brésilien pour l'intégration des Peuples (REBRIP), Réseau Brésilien sur les Institutions Financières Multilatérales, Réseau Jubilé Sud contre l'ALCA, la Dette et la Militarisation, Réseau Social de Justice et Droits Humains, Réseau Latino-américain de Femmes Transformant l'Economie - Brésil (REMTE), Service Pastoral de Migrants/CNBB, Syndicat de Professionnels de Nova Friburgo, Société Brésilienne d'Economie Politique. Canada : Frontières Communes, Coalition Halifax Initiative, KAIROS, Comité logement d'aide aux locataires, Groupe de recherche et d'initiative pour la libération de l'Afrique - GRILA, Réseau Québécois pour l'Intégration Continentale. **Chili** : ATTAC - Santiago de Chile, Centre d'Etudes Nationales de Développement Alternatif - CENDA, Coalition Citoyenne pour Aysén Réserve de Vie. **Colombie** : Corporation Fotón Communication-Ong, Institut Latino-américain de Services Légaux Alternatifs (ILSA), Jubilé Sud/Colombie, Marche Mondiale des Femmes - Colombie, Table ronde Femmes et Economie en Colombie, Mouvement National pour la Santé et la Sécurité Sociale de Colombie, Mouvement Populaire de Femmes, Recalca. **Equateur**: Confédération des peuples de la nationalité Kichwa de l'Equateur (ECUARUNARI), Assemblée Souveraine de la Floresta, Association de Femmes Nela Martínez, Centre de Droits Economiques et Sociaux (CDES), Collectif Féministe, Comité Permanent pour la Défense des Droits Humains, Jubilé 2000, Réseau Guayaquil, Projet Communautaire Bastión, Projet Péninsule de Santa Elena, Réseau d'Assemblées Territoriales de Quito. Etats-Unis : 50 Years Is Enough, U.S. Network for Global Economic Justice, Alliance pour un Commerce Responsable (ART), Arise for Social Justice, Bank Information Center, Development (GAP), Foreign Policy In Focus, Globalhood, Maryknoll Office for Global Concerns, CIAO LANGUAGE SERVICES. **El Salvador** : SINTI TECHAN Réseau d'Action Citoyenne face au Commerce et à l'Investissement, Unité Ecologique Salvadorienne- UNES. **Guatemala** : Table ronde glo-

bale Guatemala. **Honduras** : Bloc Populaire et Coordination Nationale de Résistance, Organisation Fraternelle de la population noire du Honduras - OFRANEH. **Martinique** : Centrale démocratique martiniquaise des travailleurs (CDMT). **Mexique** : Coopérative d'appui au Développement (BANMACONDO), Centre Opérationnel de Logement et Peuplement, A.C, Equipe du peuple, Mouvement mexicain de personnes affectées par les barrages et en défense des rivières (MAPDER), Réseau mexicain d'action face au libre échange (RMALC), Education pour la paix, A.C. (EDUPAZ), D'autres Mondes, A.C.. **Nicaragua** : Mouvement Social Nicaraguayen Un autre Monde est Possible. **Panama** : Les Compagnons de la Foi des Amériques. **Paraguay** : Coordination Nationale des Organisations de Femmes Travailleuses Rurales et Indigènes (CONAMURI), Survie - FoE. **Pérou** : Centre de conseil du travail (CEDAL), Groupe Réseau d'Economie Solidaire du Pérou (GRESPE), Réseau Jubilé Pérou, Marche Mondiale des Femmes - section Pérou, Citoyennes du Cône Nord - Lima, Fédération de femmes paysannes, artisanes, indigènes et salariées du Pérou (FEMUCARINAP). **Porto Rico** : Comité pour l'enfance Dominicaine - Haïtienne, Cri des exclus - section Porto Rico, Projet Caribéen de Justice et paix. **République Dominicaine** : Cultural Center 4 Audio Visual Exchange (CC4AVE), Mouvement populaire chrétien Oscar Arnulfo Romero, MOPAR, Parti Révolutionnaire Dominicain (P.R.D.), Section des Cultes. **Uruguay** : Plateforme DES-CAM URUGUAY, Amis de la Terre Uruguay (REDES), Université Populaire Joaquín Lencina, Réseau des Economistes de Gauche d'Uruguay, ATTAC - Uruguay. **Venezuela** : ATTAC - Venezuela, Coalition de tendances classicistes (CTC), Force Socialiste Bolivarienne des Travailleurs, Institut pour la production et la recherche en Agriculture Tropicale (IPIAT), Réseau Métropolitain de locataires Pouvoir Populaire (O.C.V.), Réseau Vénézuélien contre la dette (RVCD-CADTM), CONFELE, Congrès Bolivarien des Peuples, Institut de recherche et formation pour l'environnement et le développement durable (IRFEDD), Commission Nationale de Mouvements, Commission Nationale de femmes travailleuses du Venezuela (CONAMUT)

## RESTE DU MONDE

### Organisations internationales

Alliance internationale d'habitants, Amis de la Terre - mouvement International, Association internationale de juristes démocrates, Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde (CADTM), Jubilé Sud, Observatoire international de la dette (OID), Programme d'incidence sur la dette externe illégitime de la Fédération Luthérienne mondiale, Réseau international genre et commerce (IGTN)

### Organisations régionales

#### Région Afrique

Forum et réseau africain sur la dette et le développement (AFRODAD), Jubilé Sud Afrique, Réseau Ouest Africain Dette et Développement (ROAD), Réseau de solidarité des peuples sud-africains (SAPSN)

#### Région Asie

Alternatives Asie, JS Asie/Pacifique Mouvement sur la dette et le développement (JS APMDD), Alliance Sud asiatique pour l'éradication de la pauvreté (SAAPE)

#### Région Europe

KAIROS - Europe, Réseau européen de dialogue social (REDS)



**Organisations nationales**

**Afrique du Sud** : Umzabalazo we Jubilee. Bangladesh : Association côtière pour la transformation sociale (COAST), Sushasoner Jonno Procharavizan (SUPRO). **Belgique** : CADTM Belgique, Comité pour les droits humains "Daniel Gillard", Union de défense des sans-papiers (UDEP BXL). **Bénin** : Cercle d'Auto promotion pour le Développement Durable (CADD-Bénin)-membre du réseau CADTM, Groupe de Recherche et d'Action pour la Promotion de l'Agriculture et du Développement (GRAPAD). **Cameroun** : AGAGES MANAGEMENT CONSULTANTS. **Congo, (République du)** : Apash (CADTM), Centre pour le Partenariat l'Appui et le Renforcement des Capacités (CEPAREC). **Congo (République démocratique du)** : Action mondiale pour le Sourire, l'Espoir et la Lumière (AMSEL), Solidarité Agissante pour le Développement Familial (SADF), CADTM Lubumbashi, Coordination Nationale (CAFEC), Coordination Nationale Reprontic, Coordination Sous Régionale Acsis Afrique Centrale, NAD-CADTM RD Congo. **Egypte** : Association égyptienne pour le renforcement de la participation (EACPE). **Espagne** : Institut pour la production et la recherche en agriculture tropicale (IPIAT), Mouvement pour le changement, Observatoire de la dette dans la mondialisation (ODG), Editions El Viejo Topo, Fondation MÓN3. **France** : Europe solidaire sans frontières (ESSF), ASSOCIATION FRANCE AMERIQUE LATINE, CADTM France, Plate-forme Dette & Développement. **Guinée** : Centre du Commerce International pour le Développement (CECIDE). **Inde** : ActionAid International - India, Shelters & Housing (Urban Poor/ Informal Sector), Alliance indienne pour les droits de l'enfant, Charte de confiance des acteurs du Sud pour la coexistence internationale (MOSAIC), Alliance TransAsiatique d'ONG pour les droits de l'enfant, VAK, Coalition de femmes pour la paix et le développement. Indonésie : Forum international d'ONG pour le développement de l'Indonésie (INFID). **Italie** : Centre de recherche et d'élaboration pour la démocratie (CRED), Citoyens du monde, Fondation Neno Zanchetta, Institut d'études juridiques internationales du Conseil national de recherche du Forum social du Sud Pontin. **Japon** : ATTAC - JAPAN, Comité Japonais de solidarité avec l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine. Kenya : Centre Hakijamii pour les droits économiques et sociaux, Réseau de solidarité africain. **Macédoine** : Union pour la protection des locataires "MakeDom". **Mali** : Alliance contre la Pauvreté au Mali (AP/Mali), Association pour la Promotion de la Femme et de l'Enfant à Niamakoro, Coalition des Alternatives Africaines Dette et Développement (CAD-Mali Forum des Peuples), GIP - Bio (Groupement Interprofessionnel Panafricain Agro écologie et de Commerce Equitable), Ligue pour la Justice, le Développement et les Droits de l'Homme (LJDH), RAE (Réseau Africain de l'Eau), Réseau pour le Développement Local et l'Auto promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille (RDL/AFEF). **Maroc** : ASASHA, ASASHA Alhoceima, ATTAC/CADTM-Maroc. **Népal** : Fédération générale des syndicats népalais (GEFONT), Reconstruction rurale. **Niger** : Réseau National Dette et Développement (RNDD). **Nigeria** : Action communautaire pour la participation populaire. Pakistan : Forum des petits pêcheurs du Pakistan (PFF). **Philippines** : Freedom from Debt Coalition-Philippines (FDC), Jeunes contre la dette. **Portugal** : Centre d'information et de documentation Amílcar Cabral (CIDAC), Sociofonia.org, Association pour l'information par d'autres moyens. **Royaume Uni** : Amis de la Terre d'Angleterre, du Pays de Galles et d'Irlande du Nord, Campagne dette Jubilé, ATTAC - Jersey **Sénégal** : Forum africain pour les alternatives, CADTM Sénégal. **Serbie** : Habitat. Sri Lanka : Réseau asiatique pour la culture et le développement. **Suisse** : CADTM Suisse, Centre Europe-Tiers Monde (CETIM), Nord-Sud XXI. **Togo** : ATTAC - TOGO.

**INDIVIDUS**

**Allemagne** : Ulrich Duchrow, professeur de l'Université de Heidelberg, Coordinateur Kairos Europa. **Argentine** : Adolfo Pérez Esquivel, Prix Nobel de la Paix, Fondation service paix et justice ; Atilio Boron ; Alejandro Cabrera Britos, délégué général de l'Assemblée interne ATE - SENASA ; Dilab Martínez Carina Maloberti, Secrétaire générale ATE SENASA,CF ; Carlos Loza, Secrétaire général, Assemblée Interna de ATE, AGP, Carlos Pellegrini, Secrétaire général, CTA BANCARIOS. ; Cristina Castello, poétesse et journaliste ; Eduardo Espinoza, Délégué général, Assemblée Interne, ATE, Ministère du développement humain, Province de Buenos Aires ; José Barbagallo, Architecte ; Marta Resnicof ; Paula Turi, Analyste de systèmes ; Angel Fernandez Schejtman, Forum intergénérationnel ; Pablo Gomez, Forum Intergénérationnel ; Nicolas Cesare, Centre. Culturel "El Refugio" -Banfield- ; Santiago Corti, Revue "La Otra Orilla"; María Belkis Cócerez ; Eduardo D. Polo; **Bangladesh** : Abul Hossain, président de la fédération syndicale unie. **Belgique** : Alma De Walsche, Mondiaal Magazine ; Joseph van Deberg ; Paul Blanjean, Secrétaire fédéral du MOC Verviers ; Eric Toussaint (CADTM) ; François Houtart (CETRI). **Brésil** : Alfredo dos Santos ; Maria Claudia Baima Ceci Juruá, professeur et économiste, analyste de conjoncture du projet Un autre Brésil, Laboratoire des politiques publiques UERJ ; Clayton Mendonça Cunha Filho, Politologue - Observatoire des nationalités ; Dr. Clair da Flora Martins, ex députée fédérale, Avocate; João Baptista de Figueiredo Neto ; Marcio Pochmann, Professeur de l'Institut d'Economie de l'Université d'Etat de Campinas ; Marlene Soccas, Chirurgienne dentiste, post-graduée en Histoire par la UNESCO ; Plinio Zaleski Vargas, Directeur de l'Observatoire de la démocratie participative de Porto Alegre ; Zuleica Nycz **Cameroun**: Julienne Ayissi, Coalition des Ong et des Ocb oeuvrant dans le Domaine des Etablissements Humains et de l'Habitat. **Colombie** : Raúl Quirós. **Congo (République démocratique du)** : SCHOMBE Baudouin, Centre africain d'échange culturel. **Equateur** : Alberto Acosta, ex Ministre de l'Energie ; Diana Isabel Echaiz, Coordinatrice de projets, Projet Péninsule de Santa Elena ; Coordinatrice de la société d'impulsion a la production de biens interculturels. **Espagne** : Juana Font Arellano ; Aleardo Laría, Avocate et journaliste ; Encarna Gama ; Javier Martín Jaramillo Joaquín Contreras Rivera ; José Ignacio Hernando Piedra ; Juanjo Llorente, Mouvement pour le changement ; Oscar Revilla Alguacil ; Catalina Bover Nicolau, Mallorca Islas Baleares ; David Luque Navarro (RCADE) ; Javier Martín Jaramillo ; Santiago Echave ; Benigno Polo Costa. **France** : M-N. Lombard, Membre ACAT-France. **Italie** : Anna La Vista, Comitato di lotta centro storico Roma ; Alessandra Della Ragione ; Antonio Pacor ; Cesare Ottolini, Alliance internationale d'habitants ; Lucia Salemi ; Patrizio Graziosi Simone ; Roberto Bianchetti. **Kenya** : Edra Mbatha, Parlement du peuple. **Mexique** : Laura Collin, anthropologue, professeur/chercheuse au collège de Tlaxcala A.C ; Raúl Villegas Dávalos, Professeur/chercheur à temps plein ; Queretaro Eduardo Leon Chain, El Milagrito association civile ; Fernando Correa Prado, professeur en Etudes latino-américaines (UNAM). **Paraguay**: Guillermo F. Parodi, professeur d'université ; Zita **Région Amériques** : Angel Luis Rivera, Coordinateur continental du Programme Foi, Economie et Société du Conseil Latino-américain des Eglises (CLAI). **République Dominicaine** : Pedro Franco, coordinateur de la Campagne Zero délogements de l'Alliance internationale d'habitants pour l'Amérique latine et la Caraïbe. **Russie** : Carine Clément, Institut "Collective Action". **Sénégal** : Moushamadou Moustapha Sylla. **Suisse**: Madeleine Crisinel. Uruguay : Gastón Casa Diamante ; Aktham Naisse ; Aleardo Laría ; Alfredo Verre ; Francisco Serrano Bermejo ; Gennaro Varriale ; José Ignacio Hernando Piedra ; Marilina Marichal, Coordinatrice pour les installations spontanées du mouvement des sans toits.

*Deuxième lettre ouverte*

*A Messieurs les Présidents d'Argentine, de Bolivie, du Brésil, d'Equateur, du Paraguay, de l'Uruguay et du Venezuela*

*De la part de mouvements sociaux et de personnalités du monde.  
Décembre 2007.*

**POUR UNE BANQUE DU SUD BASEE SUR UN MODELE SOUVERAIN, SOLIDAIRE, SOUTENABLE ET INTEGRATEUR POUR LE DEVELOPPEMENT DU CONTINENT**

Pour la seconde fois, nous nous adressons à vous pour exprimer l'énorme attente ouverte parmi nos peuples par l'initiative de création de la Banque du Sud. La réponse positive de nouveaux pays d'Amérique du Sud, qui ont manifesté leur désir de participer à la Banque du Sud, nous réjouit aussi.

Nous, soussignés, sommes des réseaux, des organisations et des mouvements sociaux, des syndicats et des personnalités qui luttons contre le fléau des la dette publique illégitime, les politiques et pratiques perverses des institutions financières internationales existantes et le système de commerce mondial actuel. Nous sommes convaincu(e)s que la décision de créer la Banque du Sud peut représenter un immense pas en avant et une opportunité non seulement pour l'Amérique du Sud, mais aussi pour l'Amérique latine et la Caraïbe ainsi que pour d'autres régions de l'Hémisphère sud.

Nous venons de vivre une histoire récente de lutte contre les dictatures dans presque tout le continent. Cela explique notre volonté d'ouvrir et d'instituer de nouveaux espaces de participation et de démocratie directe. Néanmoins, la manière peu transparente et non participative dont se déroulent les négociations pour la création de la Banque du Sud, sans débat politique et sans consultation de nos sociétés, semble indiquer que les erreurs du passé pourraient être en train de se reproduire.

Notre conviction est qu'une nouvelle entité financière Sud-Sud doit tendre à dépasser les expériences négatives d'ouverture économique

- avec comme conséquence toujours plus d'endettement et de fuite des capitaux -, de déréglementation et de privatisation du patrimoine public et des services de base laminés dans la région. Elle doit tendre aussi à dépasser les comportements non démocratiques, non transparents, régressifs et discrédités des organismes multilatéraux comme la Banque mondiale, la CAF (Corporation andine de développement), la BID (Banque interaméricaine de développement) et le FMI - comportements aujourd'hui amplement reconnus. Notre histoire récente a démontré que les choix de politique économique, sociale et environnementale, imposés à nos gouvernements à travers les conditionnalités, ont entraîné la décapitalisation et la désindustrialisation des économies de la région et les ont emprisonnées dans un modèle " agrominier exportateur " qui freine leur développement et approfondit leur situation de dépendance vis-à-vis des économies du Nord tout en accroissant les inégalités sociales, les dommages écologiques et les dettes " éternelles " - financière, historique, sociale, culturelle, écologique.

Ayant bien conscience de l'importance, pour les pays engagés jusqu'à présent dans la création de la Banque du Sud, d'arriver à un accord sur les thèmes clés liés à sa nature, ses objectifs, sa structure financière et opérationnelle, nous croyons essentiel de soumettre les propositions suivantes qui expriment les aspirations d'amples secteurs des sociétés de nos pays, en accord avec l'expression clairement manifestée de leurs principaux représentants consultés :

1. La Banque du Sud doit tendre à promouvoir un nouveau modèle de développement dont les valeurs fondamentales sont la souveraineté de nos peuples sur leur territoire et leur propre développement, l'autodétermination responsable de nos politiques économiques, sociales et environnementales, la solidarité, la durabilité et la justice écologique. Au travers de la Banque, le développement économique et technologique doit être conçu comme un moyen d'atteindre l'objectif supérieur qu'est le développement humain et social.

2. L'action de la Banque du Sud doit être déterminée par des mesures concrètes comme le plein emploi dans la dignité, la garantie de l'alimentation, de la santé et du logement, l'universalisation de l'éducation de base publique et gratuite, la redistribution de la richesse pour

une forte réduction des inégalités, y compris celles de genre et d'ethnie, la réduction des émissions de gaz à effet de serre et l'élimination de leurs impacts sur les populations du continent et les autres peuples du Sud.

3. La Banque du Sud doit faire partie intégrante d'une nouvelle architecture financière latino-américaine et caribéenne qui comprendrait un Fonds du Sud ayant fonction de banque centrale continentale, capable d'articuler un grand système continental de paiements avec la plateforme informatique la plus avancée ; un Fonds qui soit capable de lier les politiques chargées de promouvoir la stabilité macroéconomique avec les politiques de développement et de réduction des asymétries structurelles ; un Fonds qui envisagerait le développement futur d'un système monétaire commun au service d'une stratégie de renforcement des liens économiques et commerciaux à l'intérieur de la région, en introduisant des échanges entre les monnaies nationales et en travaillant à la création d'une monnaie régionale au moins pour les échanges intra-régionaux. La construction d'un espace de souveraineté monétaire et financière supranational requiert de se doter d'une grande flexibilité locale pour éviter des tendances sous-impérialistes et le triomphe de l'orthodoxie monétariste comme dans la récente expérience de l'Union européenne.

4. La Banque du Sud doit servir à récupérer les montants correspondant aux dettes historiques, sociales et écologiques, dont nos peuples sont créanciers. Les financements qu'elle octroie doivent chercher à dépasser les asymétries, les inégalités sociales et les dommages écologiques qui se sont perpétués depuis plus de cinq siècles sur le continent.

5. La Banque du Sud doit envisager la participation des organisations citoyennes et des mouvements sociaux, non seulement dans l'élaboration de son architecture originale mais aussi dans la prise de décisions financières et opérationnelles ainsi que dans le contrôle de l'utilisation des fonds adjugés.

6. La Banque du Sud doit exercer sa direction de façon égalitaire entre les pays membres, en institutionnalisant et en respectant le principe égalitaire " un membre, une voix " à tous les niveaux de décision

collégiale. Elle doit aspirer à canaliser l'épargne de l'ensemble de la région.

7. Les souscriptions de capital de la Banque du Sud doivent être proportionnelles à la capacité contributive des économies de ses pays membres. Les autres sources de capitaux de la Banque du Sud doivent inclure une partie des réserves internationales, des prêts des pays membres, des taxes globales communes et des dons. Doivent être exclues les ressources financières des actuelles institutions financières multilatérales et des Etats qui ont perpétré le saccage de notre continent. La Banque du Sud doit prendre des dispositions afin de favoriser le retour des capitaux nationaux déposés à l'étranger.

8. La Banque du Sud doit s'engager à respecter la transparence dans la gestion, en rendant compte publiquement de son fonctionnement et de son activité, en se soumettant à l'audit externe permanent de ses prêts et de son fonctionnement interne, en favorisant la participation sociale.

9. Pour que la Banque du Sud ne soit pas la copie conforme des institutions financières traditionnelles, il faut que soient mis en avant de manière permanente la qualité, le sérieux et l'efficacité de l'administration, en interdisant tout privilège d'immunité à ses fonctionnaires, en assurant la pleine transparence de la communication en temps réel et le contrôle démocratique et social de la gestion. Pour éviter des coûts excessifs et des déviations bureaucratiques, le corps de fonctionnaires à constituer doit être à la fois limité en effectif et diversifié, efficace et administrativement polyvalent.

10. Les prêts doivent être destinés à la promotion d'une intégration régionale de type coopératif, basée sur des principes tels que la subsidiarité active, la proportionnalité et la complémentarité ; ils doivent financer des projets d'investissement public ; ils doivent tendre au développement local autogestionnaire et impulser l'échange commercial équitable et solidaire entre les familles paysannes, les petits producteurs, le secteur coopératif et d'économie sociale solidaire, les communautés indigènes et traditionnelles, les organisations socio-économiques de femmes, de pêcheurs, etc.

11. La Banque du Sud doit adopter comme priorité d'investissement les projets qui tendent à la souveraineté alimentaire et énergétique, à la recherche et au développement de technologies appropriées au développement endogène et soutenable de la région, y compris les logiciels libres, à la production programmée et complémentaire de médicaments génériques, à la récupération des savoirs ancestraux de nos peuples, en les systématisant et en les acceptant comme science agro-écologique, à la promotion de la justice écologique, au renforcement des services publics, à l'appui aux victimes des déplacements forcés, au développement de la communication et de la culture intra-régionale, à la création d'une Université du Sud et d'une équivalence des diplômes dans toute la région, à d'autres formes d'organisation de l'espace comme instrument des communautés pour le développement local autogestionnaire et solidaire. La Banque ne doit pas reproduire le modèle de financement des institutions financières internationales actuelles, modèle basé sur la construction de méga-projets destructeurs de l'environnement et de la biodiversité.

12. La Banque du Sud doit être considérée comme un instrument essentiel pour veiller à l'épargne et à la canaliser, en rupture avec les cycles récurrents de déviation de l'effort national et régional à travers des manœuvres sur l'endettement et les titres publics. Il faut mettre fin aux subsides octroyés aux groupes économiques et financiers privés privilégiés et/ou corrompus, au niveau local et international. Il faut en finir avec la tolérance des mouvements spéculatifs d'entrée et de sortie des capitaux.

Toutes ces revendications trouvent leur légitimité dans la Déclaration Ministérielle de Quito du 3 mai 2007 qui signale que : *" Les peuples ont donné à leurs gouvernements le mandat de doter la région de nouveaux instruments d'intégration pour le développement qui doivent être basés sur des schémas démocratiques, transparents, participatifs et responsables devant leurs mandants. "*

Les reports successifs de signature de l'acte de fondation nous inquiètent car ils peuvent indiquer l'existence d'hésitations et de blocages inquiétants. Nous espérons que, lors des négociations pour les dépasser, les propositions de cette lettre seront prises en considération.

L'actuelle conjoncture économique et financière, régionale et internationale, reste favorable pour réaliser des pas concrets en ce sens, mais elle peut ne pas se prolonger. Nous sommes confiants que vous profiterez de cette possibilité historique pour créer ce qui pourra devenir une véritable Banque Solidaire pour les Peuples du Sud.

La liste des organisations et des personnalités signataires est accessible sur le site [www.cadm.org](http://www.cadm.org)  
<http://www.cadm.org/spip.php?article2966>



## Chapitre 5

# Crise à la Banque mondiale et au FMI

Crise de légitimité de la Banque mondiale et du FMI

La Banque mondiale et le FMI vivent une grande crise de légitimité. Paul Wolfowitz, président de la Banque depuis juin 2005, a été contraint à la démission en juin 2007 suite au scandale lié au népotisme dont il a fait preuve. Alors que plusieurs pays membres de la Banque mondiale affirmaient qu'il était temps de mettre à la tête de l'institution un citoyen ou une citoyenne du Sud, le président des Etats-Unis a désigné pour la onzième fois un citoyen états-unien pour la présider, en la personne de Robert Zoellick. Début juillet 2007, c'était au tour du directeur général du FMI, l'Espagnol Rodrigo de Rato, d'annoncer de manière imprévue sa démission<sup>1</sup>. Les Etats européens se sont mis d'accord pour le remplacer par un Français, Dominique Strauss-Kahn. Ces événements récents mettent en évidence aux yeux de la population des PED que les gouvernements d'Europe et des Etats-Unis veulent garder un contrôle sans faille sur les deux principales institutions financières multilatérales alors que c'est un Européen, Pascal Lamy, qui préside l'OMC. En résumé, tant les circonstances de la démission de Paul Wolfowitz que la désignation des nouveaux dirigeants des principales institutions qui orientent la mondialisation démontrent que la bonne gouvernance prend un sens très relatif quand il s'agit de la répartition du pouvoir à l'échelle internationale.

La démission forcée de Paul Wolfowitz

Acculé dans ses derniers retranchements, Paul Wolfowitz a annoncé en mai 2007 sa démission de la présidence de la Banque mondia-

---

1. Rodrigo Rato a quitté le FMI pour devenir un des directeurs généraux de Lazard, une grande banque d'affaire de Wall Street. Il travaille dorénavant à Paris et Londres. Il a en charge les fusions/acquisitions d'entreprises. D'après le quotidien espagnol *El País* du 5 décembre 2007, son revenu annuel (salaire + bonus) ne sera pas inférieur à 3 millions d'euros. A signaler qu'avant de devenir directeur général du FMI en 2004, Rodrigo de Rato avait été vice-président du gouvernement espagnol du temps de José-Maria Aznar (1996-2004).

le. L'affaire de népotisme et d'augmentation de salaire exorbitante de sa propre compagne n'est-elle vraiment qu'une simple " erreur " de la part de quelqu'un qui a agi " de bonne foi " ? Foutaises... Connaître Wolfowitz permet de mieux comprendre comment on en est arrivé là.

En mars 2005, la décision du président George W. Bush de nommer à la présidence de la Banque mondiale, le sous-secrétaire d'État à la Défense et l'un des principaux architectes de l'invasion militaire de l'Afghanistan en 2001 et de l'Irak en 2003, a fait couler beaucoup d'encre.

Wolfowitz est un pur produit de l'appareil d'État des États-Unis. Très tôt, il s'est engagé dans les questions de stratégie militaire. En 1969, il a travaillé pour une commission du Congrès avec l'objectif de convaincre le Sénat de la nécessité de doter les États-Unis d'un parapluie anti-missile face aux Soviétiques<sup>2</sup>. Il a réussi. Un fil rouge dans sa réflexion stratégique : identifier des adversaires (URSS, Chine, Irak...) et démontrer qu'ils sont plus dangereux que ce que l'on imagine, afin de justifier un effort supplémentaire de défense (augmentation du budget, fabrication de nouvelles armes, déploiement massif de troupes à l'étranger) allant jusqu'au déclenchement d'attaques ou de guerres préventives. On connaît la suite...

Deux mots sur le parcours asiatique de Wolfowitz. De 1983 à 1986, il a dirigé le secteur Asie de l'Est et Pacifique du département d'État sous Ronald Reagan, avant de devenir ambassadeur des États-Unis en Indonésie entre 1986 et 1989. Pendant cette période, il a soutenu activement les régimes dictatoriaux, que ce soit Ferdinand Marcos aux Philippines, Chun Doo Hwan en Corée du Sud ou Suharto en Indonésie.

Suite à la mobilisation populaire qui a chassé Ferdinand Marcos en 1986, Wolfowitz a organisé la fuite du dictateur qui a trouvé refuge à Hawaï, 50e État des États-Unis...

Il ne faudrait pas croire pour autant que Paul Wolfowitz soit le mauvais garçon à la tête d'une institution généreuse et immaculée. Il est

---

2. Voir l'histoire détaillée de la Banque mondiale et de Paul Wolfowitz dans Eric Toussaint, *Banque mondiale, le coup d'Etat permanent*, CADTM/Syllepse, 2006, 310 p.

grand temps d'arracher le voile et de demander des comptes à la Banque mondiale sur son action depuis plus de 60 ans, notamment sur les points suivants :

- pendant la guerre froide, la Banque mondiale a utilisé l'endettement dans un but géopolitique et systématiquement soutenu les alliés du bloc occidental, notamment des régimes dictatoriaux (Pinochet au Chili, Mobutu au Zaïre, Suharto en Indonésie, Videla en Argentine, régime d'apartheid en Afrique du Sud, etc.) qui ont violé les droits humains et détourné des sommes considérables, et elle continue de soutenir des régimes de même nature (Déby au Tchad, Sassou Nguesso au Congo, Biya au Cameroun, Musharraf au Pakistan, la dictature à Pékin, etc.) ;

- au virage des années 1960, la Banque mondiale a transféré à plusieurs pays africains nouvellement indépendants (Mauritanie, Congo-Kinshasa, Nigeria, Kenya, Zambie, etc.) les dettes contractées par leur ancienne métropole pour les coloniser, en totale contradiction avec le droit international ;

- une très grande quantité des prêts octroyés par la Banque mondiale a servi à mener des politiques qui ont provoqué des dégâts sociaux et environnementaux considérables, dans le but de faciliter l'accès à moindre coût aux richesses naturelles du Sud ;

- après la crise de la dette de 1982, la Banque mondiale a soutenu les politiques d'ajustement structurel promues par les grandes puissances et le FMI, conduisant à une réduction drastique des budgets sociaux, la suppression des subventions aux produits de base, des privatisations massives, une fiscalité qui aggrave les inégalités, une libéralisation forcée de l'économie et une mise en concurrence déloyale des producteurs locaux avec les grandes multinationales, mesures qui ont gravement détérioré les conditions de vie des populations et vont dans le sens d'une véritable colonisation économique ;

- la Banque mondiale a mené une politique qui reproduit la pauvreté et l'exclusion au lieu de la combattre, et les pays qui ont appliqué à la lettre ses prétendus " remèdes " se sont enfoncés dans la misère ; en Afrique, le nombre de personnes devant survivre avec moins de un

dollar par jour a doublé depuis 1981, plus de 200 millions de personnes souffrent de la faim et pour 20 pays africains, l'espérance de vie est passée sous la barre des 45 ans ;

- malgré les annonces tonitruantes, le problème de la dette des pays du tiers-monde reste entier car les remises de dette de la part de la Banque mondiale sont réservées à un petit nombre de pays dociles; au lieu de représenter la fin d'une domination implacable, l'allègement de dette n'est qu'un rideau de fumée qui dissimule en contrepartie des réformes économiques draconiennes, dans la droite ligne de l'ajustement structurel.

Le passif de la Banque mondiale est bien trop lourd pour que l'on puisse se contenter de la démission de Paul Wolfowitz. Son remplacement par Robert Zoellick ne constitue en rien une amélioration.

Robert Zoellick, représentant commercial des Etats-Unis

Robert Zoellick n'a aucune qualification en matière de développement. Sous la précédente administration Bush, il a été le représentant principal des Etats-Unis au sein de l'OMC et il a mis en avant systématiquement les intérêts commerciaux de la principale puissance économique mondiale au mépris des intérêts des pays en développement. Lors des préparatifs de la réunion de l'OMC à Doha en novembre 2001, il avait fait le tour des gouvernements africains afin d'acheter leur vote. Il s'agissait de faire adopter l'agenda de Doha qui heureusement était toujours en panne à la fin 2007. Par la suite, il s'est spécialisé dans la négociation des traités bilatéraux de libre-échange<sup>3</sup> signés entre les Etats-Unis et différents PED (Chili, Maroc, Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Costa Rica, République dominicaine, Jordanie, etc.) qui favorisent les intérêts des transnationales nord-américaines et limitent l'exercice de la souveraineté des pays en développement, avant de devenir secrétaire d'Etat adjoint, auprès de Condoleezza Rice. A partir de juillet 2006, Robert Zoellick a été vice-président du conseil d'administration de la banque Morgan Stanley,

---

3. Pour Robert Zoellick, " *les accords de libre-échange sont un moyen d'éliminer complètement les barrières commerciales, marché par marché, et d'accroître les occasions d'affaires pour les États-Unis tout en stimulant la croissance et le développement* ". Voir [www.er.uqam.ca/nobel/ieim/IMG/pdf/Cahiercont\\_0403\\_polcom-US.pdf](http://www.er.uqam.ca/nobel/ieim/IMG/pdf/Cahiercont_0403_polcom-US.pdf)

chargé des questions internationales. Il est important de noter que Morgan Stanley est une des principales banques d'affaires de Wall Street, nettement impliquée dans la crise de la dette privée qui a éclaté aux Etats-Unis en août 2007. Morgan Stanley a également participé très activement à la création d'un montage colossal de dettes privées à partir de la bulle spéculative du secteur immobilier. Robert Zoellick a quitté Wall Street pour prendre la place de Paul Wolfowitz à la présidence de la Banque mondiale en juillet 2007, juste à temps pour ne pour ne pas être directement impliqué dans la crise.

La belle devise de la Banque mondiale (" Notre rêve, un monde sans pauvreté ") ne doit pas faire oublier que fondamentalement, la Banque mondiale est dotée d'un grave vice de forme : elle sert les intérêts géostratégiques des Etats-Unis, de leurs grandes entreprises et de leurs alliés, indifférente au sort des populations pauvres du tiers-monde.

Dès lors, une seule issue devient envisageable : l'abolition de la Banque mondiale et son remplacement dans le cadre d'une nouvelle architecture institutionnelle internationale. Un fonds mondial de développement, dans le cadre des Nations unies, pourrait être relié à des Banques régionales de développement du Sud, directement dirigées par les gouvernements du Sud, fonctionnant de manière démocratique dans la transparence.

Dominique Strauss-Kahn nouveau directeur du FMI

Le 1er novembre 2007, Dominique Strauss-Kahn a pris ses fonctions à la tête du FMI après un long processus savamment orchestré : choix de sa candidature par Nicolas Sarkozy afin d'affaiblir davantage encore l'opposition politique en France ; accord très rapide sur son nom de la part des 27 pays de l'Union européenne afin de couper court aux critiques sur la règle tacite qui attribue systématiquement la présidence du FMI à un Européen (en échange de la direction de la Banque mondiale à un Etats-unien) ; campagne à travers des dizaines de pays soutenue par une coûteuse agence de communication, sur le thème de la " réforme " du FMI et de son soutien aux pays pauvres ; apparition surprise d'un autre candidat (le Tchèque Josef Tosovsky) qui n'avait aucune chance d'être nommé mais a donné l'apparence d'un processus démocratique ; et pour finir, désignation à l'unanimité de Dominique Strauss-Kahn.

Ce tour de passe-passe médiatique avait pour but de dissimuler la réalité du FMI en sévère crise de légitimité lui aussi. Les pays du Sud ne veulent plus faire appel à lui pour ne pas avoir ensuite à subir sa domination brutale. Nombre d'entre eux (Brésil, Argentine, Indonésie, etc.) ont même remboursé par anticipation ce qu'ils lui devaient pour se débarrasser de sa tutelle encombrante. Si bien qu'actuellement, le FMI ne parvient plus à couvrir ses frais de fonctionnement et que son existence même est menacée. D'où la nécessaire " réforme ", non pour insuffler un changement démocratique prenant en compte l'intérêt des populations les plus pauvres, mais pour assurer rien moins que sa survie et faire face à une forte contestation à travers la planète.

Le FMI est une institution qui, depuis plus de 60 ans, exige avec la plus grande violence que les dirigeants des PED appliquent des mesures économiques servant l'intérêt des riches créanciers et des très grandes entreprises. Dans ce but, durant les dernières décennies, le FMI a apporté un soutien essentiel à de nombreux régimes dictatoriaux et corrompus, de Pinochet au Chili à Suharto en Indonésie, de Mobutu au Zaïre à Videla en Argentine, et actuellement encore de Sassou Nguesso au Congo-Brazzaville à Déby au Tchad, et tant d'autres. Depuis la crise de la dette au début des années 1980, le FMI impose aux forceps des programmes d'ajustement structurel aux conséquences dramatiques pour les peuples du Sud : réduction drastique des budgets sociaux et des subventions aux produits de première nécessité, ouverture des marchés et mise en concurrence déloyale des petits producteurs avec les multinationales, production tournée vers l'exportation et abandon du principe de souveraineté alimentaire, privatisations massives, fiscalité aggravant les inégalités...

Nulle institution ne peut se placer au-dessus des textes et traités internationaux et pourtant le FMI s'accorde, de par ses statuts, une immunité juridique totale. Toute réforme du FMI ne pourra se faire sans l'aval des États-Unis qui détiennent une minorité de blocage absolument inacceptable. Tout projet de réforme modifiant les rapports de force internationaux sera donc bloqué par les représentants des grands créanciers. Ces éléments rendent impossible tout changement acceptable de l'intérieur du FMI.

Dès lors, puisque le FMI a largement fait la preuve de son échec en termes de développement humain et qu'il est impossible d'exiger de lui qu'il rende des comptes pour son action depuis 60 ans, il faut exiger son abolition et son remplacement par une institution transparente et démocratique, dont la mission sera enfin centrée sur la garantie des droits fondamentaux.

Voilà pourquoi les principales campagnes pour l'annulation de la dette au niveau mondial ont commencé un audit complet des institutions financières internationales, FMI et Banque mondiale en tête.

## Partie II

Equateur, Venezuela et Bolivie:  
trois expériences phares



## Chapitre 6

### Equateur :

# Les défis de la nouvelle Constituante et de la dette

Entre novembre 2006 et septembre 2007, Rafael Correa a remporté quatre échéances électorales (élections présidentielles fin 2006 à deux tours, référendum en faveur de l'élection d'une assemblée constituante en avril 2007 et élection des membres de l'assemblée constituante le 30 septembre 2007). Entre-temps, il a réalisé plusieurs changements importants : rapprochement avec le Venezuela et la Bolivie, refus de signer un traité de libre commerce avec les Etats-Unis et annonce de la fin de la base militaire états-unienne de Manta en 2009, affirmation de la nécessité du socialisme du 21<sup>e</sup> siècle, mesures économiques contre les sociétés pétrolières privées étrangères, mesures sociales visant à améliorer les conditions de vie des plus pauvres.

Alors que toute la droite faisait campagne pour faire barrage au mouvement de Rafael Correa en agitant la menace communiste, son mouvement " Alianza Pais " a remporté 80 sièges sur 130, ce qui lui donne une majorité confortable pour la rédaction et l'approbation de la nouvelle Constitution. De plus, le MPD et Pachakutik, mouvements politiques de gauche, devraient pouvoir constituer une alliance avec le mouvement de Rafael Correa afin de réformer en profondeur de manière démocratique la structure politique du pays. Le résultat des élections à la Constituante est nettement plus favorable au changement qu'en Bolivie où le mouvement politique du président Evo Morales et ses alliés, bien que majoritaires à l'Assemblée, ne réunissent pas les deux tiers des sièges nécessaires à l'approbation d'une nouvelle Constitution. Cela explique les lenteurs des travaux de la Constituante bolivienne qui est constamment sabotée par la droite. Heureusement, la situation a été débloquée en décembre 2007. La nouvelle Constitution bolivienne a finalement pu être adoptée par deux

tiers des constituants présents grâce à la politique de la chaise vide adoptée par la droite la plus dure. Par ailleurs, la situation du Venezuela est aussi différente : le 2 décembre 2007, la nouvelle Constitution proposée par Hugo Chavez a été rejetée par 51% de Non (contre 49% de Oui). Une des causes de la victoire du Non est constituée par la précipitation du président vénézuélien qui n'a pas convoqué une nouvelle assemblée constituante chargée d'élaborer le nouveau projet comme il l'avait fait avec succès en 1999. Cette année-là, la Constitution soutenue par Chavez avait obtenu 81,7% de Oui. Cette dernière reste donc en vigueur, elle constitue, avec la nouvelle Constitution bolivienne, un modèle démocratique par rapport à la Constitution des autres pays de la planète.

Les grands médias ont pris clairement parti contre Rafael Correa au cours de la campagne électorale de septembre 2007. Malgré cela, les partis de droite ainsi que ceux du centre droit (démocrates chrétiens de l'UDC et sociaux démocrates de l'ID) ont été laminés. Le PRIAN, le parti du magnat de la banane, Alvaro Noboa, qui avait été battu l'année passée au deuxième tour des présidentielles par Rafael Correa, n'aura que 5% de sièges à la Constituante. Le Parti social chrétien, pilier de la droite, est en déroute. L'ancien président Lucio Gutierrez a réussi à sauver les meubles de justesse (son parti a 18 sièges). Ils ont été pris au dépourvu car les sondages donnaient des résultats modestes aux candidats soutenus par Correa.

Le calendrier de la nouvelle Constituante est serré. Elle a été installée le 30 novembre 2007 et devra produire une proposition de nouvelle Constitution en six mois (ce délai peut-être prolongé de deux mois si nécessaire). Ensuite, le projet sera soumis à un référendum 45 jours plus tard. L'année 2008 sera riche en nouvelles échéances électorales : référendum sur le contenu de la Constitution, élection d'un nouveau parlement et nouvelle élection présidentielle. En effet, avant le terme de son mandat (qui normalement se termine fin 2010), Rafael Correa remettra son mandat présidentiel en jeu après l'approbation de la nouvelle Constitution, de manière à encore renforcer son assise populaire. Si ce scénario se confirme, si la démocratie équatorienne n'est pas enterrée par un coup d'Etat militaire, à la fin 2008, l'Equateur pourrait être doté d'une nouvelle Constitution démocratique, d'un nouveau parlement (dans lequel, à la différence d'aujourd'hui, le mouvement poli-

tique de Rafael Correa disposerait d'une majorité) et d'un président élu pour un nouveau mandat. Cela ouvre la voie à des réformes économiques et sociales qui pourraient être profondes.

L'économiste Alberto Acosta, un des anciens dirigeants de la campagne pour l'annulation de la dette<sup>1</sup>, préside la nouvelle assemblée constituante. Il propose à celle-ci de travailler en commissions thématiques et en assemblée plénière. En matière de dette publique, son intention est d'associer la Commission d'audit intégral du crédit (CAIC) créée en juillet 2007<sup>2</sup> aux travaux de la commission économique de la Constituante. La nouvelle Constitution pourrait contenir une définition claire des conditions dans lesquelles l'Etat et les pouvoirs publics locaux contractent des dettes publiques, proscrivant les dettes odieuses et fixant une limite maximale au remboursement de la dette. Par exemple, la Constitution pourrait prévoir que jamais la part du budget de l'Etat dédiée au remboursement de la dette ne peut dépasser les dépenses cumulées en matière d'éducation et de santé.

Quelques jours après la victoire électorale du 30 septembre 2007, le gouvernement de Rafael Correa a annoncé que dorénavant les entreprises pétrolières qui opèrent dans le pays devraient verser une plus grande partie de leurs revenus à l'Etat. Cela devrait apporter un peu plus d'un milliard de dollars supplémentaire de recettes à l'Etat qui pourra les investir dans l'augmentation des dépenses sociales.

Cette mesure est très appréciée par la population. De plus, le gouvernement de Rafael Correa veut obtenir des banques qu'elles baissent les taux d'intérêt qui sont très élevés. Il y a quelques mois, le parlement à majorité de droite avait rejeté le projet de loi abaissant les taux d'intérêt. Le parlement est devenu totalement impopulaire. Une grande majorité de la population approuve l'Assemblée constituante qui, réunie le 30 novembre 2007, a mis en congé illimité le parlement.

---

1. Alberto Acosta a publié plusieurs livres ainsi que plus d'une centaine d'articles sur la dette. Il a participé en 2003 à un séminaire organisé par le CADTM à Bruxelles sur les changements en cours en Amérique latine.

2. L'auteur est membre de la CAIC qui comprend 4 délégués de l'Etat, 12 représentants des mouvements sociaux et citoyens équatoriens et 6 représentants des campagnes pour l'annulation de la dette (qui proviennent notamment du CADTM, d'Eurodad, de Jubilé Sud et de Latindadd).

L'évolution de la dette publique externe de l'Equateur entre 1970 et 2007

L'Equateur fait partie de ces nombreux pays qui ont remboursé plusieurs fois des dettes qui n'ont pas été contractées dans l'intérêt de la nation et des populations. Les prêts contractés par l'Equateur ont, en réalité, profité aux créanciers du Nord, aux multinationales, aux financiers spéculateurs et aux classes dominantes locales.

Les différentes étapes de l'évolution de l'endettement témoignent de l'illégitimité des dettes dont l'Equateur est supposé s'acquitter. Sont illégitimes : les dettes contractées par les dictatures militaires au cours des années 1970 et qui n'ont cessé de gonfler sous les gouvernements qui lui ont succédé ; les dettes pour financer des projets n'ayant pas bénéficié aux populations ou pour des projets qui se sont avérés destructeurs pour les populations ou l'environnement ; les dettes contractées en s'appuyant sur la corruption des responsables ; les dettes contractées à des taux d'intérêt usuraires ; les dettes privées converties en dettes publiques ; les dettes liées à des conditionnalités imposées par le FMI et la Banque mondiale au mépris de la souveraineté de l'Equateur, du droit à l'autodétermination, qui violent le droit des peuples à définir leur politique de développement commerciale, fiscale, budgétaire, énergétique, leur législation du travail, qui obligent à procéder à des réductions drastiques des dépenses sociales et à la privatisation des secteurs stratégiques, etc.

Autant de dettes illégitimes que l'Etat équatorien doit refuser de rembourser.

Pendant la période 1970-2007, bien que l'Etat équatorien a remboursé 172 fois le montant de la dette publique externe de 1970<sup>3</sup>, le volume de cette dette publique externe a été multiplié par 53.

---

3. D'après la Banque Mondiale, la dette publique externe de l'Equateur s'élevait à 195 millions de dollars en 1970 (Source: Banque Mondiale, Global Development Finance 2007, Washington DC, 2007). D'après le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF), la dette publique externe atteignait 10.382,2 millions de dollars au 3 Juillet 2007. Cela signifie que la dette publique externe a été multipliée par 53 entre 1970 et juillet 2007. Au cours de cette période, le gouvernement équatorien a remboursé 33.475 millions de dollars, soit 172 fois le montant de la dette publique externe en 1970.

Durant cette période de 38 ans, le solde entre les prêts et les remboursements de la dette publique externe est clairement négatif. Le transfert net négatif accumulé aux dépens de l'Equateur atteint 9 milliards de dollars.

Entre 1982 et 2007, le transfert net sur la dette publique externe a été négatif pendant 22 ans et positif pendant seulement 4 ans.

Un témoin important : John Perkins

Le livre de John Perkins, *Les confessions d'un assassin financier*<sup>4</sup>, a fait beaucoup de bruit. Embauché par une société d'ingénierie électrique des Etats-Unis, il explique clairement sa mission, qui était d'" *encourager les dirigeants de divers pays à s'intégrer à un vaste réseau promouvant les intérêts commerciaux des Etats-Unis. Au bout du compte, ces dirigeants se retrouvent criblés de dettes, ce qui assure leur loyauté. Nous pouvons alors faire appel à eux n'importe quand pour nos besoins politiques, économiques ou militaires. De leur côté, ils consolident leur position politique en créant pour leur peuple des zones industrielles, des centrales électriques et des aéroports. Les propriétaires des compagnies américaines d'ingénierie et de construction s'enrichissent ainsi fabuleusement.* " Il a justement œuvré en Equateur où il a travaillé avec le président Jaime Roldos : " *Jaime Roldos allait de l'avant. Fidèle à ses promesses électorales, il avait lancé une attaque en règle contre les compagnies pétrolières. [...] La réaction des compagnies pétrolières était prévisible : elles firent le maximum pour empêcher l'adoption de cette loi. [...] On dépeignit le premier président démocratiquement élu de l'Equateur moderne comme un nouveau Castro. Mais Roldos ne céda pas à l'intimidation. [...] Il prononça un grand discours au stade olympique Atahualpa, à Quito, après quoi il se dirigea vers une petite communauté située dans le sud du pays. Il y mourut dans un accident d'hélicoptère, le 24 mai 1981.* " Accident, comme pour le président du Panama, Omar Torrijos, à la même époque ? Pour Perkins, évidemment non, il n'y avait rien d'accidentel : " *Ils furent assassinés parce qu'ils s'opposaient à la coalition formée par de grandes compagnies, le gouvernement améri-*

---

4. La version française est parue aux éditions aTerre en 2005. Les citations qui suivent en sont extraites. Edition originale : *Confessions of an economic hit man*, Berrett-Koehler Publishers, 2004, San Francisco.

*cain et des banquiers, dans le but d'établir un empire global. Nous, les assassins financiers, n'avons pas réussi à obtenir la collaboration de Roldos et Torrijos, et les tueurs à gages de la CIA, qui nous suivaient de près, sont donc intervenus. " Le bilan est limpide : " L'Equateur est maintenant enlisé dans les dettes et doit consacrer une part anormale de son budget national à leur remboursement " ; par conséquent, " ce pays ne peut s'acquitter de ses obligations qu'en vendant ses forêts tropicales aux compagnies pétrolières. " En somme, piétinant la souveraineté équatorienne pourtant inaliénable, " l'empire global réclame son dû sous la forme de concessions pétrolières "... John Perkins a fait son retour en Equateur le 22 mai 2007 pour présenter ses excuses au peuple équatorien. Tout un symbole.*

Les principaux créanciers de la dette publique

La dette publique totale s'élève à la date du 30 novembre 2007 à 13.504,7 millions de dollars. La dette publique externe atteint 10.356,4 millions de dollars, dont 42,9 % concernent la part multilatérale, 16,5% la part bilatérale et 40 % les banques et marchés financiers, sous forme de titres, appelé Bonos Globales à hauteur de 37,2 %.

Au niveau des créances multilatérales, la dette à l'égard de la Banque mondiale (704,4 millions de dollars) représente 6,80 % de la dette publique externe; la dette à l'égard de la Banque Interaméricaine de Développement s'élève à 1.846,6 millions de dollars, soit 17,8% ; celle vis-à-vis de la Corporation Andine de Financement (1.704,4 millions de dollars) représente 16,5%. Il y a plus de 15 créanciers bilatéraux pour un montant de 1.704,7 millions de dollars, dont les principaux sont l'Espagne (la dette à l'égard de l'Espagne représente 3,8% du total de la dette publique externe), le Brésil (2,3%), le Japon (2,8%) et l'Italie (3,18%). La dette publique interne s'élève à 3.148,4 millions de dollars dont 95% sont constitués de titres.

La dette de l'Equateur à l'égard de la Banque mondiale (BIRD)

Entre 1990 et juillet 2007, la Banque mondiale (BIRD) a versé 1,44 milliards de dollars à l'Equateur alors qu'au cours de cette même période, le gouvernement équatorien a remboursé à cette institution 2,51 milliards de dollars.

Cela signifie que, durant la période 1990-juillet 2007, les relations financières qu'a entretenues l'Equateur avec la Banque mondiale se sont

saldées par un transfert net négatif de 1,07 milliard de dollars. En résumé, la Banque mondiale a déjà été plus que remboursée.

Le solde de la dette publique avec cet organisme atteignait 704,4 millions de dollars au 30 novembre 2007.

Si l'Equateur décidait en 2008 de répudier la totalité de sa dette envers la Banque mondiale, cette décision permettrait d'économiser plus d'un milliard de dollars<sup>5</sup>. Une telle somme permettrait de financer, pendant 15 ans, le petit déjeuner et le déjeuner de 1,28 million d'écoliers<sup>6</sup>. La somme économisée représente cinq ans de couverture de santé pour la population pauvre et pour la population indigente du pays<sup>7</sup>.

Pourquoi répudier les dettes réclamées par la Banque mondiale à l'Equateur ?

L'intervention de la Banque mondiale dans la définition des politiques économiques et sociales appliquées en Équateur a été intensive et permanente jusqu'en 2006. Plusieurs prêts importants de la Banque mondiale que l'Equateur doit (soi-disant) rembourser jusqu'en 2025 visent clairement l'appui à des changements des lois du pays. En agissant de la sorte, la Banque mondiale a utilisé les prêts comme un instrument de pression afin d'obtenir des changements légaux qui ont eu un impact négatif pour la majorité de la population du pays, favorisant l'enrichissement des plus riches. Ces réformes ont favorisé, ou plutôt ont provoqué, plusieurs crises financières au cours des années 1990 dont la grande crise bancaire de 1999 aux conséquences terribles sur l'économie et la population du pays.

La Banque mondiale a soutenu les forces financières nationales qui se considèrent comme les maîtres du pays et qui profitent de l'Etat et du gouvernement pour arriver à leurs fins égoïstes. La Banque mondiale est intervenue pour déstabiliser les gouvernements qui ont tenté d'appliquer des politiques économiques et sociales visant à davantage

---

5. Entre le 1er janvier 2008 et 2025, le gouvernement équatorien est censé rembourser à la Banque mondiale 1,11 milliard (l'amortissement du capital représente 825 millions de dollars et les intérêts 285 millions).

6. Calculs de l'auteur sur la base du document de la Comisión Investigadora de la crisis económica financiera. *Síntesis de los resultados de la Investigación*. Juillet 2007, p. 45.

7. Idem.

de justice sociale et de souveraineté face aux États-Unis.

La politique de la Banque mondiale va de pair avec les mesures qui ont affaibli l'Etat face aux crises financières ainsi qu'avec celles qui ont laminé le rôle régulateur de l'Etat et réduit de manière drastique les services publics.

L'action globale de la Banque mondiale n'a pas amélioré la vie de la population, bien au contraire. L'intervention de la Banque mondiale a été clairement néfaste et constitue en résumé, du point de vue juridique, un *dol* pour le pays.

En conclusion, le gouvernement, la présidence de l'Equateur et le nouveau pouvoir constituant législatif sont en droit de répudier de la dette réclamée par la Banque mondiale. Il se peut qu'il y ait des exceptions à cette décision s'il apparaît au cours de l'étude que certains prêts ont véritablement eu un effet positif pour le pays. Mais la ligne générale face à la Banque mondiale doit être axée sur la répudiation ferme et définitive.

Le gouvernement équatorien pourrait exiger une indemnisation

La crise bancaire et financière de 1999 a au moins coûté 8 milliards de dollars à l'Etat sous la forme de nouvelles dettes contractées pour organiser le sauvetage bancaire. L'Etat est en train d'exiger des responsables et des profiteurs de cette crise qu'ils dédommagent les pouvoirs publics. C'est ce que recommande la Commission d'enquête sur la crise économique et financière<sup>8</sup> instituée en avril 2007 et qui a remis ses travaux en juillet 2007.

Correa remettra-t-il en cause le paiement de la dette ?

La population attend beaucoup de Rafael Correa. Son discours radical a convaincu la majorité des Equatoriens qu'un changement fondamental est nécessaire et possible à condition de donner une majorité claire au président. Le président Rafael Correa veut réduire radicalement la part du budget destinée au remboursement de la dette publique. Simultanément, il souhaite augmenter les dépenses sociales.

---

8. Comisión Investigadora de la Crisis Económica Financiera.



Ira-t-il jusqu'à suspendre le paiement de certaines dettes en 2008 ? Décidera-t-il de répudier les nombreuses dettes odieuses et illégitimes<sup>9</sup> ? Il a annoncé le 15 décembre 2007 son intention de répudier 20 millions de dollars réclamés par la Banque mondiale pour son soutien à la privatisation de l'eau. S'il mettait cette orientation en pratique, ce serait déjà un très grand pas en avant. Mais il n'est pas sûr qu'il prendra réellement cette décision et ce pour plusieurs raisons<sup>10</sup>. La principale est la suivante : avec d'importants revenus pétroliers, le gouvernement pense qu'il peut poursuivre le remboursement de la dette tout en augmentant progressivement les dépenses sociales. Pour mener cette politique, comme indiqué plus haut, il accroît les prélèvements sur les revenus des sociétés pétrolières et il emprunte sur les marchés internes et externes pour restructurer les anciennes dettes. Cette politique n'est pas prudente car elle ne tient pas compte des dangers qui menacent l'Equateur et la plupart des pays en développement : une possible augmentation des taux d'intérêt, en particulier une augmentation du Libor<sup>11</sup> (une partie importante des nouveaux emprunts se font à taux variables auprès de la CAF, de la BID et des banques privées) et une baisse du prix du pétrole et d'autres matières premières. Par ailleurs, il est très probable que la CAIC identifie clairement des dettes odieuses et illégitimes. L'Etat équatorien va-t-il continuer à les rembourser sous prétexte d'éviter des tensions internationales avec les créanciers et des tensions internes avec les grands groupes privés qui contrôlent une bonne partie de l'économie du pays ? Ce débat fondamental aura lieu en 2008. Rafael Correa empruntera-t-il la voie d'une solution souveraine et juste à la dette illégitime ? On l'espère mais ce n'est pas garanti.

---

9. Voir la publication l'étude du CADTM sur la dette équatorienne, " L'Equateur à la croisée des chemins ", in *Les Crimes de la dette*, coédition CADTM-Syllepse, Liège-Paris, 2007. Le texte est également disponible sur le site [www.cadtm.org](http://www.cadtm.org). Il a été traduit en espagnol, en anglais et en japonais.

10. Il faut savoir que le Venezuela rembourse sa dette rubis sur l'ongle et émet des nouveaux emprunts en quantité importante. Hugo Chavez et son gouvernement estiment que dans les conditions actuelles le paiement de la dette n'est pas à remettre en cause.

11. Le Libor est le London Interbank Offered Rate, le taux d'intérêt auquel les banques londoniennes se prêtent de l'argent les unes aux autres. Le Libor est à la hausse depuis la crise de la dette privée qui a éclaté aux Etats-Unis et en Europe en août 2007. Chapitre 9.

## **Discours du président Rafael CORREA à l'Assemblée générale des Nations unies à New York le 26 septembre 2007**

Monsieur le Président, Excellences, Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement et Messieurs les Représentants des Gouvernements du Monde :

Permettez-moi de commencer cette intervention par une réflexion sur l'engagement de la lutte contre la pauvreté, en vigueur depuis septembre 2000, quand 189 pays ont souscrit à la déclaration des Objectifs du Millénaire du Développement (OMD). En vertu de cet accord, nous nous sommes engagés à atteindre, d'ici 2015, certains objectifs de base sur le chemin du Développement Humain.

Aujourd'hui, depuis qu'un gouvernement a proclamé en Équateur une révolution citoyenne, démocratique, éthique et nationaliste, nous souhaitons proposer quelques réflexions critiques sur le concept même des OMD, sur leurs limites et sur les dangers qu'impliquent des agendas minimalistes de cette nature, surtout face aux profondes asymétries sociales et économiques que vit la planète.

La première limite des OMD est qu'ils constituent une stratégie minimaliste pour réduire la pauvreté. Notre but est d'aller bien au delà de tels minima, en approfondissant les objectifs et en y incorporant de nombreux autres. Le fait de se rallier de manière exclusive à une optique de besoins minimums, comme celle que posent les OMD, implique un haut risque qui, tout en cherchant à satisfaire les consciences, limite les aspirations au changement social.

Ainsi, nous pouvons affirmer qu'il existe deux niveaux qui nous permettent de caractériser la vie des personnes. Le premier a trait aux capacités indispensables des êtres humains pour subsister au sein de la société, capacités sans lesquelles une vie ne mérite pas d'être qualifiée d'humaine. Le second niveau se réfère aux capacités qui permettent à chacun de se réaliser en tant que personne dans cette

société. Nous ne parlons donc pas seulement de subsistance, mais du droit de jouir d'une vie digne d'être vécue.

Monsieur le Président, Excellences :

Nous pensons qu'avoir pour but de vivre avec un dollar plus un centime par jour de sorte à, soi disant, vaincre l'extrême pauvreté, ou éviter de mourir prématurément, comme cela figure dans les OMD, ne permet pas de mener une vie décente.

Le développement de politiques publiques dans un pays qui aspire à un changement radical, comme c'est le cas de l'Equateur, ne peut se contenter d'atteindre des objectifs minimalistes. Bien sûr, éviter la mort prématurée de garçons et de filles ou de femmes lors de l'accouchement, est un objectif incontestable. Cependant, en ne nous centrant que sur cela, nous courons le risque de nous contenter du fait que la vie humaine soit simplement un processus de résistance visant à prolonger de quelques heures l'existence des personnes.

Par conséquent, nous proposons des objectifs communs non seulement sur des minima de vie mais sur des maxima sociaux. Par exemple, nous considérons qu'il est possible de partager des identités diverses, de construire et de récupérer des espaces publics, de garantir l'accès à la justice, d'avoir un emploi qui garantisse le droit à gagner sa vie, d'avoir du temps pour la méditation, la création artistique et le loisir, des objectifs qui se trouvent déjà dans le *Plan National de Développement* mis en vigueur par le gouvernement équatorien.

Nous renonçons ainsi à l'idée selon laquelle le présent est une pure fatalité historique face à laquelle nous nous soumettons en ne cherchant à satisfaire que des minima clairement élémentaires.

De plus, le fait de se contenter de ces minima suppose également la légitimation de la réalité que nous vivons, puisque de tels minima ne cherchent pas à remettre en cause les écarts ni les relations de pouvoir existants entre les sujets et entre les sociétés. En ce sens, nous plaidons également en faveur de la reconnaissance d'une dignité égale pour tous les êtres humains.

Accorder à certaines personnes des minima doit être, tout au plus,

un objectif transitoire et ne doit jamais être considéré comme un *modus operandi* de la politique publique, du fait que cela suppose de situer le "bénéficiaire" dans une position d'infériorité face aux autres. En d'autres termes, cela suppose de ne pas reconnaître son droit égal à la dignité humaine face aux autres. De fait, ce n'est pas un hasard si des bureaucraties internationales comme la Banque mondiale proposent systématiquement de fournir des rapports sur la pauvreté ("*poverty reports*") sans que jamais il ne leur soit venu à l'esprit de réaliser des rapports sur les inégalités ("*inequality reports*").

C'est pour cela que la meilleure stratégie de réduction de la pauvreté dans la dignité est sans doute la réduction des écarts sociaux, économiques, territoriaux, environnementaux et culturels. De cette façon, un des objectifs principaux de notre gouvernement est de diminuer les inégalités dans le cadre d'un développement endogène, d'inclusion économique et de cohésion sociale et territoriale, aussi bien au niveau interne qu'au niveau global.

Dans le même sens, nous cherchons à réaliser en Equateur le règne des droits humains et des valeurs universelles. Au contraire, ce que la longue et triste nuit néolibérale préconisait, dans une perspective d'assistance et de compensation des conséquences de l'absolutisme du marché, ce sont des programmes sociaux qui ont fragmenté la société en autant de parties qu'il existe de groupes sociaux.

Cependant, un projet national et un changement des rapports de force au sein d'une société ne signifient pas une addition de fragments qui voudraient, par le hasard du destin, acquérir du sens et de la cohérence et se compléter comme les parties d'un puzzle, même si nous ne disposons pas de toutes les pièces qui le composent

Il est indispensable d'élaborer un projet partagé, qui doit être en constante redéfinition, et qui ait justement pour objectif que tous, nous souhaitons y prendre part. Pour cela, nous avons élaboré en Équateur le *Plan National de Développement* de façon démocratique, parce nous pensons que sans la participation de tous aux décisions fondamentales de la société, aucun pays ne pourra légitimer et rendre ses décisions politiques plus efficaces.

Il s'agit en définitive de modifier une pratique politique appliquée par les secteurs traditionnels, avec leur technocratie et leur élitisme, pour rendre la parole et l'action à ceux qui doivent être les maîtres, les protagonistes et les bénéficiaires des politiques publiques.

De plus, je souhaiterais signaler que les OMD souffrent d'une vision du développement attachée à des critères de consommation et à une stratégie liée aux processus de libéralisation économique.

Notre vision du développement est très différente : nous entendons par développement le bien être de tous, en paix et en harmonie avec la nature, et la prolongation infinie des cultures humaines.

En ce sens, il nous plaît qu'au sein de cette Assemblée, soient largement débattus les effets dévastateurs et injustes du changement climatique. L'Equateur a fait une proposition concrète et novatrice pour contribuer à la réduction de l'émission de CO2 et à la conservation de la biodiversité avec notre projet Yasuní-ITT.

L'initiative pose l'engagement de ne pas exploiter environ 920 millions de barils de pétrole et d'éviter ainsi l'émission de près de 111 millions de tonnes de carbone provenant de l'utilisation de combustibles fossiles.

Cependant, cela impliquerait de ne plus recevoir des investissements pour ce projet et un manque à gagner de près de 720 millions de dollars par an, ce qui est très significatif pour l'économie équatorienne. Nous sommes disposés à faire cet immense sacrifice, mais en demandant la co-responsabilité de la communauté internationale (surtout les pays développés, principaux prédateurs de la planète) et une compensation minimale pour les biens environnementaux que nous générons.

Ce serait un extraordinaire exemple d'action collective mondiale (passer de la rhétorique aux faits concrets, à la pratique) qui permettrait non seulement de réduire le réchauffement mondial pour le bénéfice de toute la planète mais également d'inaugurer une nouvelle logique économique pour le XXIème siècle, où l'on prend en compte la création de valeur d'usage plutôt que la production de marchandises.

Parlant de cultures, nous nous réjouissons aussi du fait que l'Assemblée des Nations unies ait adopté il y a quelques jours la Déclaration des Droits des Peuples Indigènes, très activement appuyée par l'Equateur. Il a fallu attendre plus de 20 ans pour que cet instrument soit approuvé : ce sera la charte fondamentale pour la protection des droits humains de nos peuples autochtones.

Enfin, le bien être dont nous parlons présuppose aussi que les libertés, opportunités et potentialités réelles des individus soient amplifiées. En ce sens, le fait que d'une part, on promeut au niveau mondial la libre circulation des marchandises et des capitaux en cherchant la rentabilité maximale, mais que, d'un autre côté, on pénalise la libre circulation de personnes à la recherche d'un emploi digne est un paradoxe immoral : c'est tout simplement intolérable et insoutenable d'un point de vue éthique.

Pour le Gouvernement de l'Equateur, il n'y a pas d'êtres humains illégaux et les Nations unies doivent insister sur ce point. Il n'existe pas d'êtres humains illégaux. C'est inadmissible. Nous travaillons activement pour promouvoir un changement de ces politiques migratoires internationales honteuses, sans oublier, évidemment, que notre plus grande responsabilité est la construction d'un pays qui offre les garanties d'une vie digne comme mécanisme de prévention à l'exode forcé par la pauvreté et l'exclusion.

Monsieur le Président, Excellences :

Nous ne devons pas nous faire d'illusions face à ceux qui proclament la fin des idéologies, la fin de l'histoire. Les secteurs conservateurs veulent nous faire croire que nous vivons dans le meilleur des mondes possibles et qu'il faut abandonner toute tentative de changement, toute tentative de construction de notre propre identité individuelle et collective, toute tentative de construction de notre histoire.

Face à cette conception du monde, mesquine et auto satisfaite, nous autres, nous soutenons qu'il est possible de mener à bien une action collective, consciente et démocratique, pour diriger nos vies et organiser la société mondiale d'une autre manière, avec un visage

plus humain. Notre concept du développement nous oblige à nous reconnaître, à nous comprendre et à nous estimer les uns les autres, afin de rendre possible l'autoréalisation et la construction d'un avenir partagé.

C'est à la construction de ce monde, de ce rêve, que l'Equateur vous invite.

### Conclusions

Le chemin des réformes sociales est semé d'embûches. Plusieurs présidents de gauche ont été élus en Amérique latine ces dernières années en proposant de rompre avec la politique néolibérale de leur prédécesseur mais très peu ont réellement mis en œuvre leurs promesses. Espérons que Rafael Correa ne vacillera pas et réalisera une politique démocratique de justice sociale. En tout cas, jusqu'ici sa stratégie a permis d'augmenter et de consolider le soutien populaire en faveur du changement. Elle a permis aussi de créer les conditions d'un changement démocratique des institutions. Elle a renforcé l'indépendance du pays face aux Etats-Unis tout en consolidant une démarche d'intégration latino-américaine. C'est déjà beaucoup. Pour toutes ces raisons, la situation en Equateur est à suivre de très près.





## Chapitre 7

# Les raisons de l'échec du référendum constitutionnel au Venezuela

**Le Non au référendum constitutionnel promu par Hugo Chavez le 2 décembre 2007 a recueilli 51% des voix contre 49% pour le Oui. Cet échec peut être transformé en une aubaine pour le processus révolutionnaire en cours au Venezuela. En effet, il constitue un puissant stimulant pour corriger les erreurs et les travers du régime chaviste. L'occasion sera-t-elle saisie ?**

Quelques heures après la fermeture des derniers bureaux de vote, alors que 92% des suffrages étaient dépouillés, Hugo Chavez a reconnu la défaite sans attendre le dépouillement complet. Il a félicité à la fois les partisans du Non et ses propres partisans. Il s'est réjoui de l'adhésion des partisans du Non à la Constitution de 1999 qui avait été adoptée au début du premier mandat de Chavez et que l'opposition avait dénoncée virulemment au moins jusqu'en 2004 lorsqu'elle a eu recours à celle-ci pour tenter de faire révoquer le président. Juste après le discours présidentiel, la majorité des leaders de la campagne du Non ont, par la voix de Manuel Rosales, le perdant de l'élection présidentielle de décembre 2006, salué l'attitude de Hugo Chavez, appelé à la réconciliation, affirmé que Chavez restait bien le président en exercice jusqu'en 2012 et proposé que certaines dispositions de la Constitution qui a été rejetée fassent l'objet de lois adoptées par l'Assemblée avec leur soutien. Par exemple, la création d'un fonds de sécurité sociale pour les travailleurs du secteur informel, ainsi que la réduction de la semaine de travail. Ce dernier point est hautement significatif : le leader de la droite propose lui-même de réduire la semaine de travail. Cela indique à quel point le balancier penche toujours bel et bien à gauche. La Constitution proposée par Chavez prévoyait de ramener la semaine de travail de 44h à 36h et le gouvernement annonçait qu'il prendrait des mesures pour une embauche com-

pensatoire chiffrée à plus de 100 000 emplois.

Deux poids deux mesures pour la presse nationale et internationale

Tout d'abord, il faut souligner la différence avec les élections présidentielles aux Etats-Unis en 2001 et d'autres scrutins plus récents. Le comptage final avait duré de longues journées et Al Gore, candidat démocrate face à George W. Bush, avait contesté la victoire du candidat républicain. Celui-ci avait été proclamé vainqueur grâce à son frère gouverneur de la Floride. Rappelons aussi l'élection frauduleuse, au Mexique en juillet 2006, de Felipe Calderon du parti de droite PAN pro-Washington. Le candidat de gauche Andrés Manuel Lopez Obrador n'a jamais accepté le résultat final et, à chaque apparition publique de Calderon, des opposants manifestent pour dénoncer la fraude. Quel media occidental rend compte de cette situation ? Sans parler de l'élection de Pervez Musharraf, au Pakistan, réalisée sans recours au suffrage universel en octobre 2007 et saluée honteusement par la plupart des médias occidentaux comme la meilleure solution. Ces derniers se sont abstenus de dénoncer cette élection au second degré par des électeurs automatiquement acquis au général Musharraf qui a pris le pouvoir grâce à un coup militaire alors qu'ils n'hésitent pas à dénoncer les supposées dérives dictatoriales de Hugo Chavez, élu l'année passée au suffrage universel avec 3 millions de voix d'avance sur son adversaire Manuel Rosales. Les médias occidentaux n'ont commencé à exprimer des critiques à l'égard de Musharraf qu'après qu'il a décrété l'état d'urgence le 3 novembre 2007 et emprisonné 10 000 opposants politiques. Deux poids, deux mesures. On ferme les yeux sur les fraudes et les politiques antidémocratiques des alliés de Washington et des capitales européennes tandis qu'on désinforme sur les présidences démocratiques d'Evo Morales, de Rafael Correa et d'Hugo Chavez. Que se serait-il passé si le référendum avait donné une majorité de 51% à la proposition de Chavez et 49% à ses opposants ? On peut être assuré qu'une partie importante des médias aurait parlé de fraude. Washington et d'autres capitales auraient exprimé leur rejet à l'égard du régime en place à Caracas.

Revenons sur ce qui s'est passé le 2 décembre 2007 au Venezuela.

## Pourquoi une majorité de 51%-t-elle rejeté le contenu de la réforme constitutionnelle proposée par Hugo Chavez ?

Certains chavistes ont déclaré : " ce n'est pas l'opposition qui a gagné, c'est nous qui avons perdu ". Ils ont raison : l'opposition de droite a mobilisé à peine plus que ce que son candidat avait obtenu comme suffrages contre Chavez en décembre 2006 (Manuel Rosales avait obtenu près de 4 300 000 voix le 3 décembre 2006 tandis que le vote pour le Non a recueilli un peu plus de 4 500 000 suffrages le 2 décembre 2007, soit à peine 200 000 de plus). Pourtant la campagne pour le Non était soutenue très activement par la majorité des médias audiovisuels et imprimés, par la chambre patronale *Fedecamaras*<sup>1</sup> et par la hiérarchie catholique. Et surtout, fait nouveau, la campagne du Non avait reçu un puissant renfort militant très médiatisé : un mouvement étudiant qui s'était opposé en avril 2007 à la suspension du canal hertzien de la chaîne de télévision réactionnaire RCTV et ensuite à la modification de l'article de la Constitution concernant l'université<sup>2</sup>. Ce mouvement, surtout présent dans les universités privées mais également dans certaines institutions publiques importantes<sup>3</sup>, a multiplié les activités de rue pour appeler les électeurs à se rendre aux urnes pour voter en faveur du Non. Il faut aussi ajouter au camp du Non : Podemos (un parti social démocrate qui soutient habituellement le gouvernement<sup>4</sup>), ainsi que le général à la retraite Raúl Baduel<sup>5</sup>, l'ex-ministre de la défense allié de Chavez jusqu'à l'été 2007. Podemos est au pouvoir dans quatre Etats (sur les 23 que compte le Venezuela) et pourtant le Oui y a été majoritaire ! C'est le cas notamment de l'Etat industriel d'Aragua (53% pour le Oui contre 47% en faveur du Non) où

---

1. [www.fedecamaras.org.ve](http://www.fedecamaras.org.ve)

2. Il y a deux mouvements étudiants de masse : celui mentionné plus haut et un mouvement favorable au processus en cours. Une partie des responsables de ce mouvement adopte des positions assez caricaturales et limite la créativité et la spontanéité de la base. Dix jours avant le référendum, deux manifestations étudiantes ont eu lieu pacifiquement: celle en faveur du Non a été moins nombreuse que celle en faveur du Oui.

3. Le mouvement étudiant opposé au référendum a gagné les élections universitaires à l'Université Centrale du Venezuela (publique) à la mi-novembre 2007. A la différence des leaders de l'opposition politique de droite, un nombre important de leaders du mouvement étudiants affirment ne pas être anti-chavistes.

4. La prise de distance de Podemos à l'égard de Chavez s'est clairement exprimée en 2007 à propos de RCTV, de la création du PSUV -voir plus loin- et de la réforme constitutionnelle. Voir [http://es.wikipedia.org/wiki/Movimiento\\_Podemos\\_\(Venezuela\)](http://es.wikipedia.org/wiki/Movimiento_Podemos_(Venezuela))

5. [http://es.wikipedia.org/wiki/Ra%C3%BAI\\_Isa%C3%ADas\\_Baduel](http://es.wikipedia.org/wiki/Ra%C3%BAI_Isa%C3%ADas_Baduel)

est également basé Raúl Baduel. Mais, attention, il ne faut pas sous-estimer le déplacement des voix de ceux qui avaient voté pour Hugo Chavez en décembre 2006. Selon Edgard Hernandez, un analyste qui soutient Chavez, le nombre de personnes qui ont élu Chavez comme président il y a un an et qui ont voté Non au referendum serait réellement élevé<sup>6</sup>, notamment dans l'Etat industriel d'Aragua où Chavez avait fait un très gros score.

*"Les Etats industriels avec la majeure concentration d'ouvriers : Aragua, Sucre, Carabobo et Lara, sont ceux qui tout comme la capitale ont enregistré le plus grand exode d'électeurs qui antérieurement ont voté pour Chavez et qui maintenant ont voté Non (...). L'exode dans ces Etats a été déterminant dans l'apport de voix supplémentaires qu'a remporté le Non au niveau national (plus de 200 000 voix au total). On peut conclure avec cette observation que la réforme n'a pas été approuvée pour cette raison<sup>7</sup>. "*

On constate, en analysant les tableaux que Edgard Hernandez reproduit dans son étude, que dans certains quartiers les plus populaires de Caracas (Petare, Caricuao, Libertador et Sucre) où les gens avaient massivement voté pour Chavez (65%), cette fois-ci le Non a eu le dessus. Edgard Hernandez poursuit : *" Cela révèle un mécontentement à l'égard de la réforme jusque dans les zones les plus populaires de Caracas. "*

Un autre élément significatif du scrutin du 2 décembre concerne Zulia, l'Etat le plus peuplé, très riche en pétrole, qui était jusqu'ici un bastion de la droite. Son gouverneur, Manuel Rosales, était le principal challenger de Chavez en 2006. La majorité des votants se sont, sans surprise, prononcés pour le Non mais il faut souligner que le Non a obtenu 58 202 voix de moins que le score obtenu par Manuel Rosales en 2006, soit une baisse de 8,5%.

**Conclusion** : la campagne du Non, malgré d'importants renforts, n'a pas réussi à mobiliser beaucoup de nouveaux soutiens dans le camp de la droite, elle en a même perdu dans certains de ses bastions. L'échec du Oui est à mettre au compte de la perte de soutien de Chavez dans son propre camp, comme il l'a reconnu la nuit du 2 au 3

---

6. Voir Edgard H. Hernandez, "Sectores: laboral, petrolero, urbano e indígena, los grandes ausentes en las urnas para el Referendo", <http://www.aporrea.org/actualidad/a46834.html>

7. Edgard H. Hernandez, op. cit.

décembre 2007. Environ 7 300 000 de personnes avaient voté pour Chavez en décembre 2006, ce qui lui avait donné un avantage de 3 millions de voix sur son adversaire principal Manuel Rosales. Le total des votes en faveur du Oui au référendum représente un peu plus de 4 300 000 voix<sup>8</sup>, soit 3 millions de moins qu'un an auparavant.

Pourquoi Chavez a-t-il perdu 3 millions de voix ? C'est cela qu'il faut comprendre. Un nombre, certes limité, de ces 3 millions s'est porté sur le Non, c'est clair. Peut-être 100 000 ou 200 000, voire 300 000 voix, c'est difficile à déterminer. Ceci dit, il ne s'agirait même que de 150 000 voix, elles ont été décisives. Si 150 000 voix de gauche qui se sont portées sur le Non s'étaient portées sur le Oui, toutes autres choses restant égales, la réforme aurait été approuvée par une majorité simple. Comme l'a exprimé Chavez juste après le scrutin, il valait mieux que le Non soit majoritaire d'un cheveu que le Oui. Car si le Oui avait eu une majorité de 10 000 ou 20 000 voix, ou même 100 000 voix, une grande partie de l'opposition aurait dénoncé une prétendue fraude et aurait lancé des mobilisations de rue qui auraient été soutenues entre autre par les gouvernements à Washington, Madrid, Berlin, Londres, Mexico, Bogota, Lima, etc.

Par ailleurs, sur le fond, il faut bien sûr tenir compte de ce déplacement de votes de chavistes ou de citoyens de gauche qui ont voté pour le Non<sup>9</sup>. Une partie des citoyens qui se sont exprimés contre la réforme constitutionnelle sont pour des changements en faveur de la justice sociale et de la démocratie tout comme ceux qui ont voté pour le Oui. Alors posons la question autrement : pourquoi l'abstention a-t-elle été aussi forte dans le camp chaviste ? Pour répondre à cette question, il faut analyser brièvement le contenu des changements constitutionnels proposés.

---

8. Le citoyens devaient émettre deux votes car les changements constitutionnels étaient répartis en deux parties : le bloc A et le bloc B. A la date du 7 décembre 2007, les résultats définitifs sont les suivants : 4.404 .626 voix pour le Oui dans le bloc A soit 49,34% contre 4.521.494 voix pour le Non, càd 50,65% (soit moins de 120.000 voix de différence). Dans le bloc B, 4.360.014 voix pour le Oui (48,99%) contre 4.539.707 pour le Non (51 ,01%), soit près de 180.000 voix de différence.

9. Plusieurs intellectuels vénézuéliens très connus qui appuient le processus bolivarien et Chavez avaient aussi appelé à voter pour le Non, c'est le cas de Margarita Lopez Maya et d'Edgardo Lander. Orlando Chirinos dirigeant syndical et militant trotskyste appelait à voter nul (tandis que la majorité des militants trotskystes menaient activement campagne pour le Oui notamment avec la revue " Marée de classe et socialiste" -Marea clasista y socialista- qu'ils éditent). Roland Denis, ex-vice ministre de la planification et du développement (avril 2002-avril 2003) et dirigeant du Mouvement 13 Avril, avait annoncé qu'il n'irait pas voter.

## A propos des changements constitutionnels proposés

Impossible d'être exhaustif, voici une sélection.

- La grande nouveauté de fond par rapport à la Constitution en vigueur : le caractère socialiste de l'Etat allait être inscrit dans la Constitution. Le mot socialiste était absent de la précédente. Aucune définition du terme socialiste n'est présente dans la nouvelle. Vu les affinités de Chavez avec Fidel Castro et le régime cubain, beaucoup assimilent l'objectif socialiste avec le modèle cubain qui suscite des réticences dans la population. La droite a fortement attaqué, de manière caricaturale et mensongère, l'introduction du terme socialiste en affirmant que la propriété privée allait être supprimée (l'Etat allait à coup sûr exproprier la maison, la voiture) ou très limitée. La droite a expliqué que les enfants allaient être retirés aux parents à l'âge de 16 ans pour être confiés à l'Etat socialiste bolivarien. Malgré une amélioration incontestable des conditions de vie et du revenu, la droite a réussi à exploiter les réels problèmes d'approvisionnement pour quelques produits de première nécessité comme le lait et le sucre. Elle a annoncé que si le socialisme était adopté dans la Constitution, le phénomène s'aggraverait immanquablement comme à Cuba.

- Le projet avorté de nouvelle Constitution, tout comme l'actuelle, garantissait la propriété privée (voir article 115 ancien et nouveau) mais, de manière tout à fait pertinente, il précisait que celle-ci doit avoir été acquise de manière légitime. Il dit aussi que toute propriété pourra être soumise à l'impôt et devra respecter différentes obligations définies par la loi. A l'article 112 nouvelle version, il était proposé d'éliminer le passage "*L'Etat fera la promotion de la propriété privée*", en le remplaçant par une formule bien meilleure qui disait en substance que l'Etat financerait et développerait différents types de propriétés : propriété sociale, propriété communale, propriété étatique, propriété mixte incluant le secteur privé. Bref, la propriété privée est garantie mais ce sont d'autres formes de propriété qui seront financées et

développées en priorité par l'Etat, qui se fondera sur des valeurs humanistes de coopération où prédominent les intérêts communs sur les intérêts individuels. Le nouvel article 112 se terminait par : "*créant les meilleures conditions pour la construction collective et coopérative d'une économie socialiste*".

- Les pouvoirs du président : ils sont étendus de manière importante, notamment en lui conférant le pouvoir de remodeler les entités territoriales et politiques du pays. Bien plus que la possibilité de réélire plusieurs fois une même personne au poste de président (art. 230)<sup>10</sup>, c'est cet aspect qui, à juste titre, inquiète ou provoque le rejet.

- Par ailleurs, le projet rejeté proposait de maintenir une série de mécanismes permettant aux citoyens d'être à l'initiative de changements constitutionnels, de référendums ou d'un processus de révocation des mandataires, mais il augmentait le seuil à atteindre. Au lieu de 15% des électeurs qui peuvent prendre aujourd'hui l'initiative d'un amendement constitutionnel, il aurait fallu en réunir 20% (art. 341) ; au lieu de 15% des électeurs qui peuvent proposer une réforme constitutionnelle, il aurait fallu en réunir 25% (art. 342) ; au lieu de 15% d'électeurs qui peuvent convoquer une Assemblée constituante, il en aurait fallu 30% (art. 348). Pour la convocation d'un référendum, le seuil passait à 20% au lieu de 10% des électeurs ; pour la convocation d'un référendum révocatoire de n'importe quel mandataire à mi-mandat, au lieu de réunir 20% des électeurs, il aurait fallu en réunir 30% (art. 72). Même modifiée de la sorte, la Constitution aurait encore constitué un exemple pour le reste du monde en ce qui concerne les initiatives citoyennes, en particulier la possibilité de révoquer des mandataires. Néanmoins l'augmentation du seuil a alimenté la suspicion. Beaucoup se sont demandé si l'Etat à la tête duquel se trouve Chavez ne cherchait pas à limiter l'exercice de droits citoyens consacrés par la Constitution aujourd'hui en vigueur. Il aurait beaucoup mieux valu ne pas proposer d'augmenter les seuils car cela rendrait plus difficile la mise en pratique des droits d'initiative des citoyens.

---

10. Ne pas oublier que l'article 72 prévoit la possibilité pour les citoyens de révoquer le président de la république et tous les autres élus à la moitié du mandat (voir point suivant).

- La réforme constitutionnelle ajoutait un nouveau pouvoir : le pouvoir populaire. Le nouvel article 136 disait : "*Le Pouvoir public est distribué territorialement de la manière suivante : Pouvoir populaire, Pouvoir municipal, Pouvoir étatique et Pouvoir national.*". L'intention était certainement bonne, mais pour le moins confuse. Dans le nouvel article 184, on précisait que le pouvoir populaire jouerait un rôle très important au niveau communal. De même, l'article 16 nouvelle formule déclarait : "*A partir de la communauté et de la commune, le pouvoir populaire développera des formes de rassemblement communautaire politico-territorial, qui seront réglementés par la loi et constitueront des formes d'auto-gouvernement...*". Quid des autres niveaux ? Le pouvoir populaire ne prend-il une forme concrète qu'au niveau municipal ?

- Parmi les avancées très importantes que proposaient certains amendements à la Constitution :

1) le remplacement de la semaine de 44 heures par celle de 36 heures combinée à l'interdiction d'obliger des travailleurs à accepter des heures supplémentaires (art. 90) ;

2) l'interdiction du latifundium (art. 307) et de la spéculation immobilière (art. 18) ;

3) la protection du logement familial ou individuel contre la saisie ou l'expropriation (art. 82) ;

4) la confirmation de l'autonomie universitaire (alors que la droite prétendait de manière mensongère que celle-ci serait supprimée) et de l'inviolabilité des campus universitaires à quoi s'ajoutait le vote paritaire des étudiants, des professeurs et des autres travailleurs universitaires (alors que jusqu'ici, les professeurs ont voix prépondérante tandis que les autres travailleurs universitaires sont exclus du droit de vote) ;

5) la garantie du contrôle public sur toutes les ressources naturelles (art. 302 et 303) ;

6) la création d'un système de sécurité sociale pour le secteur informel et les travailleurs indépendants (art. 87) ;

7) la fin de l'autonomie de la banque centrale (art. 318) ;

8) la promotion de l'agro-écologie pour garantir la souveraineté alimentaire (art. 305) ;

9) le droit de vote à partir de 16 ans au lieu de 18 (art. 64) ;

10) l'interdiction du financement des partis par des fonds provenant de l'étranger, qu'ils soient d'origine privée ou gouvernementale (art. 67) ;



11) les origines et identités indigènes, européennes et africaines sont mieux mises en valeur. " *La République bolivarienne du Venezuela est le résultat historique de la confluence de multiples cultures, pour cette raison l'Etat reconnaît la diversité de ses expressions et met en valeur les racines indigènes, européennes et africaines qui ont donné naissance à notre grande nation sud américaine* " (art. 100).

En conclusion de cet examen rapide des changements constitutionnels rejetés par une courte majorité, on peut avancer l'hypothèse qu'une partie des électeurs traditionnels de Chavez a craint de lui signer un chèque en blanc et a préféré s'abstenir. Certains chavistes ont pensé que les pouvoirs qui seraient attribués au président étaient trop importants et risquaient peut-être d'être mal utilisés par Chavez ou par la personne qui serait élue à sa place.

La lassitude n'explique pas l'échec

On aurait tort de mettre le haut niveau d'abstention principalement à charge de la lassitude même si celle-ci existe. En dix ans, les citoyens ont été appelés à plus de dix suffrages nationaux que Chavez ou ses partisans ont à chaque fois remporté dans des conditions démocratiques. Néanmoins, les responsables<sup>11</sup> de la campagne du Oui savaient très bien qu'il y avait un fort danger d'abstention élevée dans l'électorat chaviste. Le triomphalisme de la campagne pour le Oui menée par le vice-président, plusieurs ministres et des responsables de l'Assemblée nationale n'a pas convaincu les hésitants. De plus, le contenu du discours de Chavez au dernier meeting de campagne le 30 novembre 2007 n'a certainement pas non plus aidé les indécis à se mobiliser pour le Oui. Il a annoncé que les Etats-Unis s'apprêtaient à ne pas reconnaître la victoire du Oui afin de déstabiliser le Venezuela. Il a accusé une partie de l'opposition de faire le jeu de Washington. Il a donné l'ordre à l'armée d'occuper les champs pétroliers avec les ouvriers et a demandé à son ministre du Pétrole de prévoir l'arrêt des

---

11. La campagne pour le Oui était dirigée par le Commando Zamora avec à sa tête le vice-président de la République Jorge Rodríguez. <http://comandozamora.com>

fournitures de pétrole à partir du lundi 3 décembre si les Etats-Unis mettaient leur plan à exécution. Cette dramatisation est à double tranchant. Elle a pu mobiliser une partie des électeurs hésitants mais elle a pu également amener ceux qui veulent éviter le retour des pires tensions des années 2002-2003 à se dire qu'il valait mieux ne pas provoquer les Etats-Unis en déclarant le Venezuela socialiste. Du coup, plutôt rester chez soi.

#### Quel socialisme ?

En substance, Hugo Chavez a déclaré de manière autocritique qu'il avait surestimé la volonté des gens d'aller vers le socialisme. Comme le faisait remarquer l'ex-vice président José Vicente Rangel, chaviste convaincu, dans une interview au quotidien *La Jornada* en réplique à Chavez : quatre millions de personnes qui se prononcent en faveur du socialisme est pourtant un chiffre énorme.

Il faut certainement tirer une autre conclusion qui part de la constatation suivante : le socialisme n'a pas été clairement défini au cours de la campagne. Or, les expériences caricaturales du socialisme du XXe siècle laissent, c'est le moins que l'on puisse dire, un goût amer. Dans la tête de beaucoup de gens, le socialisme n'est pas synonyme de bonheur et de liberté. Pour opter pour le socialisme, il faut avoir de solides arguments. Par ailleurs, le socialisme ne se décrète pas par une Constitution. Il est une construction concrète. Si on ne précise pas en positif ce que signifierait la réalisation du socialisme et les pas à accomplir pour l'atteindre, la chose reste tout à fait abstraite. Pis, le socialisme peut évoquer le danger de dérive autoritaire. Le général en retraite Raul Baduel avait beau jeu de dire qu'il faut rejeter le projet de nouvelle Constitution notamment parce que celle-ci ne définissait pas le socialisme. Il déclarait : *" le mot socialisme n'a pas une signification uniforme et peut inclure des régimes comme celui de Pol Pot au Cambodge ainsi que l'Union Soviétique staliniste, jusqu'au Socialisme nordique ou le Socialisme démocratique européen. Vers quel socialisme veut-on nous amener? Pourquoi ne dit-on pas clairement vers où on veut conduire la Nation ? Nous devons, en tant que peuple, exiger qu'on nous dise clairement quelle est la destination de notre futur et qu'on ne nous mente pas avec un soi-disant socialisme à la vénézuélienne<sup>12</sup> "*.

12. [www.raulbaduel.blogspot.com](http://www.raulbaduel.blogspot.com)

D'autres facteurs ont joué en faveur du haut niveau d'abstention

Les changements constitutionnels étaient présentés par Hugo Chavez en tant que président. A la différence de 1999, le contenu n'a pas été élaboré par une Assemblée constituante. Hugo Chavez a élaboré<sup>13</sup> avec un comité très restreint la proposition qui, ensuite, a été complétée par l'Assemblée nationale quasi entièrement acquise à Chavez<sup>14</sup>. C'est une première faiblesse fort importante. Il aurait fallu un large processus de débat et d'élaboration de propositions pour aboutir à un nombre limité d'amendements constitutionnels afin de clarifier au maximum les choix à faire. Hugo Chavez a voulu brûler les étapes. Cela lui a souvent réussi. Il était convaincu que dans la foulée de la victoire écrasante remportée en décembre 2006, il pourrait emporter un Oui massif pour ses propositions, vu qu'il en avait annoncé la couleur pendant la campagne électorale. En effet, il avait annoncé qu'il fallait changer la Constitution et notamment y introduire le socialisme. Du coup, à tort, il n'a pas cherché à construire un consensus au sein de la mouvance chaviste sur les changements à apporter à la Constitution. Cela aurait impliqué d'être prêt à renoncer à certaines de ses propositions et à certains des pouvoirs supplémentaires qu'il demandait. Au contraire, il a foncé droit devant en pensant être suivi. Lors du meeting final du 30 novembre, il a affirmé : " *Voteront Oui ceux qui sont avec Chavez, ceux qui voteront Non sont contre Chavez* ". Une partie majoritaire de la population considère sans aucun doute qu'il est la personne la mieux placée pour être le président, mais cela n'entraîne pas automatiquement une adhésion à tous les projets qu'il met en avant. Or la Constitution n'est pas une mince affaire.

La force de la propagande de la droite n'est pas à sous-estimer comme facteur ayant renforcé l'abstention, mais cela n'est pas nou-

---

13. L'ensemble de la proposition telle que formulée et présentée par Hugo Chavez à l'Assemblée nationale le 15 août 2007 a fait l'objet d'un livre de Hugo Chavez diffusé gratuitement à 370.000 exemplaires au Venezuela. *Ahora la batalla es por el SI*, Gobierno bolivariano de Venezuela, Caracas, 2007, 255 pages.

14. Hugo Chavez proposait de modifier 33 articles de la constitution. L'Assemblée nationale a finalement proposé d'en modifier plus du double ce qui a compliqué l'analyse que chaque électeur et électrice devait accomplir pour se faire une opinion et prendre une décision avant d'aller voter.

veau. Les médias qui appuient la droite ont utilisé systématiquement le mensonge dans les campagnes précédentes, cela n'avait pas empêché la victoire des propositions ou de la candidature de Chavez.

Dans les facteurs qui ont favorisé l'échec, il faut certainement prendre en compte le manque de volonté d'une série non négligeable de mandataires chavistes, notamment au niveau des Etats et des villes. En effet, l'extension des pouvoirs présidentiels en terme de restructurations d'entités politico-territoriales était ressentie comme un danger par certains mandataires très attachés à un ensemble de relations de pouvoir, voire de clientélisme dans leur région.

Enfin, n'y a-t-il pas aussi un mécontentement dans la population qui a soutenu Chavez jusqu'ici face à la distance entre le discours et la réalité ? En effet, les problèmes ne manquent pas. Comment se fait-il qu'avec d'énormes revenus pétroliers, on n'arrive pas à garantir un approvisionnement régulier pour certains produits de base comme le lait et le sucre ? Pourquoi la situation du logement ne s'améliore-t-elle pas plus vite ? Pourquoi certains responsables chavistes locaux ont-ils l'air plus préoccupés par leur avenir personnel que par l'intérêt collectif ? Manifestement, ceux qui, en fonction de ces frustrations parfaitement justifiées, ont décidé de ne pas aller voter ont considéré que la nouvelle Constitution, si elle était approuvée, n'apporterait pas nécessairement une réponse à leurs problèmes individuels et collectifs. Pour répondre à leurs doutes ou à leur mécontentement, il ne suffira pas de leur dire qu'ils auraient dû voter afin d'avoir plus de pouvoir grâce à la reconnaissance du pouvoir populaire dans la Constitution. Ils ont peut-être suivi un autre raisonnement : en montrant qu'ils ne sont pas prêts à suivre les dirigeants chavistes qui les appelaient à voter pour le Oui pour se faire bien voir par les échelons supérieurs, ils tirent la sonnette d'alarme. Ils lancent certainement un avertissement à Hugo Chavez lui-même.

Que s'est-il passé avec le Parti Socialiste Uni du Venezuela<sup>15</sup> créé en 2007 ?

Hugo Chavez a voulu convaincre tous les partis qui le soutiennent de s'unifier en une seule formation politique, le Parti Socialiste Uni du

---

15. Voir le site du PSUV : <http://www.militantepsuv.org.ve/>

Venezuela (PSUV). La majorité des membres du Parti Communiste du Venezuela (PCV), de Patrie pour tous (PPT) et de Podemos n'a pas accepté. Cela n'a pas empêché les deux premiers d'appuyer fermement la campagne pour le Oui. Par contre, Podemos s'est engagé activement dans la campagne pour le Non. Des militants d'autres partis ont rejoint le PSUV. Officiellement, 6 millions de Vénézuéliens ont adhéré au PSUV. Or le Oui a remporté seulement un peu plus de 4 millions de voix dont certaines ne proviennent manifestement pas de militants du PSUV puisque le PCV et le PPT notamment appelaient à voter pour le Oui. Pourquoi 2 millions ou plus d'adhérents du PSUV n'ont-ils pas voté pour le Oui ? Cela va demander un examen très critique de la construction du nouveau parti.

### Conclusions

Les critiques nécessaires et justifiées ne doivent pas faire oublier que la situation socio-économique de la majorité de la population s'est améliorée grâce aux politiques mises en œuvre depuis neuf ans. L'accès à la culture et à l'éducation a aussi fortement progressé. Les droits politiques et civils sont pleinement respectés : liberté d'expression, de réunion, de protestation, de participation à des élections libres, liberté d'information. Une étude publiée par l'OCDE et relayée par plusieurs journaux, dont le quotidien espagnol *El País* qui est pourtant particulièrement remonté contre Hugo Chavez, fait état de très bons résultats pour le Venezuela. En effet, selon un sondage d'opinion réalisé dans toute l'Amérique latine et repris par l'OCDE, 76% des Vénézuéliens interrogés répondent que, de tous les systèmes politiques, la démocratie est le meilleur. C'est loin devant les citoyens du Chili et de la Colombie dont seulement 56% partagent cette opinion, 55% au Pérou, 54% au Mexique et 46% au Brésil. La moyenne latino-américaine se situe à 58%. A la question, " est-ce que vous avez confiance dans la manière dont le gouvernement dépense vos impôts ? ", le Venezuela vient en tête des réponses affirmatives avec 38% des Vénézuéliens exprimant un avis positif contre seulement 21% des Argentins, 20% des Colombiens, 15% des Mexicains, 12% des Brésiliens et 10% des Péruviens.

Un bémol cependant : alors que, vu de l'extérieur, le Venezuela

semble avancer à marche rapide vers une société où le secteur public joue un rôle économique de plus en plus important, la réalité est nettement différente. Le grand capital financier privé (qu'il soit national ou contrôlé par des banques étrangères, principalement espagnoles) a tiré jusqu'ici profit de la politique du gouvernement. Selon une étude récente de Mark Weisbrot et Luis Sandoval, dont le contenu est très favorable au gouvernement de Chavez, le secteur financier privé a connu une croissance de 37,9% en 2004, de 34,6% en 2005 et de 39,2% en 2006 alors que le secteur public (tous secteurs confondus) n'a connu qu'une croissance de 12,5% en 2004, de 4,1% en 2005, de 2,9% en 2006. Le secteur manufacturier privé et public a connu un taux de croissance de 21,4% en 2004, de 9,5% en 2005 et de 10,4% en 2006. La grande banque privée joue un rôle tout à fait parasitaire et rentier, tirant ses énormes gains des prêts qu'elle consent aux pouvoirs publics et aux particuliers. Bref, elle dévie une partie des revenus de l'Etat et des ménages vers l'accumulation improductive de gains. Elle ne vient pas en aide aux producteurs. Si le Venezuela veut satisfaire les besoins sociaux croissants de la population, il devra mettre un terme au rôle parasitaire de l'opulent système bancaire privé et développer des sources de financement alternatives en faveur de différents secteurs non capitalistes de l'économie : petits producteurs privés, coopératives, secteur public... Il est vrai que si les amendements aux articles 112 et 115 avaient été adoptés, il aurait été plus facile de limiter drastiquement le rôle de la grande banque privée. Néanmoins il est possible d'avancer grâce à l'adoption de dispositions légales allant dans ce sens. Par ailleurs, il faudrait veiller à ne pas continuer à contracter de nouvelles dettes publiques qui risquent de constituer un énorme fardeau pour l'avenir. Le gouvernement vénézuélien est beaucoup trop laxiste à ce propos et la proposition de nouvelle Constitution ne prévoyait aucun mécanisme d'audit de la dette. De plus, l'article 236 de la Constitution, que ce soit dans l'actuelle Constitution ou dans la formule qui était soumise au vote, réservait à tort au chef de l'Etat la négociation des emprunts nationaux alors qu'il vaudrait beaucoup mieux passer par le pouvoir législatif pour fixer la politique de la dette publique.

Depuis fin 2004, Hugo Chavez a le mérite de relancer, en tant que chef d'Etat, le débat sur la nécessité d'une perspective socialiste pour le 21<sup>e</sup> siècle. Il est temps de donner un contenu précis à cette per-

spective afin que de plus en plus de citoyens l'adoptent comme un moyen nécessaire pour arriver à la justice sociale et à la fin de toutes formes d'oppression.

L'échec de la proposition de Chavez au référendum constitutionnel peut être transformé en une occasion de renforcer le processus révolutionnaire en cours au Venezuela. En effet, il constitue un puissant stimulant pour corriger les erreurs et les travers du régime chaviste. L'occasion sera-t-elle saisie ?

## Chapitre 8

### Bolivie :

# avancées sur les biens communs et la réforme constitutionnelle

**Ce pays de 10 millions d'habitants est un des plus pauvres d'Amérique latine. Sa " capitale " <sup>1</sup> La Paz est située à 3 600 mètres d'altitude. Le pays comprend trois zones géographiques : une grande région montagneuse avec des plateaux situés au-dessus de 2 500 mètres d'altitude à la frontière avec le Pérou, le Chili et l'Argentine ; une plaine à basse altitude proche de l'Argentine, du Brésil et du Paraguay et une région amazonienne avec végétation luxuriante proche du Brésil. La plaine est riche en hydrocarbures et ses terres fertiles génèrent d'importants revenus d'exportation, notamment grâce au soja.**

**Le pays a connu une grande explosion révolutionnaire en 1952 qui a abouti à une réforme agraire, à la nationalisation des mines, à l'éducation publique gratuite et obligatoire ainsi qu'au suffrage universel. De 1971 à 1978, la Bolivie a vécu sous la férule du régime militaire du général Hugo Banzer. A partir de 1985, la Bolivie a été soumise aux pires politiques néolibérales. Pour venir à bout de vingt années de néolibéralisme, les mouvements sociaux boliviens ont mené de puissants et héroïques combats. Depuis fin 2005, pour la première fois de l'histoire bolivienne, un représentant de la majorité indienne de la population a été élu président.**

Très affectée par la crise de la dette qui a explosé en 1982, la Bolivie a été soumise à un plan de choc néolibéral à partir de 1985 : privatisation des mines et du pétrole, réduction massive des salaires et de l'emploi, ouverture économique forcée, réduction des dépenses publiques. L'auteur intellectuel de ce plan d'ajustement structurel est

---

1. Sucre est la capitale historique (et administrative) de la Bolivie. Depuis la Guerre Fédérale de 1899, cependant, les pouvoirs exécutif et législatif de la Bolivie ont été transférés dans la ville de La Paz, ne laissant à Sucre que le siège de la Cour Suprême.



l'économiste nord-américain Jeffrey Sachs qui a ensuite conçu le plan de choc appliqué en Russie puis s'est converti en adepte de l'annulation de la dette des pays pauvres, notamment des pays d'Afrique subsaharienne.

A partir de l'année 2000 et jusqu'à aujourd'hui, les luttes sociales ont été nombreuses et le peuple bolivien a joué un rôle d'avant-garde au niveau mondial en mettant au centre de l'agenda la lutte pour le contrôle public sur les biens communs : la lutte victorieuse contre la privatisation de l'eau à Cochabamba en avril 2000 et à El Alto en 2004-2005 ; la lutte pour la récupération du contrôle public sur le gaz en 2003 qui a conduit à la chute du président Gonzalo Sánchez de Lozada<sup>2</sup>.

#### Le contexte de la présidence d'Evo Morales

La majorité de la population est indienne : selon le recensement de 2001, 62% des Boliviens se considèrent comme faisant partie des populations natives indiennes, en majorité Quechuas et Aymaras. Dans la ville plébéenne d'El Alto (4 000 mètres d'altitude), située à la périphérie de La Paz, dont elle s'est autonomisée en 1985 sous l'effet de son explosion démographique, 80% des 850 000 habitants se considèrent comme indiens. La population indienne a été exclue du pouvoir central (présidence de la république et gouvernement)<sup>3</sup> jusqu'à l'élection fin 2005 d'Evo Morales, indien Aymara, dirigeant syndical paysan des producteurs de la feuille de coca, à la présidence de la république bolivienne. Depuis cette date, le MAS (Mouvement vers le Socialisme), parti d'Evo Morales, dispose d'une majorité à la Chambre des députés mais pas au Sénat qui, dominé par la droite, tente de bloquer toutes les réformes démocratiques et toutes les mesures favorables au peuple. La réforme constitutionnelle est au centre du débat et des combats politiques. Bien qu'également majoritaire à l'assemblée constituante, le MAS n'y dispose pas des deux tiers nécessaires à l'approbation des propositions de modification constitutionnelle.

---

2. Voir Éric Toussaint, *Bolivie : la lutte des peuples pour l'exercice de la souveraineté sur les ressources naturelles*, 20 octobre 2003, <http://www.cadtm.org/spip.php?article107>

3. Après la révolution de 1952 qui a permis grâce à la conquête du suffrage universel à la majorité indienne de peser au niveau des élections, des parlementaires indiens ont été élus au parlement.

En 2006, Evo Morales et son gouvernement ont décrété la nationalisation du pétrole et du gaz, ce qui est très apprécié par une grande majorité de la population. La mise en pratique de cette mesure prend du temps et cela a suscité des tensions dans le camp qui soutient Evo Morales. Néanmoins, le gouvernement a réussi à obtenir des multinationales qui opèrent dans le pays de verser une part beaucoup plus importante de leurs revenus au Trésor public, ce qui permet d'augmenter les dépenses sociales.

Les préfets des départements de Santa Cruz, Tarija, Beni et Pando, au service des capitalistes locaux (industriels, grands propriétaires fonciers et commerçants spécialisés dans l'import-export), font tout pour déstabiliser le régime d'Evo Morales : menace de sécession, refus d'appliquer des réformes, mobilisation de secteurs de la population financée par le patronat, campagne diffamatoire contre Evo Morales et son gouvernement. Les dirigeants du riche département de Santa Cruz se comportent comme les dirigeants de la Croatie lors de l'éclatement de la Yougoslavie au début des années 1990. A demi-mot, ils déclarent qu'ils ne veulent plus financer les provinces pauvres du pays et La Paz. Nous assistons au même jeu centrifuge au Venezuela avec l'Etat pétrolier de Zulia (dont la capitale est Maracaibo) qui menace aussi de se séparer du reste du pays, ainsi qu'en Equateur avec la province de Guayaquil (ville très riche du littoral tenue par la droite). Les déclarations de certains dirigeants de la droite sont carrément racistes. Le maire de Santa Cruz, Percy Fernández, a déclaré le 9 décembre 2007 : " *Dans ce pays, bientôt, il faudra se peindre et se mettre des plumes pour exister !* "4.

Le cheminement vers l'élection d'Evo Morales et la mutation du mouvement social<sup>5</sup>

Le mouvement social a connu une mutation profonde au cours des vingt dernières années. Jusqu'à la privatisation des mines décidée en

---

4. Cité par Hervé Do Alto, " La nouvelle Constitution existe, l'instabilité persiste ", 13 décembre 2007.

5. Cette partie s'appuie notamment sur Hervé Do Alto et Pablo Stefanoni, *Evo Morales, de la coca al Palacio. Una oportunidad para la izquierda indígena*, Editorial Malatesta, La Paz, 2006 et sur Carlos Cortés Romero, "En la ruta emancipatoria", in *América latina en movimiento*, octobre 2007. Voir aussi les nombreuses études consacrées aux mouvements sociaux par l'actuel vice-président bolivien Alvaro García Linera (et Álvaro García).

1985, la Centrale ouvrière bolivienne (COB) constituait incontestablement depuis plus de quarante ans le mouvement social le plus important. La COB jouait un rôle politique de premier plan<sup>6</sup> et mettait en avant un programme de gauche très radical. Les mineurs constituaient la colonne vertébrale de la COB. C'est au même moment que Margaret Thatcher en Grande-Bretagne et le président bolivien Víctor Paz Estenssoro ont lancé leur offensive victorieuse contre les mineurs de leur pays respectif. Cela indique que des objectifs semblables ont été poursuivis au Nord et au Sud de la planète dans le cadre de l'offensive du capital contre le travail sous le drapeau du néolibéralisme. Pour le mouvement social, l'effet de la privatisation des mines et de la fermeture d'un grand nombre d'entre elles a eu des effets encore plus graves en Bolivie qu'en Grande-Bretagne car, dans le pays andin, il n'y avait pas d'autres grands secteurs industriels.

La crise de la dette qui a frappé de plein fouet la Bolivie à partir de 1982 a débouché sur une suspension des paiements en 1984. Le FMI et la Banque mondiale, épaulés par l'économiste démocrate Jeffrey Sachs, ont obtenu le soutien du gouvernement bolivien à partir de 1985 pour appliquer une politique brutale d'ajustement structurel. Au-delà des 23 000 mineurs du secteur public et des 5 000 du secteur privé qui ont perdu leur emploi, tout le peuple a subi les conséquences de l'ajustement de choc : 18 000 fonctionnaires publics licenciés, réduction de 40% du salaire réel dans les secteurs privé et public en septembre 1985 comme résultat de la dévaluation et des mesures d'accompagnement, modification des lois sociales en faveur des patrons entraînant une forte précarisation du statut des travailleurs. L'offensive néolibérale s'est encore consolidée en 1990 par l'adoption de la loi sur les investissements qui a mis fin au contrôle des changes, instauré la liberté totale des mouvements de capitaux et la possibilité de créer des zones franches industrielles exonérées d'impôt ; en 1992, par une nouvelle loi sur les privatisations ; en 1994, par la loi sur la capitalisation ; en 1996, par la loi n° 1689 qui poussait plus loin la prise de contrôle par les grandes sociétés étrangères (Repsol, BP, Enron et Shell) des filiales de l'ancienne entreprise pétrolière publique (YPFB).

---

6. A partir de 1952, la Centrale ouvrière bolivienne (COB), puissant syndicat dont les mineurs constituaient la colonne vertébrale, participait au gouvernement et désignait quatre ministres. La COB avait un droit de veto sur la politique en matière d'industries extractives. Voir Hervé Do Alto et Pablo Stefanoni, *Evo Morales, de la coca al Palacio. Una oportunidad para la izquierda indígena*, op. cit., Editorial Malatesta, La Paz, 2006, p. 59

C'est dans ce contexte de profond recul du mouvement ouvrier que naissent les conditions de la mutation du mouvement social et ce, d'une manière très particulière. Les syndicats de producteurs de coca et les comités de quartier deviennent l'élément décisif du mouvement social au cours des années 1990. La dimension indienne de la lutte prend plus d'ampleur que dans les décennies antérieures.

Comment cela s'est-il passé ? Un des phénomènes à prendre en compte est la migration vers la région du Chapare de dizaines de milliers d'Indiens qui ont perdu leur emploi de mineurs ou qui ont été victimes de la sécheresse qui a sévi dans la première moitié des années 1980 sur les hauts plateaux. La famille d'Evo Morales fait partie de ces familles paysannes qui ont quitté les hauts plateaux arides et froids pour les terres chaudes et humides de basse altitude du Chapare dans le département de Cochabamba. La culture de la coca a constitué l'activité la plus rémunératrice qui s'est offerte à eux comme reconversion principale. Les familles de mineurs ou de paysans venant des autres régions se sont établies à leur compte et ont travaillé dans un cadre collectif. La coca est une plante sacrée pour les Indiens de Bolivie et d'autres pays andins. La feuille de coca a d'importantes vertus : elle coupe la faim, permet de combattre le mal de l'altitude, réduit le sentiment de fatigue. La consommation de la feuille de coca par mastication ou en tisane est généralisée. Dans le Chapare, les conditions climatiques sont idéales et permettent de produire au moins trois récoltes par an. La feuille est facile à conserver et à transporter. C'est le seul produit agricole facilement cultivable et commercialisable. Les autres produits n'étaient pas rentables car le Chapare ne disposait pas de moyens de communication et de commercialisation adaptés. Au cours des années 1980, beaucoup de familles comme celle d'Evo Morales ont remplacé la culture de la pomme de terre des hauts plateaux par la culture de la coca. Il faut dire que le prix de la feuille de coca avait fortement augmenté à partir des années 1970 suite à une demande internationale croissante pour cette plante à partir de laquelle la cocaïne est produite suite à des transformations chimiques.

Vingt ans plus tard, Evo Morales dira dans son discours d'investiture en tant que président de la République : *" Nous voulons dire à la communauté internationale que la drogue, la cocaïne, le narcotrafic ne font pas partie de la culture andine et amazonienne.*

*Malheureusement, c'est un mal importé et il faut en finir avec le narcotraffic, il faut en finir avec la cocaïne. Mais ce ne sera pas coca zéro, ce sera cocaïne zéro, narcotraffic zéro.* <sup>7</sup>.

Phénomène extrêmement intéressant : les mineurs qui sont devenus agriculteurs au Chapare y ont amené leurs traditions d'organisation et leurs conceptions politiques. Les familles de cultivateurs se sont organisées en syndicats et ceux-ci ont joué un rôle important dans leur vie quotidienne. Ils sont intervenus dans la répartition des terres, dans la justice en cas de conflit, dans l'organisation du travail collectif (entretien des chemins, construction d'une école) dans une région où l'Etat est absent. Les syndicats ont également organisé la résistance des cultivateurs (les *cocaleros*) contre la stratégie d'éradication de la coca appliquée par le gouvernement de Paz Estenssoro à partir de 1986 sous la pression du président Ronald Reagan. Cette politique a été appliquée par d'autres gouvernements jusqu'à la chute de Gonzalo Sánchez de Lozada en 2003.

Les cultivateurs de coca du Chapare étaient organisés en six fédérations syndicales différentes. Pour affronter la répression et l'éradication de la culture de la coca, ils ont été amenés à dépasser les divisions entre ces six fédérations, à mieux se coordonner et à organiser l'auto-défense face à l'armée. Par ailleurs, à partir de 1988, la CSUTCB, la principale confédération syndicale paysanne bolivienne (qui regroupait en son sein une partie des *cocaleros*), s'est prononcée pour la construction d'un instrument politique propre aux syndicats. Les syndicalistes, après avoir constaté qu'ils n'arrivaient pas à obtenir un changement politique au niveau du gouvernement notamment, se sont dit qu'ils devaient se doter d'un bras politique afin d'être présents au parlement et à tous les niveaux de pouvoirs via la participation aux élections.

Un autre moment important dans la mutation du mouvement social est constitué par la commémoration en 1992 du 500e anniversaire du début de la conquête coloniale lancée par Christophe Colomb. A cette occasion, le 12 octobre 1992, s'est réunie la première Assemblée des peuples natifs (*Asamblea de los Pueblos Originarios*) qui est considérée comme l'acte de naissance du mouvement paysan-indien (*campesino-indígena*) en tant que sujet politique.

---

7. Discours d'Evo Morales, le 22 janvier 2006. Voir de larges extraits plus loin dans ce chapitre.

Par ailleurs, les mouvements *cocaleros* ne sont pas la seule expression de la mutation du mouvement social bolivien. Il faut aussi mentionner les associations de quartier (*juntas de vecinos*), notamment celles de El Alto, la ville champignon, fortement influencées également par la tradition syndicale et politique radicale des mineurs. Sans oublier le mouvement contre la privatisation de l'eau à Cochabamba et à El Alto. Enfin, la COB, bien que fortement affaiblie par les politiques néolibérales, reste active dans plusieurs villes et régions du pays. La Bolivie est certainement un des pays de la planète où le mouvement social est le plus développé et le plus politisé.

#### De la Coca à la Présidence de la République

En 1996, Evo Morales est élu président des six fédérations syndicales de *cocaleros* du Chapare. A la fin des années 1990, Evo Morales et ses partisans lancent le MAS-IPSP (Mouvement vers le socialisme - Instrument politique pour la souveraineté des peuples) dans le prolongement de l'orientation adoptée en 1988 concernant la création de l'instrument politique du mouvement social. Le MAS deviendra au fil des ans la force politique de gauche la plus importante même si d'autres expériences politiques se sont développées dans le prolongement de l'orientation de la CSUTCB de 1988, notamment le MIP de Felipe Quispe<sup>8</sup>, sans parler de nombreux partis politiques de gauche qui ont une origine plus ancienne.

En 1997, Evo Morales est élu député au parlement national avec 70% des suffrages dans sa circonscription. A la fin de son mandat parlementaire, en janvier 2002, alors qu'il se lance comme candidat à l'élection présidentielle, le parlement vote son exclusion<sup>9</sup> en l'accusant d'être l'auteur intellectuel des troubles qui ont secoué le Chaparé quatre jours durant lorsque le gouvernement a augmenté la répression contre les *cocaleros*. L'ambassadeur des Etats-Unis multiplie les déclarations contre Evo Morales pendant la campagne présidentielle<sup>10</sup>, ce qui augmente la renommée de celui-ci. Evo Morales, avec humour, dira que cet ambassadeur se comporte comme son chef de

---

8. Felipe Quispe a participé aux côtés d'Álvaro García Linera à la guérilla katariste EGTK et a été secrétaire exécutif de la CSUTCB.

9. La décision sera cassée par le tribunal constitutionnel en juin 2002.

10. L'ambassadeur Manuel Rocha déclare notamment à la presse en juin 2002 : *"Une Bolivie dirigée par des gens qui ont bénéficié du narcotrafic ne peut espérer que les marchés des Etats-Unis restent ouverts aux exportations traditionnelles de textile"* (La Razón, La Paz, 28 junio 2002).

campagne électorale. Résultat électorale de juin 2002 : Evo Morales arrive en deuxième position et le MAS fait élire 27 députés et 8 sénateurs<sup>11</sup>. La rébellion populaire d'octobre 2003 contre la politique du gouvernement en matière d'exploitation et d'exportation du gaz provoque la chute du président Sanchez de Lozada, élu en juin 2002, et en décembre 2005 après une transition houleuse, de nouvelles élections présidentielles donnent Evo Morales vainqueur avec 53,7%<sup>12</sup>.

Le programme du MAS et d'Evo Morales est constitué d'un ensemble de réformes. Elles visent notamment à consacrer dans toutes leurs dimensions les droits de la majorité indienne victime de plus de cinq siècles d'oppression. Elles visent à rétablir le contrôle public sur les ressources naturelles pour que celles-ci servent à la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels des citoyens boliviens. La réforme constitutionnelle vise à démocratiser le système politique et économique du pays. Il s'agit d'un ambitieux programme réformiste qui ne débouche pas automatiquement sur la rupture avec le capitalisme. Si les classes possédantes décident d'accepter de faire des concessions importantes, elles pourront continuer à faire des profits et l'Etat ne touchera pas à leur propriété sauf quand celles-ci vont à l'encontre de l'intérêt collectif. C'est par exemple le cas des grandes propriétés foncières laissées en friche. Cependant, si les classes possédantes refusent de faire des concessions, si les entreprises étrangères commencent à saboter la politique du gouvernement, le processus pourrait se radicaliser. L'attitude et l'action des mouvements sociaux joueront un rôle important. D'ailleurs, le président de la République Evo Morales est resté à la tête des six fédérations de *cocaleros*. L'avenir dira si la présence du MAS au pouvoir sera un véritable instrument d'émancipation des opprimés ou si, comme cela s'est déjà vu à plusieurs reprises dans l'histoire, il se transformera en un instrument du pouvoir pour tenter d'en haut de discipliner le peuple tout en s'accommodant de l'ordre des choses. Le discours officiel et certaines réalisations pointent clairement dans la bonne perspective mais il faudra juger sur une période de cinq à dix ans pour voir le tour que prendront les actions du gouvernement. Espérons que les énormes espoirs que le peuple bolivien a mis en son président et son gouvernement ne seront pas déçus.

11. Le MAS obtient la majorité dans le Chapare (80% des voix à Villa Tunari), à El Alto, à Oruro, dans les quartiers populaires de la ville de Cochabamba.

12. Avec un taux de participation électorale très élevé : 84%. A noter que même à Santa Cruz, ce bastion de la droite, le MAS a récolté 33,2% des voix.

## Extraits du Premier discours d'Evo Morales en tant que président de Bolivie

26 janvier 2006, La Paz

Je voudrais dire, surtout aux frères indigènes d'Amérique concentrés ici en Bolivie, que la campagne pour les 500 années de résistance indigène, noire et populaire, n'a pas été menée en vain. Nous sommes ici pour dire : " ça suffit ". De la résistance durant 500 années, nous passons à la prise du pouvoir pour 500 autres années. Indigènes, ouvriers, tous les secteurs pour en finir avec cette injustice, en finir avec ces inégalités, en finir surtout avec la discrimination, avec l'oppression que nous avons subies en tant qu'Aymaras, Quechuas ou Guaranis. (...)

Il n'est pas possible que quelques-uns continuent à chercher les moyens de saccager, exploiter et marginaliser. C'est sûr que quelques-uns ont le droit de vivre mieux mais... sans exploiter, sans voler, sans humilier, sans mettre en esclavage. Cela doit changer, sœurs et frères. (...)

Nous devons en finir avec l'Etat colonial. Imaginez-vous : après 180 années de vie démocratique républicaine, nous pouvons arriver ici, nous pouvons être au Parlement. Avant, nous n'avions le droit à rien de tout cela. En 1952 le sang des paysans et des mineurs levés en armes a coulé pour obtenir le suffrage universel. (...)

Il n'est pas possible de privatiser les services de base. On ne peut pas accepter que les ex-gouvernants aient privatisé les services de base, spécialement l'eau. L'eau est une ressource naturelle ; sans eau, nous ne pouvons pas vivre, c'est pourquoi l'eau ne doit pas faire l'objet d'un commerce privé. Depuis que c'est un commerce privé, les droits humains sont violés, l'eau doit rester un service public. (...)

Pour information à la communauté internationale, ce mouvement n'est pas né d'un groupe de politologues. Cet instrument politique n'est



pas né d'un groupe de professionnels. Il a surgi de nos compagnons dirigeants de la Confédération syndicale unique des travailleurs paysans de Bolivie (CSUTCB), des femmes de la Fédération nationale de femmes Bartolina Sisa, de la Confédération syndicale des colons de Bolivie. Avec quelques frères indigènes de l'Est bolivien, nous avons commencé en 1995 à construire un instrument politique de libération. (...)

Pour que les institutions internationales, la presse internationale le sachent, le pouvoir de la conscience a gagné les élections nationales et le MAS en est l'instrument politique. (...)

Parallèlement, nous devons garantir le référendum sur les autonomies. Nous voulons les autonomies. Les peuples indigènes et originaires, historiquement, avant la période républicaine de la Bolivie, ont lutté pour l'autodétermination. L'autonomie n'est l'invention de personne, c'est la lutte des peuples indigènes de toute l'Amérique pour l'autodétermination. Mais nous voulons l'autonomie avec la solidarité, l'autonomie avec la réciprocité, l'autonomie où les richesses sont distribuées de manière juste. L'autonomie pour les peuples indigènes, pour les provinces, pour les régions. Et cela doit se faire par l'union de la Bolivie au moyen de l'Assemblée constituante. (...)

Nous sommes dans l'obligation de nationaliser nos ressources naturelles et de mettre en route un nouveau régime économique. (...) Et il ne s'agit pas de nationaliser pour nationaliser, que ce soit le gaz naturel, le pétrole ou les ressources minérales ou forestières ; nous avons l'obligation de les industrialiser. Comment est-il possible que, depuis le 6 août 1825, aucune ressource naturelle n'ait été industrialisée dans notre pays ? Comment est-il possible que l'on ait seulement exporté des matières premières ? Jusqu'à quand la Bolivie va-t-elle continuer à exporter des matières premières ? Comment est-il possible que ces gouvernants, durant la République, n'aient jamais pensé au pays ? On ne peut le croire, on ne peut l'accepter. (...)

Il n'est pas possible que le salaire de base soit de 450 *bolivianos*<sup>13</sup> et que les parlementaires gagnent plus de vingt mille *bolivianos*. Le président gagne 28 000 *bolivianos* et le salaire de base est de 450

13. Monnaie bolivienne (un euro égale environ 10 bolivianos).

*bolivianos*. D'un point de vue moral, pour notre pays, nous avons le devoir de diminuer de 50% nos salaires. (...)

Je veux aussi vous parler, estimés congressistes, de comment changer les politiques sur la propriété de la terre. Je veux vous dire : les terres productives ou qui sont en train de produire, les terres qui remplissent une fonction sociale économique, nous allons les respecter qu'elles soient de 1 000, 2 000, 3 000 ou 5 000 hectares. Mais ces terres qui ne servent qu'à acheter et vendre, nous allons les retourner à l'Etat pour les redistribuer entre les gens qui n'ont pas de terres. Il y aura un dialogue avant qu'on reprenne ces terres par loi ou par décret. Ceux qui accaparent des terres improductives feraient mieux de les rendre à l'Etat au moyen du dialogue et de résoudre les problèmes de cette manière. (...)

Plus de 20% des Boliviennes et des Boliviens sont analphabètes.(...) Nous saluons les pré-accords avec le gouvernement de Cuba, nous saluons les pré-accords avec le gouvernement du Venezuela, disposés à nous aider avec des experts en alphabétisation. (...)

Nous pouvons continuer à parler de beaucoup de thèmes concernant le développement du peuple bolivien, mais fondamentalement, il va être important de renforcer les micro et petites entreprises. (...)

Nous voulons dire à la communauté internationale que la drogue, la cocaïne, le narcotrafic ne font pas partie de la culture andine et amazonienne. Malheureusement, c'est un mal importé et il faut en finir avec le narcotrafic, il faut en finir avec la cocaïne. Mais ce ne sera pas coca zéro, ce sera cocaïne zéro, narcotrafic zéro. (...)

Nous savons et nous sommes convaincus que le narcotrafic fait mal à l'humanité, mais nous pensons aussi que la lutte contre le narcotrafic, la lutte contre la drogue, ne peut être l'excuse pour que le gouvernement des Etats-Unis domine ou soumette nos peuples. (...)

Dans ce processus de changement, j'adresse une demande à la communauté internationale sur le problème de la dette externe. Il est évident que ce n'est pas nous, les peuples indigènes, qui sommes responsables d'un tel endettement sans résultats. Cela ne signifie pas

que nous méconnaissions cette dette externe mais il est important que la communauté internationale considère ce thème de manière responsable et sérieuse. Nous demandons, avec tout le respect, l'annulation de cette dette externe qui a causé tant de dommages et tant de dépendance à notre pays. (...)

Il est important de développer une économie souveraine et nous voulons en profiter pour dire clairement que les entreprises de l'Etat peuvent non seulement exercer le droit de propriété sur les ressources naturelles mais aussi entrer dans la production. (...)

Il est vrai que la Bolivie a besoin de partenaires pour nos ressources naturelles et non de maîtres. Sous notre gouvernement, il y aura de l'investissement public et aussi de l'investissement privé que ce soit en partenariat avec l'Etat, en partenariat avec nos entreprises. Nous allons garantir ces investissements et nous garantirons que les entreprises aient le droit de récupérer ce qu'elles ont investi et de faire des bénéfices. Seulement, nous voulons que ce bénéfice soit lié à un principe d'équilibre, que l'Etat, le peuple bénéficient de ces ressources naturelles. (...)

Dans le monde existent des grands pays et des petits pays, des pays riches et des pays pauvres, mais ce en quoi nous sommes égaux, c'est dans notre droit à la dignité et à la souveraineté. Surtout je veux mettre en valeur le message de nos ancêtres. Tupac Yupanqui disait : *un peuple qui opprime un autre peuple ne peut être libre*. Ici, nous n'avons besoin ni de soumission, ni de conditionnalité, nous voulons avoir des relations avec tout le monde, non seulement avec des gouvernements mais aussi avec les mouvements sociaux ; nous voulons approfondir les relations pour résoudre nos problèmes démocratiquement, en recherchant la justice, l'égalité. C'est notre grand souhait. (...)

Finalement, pour terminer cette intervention, mon respect va fondamentalement au mouvement indigène de Bolivie et d'Amérique, aux mouvements sociaux, à leurs dirigeants qui ont lutté pour ce mouvement, aux intellectuels qui se sont joints pour changer notre histoire. (...) Salut et merci au syndicat San Francisco Bajo de la zone du centre Villa 14 de septiembre, à la Fédération du Tropique, aux six fédéra-

tions du Tropic de Cochabamba où est née la lutte syndicale et la lutte politique !

Je remplirai ma promesse. Et comme dit le sous-commandant Marcos, " diriger en obéissant au peuple ", je dirigerai la Bolivie en obéissant au peuple bolivien.

Le retour du pétrole et du gaz dans le patrimoine commun

Le 1er mai 2006, par décret présidentiel, l'Etat bolivien a repris le contrôle du secteur des hydrocarbures qui avait été cédé à de grandes compagnies privées étrangères au cours des années 1980 et 1990. L'armée a été envoyée vers tous les champs pétroliers et gaziers afin de prendre possession de ceux-ci. Cela a provoqué de nombreuses protestations de la part des multinationales pétrolières et des gouvernements de leur pays d'origine. Le président Lula a été fortement mis sous pression par la droite brésilienne pour qu'il dénonce la décision bolivienne qui porte préjudice aux intérêts de Petrobras, mais finalement il a exprimé sa compréhension à l'égard de la décision d'Evo Morales.

Joseph Stiglitz, lauréat 2001 du prix Nobel d'Économie<sup>14</sup>, a décrit la nationalisation des hydrocarbures en Bolivie comme un processus de " *restitution de biens*<sup>15</sup> " qui appartiennent déjà au gouvernement bolivien et a considéré comme " *nécessaire* " que la Bolivie reçoive une " *juste compensation* " pour ses ressources naturelles.

L'économiste américain, ancien vice-président et économiste en chef de la Banque mondiale, a fait valoir que la faillite du modèle néolibéral, imposé par le Consensus de Washington pour tenter de réduire au minimum le rôle de l'État dans les économies nationales, était manifeste et il a souligné que la Bolivie, naguère l'un des meilleures élèves du modèle néolibéral, " *a souffert tous les maux (de son appli-*

---

14. Connu sous ce nom, le prix Nobel d'Economie est en fait un prix de la Banque de Suède en sciences économiques et pas en soi un prix Nobel.

15. Les citations de J. Stiglitz sont tirées du quotidien mexicain *La Jornada* du 19 mai 2006.

cation) mais n'a retiré aucun bénéfice de l'expérience - il est clair qu'il doit y avoir un changement dans son modèle économique".

Dans ce contexte, Stiglitz n'a pas voulu qualifier la nouvelle politique énergétique menée par Evo Morales de "nationalisation", mais bien de "récupération" des ressources boliviennes, ou de "retour à la Bolivie de biens qui étaient déjà les siens".

"Lorsqu'une personne se fait voler, disons, un tableau et qu'ensuite celui-ci lui est rendu, nous n'appelons pas cela une renationalisation, mais bien le retour d'un bien qui lui appartenait antérieurement", a expliqué Stiglitz.

Par contraste, depuis Washington, le FMI a mis en garde contre les "conséquences économiques de grande portée", ajoutant que l'événement pourrait décourager les investisseurs étrangers.

La nationalisation n'a pas impliqué l'expulsion des entreprises pétrolières étrangères, celles-ci ont pu continuer à exploiter les hydrocarbures, mais à condition de verser à l'Etat des revenus beaucoup plus importants.

Malgré les protestations qu'elles ont émises, elles ont toutes maintenu leurs activités. Nouvelle preuve qu'un Etat qui en a la volonté peut imposer aux entreprises privées étrangères le respect de ses décisions.

Le défi auquel le gouvernement bolivien est confronté est de se doter rapidement, avec l'aide d'autres pays comme le Venezuela, des moyens de développer une véritable industrie publique des hydrocarbures capable d'approvisionner en priorité le marché intérieur tant en combustibles qu'en différents dérivés utiles au développement du pays.

La Bolivie quitte le CIRDI, le tribunal institué par la Banque mondiale<sup>16</sup>

Depuis le 2 mai 2007, la Bolivie ne fait plus partie du CIRDI, le Centre international de règlement des différends liés à l'investissement, organe du groupe Banque mondiale. Cette décision a été annoncée par le président Evo Morales lors du sommet des pays membres de l'ALBA<sup>17</sup> le 29 avril 2007 et officialisée le 2 mai dans une lettre envoyée à la Banque mondiale. Le Venezuela et le Nicaragua

16. Pour cette partie, voir JACQUEMONT Stephanie, LHOIST Yolaine, *La Bolivie porte une estocade à la Banque mondiale*, 29 octobre 2007, [www.cadtm.org/spip.php?article2923](http://www.cadtm.org/spip.php?article2923)

17. L'Alternative Bolivarienne pour les Amériques (ALBA) réunit le Venezuela, la Bolivie, Cuba et le Nicaragua. L'Equateur s'en rapproche.

avaient annoncé qu'ils en feraient autant mais ils n'ont pas (encore ?) mis en pratique cette décision.

Pour comprendre les enjeux du retrait du CIRDI, un petit rappel s'impose sur sa raison d'être et sur son histoire récente avec la Bolivie.

Le CIRDI, institué en 1966, comprend 144 pays (appelés Etats contractants). La Bolivie, qui a comparu deux fois devant cette instance, y a adhéré en 1995. La fonction principale de cette institution du groupe Banque mondiale est d'arbitrer les litiges liés aux investissements réalisés par les ressortissants d'un Etat contractant dans un autre Etat contractant. Bien que le CIRDI se présente comme une institution autonome, il est étroitement lié au reste du groupe Banque mondiale<sup>18</sup> et la teneur de ses décisions laisse peu de doutes quant à ses orientations : c'est encore et toujours le même credo néolibéral qu'il défend, protégeant les intérêts des pays riches et des multinationales et menaçant la souveraineté des Etats.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : des 232 plaintes déposées devant le CIRDI, 230 l'ont été par des multinationales ; dans les 109 différends traités par le CIRDI jusqu'en février 2007, 74% des défendeurs étaient des pays en voie de développement ; enfin, dans 36% des cas, le CIRDI a tranché en faveur des multinationales et dans 34 % des cas, les différends ont été résolus en dehors du Centre mais avec compensation financière pour les firmes ; dans les rares cas où un Etat a gagné, il n'a pas bénéficié d'indemnisation. Cette distorsion n'a pourtant rien d'étonnant, venant d'un " arbitre " qui, en tant qu'entité du Groupe Banque mondiale, est à la fois juge et partie.

#### Relation incestueuse

La Banque mondiale, par le biais de ses prêts conditionnés, impose notamment aux pays la privatisation des services publics et des ressources naturelles, et la mise en place de lois favorables aux investissements étrangers (exemptions d'impôts, libre circulation des capitaux, des biens et services etc.) : cela laisse la voie libre aux grandes multinationales qui n'ont plus qu'à se servir. Parfois, la Banque mondiale prend directement part aux investissements, à travers sa filiale SFI (Société financière internationale), ou les garantit par l'intermédiaire

---

18. Le président de la Banque mondiale préside également le conseil d'administration du CIRDI et tous les membres du CIRDI sont également membres de la Banque mondiale.

re de l'AMGI (Agence multilatérale de garantie des investissements).

Lorsque ces entreprises entrent en conflit avec les autorités locales, elles ont généralement recours aux bons offices du CIRDI qui tranche en faveur des multinationales que la Banque mondiale elle-même avait encouragées à investir. La boucle est bouclée et la nation prise en otage.

Cette relation incestueuse entre le CIRDI et le reste du groupe Banque mondiale a bien failli coûter très cher au peuple bolivien, engagé dans deux " guerres de l'eau ", à Cochabamba en 2000 et à El Alto en 2005. Dans les deux cas, les habitants ont lutté pour récupérer le contrôle de l'approvisionnement en eau potable, dont la privatisation avait été imposée par la Banque mondiale et le FMI. La gestion avait alors été confiée, dans des conditions douteuses<sup>19</sup>, à des filiales de grandes multinationales : à El Alto, il s'agissait d'Aguas del Illimani, filiale du groupe français Suez et dont la SFI était actionnaire à 8%<sup>20</sup>, et à Cochabamba, l'entreprise Aguas del Tunari était liée au géant états-unien Bechtel. Ces deux entreprises avaient, comme il fallait s'y attendre, privilégié la logique du profit, limitant dangereusement leurs investissements et augmentant de façon drastique les tarifs, privant ainsi une grande partie de la population de l'accès à l'eau.

Sous la pression du peuple bolivien, déterminé à ne pas laisser ces entreprises piétiner leurs droits fondamentaux, les concessions ont été retirées aux entreprises et la gestion de l'eau a de nouveau été confiée au secteur public. Bechtel et Suez ont bien sûr menacé de faire appel au CIRDI. Bechtel est allé jusqu'à réclamer 25 millions de dollars pour compenser l'" expropriation de bénéfices à venir ", alors que l'entreprise n'avait investi que 500 000 dollars durant les sept mois qu'avait duré la concession. Devant le refus de la Bolivie appuyée par de nombreuses organisations sociales aux Etats-Unis, Bechtel a finalement renoncé à sa plainte avant même que le procès n'ait réellement débuté. Il s'agissait d'une première victoire. De son côté, Suez, sous la pression d'une campagne de solidarité internationale avec la population et l'Etat bolivien<sup>21</sup>, n'a pas entamé de poursuite. Il s'agit d'une deuxième victoi-

19. Les entreprises étaient dans les deux cas les seules à avoir répondu à l'appel d'offres.

20. Voir Eric Toussaint, *Banque mondiale : Le Coup d'Etat permanent. L'Agenda caché du Consensus de Washington*, CADTM-Syllepse-Cetim, Liège-Paris-Genève, 2006, p. 286-287.

21. Voir Éric Toussaint, *Sous la pression populaire, le président bolivien met fin à la présence de Suez en Bolivie*, 17 février 2005, <http://www.cadtm.org/spip.php?article1156>

re qui démontre que la volonté d'un Etat du Sud et la mobilisation populaire peuvent faire battre en retraite une multinationale.

" On ne peut participer un organisme où les Etats sont toujours perdants "22

Ces deux affaires éclairent à elles seules les motifs de la démarche d'Evo Morales. Le gouvernement bolivien a présenté six arguments pour justifier sa décision. Il a dénoncé le caractère déséquilibré du CIRDI et sa propension à favoriser les multinationales, même lorsque celles-ci se rendent coupables de non respect de la Constitution ou des lois boliviennes. Le président expliquait à ce propos : " *Vous avez des sociétés qui ne respectent ni les lois ni les contrats, qui parfois ne payent pas leurs impôts et, à chaque fois, le CIRDI leur donne raison*"23. Il a également qualifié ce tribunal d'antidémocratique, puisque ses audiences se font à huis clos et que ses décisions sont sans appel. De plus, le coût lié aux procédures est très élevé, tout comme les indemnités demandées par les multinationales qui réclament souvent un dédommagement pour le manque à gagner causé par la rupture d'un contrat. Enfin, le gouvernement a rappelé l'illégitimité d'un arbitre à la fois juge et partie, et l'inconstitutionnalité des recours à cette instance. En effet, la Constitution bolivienne est claire : l'article 135 dispose que toutes les entreprises opérant en Bolivie sont soumises à la souveraineté, aux lois et aux autorités de la République. Les différends entre l'Etat et les entreprises étrangères relèvent donc de la compétence des tribunaux boliviens.

Une autre multinationale s'en prend à la Bolivie via le CIRDI

Le 12 octobre 2007, Euro Telecom International (ETI), une filiale entièrement détenue par Telecom Italia et contrôlée par du capital italien et espagnol, a entamé une action auprès du CIRDI24 contre la Bolivie. ETI possède l'entreprise bolivienne de téléphonie ENTEL,

---

22. Citation tirée de l'interview d'Evo Morales par Benito Perez : " Evo Morales : 'La Bolivie n'a plus de maîtres mais des partenaires' ", *Le Courrier*, 30/06/2007, [www.lecourrier.ch/index.php?name=NewsPaper&file=article&sid=436900](http://www.lecourrier.ch/index.php?name=NewsPaper&file=article&sid=436900)

23. *Idem*

24. Pour plus de détails sur le conflit avec Telecom Italia : Campagne Internationale, CIRDI/Telecom Italie : Bas les pattes de Bolivie!, 10 décembre 2007, [www.cadtm.org/spip.php?article2982](http://www.cadtm.org/spip.php?article2982)



principal opérateur en télécommunication dans le pays andin. ETI prétend que la volonté du gouvernement bolivien d'examiner les résultats de l'entreprise et d'entamer des négociations pour accroître son contrôle sur le principal opérateur de télécommunications du pays a "détruit" son investissement. Telecom Italia/ETI a déposé sa plainte après que la Bolivie a signifié le 2 mai 2007 sa décision de se retirer du CIRDI. Malgré cela, cette institution l'a acceptée le 31 octobre 2007. Il faut préciser que la secrétaire générale du CIRDI et vice-présidente de la Banque mondiale n'est autre qu'Ana Palacios, ancienne ministre des Affaires étrangères du gouvernement espagnol de José Maria Aznar, bien connue pour son soutien aux intérêts des multinationales. Il faut également savoir que, depuis octobre 2007, c'est la multinationale espagnole Telefonica qui contrôle Telecom Italia/ETI.

La compagnie de téléphone ENTEL fait partie des entreprises privatisées suite aux politiques imposées par la Banque mondiale et le FMI. Avant sa privatisation, elle faisait partie, avec l'entreprise pétrolière et gazière publique YPFB, des principaux contributeurs aux recettes de l'Etat et elle était l'une des entreprises publiques les mieux gérées et les plus rentables. Elle est ensuite passée sous le contrôle - par rachat de 50% de ses actions - de la compagnie italienne STET, absorbée par Telecom Italia en 1997. Telecom Italia a ainsi bénéficié du monopole de fait dont jouissait l'entreprise publique par le contrôle de 80% du marché des appels longue distance et 75% du marché de la téléphonie mobile.

La stratégie de Telecom Italia a consisté à investir juste assez pour consolider la position d'ENTEL comme acteur dominant sur le marché bolivien et pour générer des bénéfices pour Telecom Italia/ETI. La firme a été accusée par le gouvernement d'Evo Morales de déplacer des ressources d'ENTEL et de les transférer dans des filiales appartenant entièrement à Telecom Italia/ETI hors de Bolivie. La loi interdit le transfert de ressources hors de Bolivie tant que l'entreprise n'a pas rempli ses obligations d'investissement telles que mentionnées dans le contrat de privatisation de 1995.

La firme a effectué des sorties de capitaux pour des centaines de millions de dollars. Ceux-ci ont alors été transférés aux actionnaires étrangers, alors que les services de télécoms et d'information étaient - et sont toujours - très largement insuffisants.

Quel est le motif de la plainte de ETI (Telecom Italia) contre la Bolivie ?

En 2006, le gouvernement d'Evo Morales a critiqué la privatisation de ENTEL au bénéfice de Telecom Italia/ETI. Il s'est rendu compte de nombreuses lacunes dans les services à rendre à la population et du manque de recettes fiscales causé par le transfert de capitaux vers l'extérieur. En mars et avril 2007, le gouvernement a mis en place une commission pour étudier et recommander des propositions pour récupérer le contrôle sur ENTEL. Au lieu de saisir les instances de régulation et les tribunaux boliviens, Telecom Italia/ETI a préféré faire appel au CIRDI.

Mais en Bolivie, pour la première fois, un président démocratiquement élu a la volonté et la capacité d'examiner la gestion des opérations privatisées. Il fait le nécessaire pour défendre et promouvoir l'intérêt public. C'est ce que veut dire le président Evo Morales en parlant de rechercher " *des partenaires et non des maîtres* " dans ses relations avec les entreprises étrangères. Etablir des relations avec des partenaires nécessite de rétablir de justes équilibres. Dans ce cas-ci, il s'agit d'assurer que les ressources générées en Bolivie vont servir à son développement.

C'est pour cela que la Bolivie s'est retirée du CIRDI et qu'elle examine attentivement les traités d'investissement signés avec plusieurs pays. Pour toutes ces raisons, il est très important de soutenir la Bolivie dans le bras de fer avec Telecom Italia/ETI/Telefonica et le CIRDI.

#### La dette bolivienne

La dette publique externe de la Bolivie a été réduite de 45% en 2005-2006. Dans le cadre de l'achèvement de l'initiative PPTE (Pays pauvres très endettés), la Banque mondiale, le FMI et la BID (Banque interaméricaine de développement) ont annulé environ 2 milliards de dollars de dette. Par contre, la dette publique interne est montée en flèche ces dernières années et dépasse aujourd'hui la dette publique externe. Le service de la dette publique ne baisse donc pas, il oscille entre 800 et 900 millions de dollars par an. En 2006, le service de la dette publique interne a coûté 556 millions de dollars au Trésor public

et celui de la dette publique externe 325 millions de dollars. Le fardeau du paiement de la dette reste donc très lourd, bien trop lourd en regard des dépenses sociales. Fait inquiétant : Evo Morales a déclaré en novembre 2007 au sommet ibéro-américain qui se tenait à Santiago du Chili que la Bolivie devait augmenter ses emprunts auprès des institutions financières internationales.

Le projet de nouvelle Constitution adopté par l'assemblée constituante le 9 décembre 2007

Dans un climat politique et social tendu à l'extrême, une majorité qualifiée de membres de l'assemblée constituante a approuvé le 9 décembre 2007 le nouveau projet de Constitution qui sera soumis en 2008 à un référendum populaire.

La droite a multiplié les obstacles à l'adoption de la réforme constitutionnelle par l'Assemblée constituante dans laquelle le MAS dispose d'une majorité simple. La droite a d'abord fait traîner en longueur les travaux, puis a refusé la recherche de compromis acceptables. Ensuite elle a mené la politique de la chaise vide, croyant ainsi empêcher la poursuite des travaux et le début des votes. Elle a aussi soutenu les élites de la ville de Sucre dans leur revendication de " récupération " des pouvoirs législatif et exécutif - c'est ce qui, en dernière instance, a provoqué le blocage de la Constituante les derniers mois. La droite veut éviter tous les changements constitutionnels importants. Le sabotage a duré plus d'un an. La situation était tellement bloquée que la Constituante a suspendu ses travaux pendant trois mois. Quand elle les a repris, en novembre 2007, la droite était absente. Après deux semaines de travaux, l'assemblée a adopté le projet. Certains députés de droite ont même participé à l'approbation.

Tout cela s'est réalisé au milieu de provocations de l'opposition de droite à plusieurs endroits du pays et d'intenses mobilisations du camp favorable au MAS. La droite a essayé de paralyser sans succès le trafic sur les routes autour de Sucre, la capitale historique du pays où se tenait l'assemblée. Elle a organisé des manifestations contre les organisations indiennes qui étaient venues apporter leur soutien à l'Assemblée constituante. Finalement, de nombreuses délégations des mouvements sociaux qui soutiennent le MAS se sont déplacées à Sucre pour protéger l'Assemblée constituante. En dernière instance, il a fallu déplacer la constituante dans la ville d'Oruro pour le week-end

au cours duquel a été votée l'approbation du texte.

La garantie des droits individuels et collectifs est au centre de la proposition de réforme constitutionnelle. Sans prétention de donner une vision d'ensemble et exhaustive, voici quelques aspects de la Constitution à titre d'exemples.

Selon le projet (art. 11 II), la démocratie s'exerce : 1. de manière directe et participative au moyen du référendum, de l'initiative législative et citoyenne, de la révocation des mandats<sup>25</sup>, de la réalisation d'assemblées et d'états généraux ; 2. de manière représentative au moyen de l'élection de représentants au suffrage universel, direct et secret, entre autres ; 3. de manière communautaire au moyen de l'élection, de la désignation ou de la nomination d'autorités et de représentants par les moyens et procédures propres à chaque nation et aux peuples d'origine indigène.

Selon l'article 14, l'Etat interdit et sanctionne toute forme de discrimination, qu'elle soit fondée sur le sexe, la couleur, l'âge, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'origine, la culture, la nationalité, la citoyenneté, la langue, la religion, l'idéologie, la filiation politique ou philosophique, l'état civil, la condition économique et sociale, le type d'occupation, le degré d'instruction, le handicap, le fait d'être enceinte, et autres qui auraient pour objectif ou résultat d'annuler ou de diminuer la reconnaissance, la jouissance et l'exercice, dans des conditions d'égalité, des droits de toute personne.

L'Etat garantit l'exercice des droits établis dans les traités internationaux des droits humains. En ce qui concerne l'exercice des droits, personne ne sera obligé de faire ce que la Constitution et les lois ne demandent pas, ni de se priver de ce qu'elles n'interdisent pas.

Art 15 : I) Personne ne sera torturé ni ne subira des traitements cruels, inhumains, dégradants ou humiliants. La peine de mort n'existe pas. II) Toute personne, en particulier les femmes, a le droit de ne pas subir de la violence physique, sexuelle ou psychologique tant au niveau de la famille qu'au niveau de la société. III) L'Etat adoptera les mesures nécessaires pour prévenir, éliminer et sanctionner la violence à l'égard des femmes.

Art 16 : I) Toute personne a droit à l'eau et à l'alimentation. II) L'Etat a l'obligation de garantir la sécurité alimentaire.

---

25. Selon les mêmes modalités que dans la Constitution vénézuélienne adoptée en 1999 (voir chapitre précédent). L'art. 241 définit précisément la révocation des mandataires.

En matière de santé, l'Etat garantit un ample système de santé publique gratuit. Selon l'article 38, les biens et services publics de santé sont propriétés de l'Etat et ne peuvent être privatisés ni faire l'objet de concession au secteur privé.

Art 41 : II) L'Etat donnera la priorité aux médicaments génériques par le financement de leur production dans le pays... III) Le droit d'accès aux médicaments ne pourra être restreint par les droits de propriété intellectuelle.

Art 45 : I) Toutes les Boliviennes et tous les Boliviens ont droit à la sécurité sociale gratuitement. II) La sécurité sociale sera régie selon les principes d'universalité, d'égalité, de solidarité, d'unité de gestion, d'économie, d'opportunité, d'interculturalité et d'efficacité. Sa direction et son administration sont du ressort de l'Etat, avec contrôle et participation sociale. V) Les femmes ont droit à une maternité sécurisée, avec une vision et une pratique interculturelles ; elles jouiront d'une assistance spéciale et de la protection de l'Etat durant la grossesse, l'accouchement, et les périodes pré- et post-natales. VI) Les services de sécurité sociale publique ne pourront être privatisés.

En matière d'éducation, selon l'article 77 : I) L'éducation constitue une fonction suprême et la première responsabilité financière de l'Etat.

Art 78 : III) Le système éducatif est libérateur et révolutionnaire...

Art 81 : I) L'éducation est obligatoire jusqu'à la fin du cycle secondaire. II) L'éducation est gratuite à tous les niveaux jusqu'au cycle supérieur.

Art 94 : III) L'Etat ne subventionnera pas les universités privées.

Droits des travailleurs. L'article 48 prévoit l'inversion de la preuve en faveur de la travailleuse et du travailleur. IV) Les salaires et les indemnités dus aux travailleurs ont la préférence sur tout autre créance; ils sont insaisissables et imprescriptibles. V) L'Etat fera la promotion l'intégration des femmes au travail et leur garantira la même rémunération qu'aux hommes pour un travail égal, tant dans le secteur public que dans le secteur privé.

Art 53 : Le droit à la grève est garanti.

Art 54 : Les travailleurs, afin de défendre leur outil de travail et eu égard à l'intérêt social, pourront relancer et réorganiser des entreprises en liquidation, fermées ou abandonnées de manière injustifiée, et

former des entreprises communautaires ou sociales. L'Etat pourra aider l'action des travailleurs.

En matière de propriété, l'article 56 prévoit que *" toute personne a droit à la propriété privée individuelle ou collective, pour autant qu'elle ait une fonction sociale. La propriété privée est garantie pour autant que l'usage qu'on en fait ne porte pas préjudice à l'intérêt collectif. Le droit à l'héritage est garanti. "*

Selon l'article 57, *" l'expropriation pourra se faire pour cause de nécessité ou d'utilité publique ou quand la propriété n'accomplit pas de fonction sociale. "* Cela vise évidemment notamment certaines grandes propriétés foncières.

En matière de défense (art. 10), la Bolivie ne pourra accepter aucune base étrangère sur son territoire et ne pourra participer à aucune guerre d'agression.

Si la réforme était adoptée lors du référendum, cela constituerait une avancée importante pour la démocratie politique et pour la garantie des droits économiques, sociaux et culturels de la population.

Bien sûr, l'adoption de cette nouvelle Constitution ne peut pas déboucher immédiatement sur la concrétisation immédiate de toutes ses dispositions en matière de droits collectifs et individuels. Une série d'articles constituent en réalité des objectifs à atteindre à moyen terme. Ce qui est décisif, c'est que l'adoption du texte offrira un cadre légal au gouvernement et au pouvoir législatif pour pousser beaucoup plus loin les réformes déjà entamées depuis 2006. Et corollairement, cela offrira aussi un cadre légal au mouvement social pour exiger du gouvernement qu'il adopte toutes les mesures nécessaires à la concrétisation de la Constitution. L'enjeu est donc de taille.

## Partie III

Survol de l'économie  
internationale en crise

## Chapitre 9

# Explosion des bulles de la dette privée et de l'immobilier au Nord

**La crise dite " des *subprimes* " qui a éclaté en août 2007 aux Etats-Unis n'est pas surmontée, les répercussions internationales seront importantes et durables. L'éclatement de la bulle immobilière a secoué les marchés financiers à l'échelle mondiale. La crise immobilière se conjugue à une crise de la dette privée dans les pays les plus industrialisés. Manifestement, cette crise va durer plusieurs années. Le pire n'est pas encore arrivé.**

Les signes avant-coureurs étaient là : la croissance énorme de la construction immobilière pendant plusieurs années (encouragée par la baisse des taux d'intérêt décrétée par la Réserve fédérale pour endiguer la crise de 2000-2001) a abouti à une surproduction et une augmentation des prix de l'immobilier qui a pris des formes spéculatives. La quantité d'achats de nouveaux logements est en forte baisse depuis le début de l'année 2007 tandis que la quantité de défauts de paiement des ménages dans le remboursement du crédit hypothécaire est en forte hausse. Le maillon le plus faible de la chaîne de l'endettement a cédé : les organismes financiers qui s'étaient spécialisés dans l'octroi de crédits à taux élevés à des ménages très endettés et disposant de faibles ou de moyens revenus (c'est ce qu'on appelle le marché du " *subprime mortgage* ") se sont retrouvés en difficulté du fait de la croissance du nombre de défauts de paiement (voir encadré). Le problème, c'est qu'il ne suffit pas de remplacer ce maillon faible pour que la chaîne puisse entraîner à nouveau le moteur économique. D'autres maillons faibles vont céder.

---

1. La quantité de logements nouveaux proposés chaque année est passée de 1,5 million en 2000 à 2,3 millions en janvier 2006. L'industrie du bâtiment pesait 6,2% du PIB en 2005, le pourcentage le plus élevé depuis 1950.



## Crise du subprime

**Résumé d'une étude réalisée par le Wall Street Journal et publiée les 12-14 octobre 2007**

En 2006, 29% des prêts hypothécaires étaient à haut rendement (c'est-à-dire à taux d'intérêt élevé). Entre 2004 et 2006, sur 40,3 millions de prêts octroyés, 10,3 millions l'ont été avec des taux d'intérêt élevés. Un taux d'intérêt élevé est un taux supérieur d'au moins 3% à celui des bons du Trésor de la même durée. Beaucoup de prêts à haut taux d'intérêt contractés en 2006 vont " seulement " voir leur taux d'intérêt grimper très fort en 2008 (ils concernent un montant total de 600 milliards de dollars). En effet, pour convaincre les clients de contracter un prêt hypothécaire à taux d'intérêt élevé et variable, le taux des deux premières années est fixe et modéré, il n'augmente fortement que la troisième année. Le *Wall Street Journal* donne l'exemple d'une gérante d'un magasin de photocopieuses qui a acheté une maison à Las Vegas pour 460 000 dollars en 2006. En 2006-2007, elle doit payer des mensualités de 3 700 dollars à un taux de 8,2% mais, en 2008, les mensualités s'élèveront à 8 000 dollars à un taux de 14%. Entre-temps, avec la crise, sa maison ne vaut plus que 310 000 dollars (dans certaines régions des Etats-Unis, la valeur de l'immobilier a diminué de plus de 30% en 2007 !!!). Elle a arrêté de rembourser et perdra inexorablement la maison de ses rêves. L'étude du *Wall Street Journal* montre que le *subprime market mortgage* à haut taux ne concerne pas seulement les familles américaines à bas revenus : il touche aussi la classe moyenne, comme le montre l'exemple précédent. Les sociétés financières qui ont octroyé les prêts ont vendu leurs créances à de grandes banques sous la forme de titres. Ces grandes banques les ont achetés en masse et se retrouvent avec des paquets de titres qui ne valent plus grand-chose. En 2004, 63% des crédits hypothécaires ont été achetés par les banquiers de Wall Street qui, pour financer cette acquisition, ont émis et vendus des billets de trésorerie (" *commercial papers*<sup>2</sup> " ) à des " investisseurs " en bourse. En 2006, ce sont 73% des nouveaux crédits hypothécaires à haut taux qui ont été achetés par Wall Street.

Les organismes de crédits hypothécaires (comme les banques) ont prêté à long terme (crédit hypothécaire) en empruntant à court terme (soit à des déposants, soit sur le marché interbancaire dans un contexte de taux d'intérêt historiquement bas, soit en vendant leurs créances hypothécaires à des grandes banques ainsi qu'à des *hedge funds*). Le " problème ", c'est qu'ils ont prêté à long terme à un secteur de la population qui éprouve de grosses difficultés à rembourser dans un contexte de surproduction de logements qui a entraîné une forte dépréciation de leur bien immobilier (qui sert de garantie à l'emprunt). Quand le nombre de défauts de paiement a augmenté, ces organismes financiers ont commencé à éprouver des difficultés à rembourser les emprunts à court terme qu'ils avaient contractés auprès des autres banques. Ces dernières, pour se protéger, ont refusé de leur octroyer de nouveaux prêts ou bien ont exigé des taux beaucoup plus élevés. Aux Etats-Unis, 84 sociétés de crédits hypothécaires ont fait faillite ou cessé au moins partiellement leur activité depuis le début de l'année jusqu'au 17 août 2007, contre seulement 17 sur toute l'année 2006. En Allemagne, la banque IKB et l'Institut public SachsenLB, qui avaient investi dans le marché hypothécaire des Etats-Unis, ont été immédiatement affectés et n'ont été sauvés que d'extrême justesse<sup>3</sup>.

Mais la chaîne ne s'arrête pas là : les banques qui avaient acheté les créances hypothécaires ont procédé à ces achats largement hors bilan en créant des sociétés spécifiques appelées en anglais *Structured Investment Vehicles* (SIV)<sup>4</sup>. Ces SIV finançaient l'achat des créances hypothécaires en vendant des *commercial papers* à d'autres investisseurs. Leur bénéfice provenant de la différence entre la rémunération qu'ils payaient aux acheteurs de leurs *commercial papers* et celle qu'ils tiraient des crédits hypothécaires à haut rende-

---

2. Les *commercial papers* nord-américains sont des titres de créances négociables émis par les banques ou d'autres entreprises sur le marché financier pour une courte période (2 à 270 jours). Ces titres de créances ne sont pas garantis par une contrepartie (une propriété immobilière par exemple). Ils sont basés sur la confiance que l'acheteur du *commercial paper* éprouve à l'égard de la banque ou de l'entreprise qui le vend.

3. Voir Isaac Johsua, Note sur l'éclatement de la bulle immobilière américaine, septembre 2007.

4. "Structured Investment Vehicles (SIVs). These are off-balance sheet operating companies set up by banks and asset managers to fund investments in mostly assets-backed bonds of diverse kinds. Their sole purpose is to exploit the difference between low-cost short-term debt and higher-yielding long term investment" (Financial Times, 16th October 2007)

ment transformés en titres (CDO, *Collateralized Debt Obligations*<sup>5</sup>, voir plus loin).

A noter que tout ce montage complexe de dettes et de créances ne crée pas de richesse réelle (celle-ci en l'occurrence a lieu dans l'industrie du bâtiment et chez ses fournisseurs), il s'agit d'opérations purement financières largement spéculatives. La crise dans ce montage bancal entraîne par contre la destruction de richesses et de vies humaines (faillite d'entreprises de construction, appauvrissement voire suicide de personnes ruinées, pertes d'emplois et saisies de logements).

Quand la crise a éclaté en août 2007, les investisseurs qui achetaient habituellement les *commercial papers* émis par les SIV n'en ont plus acheté car ils ont eu le sentiment que la santé et la crédibilité des SIV s'étaient fortement détériorées. En conséquence, les SIV ont manqué de liquidité pour acheter les crédits hypothécaires titrisés et la crise s'est amplifiée. Les grandes banques qui avaient créé ces SIV ont dû assumer les engagements de ceux-ci pour éviter qu'ils ne tombent en faillite. Alors que jusque-là les opérations des SIV ne faisaient pas partie de leur comptabilité (ce qui notamment leur permettait de dissimuler les risques qu'elles prenaient), des grandes banques des Etats-Unis et d'Europe ont dû reprendre dans leur bilan les dettes des SIV. Parmi les principales concernées, on peut citer Bank of America, Citigroup (le principal groupe bancaire mondial), Wachovia, Morgan Stanley ou Merrill Lynch, ainsi que Deutsche Bank et UBS (Union des Banques Suisses). Entre août et octobre 2007, les seules banques états-uniennes ont assumé au moins 280 milliards de dollars de dettes provenant des SIV<sup>6</sup>, ce qui a plombé leur résultat. Plusieurs grandes banques comme Citigroup et Merrill Lynch ont d'abord essayé de minimiser leur degré d'exposition au risque, mais elles n'ont pas pu mentir longtemps tant leurs pertes étaient considérables. En conséquence, leur PDG a été défenestré par le Conseil d'Administration, non sans se voir octroyer préalablement un parachute doré. Le PDG de Merrill Lynch, Stan O'Neal, a obtenu 160 millions de dollars comme

5. CDO Collateralized Debt Obligations : An investment-grade security backed by a pool of bonds, loans and other assets. CDOs do not specialize in one type of debt but are often non-mortgage loans or bonds. (Titres accolés à un ensemble de bons, prêts et autres avoirs. Les CDO ne sont pas spécialisés dans un type de prêt mais il s'agit généralement de prêts non hypothécaires ou de bons.)

6. *Financial Times*, 17 octobre 2007.

dédommagement pour son départ anticipé !!! Au contraire, Lloyd Blankfein, PDG de la banque Goldman Sachs, a battu le record du plus gros bonus en 2007 : 68 millions de dollars, pour récompenser un bénéfice record et le flair d'avoir acheté des produits dérivés misant sur la crise du *subprime* (ce qui a selon certaines sources contribué à amplifier celle-ci). En tout état de cause, ces montants scandaleux récompensent des comportements anti-sociaux, voire criminels !

#### Endettement des ménages et défauts de paiement

Les procédures de saisie de logements des débiteurs en défaut de paiement ont atteint le nombre de 180 000 en juillet aux Etats-Unis, soit deux fois plus qu'en juillet 2006, et dépassent la barre du million depuis le début de l'année, soit 60% de plus qu'il y a un an. Il devrait y avoir au total deux millions de procédures de saisie en 2007.

La moyenne d'endettement des ménages américains atteint un taux extraordinairement élevé : 140% (c'est-à-dire que les dettes des ménages représentent près d'une fois et demie leurs revenus annuels). La dette hypothécaire des ménages représentait 98% de leurs revenus annuels en 2005 (contre 63% en 1995). C'est dire le poids énorme de l'achat de logement dans la dette des ménages et par conséquent l'ampleur de la crise qui a démarré en 2007. Elle se prolongera durant de longues années.

Peu de commentateurs économiques mettent en rapport le nombre croissant de défauts de paiement et le fait que les travailleurs américains travaillent en moyenne plus longtemps par semaine pour gagner moins d'argent. C'est le résultat de la flexibilisation/précarisation du marché du travail dans le cadre de l'offensive patronale<sup>7</sup>. Une partie importante des salariés nord-américains a vu son revenu réel diminuer ces dernières années. L'augmentation des taux d'intérêt initiée depuis juin 2004 par la Réserve fédérale a fini par rendre les remboursements du crédit hypothécaire trop lourds par rapport à leurs revenus. D'ailleurs la croissance des défauts de paiement ne se limite pas au secteur de l'immobilier, elle concerne maintenant les crédits pour l'achat de voitures et les cartes de crédit<sup>8</sup>.

---

7. C'est la politique officielle que veut poursuivre Nicolas Sarkozy en France: " permettre aux travailleurs de travailler plus d'heures plus d'années pour gagner plus d'argent ". Comme le montrent les Etats-Unis, en réalité les travailleurs sont amenés à travailler plus longtemps mais leur salaire horaire réel diminue, quand ce n'est pas le salaire total.

8. *Financial Times*, 22 octobre 2007.

### Deux poids, deux mesures

La crise d'août 2007 a pris une forme spectaculaire tant aux Etats-Unis qu'en Europe. " *Le vendredi 10 août, en Europe, aux Etats-Unis, il s'est produit cette chose inouïe : des banques sont devenues en 24 heures suffisamment méfiantes les unes à l'égard des autres pour se refuser tout prêt, quel qu'il soit, contraignant les banques centrales à des interventions massives. En 4 jours, jusqu'au 14 août 2007, la BCE [Banque centrale européenne] a dû fournir au marché près de 230 milliards d'euros de liquidités.*<sup>9</sup> " La Réserve fédérale des Etats-Unis a également agi de la sorte. L'action énergique des autorités monétaires des Etats-Unis et d'Europe a permis d'éviter la multiplication des faillites. A partir du 13 décembre 2007, au cours d'une action conjointe d'une ampleur jamais vue auparavant, la BCE, la Réserve fédérale, la Banque d'Angleterre, la Banque du Canada et la Banque de Suisse (soutenue par la Banque du Japon) ont de nouveau fourni pendant plusieurs jours d'énormes liquidités au marché interbancaire, signe que la crise est loin d'être terminée.

A signaler la différence abyssale entre la réaction des autorités politiques et financières des Etats-Unis et des pays européens à l'égard de la crise de liquidité commencée en août 2007 d'une part et celle qui a été imposée aux autorités indonésiennes par le FMI soutenu par ces mêmes gouvernements au moment de la crise asiatique de 1997-1998. Dans le premier cas, les autorités états-uniennes et européennes ont sauvé les banques en mettant des liquidités à leur disposition tandis qu'en Indonésie, le FMI avait exigé que des dizaines de banques soient mises en faillite en refusant que la Banque centrale indonésienne ou lui-même ne leur prête des liquidités. Cela avait abouti à un désastre social et à une augmentation énorme de la dette publique interne car les dettes des banques privées mises en faillite avaient été mises à charge de l'Etat indonésien. Autre différence : face à la crise, depuis août 2007, les autorités monétaires des Etats-Unis ont baissé les taux d'intérêt (comme elles l'avaient fait entre 2001 et mai 2004) alors que le FMI avait exigé du gouvernement indonésien qu'il augmente les taux d'intérêt, ce qui avait aggravé considérable-

---

9. Voir Isaac Johsua, *op cit.*

ment la crise<sup>10</sup>. Deux poids, deux mesures.

#### Effet de contagion internationale

En septembre 2007, l'effet de contagion internationale de la crise aux Etats-Unis est devenu encore plus évident lorsqu'une importante banque britannique, la Northern Rock, spécialisée dans le prêt hypothécaire, s'est retrouvée subitement dans l'incapacité de faire face à ses obligations.

Cette banque empruntait à court terme sur le marché interbancaire et prêtait à long terme sur le marché de l'immobilier. Or la crise de méfiance entre les banques a entraîné une augmentation subite du taux d'intérêt interbancaire (le LIBOR, *London interbank offered rate*). Cette situation a affecté directement la Northern Bank qui a vu ses coûts d'emprunt augmenter de manière imprévue. La Banque d'Angleterre a sauvé Northern Bank de la faillite en lui prêtant les liquidités qui lui faisaient défaut. Mais ce n'est que partie remise, la Northern Bank est aujourd'hui à vendre. Elle pourrait même être nationalisée.

La crise de l'immobilier se conjugue à une crise de la dette privée

La crise ne se limite pas à l'immobilier, elle concerne directement le marché de la dette. Au cours des dernières années, la dette privée des entreprises a augmenté de manière considérable. De nouveaux produits financiers dérivés ont pris de l'ampleur, il s'agit notamment des *Credit Default Swaps* (CDS). L'acheteur d'un CDS veut en l'acquérant se protéger contre un risque de non paiement d'une dette. Le marché des CDS s'est fortement développé depuis 2002. Le volume des montants concernés par les CDS a été multiplié par 11 au cours des 5 dernières années<sup>11</sup>. Le problème, c'est que ces contrats d'assurance sont vendus sans que s'exerce un contrôle de la part des autorités

---

10. Pour une présentation de la crise asiatique voir Eric Toussaint, *La Finance contre les Peuples. La Bourse ou la Vie*, 2004, chapitre 17. Pour l'analyse du cas de l'Indonésie, voir également *Banque mondiale, le Coup d'Etat permanent*, 2006, chapitre 9 sur l'Indonésie. Les recettes du FMI visant dans les PED à résoudre les crises financières (dont il est coresponsable) notamment en poussant à la mise en faillite des banques et à la hausse des taux d'intérêt ont été appliquées dans un grand nombre de cas parmi lesquels on peut épingler des cas emblématiques: le Mexique en 1994-1995, l'Indonésie et la Thaïlande en 1997-1998, l'Equateur en 1998-1999.

11. World Bank, *Global Development Finance 2007*, Washington DC, p. 83-84.

publiques. L'existence de ces CDS a poussé les entreprises à prendre de plus en plus de risques. Se croyant protégés contre un défaut de paiement, les prêteurs octroient des prêts sans avoir vérifié la capacité de l'emprunteur à rembourser. Or si la situation économique internationale se détériore, des centaines voire des milliers d'organismes emprunteurs risquent de devenir subitement insolubles et les CDS risquent de n'être que des papiers sans valeur car les assureurs seront incapables d'exécuter leurs engagements.

Les SIV dont nous avons parlé plus haut se sont spécialisés dans la vente de CDO (*Collateralized debt obligations*) dont beaucoup d'investisseurs cherchent à se débarrasser depuis août 2007. A la mi-décembre 2007, des CDO étaient en défaut de paiement pour un montant de 45 milliards de dollars<sup>12</sup>. Depuis août 2007, l'émission de nouveaux CDO a quasiment cessé tant la crise est grave.

De son côté, l'énorme marché des *commercial papers* basé sur les crédits hypothécaires et les ventes de voiture à crédit<sup>13</sup> qui représentait 1.200 milliards de dollars en août 2007 a littéralement fondu : 30% de baisse entre le début de la crise et la mi-décembre 2007<sup>14</sup>. Dans la mesure où ce marché représente encore 800 milliards de dollars, la poursuite de sa chute ne pourra avoir que de graves répercussions sur les banques réduisant de manière durable leurs sources de financement.

Enfin, en 2006-2007, de nombreuses entreprises se sont lancées dans des opérations de rachat d'autres entreprises en les finançant par de l'endettement. C'est ce qu'on appelle les LBO (*Leveraged buy-out*) qu'on peut traduire par rachat d'entreprise financé par l'endettement.

En résumé, ces dernières années, un énorme château de cartes a été construit en accumulant des dettes. Ce château est en train de s'effondrer et les banques centrales des pays les plus industrialisés essayent de colmater les brèches et de construire des échafaudages pour éviter le pire. Il est possible qu'elles arrivent à limiter les dégâts, mais ceux-ci seront de toute manière très importants.

---

12. *Financial Times*, 13 décembre 2007.

13. En anglais, on appelle ce marché " *asset backed commercial paper* " (ABCP).

14. *Financial Times*, 14 décembre 2007

Plusieurs bombes à retardement dont le mécanisme est enclenché

Dans la conclusion du chapitre 5 du livre *La finance contre les peuples, La Bourse ou la Vie*, écrit en 2003 et publié en 2004, je posais la question de savoir si la crise de 2001-2002 aux Etats-Unis allait avoir des répercussions dans la durée :

*" Vingt ans de déréglementation et de décloisonnement des marchés à l'échelle mondiale ont supprimé tous les garde-fous qui auraient pu limiter les effets en cascade de crises du type de celles d'Enron et Cie. L'ensemble des entreprises capitalistes de la Triade et des marchés émergents a évolué, certes avec des spécificités, dans le même sens qu'aux Etats-Unis. Les institutions privées bancaires et financières (ainsi que les assurances) de la planète sont en mauvaise posture, elles ont adopté des pratiques de plus en plus aventureuses. Les grands groupes industriels ont tous connu une financiarisation prononcée et sont eux-mêmes très vulnérables. La succession de scandales a montré la vacuité des affirmations des dirigeants des Etats-Unis et de leurs laudateurs aux quatre coins de la planète.*

*Le mécanisme de plusieurs bombes à retardement est en marche à l'échelle de toutes les économies de la planète. Citons parmi ces bombes : le surendettement des entreprises et des ménages, le marché des dérivés (qui, selon l'expression du milliardaire Warren Buffett, sont des "armes financières de destruction massive", "financial weapons of mass destruction"), la bulle de la spéculation immobilière (qui est la plus explosive aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne), la crise des sociétés d'assurance et celle des fonds de pension... Il est temps de désamorcer ces bombes et de penser un autre système tant aux Etats-Unis qu'ailleurs. Bien sûr, il ne faudra pas se contenter de désamorcer les bombes et de rêver à un autre monde possible, il faudra s'attaquer à la racine des problèmes en redistribuant la richesse sur une base de justice sociale.<sup>15</sup> "*

De la crise 2000-2001 à celle de 2007-...

Avant l'éclatement de la bulle spéculative informatique de 2000-2001 aux Etats-Unis et ailleurs dans le monde, les économistes et les hommes politiques laudateurs des bienfaits du capitalisme dans sa

---

15. Conclusion du chapitre 5 de Eric Toussaint, *La Finance contre les Peuples. La Bourse ou la Vie*, CADTM- Syllepse - Cetim, Liège-Paris-Genève, 2004, p. 157.



phase néolibérale (appuyés par une armada de journalistes spécialisés dans la finance) affirmaient péremptoirement qu'aucune crise n'était en vue. Au contraire, selon eux, le capitalisme aux Etats-Unis avait trouvé la formule de la croissance permanente sans crise. Ils ont déchanté avec la récession qui a touché les Etats-Unis en 2001 et avec les baisses très importantes des cours boursiers.

Une fois que la croissance est revenue, les mêmes ont prétendu que le capitalisme avait trouvé la formule pour disperser les risques causés par une forte émission de dettes en créant notamment les CDS (*Credit Default Swaps*). On ne compte plus les articles et les déclarations rassurantes concernant la dispersion des risques.

Pourtant les organismes officiels comme la Banque des règlements internationaux (BRI), le FMI, la Banque mondiale savaient très bien que l'on jouait avec le feu. Les rapports de ces institutions publiés avant la crise du mois d'août contiennent des scénarios qui n'excluent pas la possibilité de crise<sup>16</sup>, mais le message dominant qu'ils faisaient passer était qu'effectivement, grâce à la nouvelle ingénierie des titres de la dette, les risques avaient été dispersés et les accidents majeurs exclus. C'est ainsi qu'en juin 2007, deux mois avant l'éclatement de la crise, la BRI écrivait dans son rapport annuel: "*Les épisodes de turbulences ont pu traduire la nervosité latente d'intervenants redoutant une sous-estimation des risques liée à une conjoncture favorable. Pour le proche avenir, cependant, rares sont ceux qui s'inquiètent outre mesure d'une dégradation soudaine et généralisée de la qualité des signatures*"<sup>17</sup> ".

La crise qui a démarré en août les rappelle à l'ordre durement.

Les critiques pleuvent sur des boucs émissaires. Selon le *Financial Times*, le secrétaire d'Etat au Trésor des Etats-Unis, Hank Paulson, a déclaré que "*la conduite de certains courtiers en crédit hypothécaire était honteuse*" et il "*a appelé à une réglementation du secteur*"<sup>18</sup> ". Du côté des journaux financiers, rares sont les économistes qui expriment comme Wolfgang Münchau une critique de la politique du gouvernement de Washington et de la Réserve fédérale. Il écrit : "*Je crois que la croissance explosive des produits dérivés dans le secteur de la*

16. Voir notamment le Rapport annuel 2007 de la BRI publié en juin 2007, chapitre VIII : Conclusions.

17. BRI, 77e Rapport annuel, juin 2007, Bâle, p. 121. C'est moi qui souligne.

18. *Financial Times*, 19 octobre 2007.

19. *Financial Times*, 15 octobre 2007.

*dette et des CDO entre 2004 et 2006 a été causée par la politique monétaire globale menée entre 2002 et 2004*<sup>19</sup> ". Il ajoute : " *Le canal par lequel des taux d'intérêt réels négatifs peuvent se convertir en une bulle de la dette restera ouvert* ".

Du côté des grandes banques et autres organismes financiers privés, c'est l'émoi, voire le branle-bas de combat, au sein de certaines directions (comme Citigroup et Merrill Lynch), les couteaux sont tirés. L'Institut de finance internationale (IIF selon son signe en anglais), une association internationale qui regroupe 800 banques et autres institutions financières (dont les plus grandes banques), s'est fendu le 11 octobre 2007 d'une longue lettre<sup>20</sup>, destinée au FMI et aux principales banques centrales, qui diagnostique une crise profonde et demande aux autorités bancaires publiques de mieux superviser le secteur financier privé international.

Le très néolibéral Commissaire européen du marché intérieur, Charlie McCreevy, ne mâche pas ses mots : il dénonce " *les prêts octroyés de manière irresponsable, l'investissement aveugle, la mauvaise gestion des liquidités, les excès des agences de notation. (...) Personne ne peut être fier des bassesses que cette crise de la dette a révélées*<sup>21</sup> ". Cependant, selon le *Financial Times*, " *le commissaire européen, un des plus grands défenseurs de la pensée du marché libre, va mettre en garde contre une volonté de réglementer, affirmant que les règles qui imposent la transparence peuvent avoir un effet pervers en répandant la panique et le hasard moral dans tout le système*<sup>22</sup> ". Evidemment il ne faut pas s'attendre à ce que la Commission européenne ou le gouvernement de Washington annonce des mesures fermes à l'égard des grandes sociétés financières responsables de la crise.

Les mesures prises par Washington : la solution ?

Les mesures prises par les autorités des Etats-Unis (notamment une baisse des taux d'intérêt en septembre et en octobre 2007), si elles atténuent provisoirement le choc de la crise, ne constituent pas une solution. D'une certaine manière, la baisse des taux d'intérêt allège la crise tout en la prolongeant car elle reporte les échéances. En

---

20. Disponible sur le site de l'IIF : [www.iif.com](http://www.iif.com)

21. Cité par le *Financial Times*, 26 octobre 2007.

22. *Idem*

effet, la crise de l'immobilier a bel et bien démarré et ses répercussions se feront sentir dans la durée. Pourquoi ? Voici plusieurs raisons présentées de manière schématique :

1. Le marché des prêts hypothécaires aux Etats-Unis représente 10.000 milliards de dollars (soit plus de 72% du produit intérieur brut)<sup>23</sup>. Le marché du *subprime* représente 15 à 20% de ce marché. En conséquence, la crise du *subprime* et d'autres segments du marché hypothécaire ne pourra avoir que de très lourdes répercussions.

2. Il y a une véritable surproduction de logements aux Etats-Unis par rapport à la demande.

3. Beaucoup de chantiers sont en cours de réalisation. Dans les mois et les années qui viennent, des centaines de milliers de nouveaux logements vont arriver sur le marché car leur construction a déjà été entamée. Pour une entreprise de construction, il est très difficile de laisser en plan un chantier entamé. Bref, ces constructions nouvelles vont encore augmenter l'offre sur un marché déprimé. Une chute de production dans la construction aura des conséquences durables sur le reste de l'économie : licenciements, baisse de commande aux différents fournisseurs de matériaux de construction.

4. Pendant des années, une partie de la propension des ménages à consommer était soutenue par l'" effet richesse ". En effet, la valeur du patrimoine des ménages propriétaires de logements et d'actions en bourse a augmenté grâce à la montée très importante des prix de l'immobilier et à la remontée des cours boursiers (après la débâcle de 2001). L'effet inverse est en marche : la valeur du patrimoine immobilier est en forte chute et les marchés boursiers vont mal. Les ménages risquent de réagir en diminuant leur consommation, ce qui amplifiera la crise.

5. Les grandes banques, les fonds privés de pension, les assurances, les *hedge funds* ont dans leurs comptes une quantité très élevée de créances douteuses. Depuis le mois d'août 2007, des institutions comme Citigroup, Merrill Lynch, UBS, Morgan Stanley, HSBC ont cherché constamment à minimiser les pertes qu'elles déclaraient mais elles ont dû à plusieurs reprises annoncer de nouvelles pertes, ce qui a provoqué une baisse de leurs actions en bourse et l'éjection de nombres de leurs gestionnaires. A coup sûr, d'autres institutions seront tou-

---

23. Cela représente un volume 6 fois supérieurs à la dette publique externe de tous les pays en développement.

chées. Il n'est pas exclu (soyons prudent) que les institutions financières entrent dans une situation proche de celle qu'ont connue les banques japonaises quand la bulle immobilière a explosé au début des années 1990. Il leur a fallu plus de quinze ans pour assainir leur bilan.

6. Certes la baisse continue du dollar favorise les exportations des Etats-Unis et permet au gouvernement de rembourser l'énorme dette extérieure avec des dollars dévalués. Mais cette baisse n'a pas que des avantages. Le dollar déprécié rend les achats de bons du Trésor et les investissements en Bourse beaucoup moins attractifs pour les étrangers qui placent en grande quantité leurs capitaux aux Etats-Unis. Moins de capitaux risquent d'y entrer (alors qu'ils en ont besoin pour combler leur déficit) et les sorties de capitaux sont susceptibles d'augmenter.

Le gouvernement de Washington et la direction de la banque centrale sont confrontés à un véritable dilemme. S'ils continuent à baisser les taux d'intérêt, le résultat est contradictoire : ils réduisent le risque immédiat de faillites et atténuent l'ampleur d'une chute de la consommation, mais ils rendent les placements aux Etats-Unis beaucoup moins attractifs et ils diminuent la pression en faveur de l'assainissement de la comptabilité des entreprises et des ménages. Si, au contraire, ils augmentent les taux d'intérêt, le résultat est inverse : les placements aux Etats-Unis voient leur attrait augmenter mais la consommation des ménages chute et les difficultés de trésorerie des entreprises augmentent.

7. Les banques et d'autres institutions financières privées en manque de liquidités vendent des paquets d'action (y compris les leurs) en Bourse, ce qui provoque une forte baisse de la capitalisation des Bourses qui touche en particulier la cotation boursière du secteur financier. Vu l'ampleur des pertes que les institutions financières doivent financer et le tarissement de leurs sources habituelles de financement (notamment les *commercial papers*), il est possible que la baisse boursière se poursuive.

Cette crise montre l'échec fracassant du modèle capitaliste néolibéral. Les dirigeants des institutions financières privées sont directement responsables de la crise actuelle. Il n'y a aucun doute là-dessus,

---

24. Voir notamment l'opinion de Martin Wolf un des plus influents chroniqueurs du Financial Times (par exemple dans l'édition du 12 décembre 2007).

la presse financière le reconnaît<sup>24</sup> Les gouvernements des principaux pays industrialisés, les dirigeants des principales banques centrales, les dirigeants de la BRI, du FMI et de la Banque mondiale sont directement complices. Plusieurs segments du marché de la dette constituent des constructions qui sont en train de s'effondrer. Les responsables de la crise et leurs complices vont une nouvelle fois essayer de faire payer le coût de l'assainissement et du sauvetage au peuple par le biais de la mobilisation des fonds publics provenant principalement des impôts qu'il paie. Au sein du peuple, ceux dont l'épargne et la retraite future dépendent des investissements en Bourse, de l'achat de CDO et d'autres produits financiers devront aussi se serrer la ceinture. Tant que les grands argentiers de ce monde seront aux manettes de cette mondialisation néolibérale, ce sont les peuples qui paieront pour sortir de la crise. Les solutions sont donc à chercher ailleurs...

## Chapitre 10

### Le monde comme il tourne

**Au niveau des rapports Nord/Sud<sup>1</sup>, conjoncturellement, nous vivons une situation inverse de celle des crises financières qui ont marqué les 25 dernières années. La bulle du crédit qui a commencé à se dégonfler se déplace vers les pays en développement sous la forme de capitaux spéculatifs qui vont se nicher (pour combien de temps ?) dans les bourses de valeur (Mumbai/Bombay, Shanghai, Sao Paulo...). Le haut niveau des réserves de change accumulées par les pays en développement (PED) les protège mais attention, la situation peut vite changer. Nous vivons un moment inédit de l'histoire. La poursuite de la barbarie capitaliste qui domine la scène côtoie un début de mise en place d'alternatives en faveur des opprimés. Ces alternatives encore faibles et balbutiantes doivent être soutenues. La conjoncture est favorable au renforcement et à la radicalisation de ces alternatives car les PED sont dans une position de force par rapport aux pays les plus industrialisés. Sauront-ils l'utiliser à bon escient ?**

En 1982, la crise de la dette publique externe des pays en développement avait éclaté sous l'effet conjugué de la hausse des taux d'intérêt imposée deux ans auparavant par les Etats-Unis et de la baisse des prix des matières premières, à commencer par le pétrole. L'épicentre de la crise était au Sud et les premiers touchés étaient les pouvoirs publics des PED obligés de rembourser des sommes énormes.

Les crises financières des années 1990 ont touché presque uniquement les PED : crise mexicaine de 1994-1995, crise asiatique de 1997-1998, crise russe de 1998, crise brésilienne de 1999, crise turque de 2000, crise argentine de 2001-2002, crise brésilienne de

---

1. Centre/Périphérie ou Pays les plus industrialisés/Pays en développement. Aucune de ces présentations n'est satisfaisante.

nouveau en 2002. Chaque crise a été déclenchée par des mouvements brusques de capitaux et des attaques spéculatives contre les monnaies des PED concernés. Les capitaux financiers qui s'étaient dirigés vers ces pays avant la crise s'en retiraient, provoquant la crise. Une fuite des capitaux vers la sécurité s'opérait : ils retournaient vers les centres financiers du Nord considérés comme plus sûrs.

En août 2007, la crise financière a éclaté au Nord dans la principale économie mondiale et touche à ce stade principalement les sociétés financières privées des pays les plus industrialisés, en particulier en Amérique du Nord et en Europe occidentale et centrale. Pour le moment, le Japon est relativement en marge car son secteur financier privé, qui a été touché directement par une crise de la dette il y a plus de 15 ans, est à peine en train de s'en remettre. La crise japonaise a peut-être amené les banquiers japonais à être un peu plus prudents que les Nord-Américains et les Européens<sup>2</sup>. La crise est telle dans le système financier du Nord qu'on assiste à une fuite vers la sécurité en sens inverse par rapport au passé : des capitaux le quittent et se dirigent vers des Bourses de valeur de pays comme l'Inde, la Chine et le Brésil<sup>3</sup> qui apparaissent comme un havre de paix. L'afflux est tel que le gouvernement indien, qui est pourtant néolibéral, veut prendre des mesures pour décourager cette entrée intempestive de capitaux qui font s'apprécier la monnaie indienne (roupie) et menacent de repartir dans quelque temps si des opportunités financières plus rentables s'offrent à un autre point de la planète<sup>4</sup>.

D'autres éléments de la situation mondiale changent la donne par rapport aux 25 dernières années :

---

2. Ceci dit, la situation économique du Japon est particulièrement déprimée : au deuxième trimestre 2007, le PIB a reculé de 1,2% en rythme annualisé. Dans le même temps, les dépenses d'investissement ont régressé de 4,9%, la consommation des ménages n'a progressé que de 0,3%. Or ces deux postes sont les principaux moteurs de la croissance. L'indice Nikkei de la bourse des valeurs pique du nez. Les salaires stagnent et le chômage a grimpé. La croissance prévue pour l'ensemble de l'année 2007 s'élève à 1,7%, cela dépendra du bon comportement des exportations qui tirent l'économie cette année.

3. Voir le dossier réalisé à ce sujet par le *Financial Times*, 18 octobre 2007

4. Le gouvernement thaïlandais avait déjà pris des mesures de contrôle des mouvements de capitaux en 2006 pour les mêmes raisons.

1) La tendance historique entre 1982 et 2004 était à la baisse des prix des matières premières et à une dégradation des termes de l'échange entre les pays les plus industrialisés et les PED. Depuis 2005, les prix des matières premières sont repartis fortement à la hausse.

2) La plupart des PED enregistrent des surplus commerciaux, notamment la Chine qui inonde de ses produits manufacturés le marché mondial.

3) En 1982 et par la suite, les réserves de change des PED étaient limitées. Depuis 2002, lentement et à un rythme accéléré depuis 2005, elles n'arrêtent pas d'augmenter.

4) La dette privée augmente très fortement tant au Nord qu'au Sud dans un contexte de marchés interconnectés et sous la forme de constructions complexes de produits dérivés qui, loin d'assurer plus de stabilité, augmentent l'opacité et la spéculation. Nous avons un vaste système financier dont un secteur très important est construit sur une accumulation de titres de la dette qui menace de s'effondrer comme un château de cartes.

5) La dette publique interne atteint des sommets dans les PED (tandis que la dette publique externe baisse); aux Etats-Unis, elle augmente mais plus lentement, tandis qu'au Japon elle se maintient à un niveau extrêmement élevé (185% du PIB selon le FMI).

6) Le prix des aliments explose à l'échelle planétaire.

7) La course aux armements a repris un rythme endiablé sous la conduite des Etats-Unis.

8) Les flux de capitaux Sud-Sud augmentent.

9) La Chine pèse sur les relations économiques et financières mondiales comme jamais auparavant.

10) Un groupe de pays d'Amérique latine lance les fondations de nouvelles institutions multilatérales régionales, à commencer par une Banque du Sud.

#### Accumulation de réserves de change par les PED

Depuis 2004, nous vivons une conjoncture économique caractérisée par un prix élevé des matières premières et d'un certain nombre de produits agricoles. Cela a permis à une majorité de pays en développement d'augmenter leurs recettes d'exportation et d'engranger d'importantes réserves de change. Cette situation concerne plus particulièrement les pays exportateurs de pétrole, de gaz et de minerais.



Certains pays exportateurs de produits agricoles ont également bénéficié de cette conjoncture favorable. La Chine, exportatrice de produits manufacturés, a accumulé des réserves de change en quantité impressionnante : son stock s'élève en décembre 2007 à plus de 1 400 milliards de dollars. Néanmoins tous les pays ne sont pas logés à la même enseigne, certains pays d'Afrique subsaharienne ont vu leur situation se détériorer.

Fin 2007, les PED détiennent ensemble plus de 4 600 milliards de dollars<sup>5</sup> comme réserves de change tandis que les pays les plus industrialisés détiennent moins du tiers de cette somme.

Comment les PED utilisent-ils leurs réserves ?

1) Une partie considérable (certainement plus de 700 milliards de dollars<sup>6</sup>) est prêtée au gouvernement des Etats-Unis via l'achat de bons du Trésor<sup>7</sup>. La Chine prête aux Etats-Unis une partie de ses réserves (provenant de son surplus commercial avec ce pays) afin que l'économie nord-américaine poursuive ses achats de produits chinois. De nombreux Etats latino-américains, asiatiques et africains prêtent également une partie de leurs réserves aux Etats-Unis. Cette politique conservatrice et absurde du point de vue des intérêts des peuples est de plus en plus contestée.

2) Un nombre significatif de gouvernements a remboursé de manière anticipée ses dettes au FMI, à la Banque mondiale, au Club de Paris et aux banquiers privés.

---

5. Source : FMI <http://www.imf.org/external/np/sta/cofer/eng/index.htm>

Le montant des réserves de change est calculé en dollars, la principale monnaie de réserve internationale, bien que les réserves soient constituées également d'autres monnaies : euros, yens, livres sterling, francs suisses...

Les réserves mondiales de change sont réparties en 2007 de la manière suivante : 2/3 en dollars, 1/4 en euros et le reste dans les autres monnaies fortes. Voir Banque des règlements internationaux, Rapport annuel 2007, Bâle, p.97).

6. Estimation de l'auteur. Il est fort possible que le montant soit plus élevé mais il est très difficile d'obtenir un chiffre précis car la plupart des banques centrales ne communiquent pas la répartition de leurs réserves.

7. Estimation de l'auteur. Il est fort possible que le montant soit plus élevé mais il est très difficile d'obtenir un chiffre précis car la plupart des banques centrales ne communiquent pas la répartition de leurs réserves.

3) Certains gouvernements ont créé des fonds de développement dans lesquels ils placent une partie de leurs réserves de change afin de financer notamment des rachats d'entreprises dans les pays les plus industrialisés. Ces fonds sont appelés en anglais *Sovereign Wealth Funds*, Fonds de richesse souverains en français. Dans l'ordre, les fonds les plus importants sont ceux de l'émirat d'Abou Dhabi (le volume de ce fonds n'est pas communiqué, les estimations varient entre 250 et 875 milliards de dollars !!), du Koweït, de la Chine, de Singapour, de la Russie. La Libye vient de créer un fonds de 40 milliards de dollars. Le Venezuela a créé le Fonden (Fonds de développement national) début 2007. Au total, les différents fonds publics des PED disposent d'au moins 2 000 milliards de dollars. Certains de ces fonds publics (comme le chinois *China's National Council for Social Security Fund* - NCSSF) visent à assurer un financement du système de sécurité sociale. Les plus gros fonds achètent des entreprises ou des paquets d'action de celles-ci dans les pays les plus industrialisés, ce qui inquiète les gouvernements de ces pays. Plusieurs de ces fonds ont mis à profit la crise dans laquelle sont plongées plusieurs grandes banques privées occidentales depuis août 2007 pour acheter des actions de celles-ci (UBS, Merrill Lynch, Citigroup,...) : c'est le cas en particulier du fonds de Singapour (Temasek) et de plusieurs fonds chinois. Cette politique menée par quelques gouvernements des PED est différente de la politique suivie dans les années qui ont suivi le boom pétrolier de 1973. A cette époque, les gouvernements des PED recyclaient les pétrodollars en les prêtant aux banques privées du Nord et s'endettaient ensuite auprès de celles-ci. La politique actuelle des gouvernements qui rachètent des entreprises du Nord est plus solide mais ne rompt en rien avec la logique capitaliste dominante. Les investissements ne sont pas mis au service d'un projet alternatif non capitaliste, alors que potentiellement ils pourraient constituer de puissants leviers pour la mise en place de politiques de renforcement du secteur public en brisant le contrôle privé sur les grands moyens de production, en développant l'économie solidaire, en redistribuant radicalement la richesse selon un principe de justice et d'égalité.

4) La création d'une banque du Sud. Depuis décembre 2007, la Banque du Sud est sur les rails, même si tous les choix n'ont pas

encore été faits au moment de la rédaction de ce livre. Ses géniteurs (Argentine, Bolivie, Brésil, Equateur, Paraguay, Uruguay, Venezuela) veulent financer leur intégration régionale et des projets sociaux. Les gouvernements du Brésil et d'Argentine défendent un projet néo-développementiste de soutien à l'expansion régionale d'entreprises capitalistes, qui prend pour modèle la construction européenne où dominent les intérêts du grand capital. Les gouvernements du Venezuela, d'Equateur et de la Bolivie sont enclins à se doter d'un instrument de financement de politiques économiques, sociales et culturelles qui rompent avec la logique de la recherche du profit pour appliquer les différents pactes qui garantissent les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels. Le fonctionnement futur de la Banque du Sud n'est pas encore finalisé, par exemple au niveau des droits de vote des pays membres ou de la façon de rendre des comptes. Le premier trimestre 2008 doit apporter des réponses définitives. D'autre part, certains pays envisagent également la création d'une Banque de l'ALBA (Bolivie, Cuba, Nicaragua, Venezuela).

#### Forte augmentation de la dette publique interne

Une évolution récente est à prendre en considération : la dette publique interne augmente très fortement. Alors qu'en 1998, la dette publique interne et la dette publique externe faisaient parts égales, en 2006 la dette publique interne représentait le triple de la dette externe publique<sup>8</sup>! Ce phénomène est capital : désormais il n'est plus possible de mesurer l'endettement des PED sur la base du seul montant de leur dette externe.

Le remboursement de la dette publique pèse très lourd

Les derniers chiffres publiés par la Banque mondiale indiquent que le montant remboursé par les PED au titre de service de la dette extérieure publique et privée s'élevait à 540 milliards de dollars en 2006. Si on ne prend en compte que le service de la dette publique externe qui est de la responsabilité du budget de l'Etat des PED, celui-ci a représenté environ 280 milliards de dollars en 2006. Certes le ratio dette publique externe / PIB diminue mais le volume du stock poursuit sa

---

8. World Bank, *Global Development Finance 2007*, Washington DC, p. 46.

progression et les montants remboursés ont encore augmenté en 2007 par rapport à l'année précédente. Plus grave encore, si on ajoute le service de la dette publique interne lui aussi à charge du budget de l'Etat, on atteint la somme astronomique de 1000 milliards de dollars remboursés chaque année par les pouvoirs publics à la fois pour la dette publique externe et interne<sup>9</sup>.

Augmentation de l'endettement des entreprises privées

Il ne faut pas perdre de vue l'endettement croissant des entreprises privées des PED. La dette externe des entreprises privées des PED est passée de 664 milliards de dollars en 2004 à 911 milliards en 2006, soit une augmentation de 37%<sup>10</sup>. Depuis que les pays exportateurs de matières premières connaissent une situation financière favorable, les banques privées des pays les plus industrialisés ont multiplié les prêts aux entreprises privées des PED. Les deux secteurs privés qui s'endettent le plus dans les PED sont les banques et les entreprises du secteur des hydrocarbures et des matières premières. Il faut être particulièrement attentif à cette évolution : les banques privées des PED empruntent au Nord à bas taux d'intérêt et le plus souvent à court terme pour prêter cet argent sur le marché intérieur à un taux plus élevé et à long terme. Si jamais la situation économique se dégrade (ce qui est probable pour les années qui viennent), on risque d'assister à une série de faillites de banque privées des PED comme lors des crises financières qui ont touché le Mexique en 1994-1995, les pays du Sud-Est asiatique et la Corée du Sud en 1997-1998, l'Equateur en 1998-1999 et l'Argentine en 2001. La dette privée des banques d'aujourd'hui risque, si on n'y prend garde, de représenter une dette publique demain. Il en va de même pour le secteur des hydrocarbures

---

9. Calcul de l'auteur. Ni la Banque mondiale ni les autres IFI ne fournissent des données précises sur le remboursement de la dette publique interne. Notre base de calcul est la suivante : selon la Banque mondiale, en 2006, la dette publique interne était trois fois supérieure à la dette publique externe. En 2006, les taux d'intérêt sur la dette publique interne des PED étaient généralement plus élevés que les taux d'intérêt sur la dette publique externe. Sachant que le remboursement de la dette publique externe des PED a représenté environ 280 milliards de dollars en 2006, on peut estimer que le total des remboursements sur la dette publique externe et interne a dépassé la somme de 1000 milliards de dollars en 2006. En 2007, les montants remboursés ont été supérieurs à ceux de 2006.

10. World Bank, *Global Development Finance 2007*, Washington DC, Tables, All Developing Countries

et des mines. Des entreprises privées pétrolières, gazières et minières s'endettent pour développer leur capacité de production afin de profiter des prix élevés des matières premières. Si ces prix chutent, les investissements réalisés grâce à l'emprunt risquent de se révéler non rentables et la dette à rembourser impayable. Il est donc fondamental de limiter et de contrôler cet endettement.

Fuite des capitaux et rapatriement des profits vers le Nord versus envoi des migrants vers le Sud

La fuite des capitaux et des cerveaux des PED vers les pays les plus industrialisés s'est amplifiée ces dernières années. Par ailleurs, le montant des profits rapatriés par les filiales des sociétés transnationales vers les " maisons mères " a été multiplié par 4,5 entre 2000 et 2006 (passant de 28 milliards en 2000 à 125 milliards en 2006<sup>11</sup>). Allant dans un autre sens, les envois des migrants vers leur pays d'origine ont fortement augmenté<sup>12</sup>. Selon une étude récente, en 2006, les migrants ont envoyé 301 milliards de dollars à leur famille restée dans les PED<sup>13</sup>. Cela représente au moins six fois plus que le flux réel de ressources envoyées dans le cadre de l'aide publique au développement.

Aliments versus agro-combustibles

Tout au long de l'année 2007, le prix des aliments a augmenté partout. Cette augmentation se répercute de manière distincte en fonction de la part des revenus qu'un ménage doit consacrer à l'alimentation pour assurer sa survie. En Afrique subsaharienne tout comme en Asie du Sud, où l'écrasante majorité de la population est obligée de consacrer au moins 60% de ses revenus à l'achat d'aliments, l'augmentation de leur prix prend une tournure plus dramatique qu'en Europe occidentale, au Japon ou en Amérique du Nord. Globalement, à l'échelle de la planète, ce sont les femmes qui subissent le plus durement l'augmentation du prix des aliments car ce sont elles qui se chargent en priorité de nourrir la famille. Il faut appliquer une grille d'analyse de genre et de classes pour analyser les changements.

11. World Bank, *Global Development Finance 2007*, Washington DC, p. 53.

12. World Bank, *Global Development Finance 2007*, Washington DC, p. 54

13. L'étude a été réalisée par l'IFAD (*International Fund for Agricultural Development* - Fonds international pour le développement agricole), une des agences spécialisées des Nations unies. Voir <http://www.ifad.org/events/remittances/maps/index.htm>

Deux facteurs sont la cause principale de l'augmentation du prix des aliments.

Premièrement, la décision de plusieurs gouvernements et des grandes entreprises transnationales de développer la production des agro-combustibles, comme l'éthanol produit à partir de la canne à sucre, du maïs, du colza ou d'autres plantes<sup>14</sup>. Désormais 20% du maïs états-unien sert à fabriquer de l'éthanol ; idem pour 50% de la canne à sucre au Brésil<sup>15</sup>! L'augmentation du prix du maïs s'est répercutée au Mexique avec l'augmentation du prix de la tortilla. Voilà un effet dévastateur des traités de libre commerce (TLC). En effet, en 1994, le TLC entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique (Alena) est entré en vigueur. En vertu de ce TLC, l'agro-business des Etats-Unis a envahi le marché mexicain avec du maïs états-unien vendu en dessous du coût de production des petits producteurs mexicains qui ont perdu leur emploi par centaines de milliers (et ont cherché à émigrer vers le riche voisin du Nord). A partir de 2006, le prix du maïs exporté par les Etats-Unis a fortement augmenté à cause de la demande liée à la production de l'éthanol. En conséquence, le prix de la nourriture a fortement augmenté au Mexique car le maïs constitue la base de l'alimentation de ce pays. Les paysans mexicains qui produisaient le maïs ne sont plus là pour répondre à la demande. Soit ils ont vendu leurs terres et ont émigré vers les grandes villes et vers les Etats-Unis ; soit ils sont criblés de dettes et éprouvent de très grandes difficultés à reprendre la culture.

Un deuxième phénomène, lié au premier, aggrave la situation de l'alimentation des plus pauvres. Les grandes entreprises céréalières basées dans les pays les plus industrialisés à climat tempéré ont réduit en 2006 et en 2007 les surfaces emblavées en céréales destinées à l'alimentation de manière à faire augmenter leur prix sur le marché mondial, prenant le risque de provoquer une insuffisance de nourriture dans les pays d'Afrique et d'autres continents qui sont devenus au cours des quarante dernières années des importateurs nets de

---

14. A noter que la réduction concomitante des terres agricoles destinées à la production de coton aux Etats-Unis aura un effet collatéral positif pour les pays africains producteurs de coton (Mali, Bénin, Burkina-Faso) et l'Ouzbékistan car le prix du coton augmentera sur le marché mondial.

15. World Bank, *Global Development Finance 2007*, Washington DC, p. 25.

céréales car des institutions comme la Banque mondiale les ont poussés à donner la priorité aux cultures tropicales d'exportation (cacao, café, thé, arachide...).

Des forces motrices de la globalisation capitaliste essaient de mettre à profit cette situation pour renforcer la domination et le contrôle des transnationales sur la production agricole. C'est ainsi que sous prétexte de permettre à l'Afrique de produire plus d'aliments, la fondation Bill et Melinda Gates et la Fondation Ford essaient de lancer une révolution verte en Afrique subsaharienne. Ils ont mis à la tête de leur projet Kofi Annan qui, lorsqu'il était en charge du secrétariat général des Nations unies, avait opéré un rapprochement étroit avec les grandes transnationales grâce à la création de *Global Compact* en 2000. Rappelons qu'à partir des années 1960, la révolution verte a été imposée en Inde, aux Philippines et dans d'autres pays en développement par la Banque mondiale et la fondation Ford avec pour conséquence une plus grande dépendance des agriculteurs à l'égard des grandes transnationales productrices de semences, d'herbicides et de pesticides (Monsanto, Cargill, Sygenta...)<sup>16</sup>. Les effets environnementaux sont également désastreux (salinisation des eaux et des terres notamment). La solution en Afrique subsaharienne ne passe pas par la révolution verte mais par la diminution radicale de l'agriculture de rente tournée vers l'exportation de produits tropicaux afin de libérer des terres pour la production de céréales et d'autres aliments essentiels. Il faut une politique de soutien et de protection des pouvoirs publics à l'égard des paysans africains.

A l'échelle de l'ensemble de la planète, l'évolution dramatique en terme d'explosion du prix des aliments constitue un puissant argument en faveur de la mise en pratique d'une politique de souveraineté alimentaire et d'une réforme agraire radicale, en plus du rejet de la production d'agro-combustibles. Les gouvernements doivent prendre des mesures fermes pour garantir une alimentation saine, non transgénique, aux citoyens de leur pays en favorisant la production agricole biologique réalisée par des petits et moyens producteurs sous différentes formes d'organisation et de propriété : petits propriétaires,

---

16. Voir Vandana SHIVA, *The Violence of the Green Revolution*, Third World Network, Malaysia, 1993, 264 p.

coopératives, entreprises publiques, communautés traditionnelles.

La Chine, un pays capitaliste à la mode aujourd'hui

La Chine est présentée sous l'angle de son succès économique en terme de croissance du produit intérieur brut et d'augmentation de ses exportations. Il est clair que la croissance du PIB est impressionnante. Mais en réalité, la Chine a choisi un modèle de développement capitaliste qui implique une exploitation accrue des travailleurs chinois, des licenciements massifs, la privatisation de nombreuses entreprises publiques, une réduction radicale des dépenses de l'Etat en matière d'éducation, de santé, de sécurité sociale, un productivisme effréné totalement irrespectueux de la nature et de la santé publique. La part des salaires dans le PIB a fortement baissé ces dix dernières années: elle est passée de 53% en 1998 à 41% en 2005<sup>17</sup>. Certes la Chine est créancière nette à l'égard des Etats-Unis mais elle a accumulé une dette interne colossale. Surtout la montée des inégalités a atteint un rythme affolant. Différentes études indiquent que les 10% les plus pauvres de la population ont connu une détérioration très forte de leurs conditions de vie tandis que les 10% les plus riches ont vu leurs revenus et leur patrimoine exploser. Le nombre de milliardaires chinois en dollars est passé de 3 en 2004 à 106 en 2007<sup>18</sup>. Sur le plan de la santé économique, il est possible que la Chine ne subisse pas très durement le choc d'un fort ralentissement économique aux Etats-Unis car elle exporte davantage vers l'Europe que vers l'Amérique du Nord. Mais les contradictions économiques internes à la Chine combinées à un choc externe comme un fort ralentissement aux Etats-Unis peuvent néanmoins déboucher sur des problèmes majeurs. La montée de la dette interne tant au niveau des pouvoirs publics que des entreprises, l'accumulation de dettes douteuses dans le bilan des banques, la formation d'une bulle spéculative dans l'immobilier et d'une bulle boursière sont quelques facteurs qui pourraient déboucher tôt ou tard sur une crise économique. Sans compter les puissantes contradictions sociales. Au-delà de la possibilité d'une crise, c'est le modèle appliqué qui est tout à fait critiquable<sup>19</sup>.

---

17. *Newsweek*, 12 novembre 2007.

18. *Idem*.

19. Pour une présentation critique du modèle chinois, voir Martin Hart-Landsberg - Paul Burkett, *China : Entre el Socialismo real y el Capitalismo*, Editorial CIM, Caracas, 2007.



## Erreurs statistiques de la Banque mondiale en Chine : 200 millions de pauvres en plus

La nouvelle est presque passée inaperçue dans les grands médias généralistes : la Banque mondiale a reconnu en décembre 2007 avoir surévalué le produit intérieur brut de la Chine depuis des années. Voilà ce qui s'est passé.

Avec une somme fixe, disons 10 dollars, un consommateur lambda ne peut évidemment pas acheter la même quantité de biens à New York, à La Paz, à Kinshasa ou à Pékin. Afin de gommer ces différences et de comparer des montants de PIB comparables, la Banque mondiale utilise une conversion des montants concernés en parités de pouvoir d'achat (PPA).

La question est d'abord de savoir quels prix sont pris en compte. Et là, l'opacité est de mise. Comment le coût de l'accès à l'éducation ou aux soins de santé est-il intégré au calcul ? Quels biens et services de base interviennent réellement dans cette conversion ?

Toujours est-il que les prix (ou le coût de la vie) considérés par la Banque mondiale dans le cas de la Chine étaient inférieurs à la réalité. En décembre 2007, la Banque mondiale a donc reconnu que le poids de l'économie chinoise était en fait inférieur de 40% aux précédentes estimations. Ce n'est pas rien. Ainsi, le PIB de la Chine exprimé en PPA pour 2005 serait de 5.333 milliards de dollars au lieu de 8.819 milliards avec l'ancienne estimation. La tendance est sans doute la même pour l'Inde, l'autre grande puissante asiatique émergente.

Mais s'agit-il réellement d'une simple erreur ? La Banque mondiale dispose de toute une batterie d'experts grassement rémunérés et tout à fait en mesure de détecter bien plus tôt une telle erreur. D'autant que la Banque mondiale est coutumière du fait : à plusieurs reprises déjà,

ses estimations étaient erronées et cela permettait à ce fer de lance de la mondialisation néolibérale de faire passer en force ses exigences. Alors, dans le cas de la Chine, à qui profite le crime ?

Justement à la Banque mondiale et à ceux qui défendent le modèle économique dominant. Car cette surévaluation a des répercussions sur la croissance mondiale, qui ne serait que de 4,5% au lieu des 5% annoncés. Cet argument est souvent avancé pour expliquer qu'avec une telle croissance, les choses sont en train de s'améliorer dans le monde, preuve que le système actuel va apporter prospérité et bonheur...

Mais cette surévaluation a aussi de fortes répercussions sur le discours lié à la réduction de la pauvreté. Car selon la Banque mondiale toujours, le nombre de pauvres a baissé de 100 millions entre 1990 et 1999, grâce aux chiffres venant de Chine et d'Inde (-200 millions) alors que ce nombre a augmenté sur les autres continents (+100 millions). Avec la réévaluation en cours, le nombre de personnes vivant avec l'équivalent de moins d'un dollar par jour en Chine va augmenter de 200 millions environ. Si l'on fait le même travail en Inde, on se rend compte que le nombre de pauvres absolus dans le monde a en fait augmenté.

Non seulement c'est la crédibilité des études de la Banque mondiale qui est gravement mise en cause, mais c'est la logique même de son discours sur la réduction de la pauvreté et les bienfaits de la mondialisation néolibérale qui s'effondre.

#### Le mythe du miracle économique en Inde

Un autre pays qui est présenté comme une réussite, c'est l'Inde. La croissance économique dépasse les 9%, la Bourse de Mumbai/Bombay connaît une progression extraordinaire, des firmes indiennes investissent tant dans les pays les plus industrialisés que dans les pays en développement. A quelques exceptions près, les médias ne rendent pas compte de l'évolution des conditions de vie de la majorité de la population indienne. Le quotidien indien *Hinsdustan Times*, dans son édition du 14 octobre 2007, révèle que selon une étude réalisée par une institution gouvernementale, 77% de la popula-

tion, soit 836 millions d'Indiens, vivent avec moins de 20 roupies par jour (soit moins de 0,5 de dollar). Ce chiffre est très différent des affirmations de la Banque mondiale selon laquelle 300 millions d'Indiens vivraient avec moins de un dollar par jour<sup>20</sup>. L'Inde compte un nombre très élevé de *working poors*. La Commission nationale indienne pour les entreprises du secteur informel (*India's National Commission for Enterprises in the Unorganized Sector*) révèle que 320 millions de travailleurs vivent avec moins de 20 roupies par jour<sup>21</sup>. Dans le même article, le quotidien présente les résultats d'une étude sur la faim dans le monde réalisée par l'*International Food Policy Research Institute* (IFPRI) selon lequel au niveau mondial, 40% des enfants de moins de 5 ans qui souffrent d'insuffisance pondérale vivent en Inde. Du point de vue du combat contre la faim, l'Inde vient derrière d'autres pays d'Asie comme le Pakistan et la Chine. Sur un classement de 118 pays, Cuba et la Libye se situent dans les premiers tandis que la Chine occupe le 47e rang, le Pakistan le 88e et l'Inde le 94e. Le rapport indique que la situation s'est fortement dégradée au niveau des paysans indiens. Selon d'autres sources, entre 1996 et 2003, plus de 100 000 petits paysans se sont suicidés, la plupart à cause du surendettement. Cela fait un suicide toutes les 45 secondes. Selon le quotidien indien *DNA* du 17 septembre 2007, qui rend compte d'une étude gouvernementale, 46% des enfants indiens sont victimes d'une déficience pondérale. A Mumbai, ville de plus de 14 millions d'habitants dont la Bourse des valeurs a atteint des sommets en 2007, 40% des enfants ont un poids insuffisant. Selon *DNA*, malgré 9 ans de croissance économique soutenue, la faim n'a reculé que de 1% en Inde. Parfaite illustration de la vacuité du *trickle down*, à savoir le prétendu effet de ruissellement selon lequel l'enrichissement des plus riches a automatiquement des retombées positives pour les pauvres... Quel sera l'effet du doublement du prix du lait intervenu en Inde en 2007? Evidemment cela n'aura aucun effet sur la consommation des riches Indiens. Selon *Forbes*, qui publie un rapport annuel sur les plus riches de la planète, l'Inde était devenue en 2006 le pays asiatique qui compte le plus grand nombre de milliardaires (36 milliardaires qui disposent d'une fortune cumulée de 191 milliards de dollars). L'Inde

---

20. Il faut dire que pour arriver à ce chiffre la Banque mondiale calcule en parité de pouvoir d'achat ce qui lui permet d'enjoliver la situation.

21. *Newsweek*, 12 novembre 2007.

aurait donc ravi la première place au Japon (24 milliardaires disposant en tout de 64 milliards de dollars). Parmi les 5 personnes les plus riches au monde, figure en 5e position Lakshmi Mittal. Selon des données fournies en octobre 2007 par la presse financière, le milliardaire indien Mukesh Ambani a dépassé Mittal et pourrait disputer la première place (tenue par le Mexicain Carlos Slim) ou la deuxième place (occupée par Bill Gates) du palmarès mondial des milliardaires. Ces chiffres sont contestés par d'autres sources, puisque selon *Newsweek* du 12 novembre 2007, il y aurait, en 2007, 106 milliardaires chinois. Les milliardaires chinois seraient donc plus nombreux que leurs homologues indiens et, du coup, l'Inde perdrait la première place. Peu importe ces comptes d'apothicaire, ce qui est certain, c'est que la rapide croissance de l'Inde et de la Chine produit à la fois plus de très riches et davantage de très pauvres.

#### Montée des inégalités en Asie

Selon une étude publiée récemment par la Banque asiatique de développement, l'inégalité sociale et l'inégalité dans la distribution des revenus ont augmenté dans 22 pays d'Asie entre 1995 et 2005<sup>22</sup>. Ceux où les inégalités ont le plus grimpé sont dans l'ordre la Chine, le Bangladesh, le Népal et le Sri Lanka. Quant à l'Inde, le coefficient de Gini<sup>23</sup> qui mesure le niveau d'inégalité des revenus, est passé de 32,9 en 1993 à 36,2 en 2004, ce qui signifie également une nette augmentation des inégalités.

#### Ruée des banques et des fonds spéculatifs (*hedge funds*) sur la micro finance en Inde

Début octobre 2007, s'est tenue dans la capitale indienne la première foire internationale d'investissement dans la microfinance. Elle a réuni 40 institutions indiennes de microfinance (parmi lesquelles SKS Microfinance, Share, Spandana, Basix) et de grandes sociétés financières privées internationales<sup>24</sup>. Le secteur de la microfinance est en plein boom et attire de plus en plus d'investisseurs étrangers, de grandes banques et de *hedge funds*. Il y aurait en Inde 36,8 millions de personnes qui recourent à la microfinance pour des prêts ne dépassant pas

22. *The Hindu*, 24 septembre 2007.

23. Pour ce coefficient, 0 représente l'égalité parfaite et 100 l'inégalité totale.

24. *Financial Times*, 12 octobre 2007.

100 dollars en moyenne. Le volume total des prêts aurait augmenté de 76% en 2006-2007 atteignant 766 millions de dollars. Le taux de défaut de paiement n'atteint que 2%. Des sociétés comme Sequoia (entreprise des Etats-Unis qui investit dans Google) ou comme Unitus Equity Fund (autre entreprise des Etats-Unis qui, elle, investit dans Ebay) ont pris une participation dans SKS Microfinance. Citibank et Fortis-ABN-Amro ont annoncé qu'elles allaient également investir dans SKS et d'autres entreprises de microfinance. Selon le directeur de SKS, des *hedge funds* ont également indiqué leur volonté d'investir dans le secteur. Qui a dit que la microfinance était une véritable alternative ? Souvenons-nous... Le président brésilien Lula, les ex-présidents Jacques Chirac et Bill Clinton, le premier ministre espagnol José Luis Zapatero, George W. Bush et Kofi Annan bien sûr. Ils n'avaient pas tout à fait tort s'ils pensaient à un investissement profitable pour les banquiers et les sociétés privées d'investissement en passant par les créateurs de certaines de ces sociétés comme les dirigeants de la société de microfinance mexicaine *Compartamos* qui sont devenus millionnaires en 2007.

Le coût astronomique de l'agression des Etats-Unis contre l'Afghanistan et l'Irak

En 2008, les dépenses allouées par les Etats-Unis à la suite du 11 septembre 2001 à la guerre en Afghanistan et en Irak atteindront 800 milliards de dollars<sup>25</sup>. Selon un calcul des Nations unies, c'est la somme que la communauté internationale aurait dû consacrer en 10 ans afin de garantir à chaque habitant de la planète l'accès à l'eau potable (alors que plus d'un milliard d'êtres humains n'y ont pas accès actuellement), l'accès à l'éducation de base (alors que plus de 800 millions sont analphabètes), l'accès à des soins et à des infrastructures de santé (alors que deux milliards de femmes et d'hommes n'y ont pas

25. Voir Peter Backer dans le *Washington Post*, article reproduit dans le *Courrier International* du 11 octobre 2007. Selon le *Washington Post*, quand Bush quittera ses fonctions le 20 janvier 2009, les dépenses de guerre pourraient atteindre 1000 milliards de dollars (depuis septembre 2001), soit plus que les dépenses cumulées des guerres de Corée et du Vietnam.

26. Calcul réalisé conjointement par des agences spécialisées de des Nations unies à savoir la Banque mondiale, l'OMS, le PNUD, l'UNESCO, l'UNFPA, l'UNICEF et publié dans *Implementing the 20/20 Initiative. Achieving universal access to basic social services*, 1998, [www.unicef.org/2020/2020.pdf](http://www.unicef.org/2020/2020.pdf). Les organismes mentionnés plus haut estiment à 80 milliards de dollars par an la somme supplémentaire à consacrer annuellement aux dépenses relatives aux services sociaux de base concernés sachant qu'environ 136 milliards de dollars y sont consacrés. Le montant total annuel à garantir oscille entre 206 milliards et 216 milliards de dollars. Pour le détail du calcul : voir le document cité plus haut, p. 20.

accès), l'accès de toutes les femmes aux soins de gynécologie et d'obstétrique<sup>26</sup>.

Ces calculs ne prennent en compte que les dépenses des Etats-Unis. S'il fallait ajouter le coût des destructions provoquées par l'invasion et l'occupation en Irak et en Afghanistan, ainsi que les sommes dépensées par les alliés des Etats-Unis, l'addition serait bien plus élevée encore. Sans compter le nombre de vies humaines perdues, le nombre de blessés et traumatisés de guerre.

Des fonds vautours s'attaquent aux pays les plus vulnérables

Les fonds vautours sont des fonds d'investissement privés qui rachètent à très bas prix, sur le marché secondaire de la dette, des créances sur des pays pauvres pour ensuite les poursuivre en justice afin d'obtenir le remboursement de l'intégralité des créances nominales majorées des intérêts de retard. Ces fonds vautours ont déjà mis la main sur près d'un milliard de dollars à l'issue de décisions de justice. La dernière en date a été rendue en avril dernier par la Haute Cour de Londres qui a condamné la Zambie à payer au fonds Donegal 17 millions de dollars pour une créance rachetée en 1999 à seulement 3 millions de dollars. Actuellement, pas moins de quarante procédures ont été déclenchées contre vingt pays, essentiellement en Afrique mais aussi en Amérique latine. La RDC totalise à elle seule huit actions en justice dont cinq ont déjà débouché sur une condamnation de l'Etat congolais. Autre exemple, le fonds américain Kensington réclame devant les tribunaux américains 400 millions de dollars au Congo-Brazzaville pour une créance rachetée à 10 millions de dollars. En l'état actuel du droit et de la jurisprudence, il y a de fortes chances que les juges américains rendent encore une décision favorable à ces fonds vautours.

Libor instable

Le Libor (*London Interbank Offered Rate*) est le taux d'intérêt auquel les banques londoniennes se prêtent de l'argent les unes aux autres. Presque tous les prêts à taux variables accordés aux PED sont basés sur le Libor. Les contrats de prêts spécifient que l'intérêt à payer est égal au Libor plus un certain pourcentage. Par exemple : Libor + 3%. Si le Libor est à 4,5%, l'intérêt à payer s'élève à 7,5%. Depuis la crise qui a éclaté en août 2007, le Libor a été très instable. Quand les

banques perdent confiance entre elles, le Libor grimpe. C'est ce qui s'est passé en septembre, le Libor a fortement augmenté avant de repartir à la baisse. Si la crise ouverte en août se prolonge, ce qui n'est pas exclu, il est possible que le Libor atteigne un taux nettement plus élevé qu'aujourd'hui. Dans ce cas, on pourrait vivre la situation paradoxale suivante : une baisse des taux aux Etats-Unis combinée à une augmentation des taux réels payés par les PED à cause de l'augmentation du Libor. Cela obligerait les PED à puiser plus ou moins fortement dans leurs réserves afin de payer une facture plus élevée. Il s'agit d'une possibilité qui n'est pas à exclure et que les PED devraient intégrer dans leurs choix.

Augmentation des prêts Sud-Sud et rôle grandissant de la Chine

Des banques privées de quelques pays en développement (Chine, Inde, Malaisie, Afrique du Sud) octroient de plus en plus de prêts à des gouvernements ou à des entreprises d'autres PED. Les prêts des banques publiques chinoises à l'Afrique augmentent fortement. En 2004-2006, les banques chinoises ont prêté deux milliards de dollars aux PED dans le domaine du pétrole et du gaz<sup>27</sup>. La Chine, mais aussi l'Inde, l'Afrique du sud et le Brésil, sont à la recherche de matières premières, c'est pourquoi les banques de ces pays augmentent fortement leurs prêts de manière à garantir leur approvisionnement. Ces pays cherchent également à vendre leurs produits et leurs services à crédit aux autres PED. Les pays les plus vulnérables risquent de tomber dans une nouvelle dépendance qui ne sera pas nécessairement meilleure que celle déjà existante à l'égard des pays les plus industrialisés. Pour éviter cela, il faut que les prêts Sud-Sud fassent partie d'une démarche qui vise le renforcement mutuel.

Banque du Sud comme premier jalon d'une nouvelle architecture financière internationale

Cela rend d'autant plus essentielle la construction d'une nouvelle architecture institutionnelle internationale qui doit aboutir notamment au remplacement de la Banque mondiale et du FMI par des institutions démocratiques. La crise que traversent le FMI et la Banque mondiale

---

27. World Bank, *Global Development Finance 2007*, Washington DC, p. 44.

peut être dépassée par ces deux institutions si les PED ne se dotent pas de nouveaux instruments alternatifs. En effet, à l'occasion d'une possible crise financière dans les PED, on peut être sûr que le FMI reviendra sur le devant de la scène comme prêteur en dernier ressort. Les deux institutions bien qu'affaiblies poursuivent leur agenda néolibéral.

La construction de cette nouvelle architecture passera par la création et le renforcement de mécanismes d'intégration régionale Sud-Sud, par la constitution d'une ou de plusieurs Banques du Sud qui devront coordonner leurs efforts, par la mise en place de mécanismes d'échanges compensés et solidaires<sup>28</sup> entre PED. Ces derniers mécanismes donnent déjà des résultats fort intéressants en particulier en Amérique latine et dans la Caraïbe : amélioration de la santé, de la sécurité énergétique (Petrocaribe par exemple), de l'éducation, de l'information (développement de Telesur).

Il s'agit également de poursuivre l'action en faveur de l'annulation de toute la dette publique illégitime, qu'elle soit interne ou externe, afin de libérer des ressources nouvelles pour le développement humain qui passe par la satisfaction de l'ensemble des droits humains. Dans cette perspective, les initiatives autour de l'audit de la dette jouent un rôle fondamental.

Nous vivons un moment inédit de l'histoire, la poursuite de la barbarie côtoie un début de mise en place d'alternatives en faveur des opprimés. Ces alternatives encore faibles et balbutiantes doivent être soutenues. La conjoncture est favorable au renforcement et à la radicalisation de ces alternatives car les PED sont dans une position de force par rapport aux pays les plus industrialisés. Les classes dominantes locales veulent profiter de la situation à leur avantage afin de renforcer des projets capitalistes qui peuvent prendre la forme de l'intégration régionale (les accords de Chiang Mai en Asie de l'Est ou Mercosur en Amérique du Sud) dans un cadre qui favorise la poursuite du profit privé maximum. Les peuples et les gouvernements qui souhaitent un réel changement ne peuvent pas se contenter de ces projets, ils ont la possibilité d'aller plus loin en ne laissant pas passer une opportunité historique. Encore faut-il monter à temps dans le train de l'histoire pour le conduire dans la direction de l'émancipation.

---

28. Voir le type d'échange entre la Bolivie, le Venezuela et Cuba en 2006-2007 notamment dans le domaine des hydrocarbures, du transfert de technologie, de la santé et de l'éducation.



## Postface

L'ouvrage d'Eric Toussaint pose une série de questions cruciales pour le moment que nous vivons au sein des résistances et des recherches d'alternatives. On ne peut pas dire que le temps des résistances soit dépassé. En effet, on est loin d'une conscience mondiale concernant le modèle de développement sous-tendu par le système économique capitaliste. Les réactions sont encore trop souvent isolées et partielles. Les Forums sociaux peuvent être des instruments de conscientisation et, dans cette mesure, leur fonction ne semble pas épuisée. Certes faut-il qu'ils contribuent à une délégitimation du capitalisme et pas seulement à un aménagement de ses excès et abus.

Mais les alternatives ne se nourrissent pas seulement de la conscience sociale, même si cette dernière est indispensable. Il faut donc établir des objectifs et définir des stratégies. C'est là que l'Amérique latine nous donne des leçons. Un pas en avant a été accompli, que l'on ne connaît guère dans les autres continents. En Asie, comme le montrent les tigres asiatiques, la Chine, le Vietnam ou l'Inde, le néolibéralisme apparaît plutôt comme une opportunité. En Afrique, la dure conquête de l'identité politique fait poindre seulement une recherche d'alternative au néolibéralisme. Dans le monde arabe, le néolibéralisme est surtout perçu comme une agression culturelle et en Europe ou aux Etats-Unis, l'hégémonie du capital fait croire que l'économie de marché est la seule solution.

D'où l'importance à se tourner vers le continent latino-américain. Certes, on est loin d'une révolution complète et une certaine critique radicale affirme qu'on est loin de la fin du capitalisme. C'est évident, mais une vision un peu plus dialectique permettrait de faire le tri entre ce qui relève de politiques nettement assistantielles et d'autres initiatives qui sont des avancées révolutionnaires. Rien n'est irréversible et inévitablement le parcours sera parsemé d'embûches et de faux pas. Mais on est sorti du pessimisme entretenu par des années de stagnation sociale et de manifestation de puissance sans faille des pôles impériaux.

Trois choses doivent cependant être soulignées. Tout d'abord que les forces capitalistes sont loin d'être neutralisées et que le contrôle économique et politique des grands ensembles du monde est encore entre leurs mains. Même si ce sont des géants aux pieds d'argile, courant le risque de crises majeures, financières et écologiques, elles restent redoutables. Seul un rapport de force pourra les faire fléchir. Il faudra donc dépasser les Forums sociaux pour réaliser des convergences de luttes sociales, car ce n'est pas leur fonction. La constitution de réseaux stratégiques, comme le fut la lutte contre l'ALCA, par exemple, sont des orientations d'avenir.

Le deuxième point à souligner est le besoin d'initiatives sociales de base. Les processus de changement ne peuvent venir du sommet uniquement. Ils sont le fruit d'une conjonction entre les deux dimensions. Une attention trop exclusivement centrée sur le pouvoir central, sans une participation sociale, ne peut que donner des fruits éphémères.

Enfin, l'effort intellectuel d'accompagnement de l'action est aussi fondamental. Parler de socialisme ne suffit pas. La théorie est nécessaire à l'action et voilà pourquoi le "socialisme du 21e siècle" a besoin de contenu. Non une pensée académique venant du haut vers le bas, mais une implication mutuelle de pratique et de pensée, qui permette d'éviter une simple accumulation d'initiatives concrètes, sans qu'elles ne soient remises dans une cohérence programmatique.

François Houtart  
Louvain la Neuve, 05.01.08

# Lexique

## **Balance des comptes courants ou Balance des paiements**

La balance des paiements courants d'un pays est le résultat de ses transactions commerciales (c'est-à-dire des biens et services importés et exportés) et de ses échanges de revenus financiers avec l'étranger. En clair, la balance des paiements mesure la position financière d'un pays par rapport au reste du monde. Un pays disposant d'un excédent de ses paiements courants est un pays prêteur vis-à-vis du reste du monde. Inversement, si la balance d'un pays est déficitaire, ce pays devra se tourner vers les prêteurs internationaux afin d'emprunter pour ses besoins de financement.

## **Banque mondiale**

Créée en 1944 à Bretton Woods dans le cadre du nouveau système monétaire international, la Banque possède un capital apporté par les pays membres et surtout emprunte sur les marchés internationaux de capitaux. Elle se compose de cinq branches. La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD, 185 membres en 2007) octroie des prêts essentiellement aux pays à revenus intermédiaires. L'Association internationale pour le développement (AID, ou IDA selon son appellation anglophone, 164 membres en 2003) s'est spécialisée dans l'octroi de prêts des pays les plus pauvres. La Société financière internationale (SFI) est la filiale de la Banque qui a en charge le financement d'entreprises. Enfin, s'ajoutent le Centre international de règlements des différends relatifs aux investissements (CIRDI) et l'Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI). [www.worldbank.org](http://www.worldbank.org)

## **Contrôle des mouvements de capitaux**

Politique volontariste mise en place par certains gouvernements pour freiner la fuite de capitaux et la spéculation financière qui représente plus de 1.500 milliards de dollars par jour sur les marchés des changes. Ces montants n'ont aucun lien avec l'économie réelle ou le commerce réel qui a lieu dans le monde. Peu de gouvernements ont adopté des politiques de contrôle des mouvements de capitaux à l'exception notable du Venezuela.

### **Dérivé**

Un produit dérivé ou derivative product est un instrument financier dont la valeur fluctue en fonction de l'évolution d'un taux ou d'un prix, qui ne requiert aucun placement net initial ou peu significatif et dont le règlement s'effectue à une date future.

A l'origine, les produits dérivés ont été créés pour permettre aux entreprises de se couvrir contre différents types de risques financiers : Risque de taux, Risque de change, Risque de cours des matières premières, Risque de crédit/contrepartie

Quant au swap, c'est un contrat d'échange de flux financiers entre deux intervenants.

Les deux contrats de swap les plus courants sont :

- le swap de taux d'intérêt, qui échange les intérêts d'un prêt ou dépôt à taux variable contre des intérêts à taux fixe;
- le swap de change, qui échange les intérêts et la valeur à l'échéance d'un prêt ou dépôt dans une devise contre sa valeur dans une autre devise.

### **Financiarisation**

La financiarisation est au sens strict le recours au financement et en particulier à l'endettement, de la part des agents économiques.

On parle de financiarisation de l'économie devant la multiplication exponentielle des types d'actifs financiers et des opérations financières dans les pays développés notamment. On peut parler d'un essor du capital financier à distinguer de la notion plus étroite de capital centrée sur les équipements de production.

Le degré de financiarisation d'une nation ou d'une entreprise peut se mesurer par un indicateur simple où le numérateur est composé des actifs financiers et le dénominateur de ces derniers auxquels sont ajoutés les actifs réels. D'une manière plus précise, nous dirons qu'il y a financiarisation lorsque les entreprises industrielles consacrent une part croissante de leurs ressources à des activités strictement financières et que cela tend à se réaliser au détriment de l'activité principale.

### **FMI**

Institution soeur de la Banque mondiale, le FMI est né à Bretton Woods en juillet 1944. A l'origine le rôle du FMI était de défendre le système de change fixe. Progressivement, il s'est transformé en gen-

darme qui impose des plans d'ajustement structurel. Son mode de décision est le même que pour la Banque mondiale et se base sur une répartition des droits de vote en fonction de la puissance économique des Etats membres. Il faut 85 % des voix pour modifier la Charte du FMI (les Etats-Unis possèdent donc une minorité de blocage, vu qu'ils possèdent plus de 17% des voix). Les pays riches détiennent la majorité des voix. [www.imf.org](http://www.imf.org)

### **G7**

Groupe réunissant les pays les plus puissants de la planète : Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon. Leurs chefs d'Etat se réunissent chaque année généralement fin juin, début juillet. Le G7 s'est réuni la première fois en 1975 à l'initiative du président français, Valéry Giscard d'Estaing. La Russie a intégré ce groupe en 1998, qui est donc devenu G8 à cette occasion.

### **Hedge funds**

Un hedge fund (ou fonds spéculatif) est une institution d'investissement empruntant afin de spéculer sur les marchés financiers mondiaux. Plus un fonds aura la confiance du monde financier, plus il sera capable de prendre provisoirement le contrôle d'actifs dépassant de beaucoup la richesse de ses propriétaires. Les Hedge funds ont joué un rôle d'éclaireur dans les dernières crises financières : spéculant à la baisse, ils persuadent le gros du bataillon ( les zinzins des fonds de pension et autres compagnies d'assurance) de leur clairvoyance et crée ainsi une prophétie spéculative auto-réalisatrice.

### **Inflation**

Hausse cumulative de l'ensemble des prix (par exemple, une hausse du prix du pétrole, entraînant à terme un réajustement des salaires à la hausse, puis la hausse d'autres prix, etc.). L'inflation implique une perte de valeur de l'argent puisqu'au fil du temps, il faut un montant supérieur pour se procurer une marchandise donnée. Les politiques néolibérales cherchent donc en priorité à combattre l'inflation pour préserver la valeur du capital rentier.

### **LIBOR**

London Interbank Offered Rate. Taux interbancaire de la City londonienne (très proche du prime rate des Etats-Unis, autre taux de

base des prêts internationaux). Le Libor (London Interbank Offered Rate) est le taux d'intérêt auquel les banques londoniennes se prêtent de l'argent les unes aux autres. Presque tous les prêts à taux variables accordés aux PED sont basés sur le Libor. Les contrats de prêts spécifient que l'intérêt à payer est égal au Libor plus un certain pourcentage. Par exemple : Libor + 3%. Si le Libor est à 4,5%, l'intérêt à payer s'élève à 7,5%.

### **Marchés financiers**

Les marchés financiers, (en anglais, on dit de plus en plus : capital markets, soit marchés de capitaux, au lieu de financial markets), sont les marchés où sont effectuées les transactions sur des actifs financiers et, de plus en plus, leurs produits dérivés.

Les principaux marchés sont :

- des marchés de taux d'intérêt, c'est-à-dire les marchés de la dette, qu'il est d'usage de séparer en :
  - marché monétaire pour les dettes à court terme (moins d'un, deux ou même parfois trois ans à son émission) et marché obligataire pour les dettes originellement à moyen ou long terme ;
  - marché des changes, ou Forex, où l'on échange des devises les unes contre les autres ;
  - marchés d'actions, c'est-à-dire des titres de propriété des entreprises ;
  - et enfin, par tradition, à la frontière avec les marchés organisés de produits de base (en anglais : commodities), les marchés de deux métaux précieux, or et argent, bien que ceux-ci soient de moins en moins monétisés et que leurs marchés soient en fait minuscules en regard de la taille désormais atteinte par les autres marchés.

### **Objectifs du millénaire pour le développement**

Objectifs adoptés en 2000 lors du sommet du Millénaire de l'ONU pour réduire la pauvreté d'ici 2015. Bien trop modestes, ces huit objectifs, calculés par rapport aux chiffres de 1990, ne seront même pas atteints dans un nombre important de pays, surtout en Afrique subsaharienne, certains d'entre eux concernant d'ailleurs des domaines où la situation a en fait empiré. Les huit thèmes choisis sont les suivants :

1. Réduire l'extrême pauvreté et la faim.
2. Assurer l'éducation primaire pour tous.
3. Promouvoir l'égalité et l'autonomisation des femmes.

4. Réduire la mortalité infantile.
5. Améliorer la santé maternelle.
6. Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies.
7. Assurer un environnement durable.
8. Mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

Non seulement le but affirmé est bien terne face à l'enjeu de la satisfaction universelle des besoins fondamentaux, mais surtout ces objectifs imposent discrètement la poursuite du néolibéralisme et ne cherchent qu'à cacher les graves blessures infligées par un modèle économique structurellement générateur de pauvreté.

### **Organisation mondiale du commerce (OMC)**

Créée le 1er janvier 1995 en remplacement du GATT. Son rôle est d'assurer qu'aucun de ses membres ne se livre à un quelconque protectionnisme, afin d'accélérer la libéralisation mondiale des échanges commerciaux et favoriser les stratégies des multinationales. Elle est dotée d'un tribunal international (l'Organe de règlement des différends) jugeant les éventuelles violations de son texte fondateur de Marrakech.

L'OMC fonctionne selon le mode " un pays - une voix " mais les délégués des pays du Sud ne font pas le poids face aux tonnes de documents à étudier, à l'armée de fonctionnaires, avocats, etc. des pays du Nord. Les décisions se prennent entre puissants dans les " green rooms ". [www.wto.org](http://www.wto.org)

### **Pachakutik**

Il s'agit du mouvement politique équatorien de tendance indigéniste et socialiste qui est apparu en 1995 pour représenter les intérêts du mouvement indigène, la CONAIE. Parmi ses fondateurs on trouve le président de la CONAIE, Luis Macas qui avait été candidat aux élections de novembre 2006.

### **PED**

Pays en développement : ensemble formé par 165 pays de niveau hétérogène. Les PED comprennent aussi bien des pays émergents (Chine, Inde, Mexique, Brésil...) que des pays très pauvres (notamment ceux d'Afrique subsaharienne). Sur le plan géographique, la zone délimitée par les PED comprend l'Amérique latine, l'Afrique, l'Asie du Sud et de l'Est et l'ex-bloc soviétique.

### **Politique anticyclique**

Les économies capitalistes ont un caractère cyclique : phases de croissance et phases de récession ou de dépression alternent périodiquement. Une politique anticyclique est une politique volontariste mise sur pied pour contrecarrer la récession lors des mauvaises années. Cette politique se traduit notamment par une baisse des taux d'intérêt destiné à relancer la consommation des ménages et à enclencher un nouveau cycle court ascendant.

### **Produit intérieur brut (PIB)**

Le PIB traduit la richesse totale produite sur un territoire donné, estimée par la somme des valeurs ajoutées.

### **Produit national brut (PNB)**

Le PNB traduit la richesse produite par une nation, par opposition à un territoire donné. Il comprend les revenus des citoyens de cette nation à l'étranger.

### **Termes de l'échange**

Ils représentent le pouvoir d'achat des exportations d'un pays en termes d'importations. L'indice des termes de l'échange le plus courant mesure le rapport entre les prix des exportations et les prix des importations. Une augmentation de cet indice correspond à une amélioration des termes de l'échange : par exemple, un pays vend plus cher ses exportations pour un prix à l'importation constant. Inversement, une diminution de l'indice correspond à une dégradation des termes de l'échange. Entre le Nord et le Sud, l'échange est structurellement inégal puisque les pays industrialisés exportent des produits à haute valeur ajoutée tandis que les pays du Sud exportent surtout des matières premières ou des produits manufacturés à faible valeur ajoutée (en dehors des pays émergents d'Asie) qui sont achetés à très bas prix par les pays industrialisés. En dépit du fait que l'échange soit pour cette raison structurellement inégal, il arrive conjoncturellement que les pays du Sud connaissent une amélioration des termes de l'échange ce qui est le cas depuis 2003/2004 et qui se matérialise par des réserves de change élevées, situation qui contraste vivement avec la dégradation continue des termes de l'échange que ces pays avaient connu depuis le début des années 1980.



### **Titrisation**

La titrisation est, grossièrement, une technique financière qui transforme des actifs illiquides en titres liquides (Obligations ou autres).[1] Elle peut prendre de multiples formes et être utilisée pour satisfaire des besoins divers.

Mode de financement développé aux États-Unis à la fin des années 1980, la titrisation a évolué pour devenir à la fois un instrument de gestion du bilan, de gestion des risques et de création de valeur.

Risques liés à la titrisation: le cas des subprimes

La crise des subprimes d'août 2007 a mis en lumière les risques liés à la titrisation dans l'utilisation des créances immobilières aux USA. Ont été mis en cause dans cette crise tant la qualité des créances amalgamées dans les portefeuilles titrisés que la liquidité de ces titres sur le marché.

Outre les classiques crédits, on pourra titriser des créances commerciales, des loyers d'actifs mobiliers ou immobiliers, des royalties, des flux futurs, bref à peu près tout actif ou droit dont on peut

Les opérations peuvent se classer selon les actifs sous-jacents.

ABS : Asset Backed Securities : le fourre-tout des opérations adossées à des actifs

RMBS : Residential Mortgage Backed Securities : opération adossée à des crédits habitat hypothécaires

CMBS : Commercial Mortgage Backed Securities : adossé à des crédits hypothécaires commerciaux

CDO : Collateralised Debt Obligation : adossé à des dettes diverses (groupe les CBO et CLO)

CBO : Collateralised Bond Obligation : adossé à des obligations

CLO : Collateralised Loan Obligation : adossé à des crédits à des entreprises

WBS : Whole Business Securitisation : adossé à des flux d'activité commerciale ou industrielle

- "Structured Investment Vehicles (SIVs). Il s'agit d'opérations hors bilan comptables des entreprises mis sur pied par des banques ou des gestionnaires d'avoirs pour financer des investissements pour des bons de différents types accolés à des avoirs. Leur seul objectif est d'exploiter la différence entre la dette à court terme qui rapporte peu et des investissements à long terme hautement liquides (dont il est possible de se débarrasser très facilement).

- CDO Collateralized Debt Obligations (Obligations adossées à des actifs) : Titre relatif à un type d'investissement adossé à un ensemble de bons, de prêts et d'autres avoirs. Les CDO ne sont pas spécialisés par rapport à un type de dette mais il s'agit fréquemment de prêts ou bons non hypothécaires.

### **Transfert net négatif**

On appelle transfert net sur la dette la différence entre le service de la dette (remboursements annuels - intérêts et principal) et les sommes reçues en dons et nouveaux prêts pendant la même période. Ce transfert net est positif quand le pays ou le continent concerné reçoit plus que ce qu'il rembourse au titre de la dette. Il est négatif si les sommes remboursées sont supérieures aux sommes qui entrent dans le pays.

# Bibliographie

## **BIBLIOGRAPHIE... SUR LA TOILE :**

### **SUR LE FORUM SOCIAL MONDIAL ET L'ALTERMONDIALISME :**

- AMIN Samir, *Le Forum social mondial est-il utile pour les luttes populaires?*, 8 février 2007, <http://www.alternatives.ca/article2786.html>
- AMIN Samir, *Quel Altermondialisme?*, Le Monde Diplomatique, janvier 2007, <http://www.monde-diplomatique.fr/2007/01/AMIN/14356>
- AMIN Samir, HOUTART François, *Trois défis pour les forums sociaux mondiaux*, Le Monde Diplomatique, mai 2006, <http://www.monde-diplomatique.fr/2006/05/AMIN/13452>
- ANTENTAS Josep Maria, *Mumbai, Aïrs nouveaux*, 23 janvier 2004, Inprecor n.489-490, <http://www.inprecor.org/>
- BONFOND Olivier, *Forum Social Mondial de Nairobi : Premier Bilan*, 2 mars 2007, [www.cadtm.org/spip.php?article2470](http://www.cadtm.org/spip.php?article2470)
- BORON Atilio, *Le dilemme des mouvements sociaux : organiser la désorganisation*, 10 juin 2005, [http://alternatives-international.net/article56.html?var\\_recherche=Atilio&lang=fr](http://alternatives-international.net/article56.html?var_recherche=Atilio&lang=fr)
- CASSEN Bernard, *Repenser le format des forums sociaux, passer à l'acte politique*, 14 janvier 2004, <http://www.france.attac.org/spip.php?article2316>
- FERRARI Sergio, *FSM, du Brésil à l'Inde : " Internationaliser l'autre mondialisation "*, entretien avec Eric Toussaint, mai 2003, <http://www.cadtm.org/spip.php?article519>
- FERRARI Sergio, *Mouvement social et pouvoir politique : un débat essentiel et nécessaire*, entretien avec Eric Toussaint, 3 juillet 2004, <http://www.cadtm.org/spip.php?article725>
- FERRARI Sergio, *Un forum polycentrique pour un mouvement social convergent. Forum social mondial 2006 : définir des priorités et des axes communs*, 5 décembre 2005, [www.cadtm.org/spip.php?article1700](http://www.cadtm.org/spip.php?article1700)
- FERRARI Sergio, *En 2009, le Forum social se mettra au vert en*

*Amazonie*, entretien avec Chico Whitaker, 29 septembre 2007, <http://www.lecourrier.ch/index.php?name=NewsPaper&file=article&sid=437500>

- FORUM DES ALTERNATIVES MAROC, *Les quatre grands défis du mouvement altermondialiste*, 30 décembre 2007, <http://alternatives-international.net/article1524.html>

- HOUTART François, *Forces et limites des forums sociaux*, 11 octobre 2007, <http://alternatives-international.net/article1278.html>

- HOUTART François, *L'avenir du FSM. L'altermondialisme et les Forums sociaux*, 11 octobre 2007, <http://alternativesinternational.net/article1277.html>

- HOUTART François, *Pour un socialisme du XXI<sup>ème</sup> siècle*, 12 septembre 2007, <http://alternatives-international.net/article1194.html>

- JENNAR Raoul Marc, *L'altermondialisme et les gauches*, Attac Wallonie-Bruxelles, 5 juin 2007, <http://test-wb.attac.be/L-altermondialisme-et-les-gauches.html>

- L'ECUYER François, *L'heure des bilans*, 2 février 2007, <http://www.alternatives.ca/article2783.html>

- MASSIAH Gustave, *Evolution globale et altermondialisme*, 25 octobre 2007, [http://www.europe.solidaire.org/spip.php?article7941#outil\\_sommaire\\_0](http://www.europe.solidaire.org/spip.php?article7941#outil_sommaire_0)

- MURPHY PK, FARDEAU J.M, WHITAKER Chico, BOZONNET Charlotte, BEN ABDALLAH Taoufik, *Le FSM de Nairobi : points de vues dans l'Humanité*, 27 janvier 2007, <http://www.europe.solidaire.org/spip.php?article4905>

- NANGA Jean, *L'Afrique à l'heure du Forum social mondial*, Inprecors n.523-524, <http://www.inprecors.org/>

- RAMONET Ignacio, *Caracas*, Le Monde Diplomatique, janvier 2006, <http://www.monde-diplomatique.fr/2006/01/RAMONET/13074>

- ROUSSET Pierre, *Rien n'était joué d'avance! Éléments de réflexion sur le processus indien du FSM*, Inprecors n. 492- 493, <http://www.inprecors.org/>

- ROUSSET Pierre, *Forums sociaux, résistances et nouvel internationalisme*, 10 avril 2004, <http://www.europesolidaire.org/spip.php?article55>

- ROUSSET Pierre, *Cinquième forum social mondial : nouveau succès, nouveaux enjeux*, 20 février 2005, <http://www.cadtm.org/spip.php?article1165>

- ROUSSET Pierre, *Après Porto Alegre 2005 : regard sur le processus des forums sociaux*, 11 avril 2005, <http://www.cadtm.org/spip.php?article1305>
- ROUSSET Pierre, *Regard sur le Forum social de Karachi et sa portée internationale*, Inprecors n. 518, <http://www.inprecors.org/>
- SHIELDS Alexandre, *Forum social mondial, le meilleur des deux mondes*, décembre 2007, [http://www.forumdesalternatives.org/FR/readarticle.php?article\\_id=4630](http://www.forumdesalternatives.org/FR/readarticle.php?article_id=4630)
- WALDEN Bello, *La politique d'équilibre des grandes puissances revient à la mode*, 2 avril 2003, <http://www.france.attac.org/spip.php?article1838>
- WALDEN Bello, BOULANGE Antoine, *Résistance globale*, 16 juillet 2004, [http://www.europesolidaire.org/spip.php?article1232&var\\_recherche=Walden%20Bello](http://www.europesolidaire.org/spip.php?article1232&var_recherche=Walden%20Bello)
- WALDEN Bello, *Quand Davos rencontre Porto Alegre*, février 2001, <http://www.solidarites.ch/journal/index.php3?action=4&id=39&aut=45>
- WALLERSTEIN Immanuel, *De la défensive à l'offensive*, 8 février 2007, <http://www.alternatives.ca/article2788.html>
- WASSERMAN Gilbert, *De la théologie de la libération au Forum social mondial*, Entretien avec Chico Whitaker, <http://www.cairn.info/revue-mouvements-2004-2-page-161.htm>
- WHITAKER Chico, *Forum social 2004*, Bombay, 4 mai 2004, [http://www.reseau-ipam.org/article.php3?id\\_article=283](http://www.reseau-ipam.org/article.php3?id_article=283)
- WHITAKER Chico, *Le Forum mondial polycentrique de 2006 - Défis et enjeux*, 12 novembre 2005, <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article1517>
- WHITAKER Chico, *Le Forum social mondial. Quel est sa raison d'être?*, janvier 2006, [http://www.observeurocde.org/news/fullstory.php/aid/1359/Le\\_Forum\\_social\\_mondial\\_.html](http://www.observeurocde.org/news/fullstory.php/aid/1359/Le_Forum_social_mondial_.html)
- Appel des mouvements sociaux, *Forum social mondial : En route pour Belem*, 30 octobre 2007, <http://alternatives-international.net/article1398.html>
- Contribution collective aux débats du Conseil international (CI) du Forum social mondial qui se déroulera à Berlin du 29 au 31 mai 2007 : évaluation du 7e FSM, 28 mai 2007, [www.cadtm.org/spip.php?article2663](http://www.cadtm.org/spip.php?article2663)

## SUR LA BANQUE DU SUD :

- BOZONNET Charlotte, *Un progrès important vers la création d'une Banque du Sud*, Interview d'Eric Toussaint, 13 mai 2007, [www.cadtm.org/spip.php?article2640](http://www.cadtm.org/spip.php?article2640)

- BRULEZ Sébastien, *La Banque du Sud doit être indépendante des marchés de capitaux*, Interview d'Eric Toussaint, 24 août 2007, [www.cadtm.org/spip.php?article2791](http://www.cadtm.org/spip.php?article2791)

- CADTM, Communiqué de presse, *Des mouvements sociaux et des personnalités importantes d'Amérique latine et du monde se prononcent pour la création d'une Banque du Sud*, 8 décembre, [www.cadtm.org/spip.php?article2976](http://www.cadtm.org/spip.php?article2976)

- KIESEL Véronique (quotidien Le Soir), *La Banque du Sud sur les rails*, Rencontre avec Éric Toussaint, 13 mai 2007, [www.cadtm.org/spip.php?article2639](http://www.cadtm.org/spip.php?article2639)

- LA HORA (Quito), *Ricardo Patiño, ministre équatorien de l'Economie, propose la création de deux instances financières régionales*, 30 avril 2007, [www.cadtm.org/spip.php?article2611](http://www.cadtm.org/spip.php?article2611)

- LE PAYS (Burkina Faso), *Banque du Sud : Enjeux et défis*, 12 juin 2007, source : Le Pays, 11/06/07, [www.cadtm.org/spip.php?article2712](http://www.cadtm.org/spip.php?article2712)

- MARCHINI Jorge, *Banque du Sud : Une proposition utopique ou une perspective immédiate indispensable pour l'Amérique Latine?*, 29 octobre 2007, [www.cadtm.org/spip.php?article2924](http://www.cadtm.org/spip.php?article2924)

- MILLET Damien, TOUSSAINT Éric, *Banque mondiale : l'heure de fermer boutique*, 1er mai 2007, [www.cadtm.org/spip.php?article2614](http://www.cadtm.org/spip.php?article2614)

- MILLET Damien, TOUSSAINT Éric, *Banque mondiale : du plomb dans l'aile*, 20 mai 2007, [www.cadtm.org/spip.php?article2660](http://www.cadtm.org/spip.php?article2660)

- MILLET Damien, TOUSSAINT Éric, *Banque du Sud contre Banque Mondiale*, Le Monde diplomatique, juin 2007, <http://www.monde-diplomatique.fr/2007/06/MILLET/14861>

- RIERA Miguel, *Banque Mondiale : Haut les mains, c'est un braquage!*, Interview d'Eric Toussaint, juin 2007 Revue El Viejo Topo, n° 232, Mai 2007, [www.cadtm.org/spip.php?article2699](http://www.cadtm.org/spip.php?article2699)

- TELESUR, *La Banque du Sud est née à Buenos Aires*, 09/12/07, [www.cadtm.org/spip.php?article2983](http://www.cadtm.org/spip.php?article2983)

- TOUSSAINT Éric, *Retour sur les enjeux autour de la Banque du Sud*, 17 mai 2007, [www.cadtm.org/spip.php?article2653](http://www.cadtm.org/spip.php?article2653)

- TOUSSAINT Éric, *Banque du Sud, contexte international et alternatives*, 5 août 2006, [www.cadtm.org/spip.php?article1998](http://www.cadtm.org/spip.php?article1998)
- VASCOS GONZALES Fidel, *Il faut une Banque du Sud*, Interview d'Eric Toussaint, 12 avril 2007, [www.cadtm.org/spip.php?article2583](http://www.cadtm.org/spip.php?article2583)
- Déclaration de Quito sur la Banque du Sud, 9 mai 2007, [www.cadtm.org/spip.php?article2633](http://www.cadtm.org/spip.php?article2633)

#### **SUR LA DETTE, L'ALBA ET L'INTEGRATION REGIONALE EN AMERIQUE LATINE :**

- BARRY Tom, *Etats-Unis/Amérique latine : L'agenda libre-échangiste en recul*, 16 juillet 2007, <http://risal.collectifs.net/spip.php?article2291>
- CASSEN Bernard, *En marge du sommet avec l'Union Européenne, une nouvelle Amérique latine à Vienne*, juin 2006, <http://www.monde-diplomatique.fr/2006/06/CASSEN/13532>
- COLUSSI Marcelo, *L'ALBA : une alternative réelle pour l'Amérique Latine*, 30 mars 2005, <http://risal.collectifs.net/spip.php?article1364>
- GUDYNAS Eduardo, *La diplomatie de l'énergie et l'intégration sud-américaine à la croisée des chemins*, 3 août 2007, <http://risal.collectifs.net/spip.php?article2285>
- ARDIM Claudia, *Par et pour les latino-américains*, Le Monde Diplomatique, juin 2005, <http://www.monde-diplomatique.fr/2005/06/JARDIM/12518>
- KATZ Claudio, *Mercosur et ZLEA : de l'échec à la soumission*, 18 novembre 2003, Imprecor n. 489-490, <http://www.inprecor.org/>
- KATZ Claudio, *ALCA et dette : les deux faces d'une même domination*, 1er décembre 2003, <http://www.cadtm.org/spip.php?article231>
- KATZ Claudio, *Amérique latine. Au delà du néolibéralisme*, 17 mai 2004, <http://www.cadtm.org/spip.php?article656>
- KATZ Claudio, *Centre-gauche, nationalisme et socialisme*, 20 février 2005, Imprecor n.504, <http://www.inprecor.org/>
- KATZ Claudio, *La gauche et les stratégies socialistes*, 7 décembre 2006, [http://alternativesinternational.net/article1473.html?var\\_recherche=Alvaro%20Garcia%20Linera&lang=fr](http://alternativesinternational.net/article1473.html?var_recherche=Alvaro%20Garcia%20Linera&lang=fr)

- LANDER Edgardo, *Quel projet politique d'intégration pour l'Amérique latine?*, 16 décembre 2004, <http://www.cadtm.org/spip.php?article1013>
- LEMOINE Maurice, *Ligne de fracture en Amérique Latine*, Le Monde Diplomatique, juin 2005, <http://www.monde-diplomatique.fr/2005/06/LEMOINE/12488>
- MARTINEZ Esperanza, *L'ALBA, une nouvelle aube?*, 13 avril 2007, <http://risal.collectifs.net/spip.php?article2050>
- SADER Emir, *Alternatives latino-américaines*, Le Monde Diplomatique, février 2006, <http://www.monde-diplomatique.fr/2006/02/SADER/13164>
- SADER Emir, *L'ALBA: du rêve à la réalité*, 5 juillet 2007, <http://risal.collectifs.net/spip.php?article2292>
- SADER Emir, *B Brésil, un acteur incontournable de l'intégration régionale*, Le Monde diplomatique, décembre 2006, <http://www.monde-diplomatique.fr/2006/12/SADER/14232>
- TOUSSAINT Éric, *Les crises de la dette extérieure d'Amérique latine au XIX ème et XX ème siècle*, 20 mai 2003, <http://www.cadtm.org/spip.php?article166>
- ZIBECCHI Raul, *Amérique du Sud : Point d'inflexion dans l'intégration régionale*, 10 mai 2006, <http://risal.collectifs.net/spip.php?article1740>

#### **SUR L'EQUATEUR :**

- AGUINAGA Margarita, *Equateur. Victoire populaire historique*, 29 novembre 2006, <http://www.inprecor.org/>
- CADTM, *L'Equateur à la croisée des chemins*, juillet 2007, <http://www.cadtm.org/spip.php?article2776>
- LEMOINE Maurice, *Une victoire à consolider en Équateur*, Le Monde Diplomatique, janvier 2007, <http://www.monde-diplomatique.fr/2007/01/LEMOINE/14325>
- MILLET Damien, TOUSSAINT Éric, *Dette : l'Equateur a rendez-vous avec l'histoire*, 24 mai 2007, [www.cadtm.org/spip.php?article2667](http://www.cadtm.org/spip.php?article2667)
- ROSERO E. Andrés, *Assemblée Constituante dans une perspective contre-hégémonique*, Inprecor n.528-529, 6 juillet 2007, <http://orta.dynalias.org/inprecor/article-inprecor?id=22>



- TAMAYO G. Eduardo, *Les médias contre la révolution citoyenne*, 18 septembre 2007, <http://risal.collectifs.net/spip.php?article2321>
- TOUSSAINT Éric, *Les défis du gouvernement de Rafael Correa et la nouvelle constituante*, 12 octobre 2007, [www.cadtm.org/spip.php?article2876](http://www.cadtm.org/spip.php?article2876)
- TOUSSAINT Éric, *Rafael Correa et la nouvelle constituante*, 6 décembre 2007, [www.cadtm.org/spip.php?article2973](http://www.cadtm.org/spip.php?article2973)
- UNDA Mario, *Incertitude aux portes du changement*, 30 octobre 2007, [www.cadtm.org/spip.php?article2900](http://www.cadtm.org/spip.php?article2900)

#### **SUR LE REFERENDUM CONSTITUTIONNEL AU VENEZUELA :**

- ALMEYRA Guillermo, *Et maintenant...*, 6 décembre 2007, <http://alternatives-international.net/article1475.html>
- BEAUDET Pierre, *Venezuela : Chavez doit écouter la base*. Entretien avec Stalin Perez Borge, 13 décembre 2007, <http://alternatives-international.net/article1497.html>
- BIARDEAU Javier, *Venezuela : Pourquoi la défaite?*, 7 décembre 2007, <http://www.france.attac.org/spip.php?article7926>
- BORON Atilio, *Venezuela : Dialectique d'une défaite*, 4 décembre 2007, <http://www.tlaxcala.es/pp.asp?reference=4291&lg=fr>
- DELGADO Sergio, *Venezuela : Que signifie le triomphe du non?*, 7 décembre 2007, <http://www.france.attac.org/spip.php?article7927>
- LANDER Edgardo, *Création du parti unique : fin du débat sur le socialisme du XXIème siècle?*, 25 décembre 2006, <http://risal.collectifs.net/spip.php?article2051>
- LANDER Edgardo, *Le Venezuela à la recherche d'un projet contre-hégémonique*, 1er septembre 2005, [http://www.alternatives.ca/article2073.html?var\\_recherche=Edgardo+Lander](http://www.alternatives.ca/article2073.html?var_recherche=Edgardo+Lander)
- LANDER Edgardo, *Le Venezuela sous Chávez : Quel changement social, quelle démocratie?*, 7 septembre 2007, <http://risal.collectifs.net/spip.php?article2101>
- LOPEZ MAYA Margarita, *Le Venezuela " bolivarien " : une démocratie participative*, juin 2005, [http://www.monde-diplomatique.fr/2005/06/LOPEZ\\_MAYA/12516](http://www.monde-diplomatique.fr/2005/06/LOPEZ_MAYA/12516)
- LOPEZ MAYA Margarita, *La réforme constitutionnelle met-elle en danger la démocratie?*, 30 novembre 2007, <http://www.mouvements.info/spip.php?article222>

- MIGUS Romain, *Eléments d'analyses après le référendum au Venezuela*, 6 décembre 2007, <http://www.voltairenet.org/article153502.html#article153502>
- N. Marcelo, *Chavez, le bonapartisme et les classes populaires*, *Le Débat militant*, n° 170, 13 décembre 2007, <http://www.france.attac.org/spip.php?article7964>
- RODRIGUES Alex, *Selon Edgardo Lander, le référendum réaffirme l'autonomie populaire*, 4 décembre 2007, [http://www.alencontre.org/Venezuela/VeneLeander07\\_12.html](http://www.alencontre.org/Venezuela/VeneLeander07_12.html)
- STEFANONI Pablo, *Venezuela. Quelles leçons sur la gauche?*, 5 décembre 2007, <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article8784>
- TOUSSAINT Éric, *Transformer l'échec du 2 décembre 2007 en un puissant levier pour améliorer le processus en cours au Venezuela d'Hugo Chavez*, 11 décembre 2007, [www.cadtm.org/spip.php?article2988](http://www.cadtm.org/spip.php?article2988)
- VENTURA Christophe, *Rejet de la réforme à la Constitution au Venezuela : un " camouflet " ?*, 3 décembre 2007, <http://www.france.attac.org/spip.php?article7925>
- VIVAS Vilma, PEREZ Borges Stalin, GARCIA Marco, HERNANDEZ Ismael, *Venezuela : Du manque d'organisation des secteurs honnêtes et conséquents qui fondent le processus révolutionnaire*, <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article8459>

#### **SUR LA BOLIVIE :**

- ANTENTAS Josep Maria, VIVAS Ester, *Bolivie : à la croisée des chemins*, 4 octobre 2007, <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article7686>
- BAILLY Maud, *Evo Morales ou l'incarnation de l'espoir bolivien*, 12 octobre 2006, <http://www.cadtm.org/spip.php?article2122>
- DO ALTO Hervé, *Interview avec Evo Morales. " La nationalisation des hydrocarbures sera notre première tâche "*, 20 décembre 2005, *Inprecor* n.513-514, <http://www.inprecor.org/>
- DO ALTO Hervé, *Le défi de Morales*, 13 mars 2006, *Inprecor* n.515-516, <http://www.inprecor.org/>
- DO ALTO Hervé, *Bolivie : La nouvelle constitution existe, l'instabilité persiste*, 10 décembre 2007, <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article8542>

- GARCIA LINERA Alvaro, *Le mouvement indigène bolivien a acquis la capacité de former un bloc historique dans le sens gramscien*, 21 novembre 2006, <http://tlaxcala.es/pp.asp?lg=fr&reference=1660>
- IL MANIFESTO, *Bolivie: " Il y a un risque de coup d'Etat "*. *Entretien avec Evo Morales*, 8 novembre 2007, <http://alternatives-international.net/article1355.html>
- JACQUEMONT Stephanie, LHOIST Yolaine, *La Bolivie porte une estocade à la Banque mondiale*, 29 octobre 2007, [www.cadtm.org/spip.php?article2923](http://www.cadtm.org/spip.php?article2923)
- LEMOINE Maurice, *De quel côté penchera l'armée bolivienne?* *Le Monde Diplomatique*, février 2006, <http://www.monde-diplomatique.fr/2006/02/LEMOINE/13170>
- MARTIN Jorge, *Le gouvernement bolivien nationalise les hydrocarbures*, 12 mai 2006, [http://www.forumdesalternatives.org/FR/readarticle.php?article\\_id=1001](http://www.forumdesalternatives.org/FR/readarticle.php?article_id=1001)
- MORALES Evo, *Discours à la 61ème assemblée générale de l'ONU*, 19 septembre 2006, [http://questionscritiques.free.fr/discours/Evo\\_Morales\\_Bolivie\\_coca\\_indigenes\\_UNU\\_190906.htm](http://questionscritiques.free.fr/discours/Evo_Morales_Bolivie_coca_indigenes_UNU_190906.htm)
- PEREZ Benito, ENGEL Barbara, *Entretien avec Alvaro Garcia Linera. " La nationalisation du gaz bolivien constitue le pilier de notre projet "*, juillet 2006, <http://risal.collectifs.net/spip.php?article1834>
- RUDEL Christian, *Du colonialisme à l'indianisme*, 1er mai 2007, [http://www.forumdesalternatives.org/FR/readarticle.php?article\\_id=3938](http://www.forumdesalternatives.org/FR/readarticle.php?article_id=3938)
- RUIZ Diaz Hugo, *En défense des nationalisations en Bolivie. Actualité des règles internationales, des politiques des nationalisations et du contrôle des activités des transnationales*, 5 août 2006, <http://www.cadtm.org/spip.php?article1999>
- STEFANONI Pablo, *Interview d'Alvaro Garcia Linares. " Le MAS est de centre-gauche "*, Inprecors n.511-512, <http://www.inprecors.org/>
- STEFANONI Pablo, *Entretien avec Alvaro Garcia Linares. " Nous ne pensons pas au socialisme mais à une révolution démocratique décolonisatrice profonde "*, 10 avril 2006, <http://risal.collectifs.net/spip.php?article1790>
- STEFANONI Pablo, *Le labyrinthe de la révolution bolivienne*, Inprecors n.521-522, 20 octobre 2006, <http://www.inprecors.org/>

- STEFANONI Pablo, DO ALTO Hervé, *L'assemblée constituante au centre des attentes*, Inprecor n.521-522, 23 août 2006, <http://www.inprecor.org/>

- STEFANONI Pablo, *Assemblée constituante et " capitalisme andin "*, 27 février 2007, <http://risal.collectifs.net/spip.php?article2177>

- STEFANONI Pablo, *Ballottage catastrophique à l'Assemblée constituante*, octobre 2007, <http://risal.collectifs.net/spip.php?article2356>

- TOUSSAINT Éric, *Bolivie : la lutte des peuples pour l'exercice de la souveraineté sur les ressources naturelles*, 20 octobre 2003, <http://www.cadtm.org/spip.php?article107>

- TOUSSAINT Éric, *Sous la pression populaire, le président bolivien met fin à la présence de Suez en Bolivie*, 17 février 2005, <http://www.cadtm.org/spip.php?article1156>

- UDRY Jean Charles, *Réforme agraire et réappropriation territoriale indigène*, 29 novembre 2006, <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article4597>

- ZIBECCHI Raul, *La première année d'Evo Morales*, 15 mars 2007, <http://risal.collectifs.net/spip.php?article2117>

- Campagne Internationale, *CIRDI/Telecom Italie : Bas les pattes de Bolivie!*, 10 décembre 2007, [www.cadtm.org/spip.php?article2982](http://www.cadtm.org/spip.php?article2982)

#### **SUR LA CRISE ECONOMIQUE ET LE MARCHE DU SUBPRIME :**

- AGLIETTA Michel, *Le capitalisme de bulle en bulle*, Le Monde, 2 septembre 2007, Le Monde, [http://www.france.attac.org/spip.php?article7671#outil\\_sommaire\\_0](http://www.france.attac.org/spip.php?article7671#outil_sommaire_0)

- CORRADI Daniel, *Crédits " subprimes ", une anomalie ou une manifestation de la crise du système?*, Inprecor N.530-531, 8 octobre 2007, <http://orta.dynalias.org/inprecor/article-inprecor?id=439>

- CRAIG Robert Paul, *Destruction imminente de l'économie étasunienne*, 27 novembre 2007, <http://www.france.attac.org/spip.php?article8010>

- HARRIBEY Jean-Marie, *Crise : de l'excès au manque*, Le Monde Diplomatique, 15 septembre 2007, <http://www.france.attac.org/spip.php?article7550>

- JOHSUA Isaac, *L'éclatement de la bulle immobilière américaine*, Inprecor n.530-531, 8 octobre 2007,

- <http://orta.dynalias.org/inprecor/article-inprecor?id=438>  
- JOHSUA Isaac, *Le modèle post-Keynésien et la crise financière*, 9 octobre 2007
- [http://www.france.attac.org/spip.php?article7671#outil\\_sommaire\\_2](http://www.france.attac.org/spip.php?article7671#outil_sommaire_2)  
- LASSERRE Michel, *Crise des crédits immobiliers " subprime " et turbulences financières mondialisées*, 19 août 2007, [www.local.attac.org/18/lettres/lettre2007septembre.pdf](http://www.local.attac.org/18/lettres/lettre2007septembre.pdf)
- LEMAITRE Yvan, *Conjurer la crise en l'entretenant*, Rouge n.2217, 6 septembre 2007, <http://orta.dynalias.org/archivesrouge/article-rouge?id=6756>
- LORDON Frédéric, *Quand la finance prend le monde en otage*, Le Monde Diplomatique, septembre 2007, <http://www.monde-diplomatique.fr/2007/09/LORDON/15074>
- LORDON Frédéric, *Comment protéger l'économie réelle?* Le Monde Diplomatique, septembre 2007, <http://www.monde-diplomatique.fr/2007/09/LORDON/15165>
- MILLET Damien , TOUSSAINT Éric, *La dette, plus menaçante que jamais*, 5 décembre 2007, [www.cadtm.org/spip.php?article2971](http://www.cadtm.org/spip.php?article2971)
- MULLER Karl, *Crise financière mondiale. L'avidité a son prix*, 17 septembre 2007, <http://www.voltairenet.org/article151712.html#article151712>
- PLIHON Dominique, *Les leçons d'une crise*, Politis, 13 septembre 2007, <http://www.france.attac.org/spip.php?article7550>
- SERSIRON Nicolas, *Dette et subprime : troublantes similitudes*, Bulletin du CADTM France N.31, novembre 2007, [www.cadtm.org](http://www.cadtm.org)
- SERSIRON Nicolas, *Dette publique des pays en développement et prêts " subprimes " : hold up chez les populations du tiers et du quart monde*, 19 octobre 2007, [www.cadtm.org/spip.php?article2887](http://www.cadtm.org/spip.php?article2887)
- TOUSSAINT Éric, *Conjoncture économique internationale plombée par l'explosion des bulles de la dette privée et de l'immobilier au Nord*, 8 novembre 2007, [www.cadtm.org/spip.php?article2941](http://www.cadtm.org/spip.php?article2941)
- TOUSSAINT Éric, *Le monde à l'envers?*, 17 novembre 2007, [www.cadtm.org/spip.php?article2953](http://www.cadtm.org/spip.php?article2953)